DES
ÉTABLISSEMENS RUSSES
DANS L'ASIE OCCIDENTALE.

Travels in Circassia, Krim-Tartary, etc., by Edmund Spencer, esq., in two volumes. London, 1838.

Reise auf dem Caspischen Meere und in den Caucasus, von Dr Eduard Eichwald. Stuttgart, 1834-1837.

Nous avons vu, dans la première partie de ce travail (1), quels sont les principaux établissemens de la Russie sur la mer Noire, et quels obstacles il lui reste encore à vaincre sur cette partie du littoral qui s'étend au pied du Caucase, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'à la plaine de Mingrélie : nous allons maintenant nous occuper de la position de cette puissance sur la mer Caspienne et dans les pays qui séparent les deux mers. La mer Caspienne, comme on le sait, est une mer entièrement fermée, dont la plus grande longueur, du nord au sud, est d'environ deux cent cinquante lieues. Ses côtes septentrionale et occidentale, où se trouvent les bouches des plus grands fleuves qu'elle reçoive, appartiennent à la Russie ; au midi, elle baigne les provinces persanes du Ghilan, du Mazenderan et d'Astrabad ; à l'est

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1838.

errent les tribus nomades de la Tartarie indépendante. Pierre-le-Grand, parmi tant d'autres projets, conçut celui d'ouvrir à ses sujets le commerce de l'Inde par la mer Caspienne. Ce fut dans cet espoir qu'il se fit céder par le chah toutes les provinces persanes situées sur cette mer, lesquelles furent restituées peu après la mort de Pierre, et ont été depuis reconquises en partie par la Russie. Il est fort douteux que les déserts qui s'étendent soit à l'est, soit au sud de la mer Caspienne, soient destinés à redevenir la route du commerce de l'Asie, comme ils l'étaient avant la découverte du cap de Bonne-Espérance; mais ce qui est beaucoup moins problématique, c'est l'ascendant sur la Perse qu'ont valu à la Russie ses conquêtes au midi du Caucase. Ce grand empire, dont la décadence déjà ancienne est peut-être encore plus irrémédiable que celle de l'empire ottoman, démantelé par les derniers traités et ouvert aux invasions de son puissant voisin du Nord, ne peut plus être considéré comme jouissant à son égard d'une véritable indépendance. Malgré l'alliance anglaise et les officiers anglais venus des Indes pour dresser les soldats du chah, on ne résiste pas plus à Tehran qu'à Constantinople aux volontés du cabinet de Saint-Pétersbourg, lequel attend patiemment que le temps, ce grand allié de toute puissance en progrès, lui fournisse des occasions favorables pour faire de nouveaux pas en avant (1). Cette position par rapport à la Perse, est surtout due à la guerre de 1827 et au traité de Tourkmantchaï, qui en fut la suite : jusque-là les conquêtes des Russes étaient mal assurées, et une campagne malheureuse pouvait les rejeter au-delà du Caucase. Nous emprunterons à M. Eichwald des détails curieux sur cette guerre, sur celle de 1828 contre la Turquie, en tant que l'Asie en fut le théâtre, et enfin sur une troisième guerre plus récente, soutenue contre les montagnards du Daghestan, qu'avait soulevés un enthousiaste appelé Khasi-Mullah. Nous commencerons par quelques renseignemens sur les provinces russes situées à l'est et au midi de la chaîne caucasienne.

C'est pendant les années 1825 et 1826 que M. Eichwald fit le voyage dont il publie aujourd'hui la relation. Nommé professeur de zoologie à l'université de Cazan, il n'avait accepté cette chaire qu'à condition de faire, aux frais du gouvernement, un voyage autour de la mer Cas-

(1) Le bruit s'est répandu, le mois dernier, qu'une armée russe était entrée dans Tehran, et les Anglais s'en sont beaucoup émus. La nouvelle était fausse et invraisemblable; il s'agissait uniquement de secours envoyés au chah, qui fait la guerre aux habitans du royaume d'Hérat, situé sur les frontières de l'Inde. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a garde de se poser, vis-à-vis de la Perse, en ennemi et en conquérant; il la protége, la conseille et la secourt, ce qui est bien plus habile et plus sûr.

pienne, dont Pallas, Guldenstædt et Gmelin n'avaient visité que quelques points, et sur laquelle ils n'avaient donné que tout juste assez de notions pour en faire désirer de plus étendues et de plus complètes. Au commencement de l'année 1825, l'empereur Alexandre donna ordre au général Yermolof, gouverneur des provinces caucasiennes, de mettre à la disposition du savant professeur le meilleur bâtiment de l'escadre de la mer Caspienne, et de lui procurer tous les secours dont il pourrait avoir besoin dans le cours de son voyage. M. Eichwald partit de Cazan au commencement de mars, accompagné de sa jeune femme, qui voulut partager les fatigues et les dangers qu'allait affronter son mari, et d'un étudiant, son beau-frère. Arrivé à Astrakan, il y fut fort bien accueilli par le général Orlofski, commandant de la flotte de la mer Caspienne, qui avait fait préparer pour lui le plus fort navire qu'il y eût sur cette mer, une corvette de seize canons et de cent hommes d'équipage. Malheureusement le professeur avait envoyé à l'autorité supérieure un plan de voyage qui avait été approuvé et que dès-lors il ne lui fut plus permis de modifier. Le capitaine de la corvette avait ordre de se conformer au plan que le professeur, sans prétendre s'enchaîner ainsi, avait esquissé dans son cabinet : on devait le conduire aux endroits désignés dans cet écrit, non ailleurs. Il eut beau représenter qu'il avait fait son projet primitif d'après certaines suppositions qui ne se trouvaient pas réalisées, qu'on partait plus tard qu'il ne l'avait cru, que les circonstances n'étaient pas celles qu'il avait prévues, etc.; le général Orlofski fut inflexible : comme le soldat *qui ne connaît que sa consigne*, il avait pris au pied de la lettre la décision administrative qu'il était chargé d'exécuter, et rien ne put le faire revenir à une interprétation plus large. Ce premier contre-temps fut suivi de quelques autres. La corvette *l'Hercule*, à bord de laquelle se trouvait M. Eichwald, était trop pesante et avait besoin d'une trop grande masse d'eau pour pouvoir s'approcher beaucoup de la plupart des côtes; il fallut, à cause de cela, renoncer à plusieurs explorations intéressantes. Puis le vent fut souvent contraire, la mer quelquefois orageuse; des instrumens se brisèrent, des échantillons se perdirent; enfin il y eut toute sorte d'accidens qu'énumère le savant allemand pour s'excuser de ce que sa moisson n'est pas plus abondante. Toutefois, M. Alexandre de Humboldt ayant insisté pour que son ouvrage fût publié et s'étant même chargé de lui trouver un éditeur, on peut être rassuré sur la valeur du voyage de M. Eichwald, en tout ce qui touche l'histoire naturelle et la géologie. Pour nous, qui ne l'examinerons qu'au point de vue politique et historique, nous ne voyons

guère comment il pourrait être, sous ce rapport, plus intéressant et plus instructif.

La principale ville des pays qui avoisinent la mer Caspienne est Astrakan. Cette ancienne capitale d'un royaume tartare n'est pas une nouvelle conquête de la Russie : elle faisait déjà partie de l'empire sous Pierre-le-Grand, qui y avait formé un établissement maritime considérable. Entourée de steppes incultes, elle n'en a pas moins une admirable position, parce qu'elle est assise sur le Volga, fleuve immense qui est comme la grande artère de l'empire russe. Le Volga a huit cents lieues de cours navigable ; il communique avec Saint-Pétersbourg et la mer Baltique par des canaux et des lacs, avec la mer Noire par le Don, dont il s'approche jusqu'à quinze lieues ; il touche aux frontières de la Sibérie par la Kama, son principal affluent, et, après avoir arrosé les provinces les plus populeuses et quelques-unes des villes les plus importantes de la Russie centrale, il vient enrichir Astrakan par la fabuleuse quantité d'énormes poissons qu'il fournit à ses pêcheries. Astrakan est le point de contact de l'Europe avec l'Asie supérieure ; aussi cette ville, qui, sur ses 45,000 habitans, compte à peine 20,000 Russes, a-t-elle une physionomie tout orientale. Des Tartares, des Arméniens, des Persans, y ont fixé leur demeure ; des Boukhares, des habitans de Khiva, des Turcomans, y viennent vendre leurs marchandises ; des Kalmouks ont leurs tentes en dehors de la ville. Une partie du commerce s'y fait par les caravanes, et l'on voit souvent des files de chameaux passer dans les rues. On trouve à Astrakan jusqu'à des marchands indous, qui y font même des affaires assez considérables. En fait d'Européens, on y voit principalement des Français, des Allemands et des Anglais : il y a aussi des juifs ; « mais, dit M. Eichwald, ils n'y font pas fortune, parce que les Arméniens sont des concurrens trop redoutables sous le double rapport de l'activité commerciale et de la mauvaise foi. » Le commerce d'Astrakan est considérable, quoique bien moindre qu'il ne pourrait être ; ce n'est guère, jusqu'à présent, qu'un commerce de commission. Les Persans et les Arméniens établis dans cette ville reçoivent les marchandises qu'on leur expédie de la Boukharie ou de la Perse, et les transportent à la fameuse foire de Nijnéi Novgorod, où ils les échangent contre les produits européens et russes les plus demandés dans l'intérieur de l'Asie. Malheureusement pour Astrakan, le lit du Volga devient moins profond d'année en année ; le sable qu'il entraîne avec lui en très grande quantité s'amasse en divers endroits, et forme des bancs qui gênent beaucoup la navigation et empêchent les bâtimens

un peu forts de remonter aussi haut qu'ils le faisaient autrefois. Astrakan n'en est pas moins le port de commerce le plus important qu'ait la Russie sur la mer Caspienne. La marine impériale n'a pas besoin d'entretenir, sur cette mer, un matériel considérable, parce que le pavillon russe est le seul qui y flotte; mais, s'il était utile d'y faire des armemens, le chantier d'Astrakan en fournirait facilement les moyens.

M. Eichwald quitta cette ville le 7 mai 1825; mais il ne put commencer son *périple* que le 22 juin, parce que la corvette qui le portait fut retenue jusque-là, par les vents contraires et le manque d'eau, sur un banc de sable qui se trouve en face de l'embouchure du Volga. Nous ne l'accompagnerons point pas à pas dans son voyage; nous suivrons même un autre ordre que celui de ses diverses excursions, pour résumer avec plus de clarté les renseignemens qu'il donne sur les diverses contrées qui bordent la mer Caspienne. Nous commencerons par celles qui appartiennent à ce vaste ensemble de pays fort mal connus qu'on appelle Tartarie indépendante.

A l'orient de la mer Caspienne s'étend une steppe élevée, entrecoupée de montagnes stériles, et habitée par des Kirghis et des Turcomans nomades. Cette steppe est la route de l'Inde, et c'est là ce qui la rend intéressante aux yeux de la Russie. Des bords de la mer Caspienne à Khiva, il n'y a pas cent cinquante lieues. De Khiva, en remontant le cours de l'Oxus, on arrive par Boukhara et par Balkh, l'ancienne capitale de la Bactriane, aux montagnes qui dominent la vallée de l'Indus. On sait que c'est par la Bactriane qu'Alexandre entra dans l'Inde. Pierre-le-Grand, en 1717, voulut s'emparer de Khiva, et y envoya trois mille hommes sous les ordres du prince Bekowitz. Cette expédition eut une issue malheureuse, et le czar n'eut pas le temps de la renouveler. Mais aujourd'hui il ne serait pas difficile aux Russes de se rendre maîtres de Khiva, s'il est vrai, comme le dit M. Gamba dans son *Voyage dans la Russie méridionale*, qu'au commencement de ce siècle un parti de Cosaques des bords de l'Oural pénétra jusqu'à cette ville et s'en empara sans en avoir reçu l'ordre. Le gouvernement, ne jugeant pas le moment venu, força ces Cosaques de revenir dans leurs *stanitzes*. Un publiciste anglais, fort hostile au cabinet de Saint-Pétersbourg, assure qu'en 1830 il se préparait à faire la conquête de Khiva, et qu'on avait déjà réuni, dans ce but, des troupes à Orenbourg, quand la révolution de Pologne força de leur donner une autre destination (1). Quoi qu'il en soit de l'exactitude de cette assertion,

(1) *Progrès et position actuelle de la Russie en Orient*, pag. 139.

il est très vraisemblable que la Russie a des vues de ce côté, et que, tôt ou tard, elle prendra pied en Boukharie. Un semblable établissement ne serait pas sans importance, car la Boukharie est limitrophe du Thibet et du Cachemire. Les Boukhares, peuple éminemment actif et intelligent, sont les courtiers de la Haute-Asie, comme les Arméniens ceux de l'Asie occidentale, et tout le commerce de ces contrées passe par leurs mains.

M. Eichwald ne visita que deux points de la côte orientale de la mer Caspienne, Tuk-Karagan et le golfe du Balkhan. Tuk-Karagan est le point de cette côte le plus rapproché d'Astrakan. Les négocians de cette ville y envoient des marchandises à échanger contre celles qu'apporte la caravane de Khiva; mais ce commerce ne se fait pas assez facilement pour être bien considérable. Il est fort entravé, sur mer, par des pirates turcomans, et, sur terre, par des brigands kirghis. « Toute la côte de Tuk-Karagan, dit M. Eichwald, est habitée par des Turcomans qui sont à quelques égards dans la dépendance du khan de Khiva. Les habitans de Khiva n'y restent que pour les besoins de leur commerce; quand ils ont échangé leurs marchandises contre celles d'Astrakan, ils s'en retournent chez eux. On trouve en plus grand nombre sur cette côte des Kirghis-Khasaks, peuple nomade, pillard et indiscipliné. Ces Kirghis se disent sujets russes ou du moins reconnaissent la suzeraineté de la Russie, ce qui ne les empêche pas de piller, quand ils le peuvent, les caravanes russes qui vont à Khiva ou à Boukhara. Le khan ne le tolère pas, mais la steppe est si grande que les voleurs trouvent aisément à s'échapper. Aussi le commerce d'Orenbourg ou d'Astrakan avec Khiva se fait difficilement, et les marchands russes y trouvent rarement de grands profits. Pour mettre un terme à ces brigandages, il n'y aurait pas d'autre moyen que d'établir des forteresses chez ces peuplades, de manière à exercer sur elles le même pouvoir que dans la steppe des kalmouks. Alors il serait facile de trouver et de châtier les pillards, et surtout les caravanes pourraient passer sans danger. »

La baie de Tuk-Karagan offre le meilleur hâvre de la mer Caspienne : c'est ce qui l'a fait choisir comme point de rencontre par les marchands d'Astrakan et ceux de la Boukharie. Les marchandises sont portées à Khiva à dos de chameau : il faut près d'un mois pour faire ce voyage. La tradition rapporte qu'il existait autrefois des villes florissantes sur cette côte; on n'y voit plus que quelques ruines et des camps tartares. Les Kirghis et les Turcomans, habitans de ce pays, sont toujours en guerre. Lors du voyage de M. Eichwald, les Turco-

mans, étant les plus faibles, s'étaient mis sous la protection du khan de Khiva qui avait pour favorite une femme de leur nation : les Kirghis craignent ce prince, quoiqu'ils ne soient pas ses tributaires.

Plus tard, M. Eichwald visita le golfe du Balkhan, situé aussi sur la côte orientale, mais beaucoup plus au midi. Quoique ce golfe soit situé à une latitude plus méridionale que celle de Naples, il gèle souvent l'hiver : en revanche, la chaleur y est intolérable pendant l'été. Cette succession d'hivers rigoureux et d'étés brûlans est assez ordinaire sur les bords de la mer Caspienne, et l'on sait, du reste, que le climat de la Haute-Asie est généralement *excessif*. Les bords du golfe du Balkhan sont habités ou plutôt parcourus par les Turcomans, qui y promènent leurs tentes de feutre, leurs immenses troupeaux de moutons, leurs admirables chevaux et leurs chameaux. Ils se divisent en trois tribus principales : les Youmout qui habitent entre Astrabad et le golfe de Karabouga et qui sont soumis aux Persans; les Beka, répandus plus à l'est, qui ne reconnaissent qu'à moitié l'autorité du chah; enfin les Koklan, qui demeurent plus au nord et qui sont tout-à-fait indépendans, sauf peut-être une légère redevance qu'ils paient au khan de Khiva. Tous sont mahométans sunnites et parlent un dialecte tartare. « Il arrive quelquefois, dit M. Eichwald, qu'un Russe échappé des prisons de Bakou ou d'Astrakan trouve un asile chez les Turcomans; ordinairement il embrasse leur religion et on lui donne aussitôt une femme, une *kibitke* et les animaux domestiques nécessaires. Il s'accoutume à leur vie, et ne se soucie plus de retourner dans sa patrie où il est sous le coup d'une condamnation. Celui que nous vîmes près du golfe du Balkhan et que trahissaient ses traits européens, était un beau jeune homme; il niait qu'il fût Russe et faisait semblant de ne pas comprendre ce que nous disions, mais sa rougeur et sa contenance embarrassée prouvaient assez qu'il mentait. »

Ce qui attirait principalement M. Eichwald sur cette partie de la côte était le désir d'explorer l'ancienne embouchure du fleuve Oxus. Au pied du mont Balkhan qui donne son nom au golfe est une rivière appelée Akh-Tam. Ce nom, suivant la remarque du professeur allemand, provient peut-être de l'ancien nom : Akh-tam veut dire *argile blanche;* mais *akh* et *okh* sont probablement le même mot, et *okh-sou* dans ce cas voudrait dire *eau blanche,* puisque *sou* signifie *eau* en tartare. Le lit de l'Akh-Tam, d'après sa profondeur, a dû être celui d'un cours d'eau considérable, et ce qui le prouve encore, c'est qu'à son entrée dans la mer, se trouve une barre semblable à celle que forment, à l'embouchure des grands fleuves, les sables que leur courant en-

traîne. L'Akh-Tam n'était que le bras droit de l'Oxus, appelé Amou-Daria par les Tartares; un autre bras appelé Adjaib, lequel est souvent à sec, se jette, plus au midi, dans la mer. A quelques lieues du rivage, à l'endroit où l'Amou-Daria se séparait en deux, on voit maintenant un lac salé formé probablement par la mer qu'un violent vent d'ouest aura fait remonter dans l'une ou l'autre des deux embouchures. Les Turcomans ont entendu parler d'une époque où cette côte était très fréquentée, lorsque l'Akh-Tam, venant des frontières de l'Inde, passait par Khiva et amenait dans le golfe une grande quantité de poissons auxquels se joignaient ceux qui remontaient de la mer dans le fleuve. Un ancien khan de Khiva détourna le bras de l'Oxus qui se rendait dans la mer Caspienne, dans le but d'intercepter le commerce de l'Inde qui se faisait par cette voie et qui passait par ses états, ce qu'il regardait comme un danger pour son indépendance.

Les Russes ont fait explorer plusieurs fois cette embouchure. Il n'y a pas de doute que s'ils s'emparaient de Khiva, ils essaieraient de faire rentrer le fleuve dans son ancien lit, et peut-être n'y trouveraient-ils pas beaucoup de difficulté. En 1825, ils n'avaient aucun établissement sur la côte du Balkhan; peu d'années avant, une petite tribu turcomane de cette côte avait voulu se mettre sous leur protection; mais d'autres tribus plus fortes, excitées par le khan de Khiva et par celui de la province persane d'Astrabad, vinrent l'attaquer et la piller, en sorte qu'elle quitta le pays et se dispersa en Boukharie et en Perse. Toute cette contrée a l'aspect le plus sauvage et le plus stérile; toutefois il paraît que dans les monts Balkhans on trouve de l'eau potable, de la végétation et de grands arbres.

Non loin du golfe du Balkhan, se trouve une assez grande île appelée Tcheleken. Lorsque M. Eichwald la visita, elle était gouvernée par un chef turcoman nommé Khiat-Aga, qui s'était placé sous la suzeraineté de la Russie à laquelle il était fort dévoué. Il avait eu autrefois de grandes propriétés sur la frontière de Perse; mais ayant eu trop à souffrir des vexations des Persans, il s'était retiré dans cette île, où sa tribu l'avait suivi. Il était allé une fois à Tiflis et avait fait élever son fils dans cette ville : aussi celui-ci parlait et écrivait le russe et avait des manières tout européennes. Le vieux Khiat-Aga, par son dévouement aux Russes, s'était attiré la haine des Turcomans de la colline d'Argent et d'Astrabad, et il aurait risqué sa vie en allant sur la côte; il restait toujours fidèle à la Russie, quoique le chah lui eût offert le titre de khan pour l'en détacher, et quoique le général Yermolof eût négligé depuis long-temps de répondre à ses complimens et à ses pré-

sens. L'île de Tcheleken est tout-à-fait stérile, mais elle produit de la naphte et du sel que de petites embarcations persanes viennent prendre et qui sont d'un assez bon rapport. Les Turcomans qui habitent cette île exerçaient autrefois la piraterie : montés sur leurs petits bateaux qu'ils manœuvrent avec une adresse incroyable, ils allaient souvent piller la côte de Perse; mais leur chef avait su leur persuader de mener une vie plus régulière et de se borner aux profits que leur procure la vente de la naphte et du sel. Ce commerce pourrait être très avantageux, mais les Turcomans sont paresseux, insoucians et n'aiment pas à se donner de la peine; aussi n'en tirent-ils pas un fort grand parti. M. Eichwald fait remarquer que ces pauvres gens pourraient être fort utiles à la Russie dans le cas d'une expédition contre Khiva ou sur la côte orientale. Mais peut-être les choses ont-elles beaucoup changé à Tcheleken depuis son voyage, car il paraît que les tribus turcomanes qui se soumettent aux Russes deviennent odieuses aux autres tribus et qu'elles ont tout à redouter de leur part.

La côte méridionale de la mer Caspienne appartient aux provinces persanes d'Astrabad, de Mazenderan et de Ghilan, appelées par les anciens Hyrcanie et pays des Mardes. La partie orientale de ces provinces fut le berceau de l'empire des Parthes; la partie occidentale dépendait de la Médie, point de départ des conquêtes de Cyrus : on se trouve donc là au milieu des plus grands souvenirs de l'antique Asie. M. Eichwald voulait visiter le littoral de tous ces pays, mais sa corvette ne put entrer dans le golfe d'Astrabad, faute de profondeur suffisante, et il eût été fort imprudent à lui de s'aventurer, loin du bâtiment et hors de portée de tout secours, sur un rivage peuplé de Turcomans célèbres par leurs rapines. Il se rabattit donc à regret sur le Mazenderan, où il débarqua à l'embouchure de la rivière Boboul. Ce n'était plus le triste aspect de la côte de Tartarie, ses sables, ses rochers, sa maigre végétation : c'était une terre aussi fertile que pittoresque. On voyait partout les plus beaux ombrages, des citroniers, des grenadiers mêlés aux aulnes et aux érables, surtout des vignes en énorme quantité : la plupart des ceps étaient de la grosseur de la cuisse, et leurs branches s'étendaient d'un arbre à l'autre, formant des labyrinthes où l'on ne pouvait passer qu'avec peine. Les jardins sont pleins de melons, de pastèques, de concombres; on voit aussi sur les bords du fleuve des cotonniers et des plantations de cannes à sucre. Comme il arrive souvent, ce beau pays a des habitans très pauvres par suite de leur paresse. La terre est d'une fertilité merveilleuse, mais elle n'est presque jamais labourée; il suffit de

quelques coups de bêche à la surface pour qu'elle donne une riche moisson. Le voyageur allemand fut singulièrement frappé de la paresse des Persans, lorsqu'il vit quelle espèce de marchandises on leur apportait d'Astrakan. C'étaient de petits coffres d'un travail fort simple qu'on leur vendait fort cher et qu'il leur eût été facile de faire bien plus beaux avec les excellens bois qu'ils possèdent en abondance, des cuirs en grande quantité, quoiqu'ils aient beaucoup plus de moutons et de vaches qu'il n'en faut pour se procurer cet article, et d'autres choses semblables. M. Eichwald fut également étonné de la haine fanatique vouée aux chrétiens par les habitans du Mazenderan. Ainsi, pendant son voyage à Balfrouch, capitale de cette province, il fut entouré d'une troupe d'enfans qui l'accablèrent d'injures et jetèrent de la boue aux matelots dont il était escorté, bien qu'il fût en compagnie d'un riche marchand du pays. Cette malveillance dont il eut à souffrir dans plus d'une occasion, se manifesta sous une autre forme dans ses rapports avec le khan de Balfrouch qui, après lui avoir fait de très belles promesses, chose dont les Persans ne sont pas avares, l'empêcha de faire, dans les montagnes, une excursion à laquelle il tenait beaucoup. Pourtant le chah, sur la demande de l'envoyé russe, avait donné l'ordre de procurer au professeur allemand toutes les facilités possibles pour ses explorations; mais ce sont là des ordres dont les khans ne tiennent aucun compte. Le khan de Balfrouch est tout puissant dans sa ville : moyennant le paiement d'une redevance annuelle au chah, il peut pressurer les habitans à sa volonté; il leur impose diverses taxes, supportées particulièrement par les marchands et les ouvriers; le bazar lui donne de grands revenus. Si le khan ne plaît plus au chah, il en envoie un autre et enlève au précédent toutes ses richesses. Quiconque a assez d'argent pour payer cet honneur peut devenir khan : celui qui paie le mieux a la meilleure province. Des Arméniens même peuvent obtenir cette dignité quand ils sont assez riches pour l'acheter.

Le Mazenderan est une des provinces les plus fertiles de la Perse, et il est souvent mentionné dans les anciennes poésies. « Qu'est-ce que le Mazenderan? dit Firdoussi; n'est-ce pas la terre des roses? ni trop chaud, ni trop froid; un printemps éternel. » C'est un pays charmant : aussi Abbas-le-Grand résidait de préférence à Ferabad, et le dernier chah, Feth-Ali, visitait souvent son palais de Balfrouch. « Si cette province, dit M. Eichwald, était convenablement cultivée, elle pourrait donner des revenus très considérables; malheureusement les Persans sont de la plus grande ignorance en agriculture. La soie,

le coton, le riz et le vin, objets qu'on traite avec la dernière négligence, pourraient produire immensément; la culture de la canne à sucre devrait aussi prendre une grande extension. Elle réussit très bien, mais on ne travaille pas le sol et on ne fait rien pour en augmenter la fécondité : puis on ne sait faire, en Mazenderan, qu'un mauvais sucre brun, d'une douceur nauséabonde. Si l'on soignait la culture de la canne et qu'on établît des raffineries, ce qui pourrait se faire en grand à Astrakan, cette province deviendrait une source de richesses, d'autant plus qu'on pourrait y introduire l'indigo, qui y viendrait sans doute aussi bien que la canne à sucre, la casse et le galbanum. Mais pour cela il faudrait que ce pays fût sous la protection de la Russie, et qu'il s'y établît des colons européens. »

M. Eichwald fut encore plus mal reçu dans le Ghilan que dans le Mazenderan. La corvette, étant arrivée devant Enzli, jeta l'ancre à une lieue et demie du rivage, parce que cette rade est la plus dangereuse de la mer Caspienne, et qu'il faut toujours s'y tenir prêt à gagner promptement le large. Un sous-officier tartare fut d'abord envoyé en reconnaissance ; mais à peine parut-il dans le port, que le peuple, à la vue de son uniforme, se mit à jeter de grands cris, en lui enjoignant avec menaces de ne pas venir à terre. Il eut beau dire qu'il était envoyé au khan pour obtenir la permission de débarquer, on lui jeta des mottes de terre, et il fut obligé de revenir à bord. Le lendemain, M. Eichwald alla lui-même faire une nouvelle tentative, mais il trouva sur le rivage une quantité de Persans rassemblés pour l'empêcher de débarquer, et des envoyés du khan vinrent dans un canot lui dire qu'on ne pouvait le laisser venir à terre sans avoir obtenu l'autorisation du chah Sadek de Ghilan : on désigne ainsi un fils du chah, gouverneur de province, et celui dont il s'agissait était un enfant de six ans. Il voulut se prévaloir de l'autorisation donnée par le chah lui-même ; mais il lui fut répondu qu'on n'en savait rien, qu'on allait envoyer un exprès à Recht, et que la réponse arriverait infailliblement dans deux jours. « Je vis bien, dit-il, que c'était une ruse persane pour nous tenir loin du port, et nous faire attendre indéfiniment sur cette rade si dangereuse. Quoique le chah soit en bons rapports avec la Russie, les Persans ne permettent pas aux bâtimens de guerre russes de débarquer sur la côte du Ghilan. Il n'en est pas de même des bâtimens marchands sur lesquels il ne se trouve ni soldats, ni canons. L'année précédente, ils avaient chassé d'Enzli le consul russe qui était revenu à Bakou, parce que le chah lui-même s'était opposé à ce qu'il habitât Enzeli, tout en lui offrant l'autorisation de

séjourner à Tehran. » Il ne faut pas oublier que tout ceci se passait quelques mois seulement avant que la guerre éclatât. Abbas-Mirza, le prince héréditaire, s'y préparait dès-lors, et sans doute il cherchait à réveiller partout la haine contre les Russes, afin de donner quelque énergie au sentiment national. Il est probable que depuis lors le traité de Tourkman-Tchaï et les revers qui l'ont amené, ont singulièrement adouci les procédés des Persans envers leurs voisins du nord.

M. Eichwald, ainsi repoussé, jugea inutile d'attendre une permission qui ne viendrait probablement jamais, et se décida à regagner Bakou, sans avoir vu le Ghilan que de loin. Cette province, qui est limitrophe des possessions russes, est une des plus riches de la Perse. Ses produits bruts sont la soie, le riz, les oranges, les fruits de toute espèce, le chanvre, les bois de construction, etc. On y fabrique des étoffes de soie, des draps, des cotonnades, de la coutellerie et des armes de fer et d'acier. Le Ghilan et le Mazenderan exportent beaucoup de soies grèges : il en sort du Ghilan seul 900,000 livres anglaises par an; deux dixièmes vont à Astrakan, le reste va à Bagdad, à Constantinople et dans l'intérieur de la Perse.

Occupons-nous maintenant des provinces conquises par la Russie à l'orient et au midi de la chaîne caucasienne. Depuis Astrakan jusqu'aux bouches du Terek, s'étend une steppe immense où l'on ne trouve ni bois, ni bonne eau, et qui ne produit qu'un peu d'herbe pour les troupeaux des tribus nomades qui la parcourent. Cette steppe est bornée au nord par le Volga et le Don, à l'est par la mer Caspienne, à l'ouest par la mer d'Azof, au midi par la chaîne caucasienne. Le Kouban et le Terek, deux fleuves qui, nés au pied des mêmes glaciers, courent presque aussitôt dans des directions opposées, l'un vers la mer Noire, l'autre vers la mer Caspienne, séparent cette région stérile et déserte des belles vallées du Caucase. Quand on a passé le Terek près de son embouchure, on entre dans le Daghestan, qui forme une longue zône entre la mer et les montagnes. Quelques détails empruntés à M. Eichwald nous apprendront jusqu'où s'étend l'autorité de la Russie dans ces contrées.

Les principales villes du Daghestan qui se divise en septentrional et méridional sont Tarki et Derbend. Tarki, ou plutôt Tarkhou, était gouvernée, en 1825, par un souverain héréditaire appelé *chamkal*, qui était tributaire de la Russie. Sur la montagne qui la domine, Yermolof a fait bâtir une forteresse appelée *l'Orageuse*, à cause des fréquens orages auxquels elle est exposée, et destinée à pro-

téger la ville contre les montagnards. Les plus redoutables de cette partie du Caucase sont les Tchetchenzes, dont les incursions désolent le territoire du chamkal. Ils ont plus d'une fois prêté serment de fidélité à l'empereur; mais ils le violent sans scrupule à la première occasion, et laissent peu de relâche aux troupes du Daghestan et à celles de la ligne du Terek. Peu de temps avant le voyage de M. Eichwald à Tarki, un de leurs moullahs avait poignardé deux généraux russes près desquels il s'était introduit comme chargé par ses compatriotes de traiter de la paix. Cet évènement ayant vivement frappé les esprits, Yermolof s'était aussitôt transporté de Tiflis dans le Daghestan, et avait pénétré dans les montagnes des Tchetchenzes, plus loin que personne ne l'avait encore fait. Il y resta neuf mois, brûla tous leurs villages, et punit de mort les principaux auteurs du crime. Il les dompta ainsi et leur fit prêter serment de fidélité. Les Tchetchenzes, du reste, n'obéissent guère à leurs princes et ont plutôt une espèce de constitution républicaine, ce qui fait qu'il est très difficile de s'assurer de leur soumission, tandis que chez les Circassiens, par exemple, les princes ont une grande autorité sur leurs tribus.

Les chamkals de Tarki, dont la dignité prit naissance dans le VIIIe siècle, lorsque les Arabes étendirent leurs conquêtes sur les bords de la mer Caspienne, régnaient autrefois sur tout le Daghestan, et ils étaient considérés comme les plus puissans souverains du Caucase, après les rois de Géorgie. Les premiers rapports des chamkals avec la Russie eurent lieu en 1559. Quelquefois ils se mirent en hostilité avec elle; quelquefois ils reconnurent la souveraineté des czars. En 1718, le chamkal Adeil-Ghiréi rendit de grands services à Pierre-le-Grand, et lui prêta serment de fidélité; ce fut alors que le czar bâtit, sur les bords du Koisou, la forteresse de Sainte-Croix. En 1725, Adeil-Ghiréi, poussé par les Turcs, attaqua cette forteresse avec trente mille hommes; mais il fut battu et fait prisonnier, et Pierre, qui s'était rendu maître de toutes les côtes de la mer Caspienne, supprima la dignité de chamkal. Toutes les provinces persanes ayant été restituées dix ans plus tard par la Russie, Nadir-Chah rétablit cette dignité dans la personne du prince Koumouk-Kaspoulat. En 1786, Mourtazami, fils de celui-ci, se soumit à la Russie et lui resta fidèle jusqu'à sa mort. C'était son neveu Mekhti qui régnait en 1825. Il avait le rang de lieutenant-général, était décoré deplusieurs ordres russes et touchait en outre une pension. Il était vassal de l'empereur, mais jouissait seul des revenus du pays, et ne payait aucune redevance. Après sa mort, son territoire devait être incorporé à l'empire.

Derbend, située au midi de Tarki, est bâtie sur le penchant d'une montagne dont les racines vont se perdre dans la mer. C'est une ville considérable, habitée par des Tartares, des Arméniens et des juifs. Il y a, en outre, un certain nombre de fonctionnaires et d'officiers russes. Les Tartares de Derbend sont mahométans chiites, ainsi que tous les Persans qui, comme on le sait, regardent Ali comme le successeur légitime de Mahomet, tandis qu'Abou-Bekr, Omar et Osman sont à leurs yeux des usurpateurs. Les Tartares qui habitent au nord de Derbend, sont, au contraire, sunnites comme les Turcs et les Tartares de la Haute-Asie. Autrefois il n'y avait que des sunnites dans le Daghestan; mais le chah Ismaïl, lorsqu'il s'empara des côtes occidentales de la mer Caspienne, les força d'adopter sa croyance : ceux qui s'y refusèrent furent punis de mort. C'est ainsi que Derbend, Bakou et les pays environnans furent convertis à la secte d'Ali.

Derbend est une ville très ancienne; elle passe, parmi les Orientaux, pour avoir été bâtie par Alexandre-le-Grand, qui pourtant ne vint jamais jusque-là. On y trouve des monumens curieux des premiers temps de l'islamisme, et M. Eichwald s'y mit en quête de vieilles inscriptions koufiques pour un orientaliste de ses amis. Ce qu'il y a de plus remarquable, peut-être, c'est la double muraille qui descend depuis le haut de la ville jusqu'à la mer sur une longueur d'une demi-lieue. Cette muraille était destinée à défendre l'étroit passage qui se trouve là entre le pied du Caucase et la mer, contre les attaques des peuples du Nord, appelés Gog et Magog par les Arabes. De là vient le nom de la ville qui a pour racine le mot *dar* ou *der* dont la signification est *porte*. Les Turcs l'appellent *Demir-Kapi*, la porte de fer, et les Arabes *Bab-al-Abwab*, la porte des portes. La muraille de Derbend se prolongeait à l'ouest à partir de la citadelle, et on en trouve des restes à plusieurs lieues dans les montagnes : suivant les récits des Persans, elle s'étendait au moins jusqu'aux frontières de la Géorgie. Ces sortes de constructions n'étaient pas rares en Orient : sans parler de la fameuse muraille de la Chine, il y en avait une qui s'étendait depuis Bactres jusqu'à la mer Caspienne; là commençait une autre muraille qui bornait au sud le Mazenderan, dont le nom signifie *pays au dedans du mur*. C'était probablement l'ouvrage d'un roi sassanide, peut-être du même Kosrou-Nouchirvan qui bâtit la muraille de Derbend. Derbend fut toujours considérée comme le boulevart de l'empire persan contre les peuples du Nord. Elle fut prise par Pierre-le-Grand en 1722; plus tard elle revint à la Perse. En 1766, le khan de Kouba la rangea sous sa domination. Ce puissant prince se mit sous la pro-

tection de la Russie; il étendit son pouvoir jusqu'au Kour, et les khans de Bakou et de Chamakhi devinrent ses tributaires. Son fils Schikh-Ali-Khan reconnut aussi la suzeraineté russe. Lorsqu'en 1795, Catherine II déclara la guerre à la Perse et envoya en Daghestan le comte Valérien Zoubof, Derbend refusa de lui ouvrir ses portes et il fallut l'emporter d'assaut. Schikh-Ali-Khan et sa famille y furent faits prisonniers. Lorsque Paul Ier, qui aimait à faire le contraire de ce qu'avait fait sa mère, rappela ses troupes des provinces caucasiennes, il rendit à Schikh-Ali la dignité de khan de Derbend et de Kouba. En 1806, celui-ci s'associa aux complots du khan de Bakou, l'assassin du général Tsitsianof. Des troupes russes, envoyées pour punir l'un et l'autre, parurent sous les murs de Derbend, et les habitans de cette ville chassèrent leur khan. Depuis ce temps la province de Derbend, sa capitale exceptée, est sous la domination du chamkal de Tarkou. Derbend est administrée par un divan que préside le commandant de la place ; il se compose de deux Tartares des premières familles et d'un Arménien de la classe des marchands, plus, deux mirzas (1), dont l'un sert de greffier, l'autre d'interprète. Depuis l'établissement de ce divan, il y a beaucoup plus d'ordre dans la ville. Autrefois il ne se passait guère de jour sans qu'un Tartare fût poignardé par un autre, et personne ne faisait attention à ces meurtres. Aujourd'hui ils sont sévèrement recherchés et punis.

« Les Tartares de Derbend, dit M. Eichwald, sont satisfaits du gouvernement russe; ils n'ont à payer qu'une capitation de six roubles d'argent (environ vingt-quatre francs); du temps de leurs khans, outre qu'ils payaient également un impôt annuel, ils ne pouvaient jamais être sûrs que le prince ne s'emparerait pas de tout leur bien. Ils s'insurgèrent pourtant, il y a environ six ans, lorsque les Tchetchenzes et les Lesghis surprirent quelques forts russes; mais ils furent bientôt réduits à l'obéissance. Ce peuple, comme tous ceux du Caucase, est extrêmement inconstant et il est toujours à craindre que de semblables désordres ne se renouvellent; aussi, lors du dernier soulèvement des Tchetchenzes, le commandant de la place avait l'ordre de prendre les mesures les plus sévères pour maintenir la tranquillité dans la ville et dans les environs. »

Le Daghestan est borné au midi par le Chirvan, où se trouve Bakou, la ville de commerce la plus importante après Astrakan, que les Russes possèdent sur la mer Caspienne. Son port, défendu contre presque

(1) Les Persans appellent *mirza* quiconque sait écrire.

tous les vents par la langue de terre d'Apcheron et par quelques petites îles, est le meilleur de la côte occidentale. Il est fréquenté par un assez grand nombre de petits bâtimens persans qui y apportent des fruits, de la soie, du coton, et y prennent de la naphte et quelques produits des fabriques russes et européennes. Bakou est une ville mieux bâtie et plus régulière que Derbend et Tarki. Elle a appartenu successivement aux Turcs, aux Persans, aux Russes, sous Pierre-le-Grand, puis de nouveau aux Persans. Elle fut alors gouvernée par des khans dont le dernier, Hussein-Couli, se soumit à la Russie en 1796 et prêta serment de fidélité. Mais bientôt après il négocia secrètement avec la Perse, pilla des bâtimens marchands russes et inquiéta le commerce d'Astrakan. En 1806, le prince Tsitsianof, gouverneur de Géorgie, vint assiéger Bakou pour mettre fin à ces brigandages. Hussein-Kouli envoya les clés de la ville et demanda une entrevue au général russe. Elle eut lieu à la porte de la forteresse, et, pendant que Tsitsianof s'entretenait avec le khan, des assassins apostés le frappèrent de deux coups de fusil. Peu après le général Boulgakof prit Bakou, et Hussein s'enfuit en Perse avec ses complices; depuis lors la ville est administrée comme Derbend par un divan composé d'indigènes que préside le commandant russe. Le climat de Bakou est assez sain, et cependant il y meurt annuellement un huitième de la garnison. L'été, avec son insupportable chaleur, est moins funeste aux soldats que l'hiver, qui est assez doux, mais très humide et contre lequel on ne sait pas se défendre en Orient. La pharmacie de la garnison, à ce que nous apprend M. Eichwald, reçoit ses médicamens de Saint-Pétersbourg par Tiflis. S'il est vrai qu'on puisse aisément s'en procurer la plus grande partie dans le pays, on conviendra que c'est pousser un peu loin la centralisation.

A trois lieues au nord de Bakou est le célèbre feu éternel, entretenu par des courans de gaz hydrogène qui sortent de terre. Des Indous viennent en pélerinage dans ce lieu et s'établissent dans des cellules autour d'une vaste cour où le gaz enflammé s'échappe par des tuyaux disposés à cet effet. Ils passent là quelques années à prier et à méditer, puis ils s'en retournent dans leur patrie. Il en est qui restent jusqu'à leur mort dans ce lieu sacré qu'ils appellent *Atech-Gah*. Tout le terrain des environs de Bakou est volcanique : la tradition locale parle d'un isthme qui coupait autrefois la mer Caspienne en deux et de villes florissantes englouties avec cet isthme. Quoi qu'on puisse en penser, il est clair que le sol de cette contrée a dû être bouleversé par les feux souterrains dont l'action se manifeste encore dans

l'Atech-Gah, dans les petits volcans de boue et dans les puits de naphte qui se trouvent dans le pays. La naphte est un des grands produits de cette terre d'ailleurs stérile : on en extrait annuellement 245,000 pouds (1), dont la majeure partie va en Perse où l'on s'en sert principalement pour l'éclairage. La naphte est affermée par le gouvernement qui en retirait, en 1825, 52,650 roubles d'argent (210,600 francs); les lacs salés de Bakou lui rapportaient 11,055 roubles d'argent (44,220 fr.); le reste du revenu de la province consistait dans un impôt personnel qui rendait peu de chose et dans les droits de douane dont le produit n'était pas très considérable. « En tout, dit M. Eichwald, les douanes de la mer Caspienne ne sont pas aussi productives qu'elles l'ont été, parce que le commerce avec la Perse tombe de jour en jour. Ainsi la douane d'Astrakan rapportait autrefois à la couronne 7 à 800,000 francs par an; aujourd'hui elle en rend à peine 200,000. Celle de Bakou, qui a le second rang, donnait autrefois 180,000 francs, et n'en a rapporté que 110,000 l'année dernière. Le commerce de Perse s'est éloigné depuis quelques années parce que la plupart des marchandises persanes vont à Tiflis par Erivan. Le commerce est encore entravé par la diversité des tarifs. On paie les droits à Bakou, tantôt d'après ce qui a été réglé par le traité de Goulistan, quand les marchandises viennent de Perse, tantôt d'après le tarif européen quand elles viennent de Tiflis, tantôt d'après le tarif asiatique quand elles viennent d'Astrakan. Le commerce intérieur est encore très gêné par les douanes locales; dans chaque ville on lève un droit sur les marchandises qui viennent d'une autre ville; celles de Bakou paient à Chamakhi et celles de Chamakhi à Bakou. Tous ces droits augmentent beaucoup le prix des marchandises et font qu'il n'y a pas de profit à les transporter. Il en résulte que le commerce cesse et que le peuple ne peut jamais arriver à un certain degré de bien-être. Sous l'administration des khans, ce commerce était beaucoup plus actif, parce que tous ces droits de douane n'existaient pas. Sur dix navires qui venaient alors d'Astrakan à Bakou avec une cargaison de marchandises russes, il n'en vient aujourd'hui que trois ou quatre. Cela s'explique par le grand nombre d'articles russes qui arrivent à Bakou par Tiflis. »

M. Eichwald, après un premier voyage à Bakou, revint y passer l'hiver, et il donne des détails fort intéressans sur les mœurs des habitans de cette ville. Ce sont, pour la plupart, des Tartares chiites,

(1) Le poud vaut 33 livres 1/2.

quoiqu'on les appelle communément Persans. Les vrais Persans du Ghilan, du Mazenderan, etc., les appellent Daghestaniens, ainsi que les habitans de Derbend, de Kouba, etc. On parle à Bakou un dialecte tartare qui se rapproche beaucoup du turc, quoique mêlé de beaucoup de mots étrangers. Il y a en outre, dans cette ville et dans le Chirvan, un patois persan qu'on désigne par le nom de *tat*. Les gens de distinction parlent le dialecte tartare, les lettrés le pur persan dont on fait usage à Ispahan. Le *tat* est regardé comme un jargon grossier, abandonné aux femmes qui ont peu d'occasions de parler le tartare avec les hommes.

Les Persans de Bakou ont le goût du commerce : dès qu'ils ont mis quelque argent de côté, ils lèvent une boutique, petite et étroite la plupart du temps, et contenant à peine pour quelques roubles de marchandises. « Mais, dit M. Eichwald, ils connaissent fort bien leurs intérêts, attrapent particulièrement les Russes et amassent promptement un petit avoir. Les oisifs se rassemblent au bazar où l'on bavarde toute la journée. On trouve peu de ces gens qui sachent lire et écrire. Ils prennent alors le nom de moullahs ou de mirzas : ceux-ci doivent surtout avoir une belle écriture; les autres forment une espèce de clergé assez pauvre qui gagne sa vie en lisant le Koran dans les mosquées et aux enterremens. »

Au commencement du printemps de 1826, M. Eichwald alla visiter les pêcheries de Sallian à l'embouchure du Kour, qui est l'ancien Cyrus. Sallian était autrefois beaucoup plus près de la mer, mais le dernier khan du Chirvan, voulant rapprocher cette ville de Chamakhi, sa capitale, l'avait fait détruire et avait forcé les habitans à s'établir six lieues plus près. C'est ainsi que l'on administre en Orient. La pêche du Volga, qui produit une si énorme quantité de poissons, est encore surpassée par celle du Kour. Quand le temps est favorable, on prend dans ce dernier fleuve de dix à vingt mille poissons par jour. En 1826, cette pêche était affermée par le gouvernement, pour 210,000 francs, à un négociant indou fort riche, établi à Astrakan; mais les dépenses sont si énormes et les débouchés si éloignés et d'un si difficile accès, que le fermier était en perte. Le Kour sert de limite à la province de Chirvan; de l'autre côté de ce fleuve se trouve la steppe de Moghan, plaine marécageuse, habitée l'hiver seulement par des Turcomans nomades. Au-delà est la province de Talich, la plus méridionale de la Russie, après laquelle commence le Ghilan.

A la fin de mars, M. Eichwald quitta Bakou pour se rendre à Tiflis. Ce voyage, qui était dangereux à une autre époque, a cessé de l'être.

Il suffit d'être escorté d'un ou deux Cosaques pour n'avoir rien à craindre. Autrefois il fallait payer aux khans une redevance annuelle considérable pour qu'ils s'occupassent de la sûreté de la route. On ne pouvait transporter les dépêches ou l'argent destiné aux troupes, d'un lieu à un autre, sans une escorte de cinquante Cosaques traînant avec eux un canon. « Aujourd'hui, dit M. Eichwald, la route de Kislar par Tarki est seule dangereuse. Au midi du Caucase, les routes de poste sont parfaitement sûres. Il n'en est pas de même dans la montagne, et l'on ne peut quitter le grand chemin sans être bien accompagné. Comme les commandans des différentes provinces répondent de ceux qui y voyagent, les Cosaques ont l'ordre de ne jamais accompagner les voyageurs dans l'intérieur des terres sans une autorisation spéciale. »

A vingt lieues à l'ouest de Bakou se trouve le vieux Chamakhi, ville autrefois considérable et dont la population était de cent mille ames au commencement du siècle dernier. Depuis ce temps, elle eut beaucoup à souffrir des guerres, des révolutions, des invasions des montagnards. Pierre-le-Grand la saccagea, et Nadir-Chah la ruina de fond en comble ainsi que bien d'autres villes et villages de ces contrées. Le dernier khan du Chirvan l'avait pourtant choisie pour résidence ; puis il la quitta pour s'établir au nouveau Chamakhi, bâti après la ruine de l'ancien, et ruiné à son tour un peu plus tard. Ne s'y trouvant pas encore en sûreté, il se retira dans la forteresse de Fitag, située sur un rocher inaccessible où il força un certain nombre de ses sujets à le suivre. Il craignait la Russie contre l'autorité de laquelle il avait conspiré avec les Persans, excitant des soulèvemens dans la province, protégeant les déserteurs russes et soutenant en secret les maraudeurs lesghis. Ses complots ayant été découverts, il s'enfuit en Perse et les habitans de Fitag revinrent au vieux Chamakhi que Yermolof, lorsque M. Eichwald y passa, faisait rebâtir, afin d'en faire le siége du gouvernement de Chirvan. Cette province, qui a cinquante lieues de long et autant de large, est une des plus fertiles du Caucase. Indépendamment du froment, qui rend cent cinquante pour un dans certains cantons, le mûrier et la vigne y réussissent à merveille, et les vins de Chamakhi sont excellens. Ce sont les Arméniens qui les font, car les Tartares, quoique possesseurs de vignes, n'en vendent même pas le raisin en masse, à cause de la défense du Koran relative au vin.

Le Chirvan est borné au midi par la province de Karabagh, qui a pour capitale la forteresse de Choucha. Le Karabagh a, comme le Chirvan, un gouverneur militaire; il y a en outre un président du conseil provincial élu par les habitans. La province est divisée en

trente mahals ou cercles administrés par des naïbs, lesquels sont choisis de préférence parmi ceux des indigènes qui ont été au service du gouvernement. Il y a une noblesse qui possède des villages; mais la terre seule lui appartient. Les paysans sont libres et paient un cinquième des produits du sol qu'ils cultivent. Une partie de cet impôt va aux propriétaires du fonds, l'autre à la couronne. La population se compose de Tartares et d'Arméniens. Ceux-ci font un commerce considérable de soie qu'ils envoient à Moscou, à Nijneï-Novgorod et même à Constantinople. Le Karabagh, dont le nom signifie *jardin noir*, dépendait autrefois de l'Arménie, puis il appartint à la Perse. Les Turcs l'enlevèrent aux sofis, et, sous Nadir-Chah, il fut réuni de nouveau à l'empire persan. Nadir emmena dans le Khorassan la plus grande partie des Tartares du Karabagh. Parmi eux se trouvait un certain Panakhan qui s'enfuit avec plusieurs de ses compatriotes et revint dans son pays natal dont les habitans le choisirent pour souverain. Le chah fut obligé de lui reconnaître le titre de khan de Karabagh, et cette dignité passa à son fils Ibrahim. Celui-ci, en 1805, reconnut spontanément la souveraineté de la Russie et reçut une garnison russe dans la forteresse de Choucha. Il se lassa bientôt de cette suzeraineté qui mettait des entraves à ses pillages et à sa tyrannie, et, en 1806, il appela secrètement les troupes persanes pour leur livrer Choucha; mais il fut tué par le major russe Lissanevitch qui commandait la garnison de cette place, et son fils Mekhti-Kouli-Khan lui succéda. Celui-ci gouverna le Karabagh pendant plusieurs années; en 1822, il s'enfuit en Perse pour des motifs inconnus. Son khanat fut alors incorporé à l'empire russe. Cette province, entrecoupée de hautes montagnes et de vallées profondes, a un climat très inégal; aussi ses habitans sont plutôt pasteurs que laboureurs, et mènent volontiers la vie nomade, surtout les mahométans. Toutefois le Karabagh produit du vin, du coton, de la soie, du riz; on y trouve aussi une race de chevaux très estimée. Au nord du Karabagh et à l'ouest du Chirvan, est le Cheki qui était aussi gouverné par des khans sous la protection de la Russie. Le dernier de ces khans, Ismaïl, étant mort sans enfans, en 1820, sa principauté fut incorporée à l'empire. C'est, comme on le voit, la fin inévitable de ces petites souverainetés.

Le Cheki est séparé par le Kour de la province de Ghendjé, ainsi appelée du nom de sa capitale. Le khan de Ghendjé s'était soumis à la Russie sous Catherine II, il redevint indépendant lorsque Paul Ier fit repasser le Caucase à ses troupes. Lors de la réunion de la Géorgie à l'empire russe, le prince Tsitsianof, gouverneur des provinces cau-

casiennes, voulut le forcer de reconnaître la suzeraineté de l'empereur, comme substitué aux anciens droits des rois géorgiens sur le Ghendjé. Sur son refus d'admettre cette prétention, Tsitsianof l'assiégea dans Ghendjé, et la place se rendit après un assaut dans lequel le khan fut tué. La ville ayant été prise le jour de Sainte-Élisabeth, fête de l'impératrice, on changea son nom en celui d'Élisabethopol. Elle a une population mi-partie de Tartares et d'Arméniens et possède un beau bazar assez bien approvisionné. Ses habitans la quittent dans les mois d'été pour échapper à l'insupportable chaleur qui y règne et se retirent dans la montagne. La province de Ghendjé, comme les provinces avoisinantes, produit du coton, de la soie, du riz, de la garance. Le gouvernement y possède une mine d'alun dont le fermier lui paie à peu près 40,000 francs par an. A peu de distance d'Elisabethopol se trouvent les ruines de Chamkor, au milieu desquelles s'élève une colonne de cent quatre-vingts pieds de haut dont il est déjà fait mention dans les auteurs arabes du XIVe siècle. Tous ces pays furent autrefois riches, peuplés, florissans, mais leur situation entre la Géorgie et la Perse leur a été funeste. Les révolutions, les guerres, les fléaux de toute espèce auxquels ces deux royaumes ont été en proie dans les derniers siècles, sont venus fondre sur eux et y ont à peine laissé quelques traces de leur ancienne prospérité.

Après avoir traversé les contrées dont nous venons de donner une description succincte, M. Eichwald arriva à Tiflis, capitale de la Géorgie, la ville la plus importante des provinces caucasiennes. Tiflis est, pour ainsi dire, une création d'Yermolof; il l'avait trouvée ruinée, inhabitable l'été, ne renfermant guère que des décombres et de misérables huttes souterraines appelées *sakhli* par les Géorgiens. Il y fit bâtir des édifices publics, des bazars, des maisons en pierre; établit une belle place là où était un marais infect, en un mot fit de Tiflis une ville à l'aspect européen et civilisé. Comme on a beaucoup écrit sur Tiflis et sur la Géorgie (1), nous serons sobres de détails, surtout en ce qui concerne la description des lieux, les mœurs, les costumes, etc. Nous préférons emprunter à M. Eichwald quelques notions historiques moins répandues et qui peuvent donner une idée de ce que sont les révolutions en Asie.

La Géorgie, que les Russes appellent *Grousia* par corruption du nom turc *Gourdji*, se nommait autrefois Ibérie. Son premier roi fut

(1) Voyez surtout les ouvrages de Klaproth et le *Voyage dans la Russie méridionale* de M. Gamba.

Pharnabaze, qui vivait trois cents ans avant l'ère chrétienne. Depuis lui jusqu'à George, mort en 1800, elle a eu quatre vingt-dix-sept rois en quatre dynasties. La Géorgie embrassa le christianisme au IIIe siècle. Dans le Ve, le roi Wakhtang, appelé Gourgaslan ou le loup-lion, fonda Tiflis. Au milieu du VIe, la race de Khosrou s'éteignit et fut remplacée par les Bagratides qui n'ont cessé de régner que depuis trente-huit ans. En 663, un lieutenant d'Omar vint prêcher le mahométisme au pied du Caucase. Ce missionnaire armé conquit la Géorgie et détruisit Tiflis, mais sans pouvoir déraciner le christianisme. Au VIIIe siècle, le pays tomba dans la dépendance de la Perse. Au IXe, les troupes du calife de Bagdad le dévastèrent et emmenèrent en esclavage une grande partie des habitans. A ces temps de désolation succéda une période de gloire qui dura trois siècles et demi. David III et George III assurèrent, par leurs victoires, l'indépendance de la Géorgie et réparèrent tous les désastres des époques précédentes; mais rien n'égala en éclat et en prospérité le règne de la reine Thamar qui se faisait donner le nom de *roi*, et qui fut à la fois la bienfaitrice de ses sujets, la terreur de leurs ennemis, et la protectrice éclairée des sciences et des arts. Mais l'horizon s'obscurcit bientôt; sous Roussoudana, fille de Thamar, la Géorgie fut ravagée par les lieutenans de Tchinghis-Khan. Dans le siècle suivant, Timour l'envahit, et l'on sait ce que c'était qu'une invasion de Timour. Une période de repos vint ensuite. Mais vers la fin du XVIe siècle, le roi Alexandre, voulant donner un royaume à chacun de ses fils, partagea la Géorgie en trois états séparés, le Karthli, la Kakhétie et l'Imérétie. La subdivision de ces royaumes en petites principautés, les guerres entre les Persans et les Turcs, dont la Géorgie fut le théâtre, et les incursions des montagnards qu'elle n'était plus en état de repousser, firent que la nation se divisa en deux parts. Les provinces des bords de la mer Noire se soumirent aux Turcs, celles de l'est relevèrent des Persans. Les divers états dont s'était composé l'ancien royaume géorgien traversèrent ainsi les deux derniers siècles, tantôt indépendans, tantôt tributaires de la Perse ou de la Turquie, quelquefois aussi invoquant la protection des czars. En 1750, Héraclius, roi de Kakhétie, se fit proclamer roi de toute la Géorgie et maintint assez long-temps son indépendance. Mais en 1795, le fameux Aga-Mohammed-Khan, qui s'était emparé de l'héritage des sofis, vint à la tête d'une nombreuse armée pour la faire rentrer sous la domination de la Perse. Héraclius marcha à sa rencontre, quoiqu'avec des forces bien inférieures; il fut complètement battu, et les vainqueurs entrèrent dans Tiflis qui fut mis

à feu et à sang. Les Persans avaient pris cette ville le 11 septembre et ils y restèrent jusqu'au 20. Quand ils en partirent, ils n'y laissèrent qu'un monceau de cendres et de décombres. Ils emmenèrent avec eux 15,000 prisonniers. Ceux des habitans de Tiflis qui avaient pu se cacher dans les montagnes restèrent un an sans oser revenir pour relever ces ruines, tant ils craignaient le retour d'Aga-Mohammed. Ils ne reprirent un peu de courage que lorsque le général Zoubof passa la frontière, prit Derbend, Bakou et Chamakhi, et envoya un corps de troupes en Géorgie. C'est alors seulement que les habitans de Tiflis commencèrent à rebâtir leur ville. La mort de Catherine II et le rappel de l'armée de Zoubof laissèrent la Géorgie exposée à la vengeance de son redoutable ennemi. Aga-Mohammed prépara une nouvelle expédition. Il menaçait tous les chrétiens adultes de la mort et tous les enfans de l'esclavage. Tout tremblait et s'enfuyait dans les montagnes, lorsqu'on apprit que le conquérant venait d'être tué dans la forteresse de Choucha par un esclave qu'il avait condamné à mort.

Le roi Héraclius mourut en 1798. Il eut pour successeur son fils George XIII, dont le règne de deux ans fut troublé par des discordes civiles et des querelles entre les membres de sa famille. Ne sachant que faire pour maintenir l'ordre, il avait fait venir des montagnes une garde composée de Lesghis, qui abusèrent de la manière la plus insolente du besoin qu'on avait d'eux. On leur avait donné pour demeure deux faubourgs de Tiflis, et les malheureux habitans eurent tout à souffrir de leur part. Les pillages et les actes de violence de ces brigands, qui abattaient, dit-on, les maisons quand ils avaient besoin de bois pour se chauffer, forcèrent le roi à recourir au cabinet de Saint-Pétersbourg, qui lui envoya quelques troupes sous les ordres du général Lazaref. Le faible George mourut en 1800. Avant sa mort, il avait fait donation de ses états à l'empereur de Russie, qui accepta l'héritage. Depuis 1801, la Géorgie fait partie de l'empire, et forme le point central des provinces au-delà du Caucase. Il faut reconnaître qu'à dater de cette époque la tranquillité du pays n'a pas été troublée, et qu'il a beaucoup gagné en prospérité et en civilisation.

Il y a en Géorgie comme dans tous les pays de montagnes une grande variété de climats et de productions. La fertilité du sol est très grande; mais une partie de la contrée est inculte et l'autre est mal cultivée. On y récolte principalement des céréales, du maïs, du riz, du coton et du chanvre. On y fait beaucoup de vin d'une qualité excellente, et qui serait un article d'exportation très important, si l'on avait une meilleure manière de l'apprêter et de le garder. Tiflis est

dans une position très favorable pour le commerce d'échange entre l'Asie et l'Europe, car elle se trouve entre la mer Caspienne et la mer Noire, à peu de distance de l'une et de l'autre. Grace à la route de poste faite par le gouvernement russe et aux bateaux à vapeur qui sillonnent les deux mers (1), elle peut communiquer facilement et promptement avec les bouches du Danube, Constantinople et Odessa, avec Astrakan et l'intérieur de la Russie; enfin, avec la Boukharie et la Perse. M. Eichwald donne des renseignemens statistiques assez intéressans, mais qui ont pour la plupart l'inconvénient d'être déjà anciens, sur les importations et les exportations de la Géorgie, sur les dépenses et les recettes du gouvernement dans cette province, etc. Nous ne les donnons pas, parce qu'il est évident que, sous ce rapport, tout a dû beaucoup changer depuis douze ans. Nous croyons, du reste, que le savant voyageur s'exagère un peu les avantages de la position de ces contrées, et qu'il ne tient pas assez compte d'une foule d'obstacles qui doivent y retarder long-temps encore le progrès de la richesse. La population de la Géorgie était, en 1826, d'environ 250,000 ames, réparties comme il suit : Géorgiens de la religion grecque, 21,000 familles; Arméniens schismatiques, 13,000 familles; Arméniens catholiques, 500; Mahométans, 12,000; Grecs, 200; juifs, 300; colons allemands, 500; en tout : 47,500 familles. La noblesse géorgienne est si nombreuse, que ses biens suffisent à peine à son entretien; aussi vit-elle très pauvrement. Ses charges sont : d'entretenir la police dans les villes, de loger les soldats, de fournir des voitures pour les munitions de guerre et de bouche destinées aux troupes, ainsi que des voituriers, des chevaux et des bœufs; d'établir des gardes sur les frontières, de nourrir des chevaux au bureau de police de chaque cercle pour le transport des fonctionnaires sur les différens points du district. Dans les villes, les maîtres de police reçoivent un traitement du gouvernement; les autres employés vivent aux frais de la ville. L'église géorgienne est fort riche à cause des dons considérables qui lui ont été faits, dans le cours des siècles, par les rois et les princes. Elle possède un très grand nombre de villages, dont les paysans sont encore plus pauvres que ceux de la couronne. Elle reçoit, en outre, du gouvernement une somme annuelle d'environ 80,000 francs. On baptise tous les ans un grand nombre de païens; mais ces essais de conversion ne paraissent pas avoir beaucoup d'importance, parce que la partie du clergé qui s'en occupe est

(1) On a établi sur la mer Caspienne des bateaux à vapeur qui vont d'Astrakan à Bakou en six jours.

fort ignorante et peu respectable. « On dépense chaque année, dit M. Eichwald, 15,000 roubles d'argent pour la conversion des Ossètes. D'après ce calcul, dix mille Ossètes seraient baptisés annuellement; mais il est indubitable que ces montagnards se font baptiser plusieurs fois, afin de recevoir de nouveau le rouble d'argent et la chemise qui sont alloués aux nouveaux chrétiens. Il est fort difficile de faire des prosélytes parmi les musulmans, à cause de tout ce que permet la sensuelle religion de Mahomet. La polygamie seule suffit pour les attacher fortement à l'islamisme. Tous les ans, beaucoup de soldats russes désertent sur la frontière persane; sitôt qu'ils l'ont passée, ils se présentent devant le khan; celui-ci les reçoit à bras ouverts, parce que ce sont comparativement aux Géorgiens de bons ouvriers, et leur fait aussitôt donner deux femmes: c'est, en effet, presque toujours dans cet espoir qu'ils ont déserté. » Pour empêcher ces désertions, Yermolof obtint plus tard de l'empereur qu'on n'enverrait plus sur cette frontière que des soldats mariés, et il paraît qu'après l'adoption de cette mesure le nombre des déserteurs diminua beaucoup.

Nous dirons encore quelques mots sur les efforts du gouvernement russe en faveur de l'instruction publique en Géorgie. Le dernier règlement sur cette matière a été fait en 1829. Il ordonne l'érection d'un collége à Tiflis et de vingt écoles d'arrondissement dans les provinces transcaucasiennes. L'établissement du collége a pour but de fournir aux enfans des nobles géorgiens et des fonctionnaires russes une éducation convenable. Du reste, il est ouvert à tous les enfans de condition libre qui ont reçu, dans une école ou chez leurs parens, l'instruction élémentaire. L'enseignement comprend la religion, la langue et la littérature russes, la logique, les langues géorgienne, arménienne, tartare, française et allemande, les mathématiques, la géographie, la statistique, l'histoire, la physique, les principes du droit russe, la calligraphie et le dessin. Les écoles d'arrondissement, destinées à répandre dans le peuple les connaissances élémentaires, sont partagées en deux divisions : il doit y avoir dans chacune d'elles un ministre de la religion dominante dans l'arrondissement. Au sortir de ces écoles, les élèves peuvent profiter de l'enseignement donné dans le collége. C'est le 1er mars 1830 que le nouveau plan d'études fut mis à exécution dans le collége des nobles à Tiflis. En 1834, douze écoles de canton étaient en plein exercice; l'organisation des huit autres avait été retardée, faute de maîtres en état d'enseigner les langues du pays. Outre le collége dont nous venons de parler, il y a, à Tiflis, une école pour les enfans que les

montagnards livrent comme otages. Il s'y trouvait, en 1828, trente-deux écoliers mahométans à qui l'on apprenait leur religion, l'arithmétique et les langues russe et tartare. Cette école a été fondée afin que ces enfans, appartenant aux premières familles du Caucase, pussent par la suite répandre quelques lumières parmi leurs compatriotes.

Après un premier séjour à Tiflis, M. Eichwald alla visiter l'Imérétie et la Mingrélie. L'Imérétie fut long-temps réunie à la Géorgie, puis elle forma un royaume à part. Elle en est séparée par un contre-fort du Caucase, où se trouve la ligne de partage entre les eaux du Kour, qui vont à la mer Caspienne, et celles que le Phase ou Rioni porte à la mer Noire. La religion, la langue, les mœurs, sont à peu près les mêmes dans les deux pays. Il s'y trouve également une multitude de princes pauvres et ignorans. « Autrefois, dit M. Eichwald, les princes imérétiens ne savaient jamais lire, ni écrire; leurs femmes possédaient ces connaissances élémentaires, et veillaient seules à l'administration de la maison. Quant aux hommes, ils ne s'occupaient qu'à chasser ou à guerroyer contre les Turcs et les Lesghis : toute autre occupation leur eût paru déshonorante. Aujourd'hui, ils apprennent à lire et à écrire, parce que les autorités russes n'admettent pas de réclamation qui ne soit faite par écrit, et aussi parce qu'on ne peut entrer sans cela au service militaire. » Le clergé d'Imérétie est aussi riche que celui de Géorgie. Quant à ses lumières, il suffit de dire qu'il excita une insurrection en 1820, parce qu'un évêque géorgien vint de la part du gouvernement pour dresser l'état des biens ecclésiastiques de la province. Comme cette mesure devait s'étendre aux propriétés des princes et de la noblesse, le clergé chercha à persuader qu'on n'enregistrait ces biens que pour les enlever à leurs possesseurs. Il résulta de là un soulèvement qui fit verser beaucoup de sang. Il fallut envoyer cinq mille hommes, auxquels les insurgés opposèrent une vigoureuse résistance, et qui ne purent rétablir l'ordre qu'après avoir perdu beaucoup de monde. Les Imérétiens sont restés tranquilles depuis ce temps, et, s'il faut en croire M. Eichwald, ils sont fort attachés à la Russie.

A l'ouest de l'Imérétie est la Mingrélie, qui descend jusqu'à la mer Noire. Les habitans de ce pays sont d'origine géorgienne, mais ils parlent un dialecte fort différent de celui de leurs voisins. La Mingrélie est l'ancienne Colchide, si célèbre par l'expédition des Argonautes. Lorsqu'elle était dépendante de la Géorgie, on l'appelait Sa-Dadiano, parce qu'elle était toujours gouvernée par le grand

échanson (Dadian) des rois géorgiens. Un de ces grands-échansons finit par faire de la Mingrélie une principauté indépendante; mais le nom de Sa-Dadiano est resté à cette province, et son souverain actuel s'appelle encore Dadian. Dans le dernier siècle, la Géorgie et la Mingrélie eurent à subir, l'une et l'autre, la domination des Turcs; puis, la paix conclue entre la Russie et la Porte les rendit au roi Salomon de Géorgie, leur ancien souverain. Ce prince, mort en 1784, réduisit à une soumission complète le Dadian de Mingrélie, qui supportait impatiemment la suzeraineté géorgienne. Plus tard, quand la Géorgie fut envahie par les Persans, la Mingrélie secoua de nouveau le joug, puis elle finit par se placer sous la protection de la Russie. Le Dadian qui gouvernait la Mingrélie, en 1825, était un homme éclairé, et savait tout le parti qu'on pouvait tirer de cette belle et fertile province; mais ses tentatives d'amélioration trouvaient de grandes résistances chez les nobles, chez les paysans et dans sa propre famille. Il était fort attaché à l'empereur de Russie, qui lui avait accordé le rang de lieutenant-général et le titre d'altesse sérénissime, et qui l'avait, en outre, chamarré de cordons. La manière de vivre du Dadian rappelle celle de quelques seigneurs du moyen-âge. Sa famille, sa suite et lui vivent uniquement de ce que les paysans apportent chaque jour pour la table de leur prince. S'il vient des hôtes en trop grand nombre, et que la provision quotidienne ne soit pas suffisante, un des nobles de la suite du Dadian se rend dans les villages voisins, et emmène le bétail des paysans. Il résulte de là, comme on peut le croire, beaucoup d'abus et de vexations; de là vient aussi que le Dadian est obligé de changer souvent de résidence, parce que, quand un canton est épuisé, il faut passer à un autre. Le prince régnant lors du voyage de M. Eichwald avait voulu substituer à cet impôt en nature, souvent fort lourd, une légère redevance en argent; mais il n'avait pas pu y réussir. Au reste, la Mingrélie, quoique bien pauvre et bien peu civilisée, a pourtant beaucoup gagné depuis Chardin, si les récits de ce voyageur sont exacts. Il est vrai que, de son temps, elle était le grand marché où les Turcs se fournissaient d'esclaves.

Cette province est séparée par le Phase de la Gourie dont le prince s'appelait le Gouriel, nom qui a souvent été donné au pays lui-même. Cette contrée, plus petite que la Mingrélie, est aussi fertile et peut-être encore plus pauvre. Son souverain reconnut, en 1810, la suzeraineté de la Russie. Après la mort du Gouriel Mamia, sa dignité avait passé à son fils mineur, auquel l'empereur avait donné un conseil de tutèle composé des principaux nobles du pays. Sophie, mère du

jeune prince, qui avait la présidence de ce conseil, voulut se rendre entièrement maîtresse du gouvernement, et sa tentative ayant échoué, elle s'enfuit en Turquie avec son fils. On lui fit dire que, si elle ne le renvoyait pas, elle l'exposerait à perdre sa souveraineté; mais elle s'y refusa absolument. En 1829, un décret impérial déclara la Gourie province russe. La population de ce pays est de 36 à 37,000 ames. On y parle un dialecte géorgien, mêlé de beaucoup de mots turcs; la religion est celle du rit grec géorgien. La Gourie, habitée par un peuple belliqueux, qui peut armer 5,000 hommes en cas de guerre, est une bonne frontière contre la Turquie. Au midi de la Gourie russe est la Gourie turque, où se trouve Batoum, l'un des meilleurs ports de la mer Noire. L'Imérétie a 12,000 werstes carrées; la Mingrélie 7,600; la Gourie 1,300 seulement.

La Mingrélie et la Gourie s'étendent le long de la mer Noire. Le seul port important, sous le rapport commercial, qu'ait la Russie sur cette côte, est Redoute-Kalé, dont nous avons longuement parlé à l'occasion du livre de M. Spencer. M. Eichwald n'alla pas plus loin que Redoute-Kalé, et ne visita point les ports de la côte d'Abasie. Il donne pourtant quelques détails sur cette partie du Caucase, mais les renseignemens qu'il a recueillis ne diffèrent point essentiellement de ceux que nous avons donnés précédemment. En quittant la Mingrélie, il retourna à Tiflis; puis il alla visiter la Kakhétie, qui est la partie orientale de la Géorgie. Les hautes montagnes qui s'élèvent entre la Kakhétie et le Daghestan, sont habitées par des tribus de montagnards aussi belliqueux et aussi remuans que les Circassiens. « Les peuples qui habitent cette partie de la grande chaîne du Caucase, dit M. Eichwald, sont appelés Lesghis; c'est un nom collectif que les Persans ont donné même aux Kasi-Koumouks, aux Avares et aux autres tribus turques des montagnes. Leurs langues sont peu connues, et semblent différer beaucoup entre elles. Si l'on y joint les langues des autres races, telles que les Ossètes, les Tcherkesses, les Abases, les Tchetchenzes, etc., on reconnaîtra que la diversité d'idiomes qui existe dans le Caucase ne peut être comparée qu'à celle qui a tant surpris les voyageurs modernes chez les Indiens de l'Amérique du Sud. »

Quelques-uns des Lesghis du nord de la Kakhétie sont soumis à la Russie, et lui paient une redevance; mais cela ne les empêche pas de livrer passage à ceux qui viennent de plus loin pour piller la frontière et de leur servir de receleurs. Ce qui oblige quelques tribus à se soumettre, c'est qu'elles sont forcées par l'hiver de quitter le sommet

des montagnes et de conduire leurs troupeaux dans une steppe de la Géorgie, où elles ne peuvent opposer aucune résistance aux troupes russes. Les autres tribus ont aussi des bestiaux, et doivent également quitter en hiver leurs demeures ensevelies sous la neige; mais on suppose qu'elles vont chercher sur l'autre versant du Caucase des vallées abritées où les troupeaux trouvent des pâturages en tout temps. La partie de la haute chaîne caucasienne habitée par les Lesghis est fort peu connue; leur férocité en éloigne les voyageurs, et leur indomptable courage n'a jamais permis aux expéditions militaires d'y pénétrer bien loin. La Géorgie a toujours eu beaucoup à souffrir de leurs invasions. En 1800, Omar, khan des Avares, qui sont les plus puissans d'entre les Lesghis, envahit ce pays à la tête de 18,000 hommes. Il fut repoussé par les Russes, après un combat sanglant livré sur les bords de la Yora. On dit qu'il mourut de chagrin à la suite de cette défaite. En Kakhétie, comme dans tout le Caucase, ce n'est qu'à force de troupes établies dans des forteresses ou dans des camps que la Russie arrête les incursions des montagnards. Elle a obtenu assez récemment un résultat qui n'est pas sans importance, c'est la soumission des tribus de Djar et de Belokhan, qui habitent les montagnes situées au nord-est de la Kakhétie, et qui y formaient une espèce de république de brigands. Elles se sont déterminées à reconnaître la souveraineté de l'empereur à la suite de ses victoires sur les Turcs et de la conquête du pachalik d'Akhaltzikhé, où elles trouvaient un point d'appui et un refuge dans leurs expéditions contre la Géorgie. En 1830, Paskewitch a construit une forteresse chez elles, et a remplacé leur gouvernement fédératif par une administration plus régulière, où il a fait entrer toutefois un grand nombre d'anciens de ces tribus. Le pays qu'elles habitent, au nombre de 16,000 familles, forme la nouvelle province de Djari; et si le pouvoir des Russes s'y maintient, ce sera un immense avantage pour la Kakhétie, dont ces montagnards troublaient sans cesse le repos, et où nul ne pouvait, à cause d'eux, cultiver en sûreté son champ et sa vigne.

Après avoir vu la Kakhétie, M. Eichwald alla visiter le midi de la Géorgie, la province de Bambak, séparée par de hautes montagnes de celle d'Erivan, alors persane et aujourd'hui russe, et d'autres petits districts situés sur la rive droite du Kour, et habités par des Tartares. Il voulait pousser ses explorations jusqu'en Arménie et au mont Ararat; mais, en arrivant sur la frontière, il trouva partout les troupes en mouvement, parce qu'on s'attendait d'un moment à l'autre à l'invasion des Persans; en effet, peu de jours après, Abbas-Mirza, prince

royal de Perse, passa l'Araxe, et commença les hostilités. M. Eichwald fut forcé de renoncer à ses projets et de rebrousser chemin vers Tiflis d'où il revint à Cazan par la route militaire qui coupe la chaîne centrale du Caucase.

Cette route, la plus directe et la plus fréquentée de celles qui mènent en Géorgie, a été souvent décrite. Elle remonte la vallée de l'Aragwi, entre dans les neiges éternelles, traverse la crête du Caucase à 7,425 pieds au-dessus du niveau de la mer (1), et va gagner la gorge étroite où se précipite le Terek. On passe alors au pied de l'énorme cime du Mqinwari ou Kazbek, d'où tombent à peu près tous les ans, sur l'étroit passage, des avalanches de neiges et de glace mêlées de quartiers de rochers. En août 1832, il en tomba une qui barra la vallée si complètement, que le Terek fut arrêté douze heures, et inonda tout le défilé; il se fraya enfin un passage à travers cette masse de glaces, où il forma une arcade sous laquelle ses flots se précipitaient. On peut se figurer quelles dépenses et quels travaux il fallut pour déblayer et réparer la route. On a remarqué qu'il y a environ tous les sept ans une de ces avalanches extraordinaires qui bouleversent toute la vallée. Le défilé est très étroit jusqu'à Dariel, la *porte caucasienne* des anciens; plus loin les montagnes s'écartent et s'abaissent un peu. Les environs du passage de Dariel sont habités par des Ossètes et des Ingouches soumis à la Russie. Néanmoins toute cette route est si peu sûre, qu'on ne la fait jamais sans une nombreuse escorte, et qu'il a fallu élever partout des redoutes situées à peu de distance les unes des autres. Nous avons déjà parlé de la ligne du Kouban qui commence à la mer Noire, et des Cosaques établis sur la rive droite de ce fleuve pour en interdire le passage aux Circassiens du Caucase occidental. Cette ligne s'unit par une suite de forts à celle du Terek, dont la rive gauche est aussi défendue par des Cosaques, depuis le coude qu'il fait à l'est en sortant des montagnes, jusqu'à son embouchure dans la mer Caspienne. M. Eichwald, n'ayant pas pu visiter les tribus indépendantes du Caucase, a cependant recueilli un assez grand nombre de renseignemens sur les Circassiens, les Tchetchenzes, les Avares, etc.; ils s'accordent trop avec ceux que nous avons donnés précédemment pour que nous croyions devoir les reproduire. Il donne beaucoup de détails sur plusieurs expéditions faites par les Russes depuis quelques années, tantôt contre les Cir-

(1) Le passage du Grand-Saint-Bernard n'est plus élevé que de quelques pieds, le col du Mont-Cenis n'est qu'à 6,198 pieds, et celui du Simplon qu'à 6,015 pieds au-dessus du niveau de l'Océan.

cassiens, tantôt contre les Lesghis ou les Tchetchenzes. Ces expéditions, qui ne se font jamais sans une grande perte d'hommes, réussissent la plupart du temps à obtenir des montagnards une soumission momentanée. Deux brillantes campagnes, faites en 1828 et en 1830, semblaient avoir assuré pour long-temps la tranquillité dans le Caucase; mais nous avons appris de M. Spencer avec quelle fureur la guerre avait recommencé en 1836, et il est évident qu'il faudra bien des efforts et bien des années pour arriver à la pacification de ces contrées.

A la relation de son voyage, si riche en faits de toute espèce, M. Eichwald a ajouté un récit détaillé des guerres contre la Perse et la Turquie, dont les provinces transcaucasiennes furent le théâtre, depuis 1826 jusqu'en 1829. Comme c'est l'heureuse issue de ces guerres qui a affermi, dans ces provinces, la domination, jusque-là mal assurée, de la Russie; comme d'ailleurs leur histoire est très ignorée et très instructive, nous espérons qu'on nous saura gré de la faire connaître dans ce qu'elle a de plus intéressant.

La guerre de Perse, comme nous l'avons vu, commença en 1826, lorsque M. Eichwald était encore en Géorgie. Le général Yermolof venait de faire une expédition contre les Tchetchenzes, lorsqu'il apprit l'entrée du prince royal de Perse dans la province de Karabagh. On ne s'attendait nullement alors à une attaque aussi soudaine, et il était difficile d'en deviner les raisons. Peu de semaines auparavant, le prince Menzikof, ambassadeur de l'empereur, était allé assurer le chah des dispositions amicales de son souverain, et tout d'un coup, sans déclaration de guerre préalable, l'armée persane envahissait le territoire russe. Il y avait cependant, à cette rupture, d'anciennes causes dont il faut reprendre l'explication de plus haut. Depuis la paix de Goulistan, conclue en 1813 et par laquelle la Perse avait cédé plusieurs provinces à la Russie, on n'avait pu s'entendre pour la délimitation des frontières, qui avait été laissée dans le vague par le traité, et il y avait eu des discussions assez vives entre les deux puissances. En 1817, le général Yermolof fut envoyé à Theran comme ambassadeur extraordinaire, pour tâcher d'arriver à un arrangement. Ayant employé sans succès les formes conciliantes, il eut recours à la hauteur et à l'arrogance, menaça le premier ministre du chah, et obtint ainsi ce qu'il était chargé de demander. Feth-Ali-Chah, qui avait compté profiter des victoires de Napoléon et qui avait vu ce puissant allié disparaître de la scène du monde, plia devant les exigences de la Russie; mais il ne cessa, depuis ce temps, de nourrir des désirs

de vengeance. Abbas-Mirza, son fils favori et son successeur désigné, entretint de tout son pouvoir les ressentimens de son père. Ce prince belliqueux brûlait de se mesurer avec les Russes, et il comptait sur un appui efficace de la part des montagnards du Caucase et de la population tartare des provinces cédées par la Perse. Il chercha à organiser des troupes régulières et attira à son service des officiers français et anglais, pour instruire et exercer ses Persans. Il réussit à former, dans sa province d'Adzarbaidjan, dix-huit bataillons de troupes assez bien disciplinées, qu'on appelait sarbases, et il établit à Tauris, sa résidence ordinaire, une fonderie de canons et une manufacture d'armes. Pendant tous ces préparatifs, on reçut en Perse la nouvelle de la conspiration qui avait éclaté à Saint-Pétersbourg à l'avènement de l'empereur Nicolas. L'évènement fut sans doute embelli dans le goût oriental, et Abbas-Mirza put croire que toute la Russie, ou du moins toute l'armée russe, était en pleine insurrection. Il pensa que le moment était venu de reprendre aux Russes leurs conquêtes; il sut persuader au chah qu'il ne fallait pas laisser échapper une occasion aussi favorable, et Feth-Ali l'autorisa à faire passer la frontière à ses troupes.

Au commencement de 1826, l'empereur de Russie avait envoyé le prince Menzikof pour annoncer au chah son avènement au trône et terminer les arrangemens relatifs aux frontières. Abbas-Mirza le reçut d'abord à Tauris, où Menzikof put se convaincre qu'on se disposait à la guerre; le prince crut alors n'avoir rien de mieux à faire que de quitter la Perse. On le retint quelque temps à Erivan, et le serdar de cette ville forma un complot contre sa vie. Voulant le faire assassiner en route et rejeter ensuite le meurtre sur les tribus kourdes qui parcourent le pays, il lui désigna sa route pour s'en retourner; mais le prince Menzikof, qui devina son projet criminel, prit un autre chemin et atteignit heureusement la frontière russe. Avant qu'il n'y fût parvenu, la nouvelle du siége de Choucha par Abbas-Mirza s'était déjà répandue.

Avant d'en venir au récit des évènemens de la guerre, il est bon de donner une idée des forces dont la Perse pouvait disposer. Nous avons déjà dit qu'Abbas-Mirza avait organisé quelques bataillons disciplinés à l'européenne; mais la Perse possède en outre une multitude de troupes irrégulières qui doivent se mettre en campagne à la première réquisition du chah : c'est le contingent fourni par certaines tribus guerrières qui forment des espèces de colonies militaires et qui composent la plus grande partie de la population. On compte

92,000 familles de race tartare, 149,000 de race kourde, 157,000 de race lorienne, 41,000 de race arabe; total : 439,600 familles. Mais, d'après l'ordre établi en Perse, elles doivent fournir un cavalier armé par cinq familles : ce nombre de 439,000 représente donc 87,900 cavaliers. En temps de paix, l'état ne se sert que d'une partie de cette armée; mais tous doivent se tenir toujours prêts, et, dans les cas extraordinaires, il est fourni un contingent plus fort que le contingent légal. Depuis l'introduction d'une infanterie régulière en Perse, le chah et son fils s'occupaient davantage des nouvelles troupes et négligeaient un peu la cavalerie tirée des tribus. Les meilleurs cavaliers de la Perse sont les Kourdes; ils n'ont pas de fusil, mais des lances d'un roseau très flexible qu'ils manient fort adroitement : la plupart portent un casque et une cotte de mailles.

Il existe une autre espèce de troupes qu'on appelle ghoulams et qui composent la garde du chah, ainsi que celle des princes et des gouverneurs de province. Les ghoulams servent de courriers; ils portent les ordres du souverain aux extrémités de l'empire et accompagnent les fonctionnaires chargés de quelque mission importante : leur nombre peut s'élever à environ huit mille. Il y a en outre une infanterie irrégulière dont il est impossible de fixer le chiffre; elle sert à former la garnison des forteresses. Au moment de la guerre contre la Russie, les villes d'Erivan, d'Abbas-Abad, de Serdar-Abad, de Theran et de Meched, avaient une garnison de 5,000 hommes tirés du Mazenderan. Du reste, en temps de guerre et quand une province est menacée, tous les habitans des villes et villages qui n'appartiennent pas aux tribus militaires deviennent momentanément soldats. Nous avons déjà parlé de l'infanterie régulière : Feth-Ali-Chah et Abbas-Mirza avaient chacun la leur : les troupes régulières du chah s'appelaient dzambases, celles du prince royal, sarbases. Elles formaient en tout 35 bataillons composés chacun de 1,000 soldats et de 100 dakhbachas ou sous-officiers. Suivant ces calculs, il y avait en Perse 38,500 hommes d'infanterie régulière, 87,900 hommes de cavalerie tirée des tribus militaires, 8,000 ghoulams, 5,000 hommes d'infanterie irrégulière, en tout 139,400 hommes. Les troupes irrégulières pouvaient être considérablement augmentées. Quant à l'artillerie, il y avait dans l'Adzarbaidjan 77 pièces de canon de divers calibres et 18 fauconneaux. 42 de ces pièces appartenaient à l'artillerie régulière de campagne organisée par Abbas-Mirza. Tout cela constituait un ensemble de forces assez imposant, quoique les troupes ne fussent pas parfaitement exercées.

La Russie n'avait alors dans les provinces transcaucasiennes qu'une armée relativement peu considérable et dispersée sur différens points éloignés les uns des autres. Aussitôt qu'Yermolof eut connaissance de l'invasion d'Abbas-Mirza, il donna l'ordre de concentrer les troupes de Géorgie et de les diriger vers Elisabethopol. Il y avait à peine 34,000 hommes, dont beaucoup ne pouvaient être retirés des positions qu'ils occupaient sans livrer le pays aux montagnards soulevés par les Persans : en outre, plusieurs corps avaient été décimés par les maladies. En retranchant tout ce qui ne pouvait pas être mis en mouvement, on n'avait guère plus de 15,000 hommes à envoyer à Elisabethopol contre les nombreuses cohortes d'Abbas-Mirza, et il fallait laisser sans défense les frontières du Karabagh, du Chirvan et de Talich.

Ce fut vers le milieu du mois de juillet 1825 qu'Abbas-Mirza entra dans le Karabagh avec un corps de 40,000 hommes. Une division de ce corps s'était portée plus à l'est et avait envahi le Talich, dont les habitans s'étaient joints à elle pour marcher sur Salian et Bakou. Les Tartares du Karabagh venaient grossir l'armée du prince persan à mesure qu'il avançait : il avait compté sur l'appui des habitans musulmans des provinces transcaucasiennes, et, en effet, ces auxiliaires avaient promptement doublé ses troupes. Abbas-Mirza avait avec lui plusieurs khans dépossédés par la Russie, qui venaient pour soulever les habitans de leurs anciens domaines, et un prince de l'ancienne famille royale de Géorgie, qui se rendit aussitôt en Kakhétie pour exciter les Géorgiens à l'insurrection. Ali-Naki-Mirza, huitième fils du chah, s'avança jusqu'aux montagnes qui séparent le Chirvan du Daghestan, et Sourkbiaï, ancien khan des Khasi-Koumouks, aurait aisément soulevé ces montagnards si le khan qui l'avait remplacé n'était resté fidèle à la Russie et n'avait agi vigoureusement en faveur de cette puissance. Les Persans, comme on le voit, avaient excité l'insurrection dans les provinces les plus importantes et les plus populeuses avant qu'Yermolof eût eu le temps de prendre ses mesures, soit pour s'opposer à ces soulèvemens, soit pour concentrer ses troupes à Tiflis.

La province de Karabagh n'était défendue que par le 42e régiment de chasseurs, sous les ordres du colonel Reutt; il se réfugia dans la forteresse de Choucha, où il fut bientôt assiégé par les 40,000 hommes d'Abbas-Mirza. Nous entrerons dans quelques détails sur ce siége, afin de donner une idée de la tactique persane. La forteresse était en très mauvais état, elle n'avait qu'une très faible garnison, et il ne

s'y trouvait que quatre pièces de canon, dont deux, du temps des khans, étaient à peu près hors de service. Le 25 juillet, Abbas-Mirza arriva sur les hauteurs du Gavakan, séparées par un profond ravin de la montagne sur laquelle Choucha est assise, et il somma la garnison de se rendre. Le colonel Reutt répondit par le refus le plus formel. Il fallut d'abord réparer les fortifications, et les assiégés y travaillèrent activement sous le feu continuel de l'ennemi. Le 30 juillet, les Persans attaquèrent la place de deux côtés à la fois; mais ils furent repoussés avec perte et ne purent pas livrer l'assaut. Le manque de vivres se fit bientôt sentir dans la ville, et le colonel Reutt fit sortir tous les Tartares sur lesquels on ne pouvait pas compter. Ils purent donner aux Persans des renseignemens exacts sur l'état de la forteresse; ils leur annoncèrent aussi que les plus distingués d'entre leurs compatriotes étaient tenus en prison pour avoir essayé d'exciter un soulèvement en faveur de la Perse, et que le commandant menaçait de les faire périr si Abbas-Mirza tentait de donner l'assaut. Peut-être ces Tartares arrêtèrent-ils le prince héréditaire en lui représentant la triste position de leurs amis; au moins peut-on croire que cette circonstance ajouta à son indécision et à sa négligence. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il laissa aux Russes le temps de se rassembler à Tiflis et de venir à sa rencontre avec des forces assez imposantes. Au reste, il fit, dès le début, des fautes qui ne pouvaient manquer de compromettre le succès de cette campagne. Après avoir passé la frontière russe en toute hâte et sans déclaration de guerre préalable, il partagea son armée en quatre petites divisions et resta inactif devant Choucha avec le corps principal. Ne voulant pas tenter l'assaut, qui lui aurait probablement réussi, il fallait laisser quelques troupes pour tenir la place bloquée, et marcher sur Tiflis, où on n'était pas en état de lui résister et où beaucoup de Tartares et de Géorgiens n'attendaient que son arrivée pour se déclarer en sa faveur. S'il était ainsi venu droit à Tiflis, un tout autre esprit se serait manifesté dans les populations, et la tactique russe eût été fort déconcertée; mais il craignit de laisser derrière lui Choucha et la faible garnison de cette place, quoique les habitans de tout le Karabagh se fussent déclarés pour lui, ce qui l'assurait contre toute attaque de ce côté. Il n'envoya qu'une partie de son corps dans la direction d'Elisabethopol, et resta devant Choucha, qu'il voulait prendre par famine. Il se croyait si sûr de vaincre, qu'il avait déjà nommé des khans pour différentes provinces et qu'il écrivait au chah : « Je suis en chasse ; j'ai jeté mes filets et j'y ai déjà pris Choucha : le Karabagh, le Chirvan, Ghendjé et Bakou,

sont aussi en mon pouvoir. » Aussi la joie régnait dans le camp des Persans, sur le Gavakhan; on y entendait toute la journée le tambour turc; des Tartares y avaient établi leurs boutiques de raisins de Corinthe et d'assaisonnemens pour le pilau; ce n'était partout que jubilation et confiance entière.

Les assiégés, au contraire, souffraient beaucoup du manque de vivres et de fourrages pour les bestiaux. Il leur fallait souvent envoyer une compagnie entière pour ramasser au dehors des provisions, et elle ne revenait jamais sans avoir éprouvé quelques pertes. Pendant ce temps, Abbas-Mirza canonnait sans relâche la forteresse : il avait dressé des batteries en deux endroits différens, et les travaux du siége étaient dirigés par un officier français. Le colonel Reutt avait prié le général en chef de le secourir; mais celui-ci lui envoya l'ordre d'évacuer la place, si elle n'était plus tenable. Cet ordre, signé d'Yermolof, fut intercepté par les Persans, et Abbas-Mirza profita de cette circonstance pour proposer encore au colonel Reutt de lui rendre la place à des conditions avantageuses. Cet officier souffrait beaucoup du manque de vivres, et il ne pouvait espérer d'être promptement secouru. Il pensa qu'il pouvait trouver là un moyen de gagner du temps, et répondit à Abbas-Mirza qu'il était prêt à se rendre, pourvu qu'il eût la certitude que l'ordre qui lui avait été transmis par le prince de Perse était bien réellement de son chef. On lui permit là-dessus d'envoyer à Yermolof le major Kluke de Klugenau, chargé ostensiblement de demander l'autorisation de rendre Choucha, et en réalité d'annoncer au général en chef qu'il ne l'avait pas rendue, et qu'il était prêt à la défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il y eut une suspension d'armes de dix jours, pendant lesquels la garnison s'occupa à remettre les fortifications en état, à ramasser les boulets et les bombes que l'ennemi avait jetés en grande quantité dans la place, à armer et à exercer les Arméniens restés fidèles, et enfin à moudre des grains, ce qui présentait d'assez grandes difficultés. Lorsque la trêve fut expirée, Reutt entra encore en négociation avec les Persans, et trouva moyen de temporiser ainsi jusqu'au 30 août. Abbas-Mirza lui fit les plus belles conditions. Il promit aux assiégés de les laisser sortir librement et rejoindre l'armée russe, et, pour donner plus de poids à ses promesses, il engagea par un serment solennel ses principaux officiers et ses moullahs. Reutt, qui avait gagné du temps en faisant toujours de nouvelles objections, finit par déclarer qu'il ne se rendrait pas, et que les assiégés étaient résolus à s'ensevelir sous les murailles de la ville. Les Persans se préparèrent à donner l'assaut, et les assiégés

étaient plus en état de le recevoir, parce que le nombre des défenseurs de la place s'était augmenté. Des Arméniens dévoués avaient trouvé moyen d'y entrer, et on avait mis à leur tête quelques fonctionnaires russes de l'ordre civil.

Outre l'assaut pour lequel l'ordre était donné, la place était menacée d'un autre côté. Les Persans étaient parvenus sur une hauteur d'où ils pouvaient battre la porte de la forteresse : ils avaient en outre conduit des mines en deux endroits jusque sous les tours, et il leur fallait peu de temps pour pouvoir les faire jouer avec succès. La forteresse allait tomber, lorsque tout à coup arriva la nouvelle de la défaite du serdar, près de Chamkor. La confusion se mit dans l'armée persane, et Abbas-Mirza se décida, après quarante-sept jours d'efforts inutiles, à lever le siége de Choucha et à marcher sur Elisabethopol, pour porter secours aux troupes qu'il y avait envoyées sous les ordres d'Alaiar-Khan.

L'avant-garde persane, commandée par le serdar d'Erivan, s'était emparée d'Elisabethopol et s'était avancée quatre lieues plus loin, vers la petite rivière de Chamkor. Le général-major prince Madatof, Arménien du Karabagh, qui commandait sous l'adjudant-général Paskewitch, était allé, avec un petit corps, à la rencontre des Persans. Paskewitch, voyant l'extrême supériorité de l'ennemi, lui conseilla de revenir sur ses pas; mais Madatof, qui connaissait à fond la manière dont les Persans faisaient la guerre, se décida à attaquer immédiatement, parce que la retraite des Russes les aurait trop enhardis, aurait attiré toutes leurs forces de ce côté et mis Tiflis en danger, tandis qu'une victoire remportée sur eux ne pouvait manquer de les décourager, et peut-être de les démoraliser complètement. Grace à une manœuvre habile, l'attaque de Madatof eut un plein succès, et les Persans furent battus le 2 septembre. Ils avaient dans ce combat deux mille hommes d'infanterie régulière, huit mille hommes de cavalerie, quatre canons et vingt fauconneaux, sous les ordres de Mahmed-Mirza, fils du prince héréditaire, aujourd'hui chah de Perse, et du serdar Amir-Khan, frère de Feth-Ali-Chah. Aussitôt qu'on aperçut les troupes russes, les Persans se mirent en ordre de bataille pour attendre l'ennemi; ils firent jouer leurs quatre canons, soutenus par un feu de mousqueterie très vif. La batterie russe fit bientôt taire la leur, et porta le ravage dans les rangs de leur cavalerie, qui prit la fuite, à la suite du prince Mahmed-Mirza. Profitant de ce désordre, la cavalerie russe, composée de huit cents Cosaques et de la milice géorgienne et tartare, chargea les fuyards avec impétuosité, et coupa

la retraite à l'infanterie. Elle trouva peu de résistance, porta au comble le désordre qui s'était mis dans les rangs, et poursuivit l'ennemi jusqu'à deux lieues et demie du côté d'Elisabethopol. Dans le combat de la rivière de Chamkor, les Persans perdirent plus de mille hommes restés sur le champ de bataille, et une partie de leur artillerie. Parmi les morts étaient deux khans, dont Amir-Khan, frère du chah : on trouva sur lui une lettre dans laquelle ce monarque ordonnait qu'on lui envoyât d'Elisabethopol cent belles filles et cent jeunes garçons.

Le prince Madatof se porta aussitôt sur Elisabethopol, où il entra le 4 septembre. Les quinze cents hommes de troupes régulières qui étaient dans la ville n'attendirent pas son arrivée, et prirent la fuite en toute hâte. L'ennemi abandonna dans le plus grand désordre les cantons occupés par lui et passa la rivière de Seiva; la cavalerie russe s'avança jusqu'à quatre lieues sans rencontrer un seul Persan. On vit bientôt arriver des Tartares et des Arméniens du Karabagh, lesquels assurèrent qu'à l'arrivée des troupes russes les habitans de cette province s'efforceraient d'effacer le souvenir de leur défection par les preuves de dévouement qu'ils donneraient à la Russie. Yermolof ordonna alors au général Paskewitch d'opérer sa jonction avec Madatof et de marcher sur le Karabagh. Pendant ce temps, comme on l'a dit, Abbas-Mirza, ayant reçu la nouvelle de la défaite de Chamkor, avait levé le siége de Choucha pour se porter sur Elisabethopol. Le 13 septembre, étant à deux lieues de la ville, il rencontra les Russes, commandés par Paskewitch, et les attaqua. Il avait avec lui quinze mille hommes d'infanterie régulière et vingt mille hommes de cavalerie; mais, après un combat assez court, les Persans furent battus et mis en déroute. Ils perdirent onze cents hommes tués ou faits prisonniers, quatre drapeaux et plusieurs pièces d'artillerie. Parmi les prisonniers se trouvaient Ougourlou, khan de Khoï, fils de ce khan de Ghendjé qui avait été tué, lors de la prise de sa capitale, par Tsitsianof. Après cette brillante victoire, Paskewitch fut nommé général de cavalerie.

Après sa défaite devant Elisabethopol, Abbas-Mirza s'était enfui en toute hâte, et il n'avait dû son salut qu'à la vitesse de son cheval. Il avait déjà repassé l'Araxe le 18 septembre, et c'était seulement le 16 que l'empereur Nicolas avait déclaré la guerre au chah. Les provinces de Chirvan et de Cheki furent successivement évacuées par les troupes persanes qui y avaient pénétré, et le prince de Perse, renonçant désormais à prendre l'offensive, se prépara à défendre les frontières de l'empire. Vers la fin d'octobre, l'ordre était complètement rétabli dans

les provinces russes, et le général Paskewitch passa l'Araxe, pour forcer l'ennemi à s'éloigner des bords de ce fleuve, d'où il pouvait trop aisément inquiéter et piller le Karabagh. Toutefois l'approche de l'hiver l'empêcha de tenter une attaque décisive. Sur ces entrefaites, le gouvernement de la Géorgie fut ôté à Yermolof par l'empereur et donné à Paskewitch.

Le nouveau commandant en chef dirigea toute son attention vers l'importante forteresse d'Erivan, capitale de l'Arménie persane : mais la saison ne lui permettant pas encore de se mettre en campagne, il commença par assurer ses derrières en détachant de la Perse l'ancien khan de Karabagh et celui du Chirvan, personnages très influens dans ces provinces, qui firent leur paix avec la Russie moyennant le titre de généraux russes et une indemnité considérable en terres pour leurs souverainetés (1). Quand le fort de l'hiver fut passé, il envoya son avant-garde, sous les ordres de Benkendorf, pour prendre possession du couvent fortifié d'Etchmiadzin, résidence du patriarche des Arméniens. Les Russes s'en emparèrent après un combat dans lequel l'avantage leur resta. Benkendorf alla, quelques jours plus tard, occuper les faubourgs d'Erivan, et battit un corps persan sorti de la forteresse de Serdarabad. Au commencement de juin, Paskewitch se mit en mouvement, laissa une division pour occuper Etchmiadzin, entra dans Naktchivan, et alla au sud-est de cette ville assiéger la forteresse d'Abbas-Abad, située sur la rive gauche de l'Araxe. Plusieurs tribus nomades de ce pays se soumirent aux Russes, ce qui enleva aux Persans un grand nombre d'excellens soldats. Abbas-Mirza vint avec un corps de quarante mille hommes pour secourir Abbas-Abad; mais Paskewitch se porta à sa rencontre, passa l'Araxe, malgré les obstacles que présentait la rapidité du fleuve et l'escarpement de ses bords, et battit complètement l'armée persane. Il repassa aussitôt l'Araxe pour se rapprocher de la forteresse assiégée, fit placer sur la principale batterie les drapeaux enlevés aux Persans, et envoya un prisonnier pour annoncer sa victoire à la garnison. Les assiégés perdirent courage à cette nouvelle, et le commandant de la place la rendit aussitôt, avec dix-huit canons et des munitions considérables. La prise de cette forteresse, construite à l'européenne, en forme de polygone régulier, était d'une grande importance pour les Russes, parce qu'elle commande les deux rives de l'Araxe et la route de Naktchivan. Les

(1) L'ancien khan de Karabagh était venu joindre l'armée persane avec 4,000 cavaliers parfaitement exercés à la guerre de partisans.

efforts de Paskewitch se dirigèrent alors vers Erivan, et tout se réunit pour favoriser ses projets. Son artillerie de siége, malgré des difficultés sans nombre, passa heureusement les montagnes de Besobdal; les provisions destinées aux Persans furent livrées à leurs ennemis par les habitans du pays; une tentative d'Abbas-Mirza sur le couvent d'Etchmiadzin fut repoussée par le général Krassowski, et plus tard les défections toujours croissantes et la jonction de deux corps d'armée russes, forcèrent ce prince de se retirer à une assez grande distance. Non loin d'Erivan se trouve la forteresse de Serdar-Abad, que Paskewitch vint d'abord assiéger. Le feu fut ouvert le 19 septembre, et l'artillerie, au bout d'une demi-heure, renversa une tour qui dominait la porte, et fit une brèche si considérable dans la muraille, que la garnison effrayée s'enfuit presque tout entière dans la nuit, et que les Russes entrèrent sans coup férir dans la place, où ils trouvèrent dix-sept canons et des munitions considérables. Rien ne pouvant plus faire obstacle au siége d'Erivan, Paskewitch se rendit devant cette ville : le 26 septembre, les batteries furent placées, la tranchée fut ouverte, et les projectiles russes jetèrent le désordre et la terreur dans la place. Le 1er octobre, un régiment de la garde impériale, envoyé en Arménie pour laver dans le sang des Persans la part qu'il avait prise à l'insurrection de Saint-Pétersbourg, monta à l'assaut avec une telle ardeur, que les habitans d'Erivan demandèrent merci et que la garnison mit bas les armes. Elle était forte de cinq mille hommes et avait à sa tête sept khans de distinction, notamment Hassan-Khan, frère du serdar d'Erivan, et l'un des meilleurs généraux du chah. La prise de cette importante place assura aux Russes la possession de toute la province, et fit une grande impression sur l'esprit des Persans, qui, dans leurs chants populaires, l'appelaient la ville imprenable.

Cependant le général prince Éristof, qui occupait la province de Nacktchivan, d'où il observait Abbas-Mirza, pour l'empêcher de secourir Erivan, fit un mouvement en avant vers le midi. Il traversa les défilés de Dorad, et le 3 octobre, il occupa la ville de Marand et les deux routes qui conduisent de là à Khoï, à l'ouest, et à Tauris, au sud-est. La prise d'Érivan avait jeté une si grande terreur parmi les habitans de l'Adzarbeidjan que les habitans de Tauris, tremblant déjà de voir leur ville prise d'assaut, résolurent spontanément de la remettre au pouvoir des Russes. Le prince Eristof en ayant eu avis, et ayant appris en même temps qu'Abbas-Mirza voulait retirer de Tauris toutes ses munitions de guerre et de bouche, s'avança à marches forcées et arriva, le 13 octobre, sur les bords de l'Hadji-

Tchaï, à un peu plus d'une lieue de cette ville. Il plaça ses troupes en ordre de bataille, et envoya devant lui son avant-garde, sous les ordres du général-major Pancratief. Alaiar-Khan, gendre du chah, qui commandait dans Tauris, excita les sarbases à défendre vigoureusement la résidence du prince héréditaire; mais, à l'approche des troupes russes, il alla se cacher dans une maison du faubourg, où on le trouva plus tard et où on le fit prisonnier. Les sarbases se dispersèrent de tous côtés, et les habitans vinrent à la rencontre des troupes russes pour demander leur protection. Le général Eristof occupa alors la ville et la citadelle. Six jours après, Paskewitch fit son entrée solennelle dans Tauris. Les habitans jetèrent des fleurs sur son passage; les chefs de la religion, les premiers d'entre les beys et les personnes les plus distinguées de la ville, vinrent lui rendre les plus humbles hommages.

Abbas-Mirza, qui s'était retiré au-delà de Khoï, voyant qu'il lui était impossible de continuer la guerre, fit faire des propositions de paix à Paskewitch, et une entrevue eut lieu, le 6 novembre, entre le prince persan et le général russe. L'héritier du trône avait été formellement autorisé par son père à faire la paix, et l'on était d'accord sur les principales conditions, lorsque tout à coup un courrier de Tehran vint dire que le chah ne voulait pas payer les frais de la guerre, ni ratifier le traité si les Russes ne commençaient pas par évacuer l'Adzarbaïdjan et par se retirer derrière l'Araxe, exigence évidemment inacceptable. Tout le monde s'attendait alors à une rupture entre la Porte et la Russie, et le chah pensait qu'en gagnant du temps, il pourrait traiter à des conditions plus avantageuses : mais la Perse avait trop souffert dans la campagne précédente pour pouvoir attendre l'effet de cette diversion, et Abbas-Mirza, qui connaissait bien la situation des choses, fut consterné de la rupture des négociations. Les hostilités recommencèrent aussitôt, quoique la terre fût couverte de neige, et que l'hiver fût d'une rigueur peu commune dans ces contrées. Le général Pancratief s'empara, le 15 janvier 1827, de la ville d'Ourmiou, et le général Souchtelen se dirigea sur Ardebil, qui ouvrit ses portes. On trouva dans la forteressse 27 canons et des munitions considérables, et dans la ville une bibliothèque fort riche en manuscrits persans et arabes, qui fut plus tard transportée à Saint-Pétersbourg.

La prise d'Ardebil mit fin à la guerre : Feth-Ali-Chah se hâta d'envoyer de nouveaux pleins-pouvoirs à son fils; il écrivit lui-même à Paskewitch, le pria de reprendre les négociations, et promit de sous-

crire à toutes les conditions faites par la Russie. Les plénipotentiaires des deux puissances se réunirent à Miana, le 3 février; une grande partie de la contribution de guerre payée par la Perse à la Russie y fut apportée (1), et le 10 février le traité de Tourkman-Tchaï fut signé.

Les principales clauses de ce traité furent celles qui suivent : 1° le chah de Perse abandonne à la Russie, en toute propriété, le khanat d'Erivan et celui de Naktchivan (2); 2° les districts russes de Talich qui ont été occupés par les Persans seront rendus après la signature du traité; 3° la Perse paiera une indemnité de 48 millions pour les frais de la guerre et pour les dommages causés par son agression; 4° une partie de cette indemnité sera payée immédiatement, le reste dans un bref délai; 5° jusqu'au paiement intégral, les troupes russes occuperont la province d'Adzarbaidjan. Ce traité non-seulement enrichit la Russie des fertiles contrées qu'arrose l'Araxe, mais il lui livra les clés de la Perse en lui donnant la forteresse d'Erivan. Un autre résultat non moins important de la guerre de 1827, fut son effet moral, la haute idée de la puissance russe qu'elle répandit en Asie, et l'impression produite sur les populations des provinces transcaucasiennes, qui jusque-là ne se regardaient que comme occupées provisoirement par les Russes et avaient toujours les yeux tournés du côté de la Perse. Du reste, les bénéfices du traité de Tourkman-Tchaï ne tardèrent pas à se faire sentir; car dans la guerre contre la Porte, qui commença bientôt après, la possession des provinces nouvellement conquises facilita beaucoup les opérations de Paskewitch dans l'Arménie turque, et les millions versés par la Perse dans le trésor impérial furent sans doute une grande ressource pour la Russie dans sa lutte aventureuse contre l'empire ottoman.

E. DE CAZALÈS.

(1) Ce premier paiement fut de 1,500,000 tomans (24 millions).

(2) Plus tard, on en a fait une province, appelée province d'Arménie.

(La fin au prochain numéro.)

MÉTAPHYSIQUE

ET

LOGIQUE D'ARISTOTE.

I. — De la Métaphysique d'Aristote, rapport sur le concours ouvert par l'Académie des Sciences morales, suivi d'une traduction du Ier et XIIe livre de la Métaphysique, par M. Cousin.

II. — Essai sur la Métaphysique d'Aristote, ouvrage couronné par l'Institut, par Félix Ravaisson, tom. I.

III. — Examen critique de la Métaphysique d'Aristote, ouvrage couronné par l'Institut, par M. Michelet de Berlin, 1 vol.

IV. — De la Logique d'Aristote, par J. Barthélemy Saint-Hilaire, mémoire couronné par l'Institut en 1837, 2 vol.

Platon prépare bien l'esprit à l'étude de la philosophie, parce qu'il affecte l'ame et parce qu'il ébranle l'imagination. Il communique le désir et le goût de la sagesse, et s'il ne lui est pas donné de satisfaire les nobles passions qu'il éveille, il sait, par les émotions du beau, nous animer et nous fortifier pour la recherche de la vérité. Cette heureuse puissance explique aussi l'accueil enthousiaste que firent les chrétiens des premiers siècles à l'artiste athénien; on lui reconnut le mérite de disposer le néophyte à recevoir les propositions théologi-

ques, comme nous lui attribuons celui de conduire l'esprit au seuil même de la véritable science. N'est-ce pas là une nouvelle preuve, si elle était nécessaire, que la théologie et l'ontologie se disputent les mêmes principes et les mêmes vérités?

Il était naturel et il a été salutaire que la rénovation des études, pour l'histoire de la philosophie, commençât, en France, par Platon, dont nous nous proposons d'examiner dans cette *Revue* le système, tant avec le secours des argumens et de la traduction de M. Cousin, qu'à l'aide des travaux de Schleiermacher et d'autres savans de l'Allemagne. La vive imagination du brillant traducteur de l'élève de Socrate, se plut à considérer le platonisme comme le représentant le plus illustre du spiritualisme et de la liberté du genre humain, et il en voulut même suivre, dans Proclus, le dénouement tragique. Nous croyons que, dans le cours de ses travaux, M. Cousin a modifié plusieurs de ses premières pensées, à mesure qu'il embrassait davantage l'étendue de la science, et nous mettons au nombre des témoignages de ces heureux développemens l'impulsion qu'il s'est empressé d'imprimer à l'étude du péripatétisme. M. Cousin n'est plus aujourd'hui un platonicien, mais l'historien impartial de toute la philosophie. Il prodigue ses soins à organiser l'histoire entière de la science, tant par ses propres efforts, que par ceux de ses amis et de ses élèves; voilà une œuvre consciencieuse et forte, vraiment utile à ses contemporains et à sa renommée.

Nous avons esquissé l'an dernier les circonstances historiques au milieu desquelles vécut Aristote, l'ensemble de ses œuvres, et nous avons insisté sur la valeur de ses travaux politiques (1). Aujourd'hui sa métaphysique et sa logique nous occuperont. Ce n'est pas chose vaine et légère que de sonder les pensées les plus intimes de ce grand homme dont la tradition commence la philosophie moderne, après l'incorporation du platonisme dans la théologie chrétienne. Puis Aristote ne fut pas seulement le docteur de l'église de Jésus-Christ, mais aussi des sectateurs de Mahomet : non-seulement on enseigna sa philosophie à Oxford, à Cologne, à Paris, mais à Damas, à Bagdad, à Cordoue, à Séville. Pendant que, dans l'Inde et dans la Chine, la religion et la philosophie restaient confondues ensemble, Aristote était reconnu pour maître de la pensée et du raisonnement par les deux religions unitaires et déistes qui ont la même origine historique, car toutes deux vont se perdre dans le sein d'Abraham le Chaldéen.

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1837, tom. IX, pag. 385, *Politique d'Aristote*.

Le premier soin d'Aristote, quand il commence à écrire *la Philosophie première,* car tel est le titre qu'il destinait au livre qui depuis s'est appelé *Métaphysique*, est de caractériser les travaux de ses devanciers. Fidèle à la méthode historique dont il est, à vrai dire, le premier auteur, et dont nous avons déjà vu l'application dans le second livre de la *Politique*, il esquisse l'histoire de la philosophie, depuis Thalès jusqu'à Platon, avec cette simplicité précise et puissante dont Leibnitz et Hegel ont hérité chez les modernes. Les hommes ont un désir naturel de savoir, et le philosophe parmi les hommes est celui qui désire savoir les choses difficiles et peu accessibles à la connaissance humaine, c'est-à-dire les principes et les causes premières. La science des principes, c'est-à-dire la philosophie porta ses premiers regards sur la nature; Thalès prit l'eau pour principe, Anaximène l'air, Héraclite le feu; à ces trois élémens Empédocle ajouta la terre; Anaxagore supposa une infinité de principes auxquels il donna pour origine première l'intelligence suprême. Ainsi même, par la physique, la philosophie, dans ses premiers développemens, aboutissait à la pensée. Dans un autre ordre, les pythagoriciens identifièrent les principes des êtres avec les principes mathématiques et ils firent du nombre l'essence de toutes choses. Après ces différentes philosophies parut Platon.

Ce n'est pas sans un plaisir secret qu'Aristote décompose les élémens dont s'était formée la doctrine de Platon; il nous le montre se familiarisant, dès sa jeunesse, dans le commerce de Cratyle, avec les opinions d'Héraclite, et y prenant le principe qu'il n'y a pas de science des choses sensibles; puis à l'école de Socrate, qui s'occupait exclusivement de morale et portait son attention sur les définitions, Platon conçut qu'il fallait appliquer les définitions à un ordre d'êtres à part et non pas aux objets sensibles; il appela *idées* ces êtres à part, et enseigna que les choses sensibles existaient en dehors de ces idées et étaient nommées d'après elles. Les pythagoriciens disaient que les êtres étaient à l'imitation des nombres; Platon se mit à dire qu'ils étaient en participation avec les idées. Ce n'est pas tout; entre les choses sensibles et les idées, il reconnut les êtres intermédiaires qui sont les choses mathématiques, différentes des choses sensibles en ce qu'elles sont éternelles, et des idées en ce qu'elles admettent un grand nombre de semblables, tandis que toute idée en elle-même a son existence à part. Il fallait Aristote pour faire de la théorie platonicienne une description si exacte : et voilà où en était la science, quand le Stagyrite vint jeter les fondemens de sa philosophie première.

Nous ne ferons pas ici un cours de péripatétisme, et nous renverrons ceux qui sont curieux de ces laborieuses questions, tant aux textes, déjà traduits par M. Cousin, qu'aux travaux critiques de MM. Ravaisson, Michelet et Barthélemy Saint-Hilaire. Désormais on pourra étudier, en France, Aristote avec autant d'exactitude et de profondeur qu'en Allemagne. Aussi c'est justice de relever les mérites de ces expositions aristotéliques, et après avoir rempli ce devoir, il n'y aura pas d'inopportunité à constater l'empire qu'exerce aujourd'hui tant la pensée d'Aristote que la science même de l'esprit humain.

Il est ordinaire que la faculté de concevoir et le talent d'écrire les matières philosophiques, attendent, pour se développer avec force, quelque maturité de l'âge : aussi l'Essai de M. Ravaisson, sur la métaphysique d'Aristote, nous paraît d'autant plus saillant que l'auteur est plus jeune. C'est un début tout-à-fait éclatant, surtout si l'on considère que les sujets traités par l'écrivain appartiennent à ce que la science philosophique a de plus profond et de plus ardu; car c'est la pensée d'Aristote spéculant sur la pensée elle-même. Nous nous étonnerions moins de voir une ardente imagination tirer du platonisme de brillantes peintures, ou recevoir du mysticisme chrétien d'éloquentes inspirations. Mais il est plus rare d'assister à la lutte victorieuse d'une jeune intelligence, tant avec les problèmes les plus difficiles de la science métaphysique elle-même, qu'avec les formes à la fois si subtiles et si rudes du péripatétisme.

Le premier volume de l'Essai de M. Ravaisson est consacré tout entier à la pensée même du Stagyrite, et il est divisé en trois parties. La première partie trace l'histoire de la métaphysique d'Aristote et en démontre l'authenticité; la seconde contient l'analyse de la métaphysique elle-même; la troisième traite *ex professo* de la métaphysique d'Aristote; on y voit quel rang tient cette métaphysique dans l'ensemble du système péripatéticien; on y lit l'histoire même de cette science d'après les données d'Aristote; enfin le système du Stagyrite, repris en sous-œuvre, est exposé par M. Ravaisson d'une manière complète et lumineuse. Ainsi, préliminaires philologiques et littéraires, analyse du monument même, exposition nouvelle du système, voilà la méthode de l'auteur; elle est simple et féconde; tout s'enchaîne d'une manière nécessaire et naturelle, la pensée se déroule avec une logique ferme, et elle arrive au dernier terme de ses conclusions avec le cortége et la force de déductions irrésistibles et triomphantes.

Nous nous arrêterons quelque peu sur la troisième partie de l'Essai de M. Ravaisson; c'était la plus difficile à traiter; c'est aussi la meilleure. Je voudrais, en prenant pour guide le jeune philosophe, signaler quelques traits saillans du système d'Aristote. La science a comme la nature son commencement et sa fin, et l'on voit se répéter d'âge en âge la double hiérarchie de la nature et de la science entre leurs premiers principes et leurs fins dernières, qui reposent dans l'éternité. Toute existence réelle a quatre principes, la matière, la forme, la cause motrice, la cause finale. La science des premiers principes est la science de l'être en tant qu'être; c'est la philosophie première.

Il ne faut pas comprendre dans l'être ce qui n'est que par accident. L'être n'est pas non plus le vrai, car le vrai et le faux n'existent que dans la synthèse de l'entendement.

Il y a dix genres entre lesquels se partagent, en définitive, tous les attributs que l'entendement peut affirmer d'un sujet; ce sont les *catégories;* nous les énumérerons plus loin, quand nous parlerons de la logique.

Toute science suppose trois élémens distinctifs : ce dont elle démontre, ce qu'elle démontre, et ce par quoi elle démontre, le sujet, l'attribut, l'axiome.

Le premier, l'unique objet de la science de l'être, est l'être proprement dit, la substance dont toutes les catégories ne sont que des accidens. L'être ne consiste ni dans les catégories ni dans les genres; l'être, c'est l'individu.

L'individu est soumis à un changement continuel; les individus changent, ils sont, mais aussi ils deviennent. En passant d'un état à un état contraire, l'être devient ce qu'il n'était pas, de la puissance il a passé à l'acte : le mouvement est donc la réalisation du possible.

La matière est un terme relatif qui suppose le corrélatif de la forme. La forme est l'être en soi. La matière répond à l'infini. Le mouvement n'a pas sa fin en soi-même; il finit au repos. Mais le repos lui-même n'est pas la fin, car il n'est que la privation du mouvement; la fin dernière est l'action.

Le théâtre du mouvement est l'espace : l'étendue est continue; la continuité suppose l'indivisibilité à l'infini. L'infini n'existe jamais en acte : l'infinité ne consiste que dans la possibilité de passer d'une quantité à une autre. Le temps n'est pas le mouvement; le mouvement est inégal, le temps est égal. Le temps suit le mouvement, comme le mouvement l'étendue. Le sujet du mouvement ou le mo-

bile est le corps. Mais le mobile ne peut pas de lui-même entrer en acte, et se mettre en mouvement. La mobilité est une puissance passive : pour la porter à l'acte, il faut une puissance active. Dans le mobile est le mouvement; dans le moteur est l'action.

Mais il y a des choses qui se meuvent elles-mêmes, qui ont en elles et le principe passif, et le principe actif du mouvement. La nature est l'essence ou la forme substantielle de tous ces êtres qui se meuvent eux-mêmes. Le mouvement qui pousse incessamment la matière au développement parfait de ses puissances n'est pas autre chose que la vie. Le principe intérieur du changement, de la chaleur et de la vie, c'est l'ame qui n'est pas le corps, mais qui sans le corps ne saurait être, car elle en est l'acte, car elle est la forme de l'organisme.

Quant à la nature, elle ne se dégage que par degrés des liens de la matière et de la nécessité. La première forme de la vie est la végétation. Le second degré de la vie est le sentiment. Outre les cinq sens, il y a un sens général qui est à la fois leur limite, le terme moyen qui les mesure tous, et qui, à sa plus haute puissance, constitue l'entendement. Le dernier terme de la nature est l'humanité, qui est le résumé de tous les règnes et de toutes les époques.

Le bien de toute chose est sa fin : l'ame est la fin du corps, l'action la fin de l'ame. Le premier de tous les biens est l'exercice de l'activité naturelle de l'ame. Le plaisir le plus pur et en même temps le plus durable est dans la libre action qui distingue l'homme de la bête. Le bien et la félicité n'appartiennent à l'homme même qu'à l'âge où la sensibilité est devenue entendement, à l'âge de la volonté, de la raison, au moment de la perfection et de la maturité de la vie. Pour vivre vraiment, il faut une activité soutenue de l'ame. L'ame se plaît dans l'action; plus elle agit, plus elle désire agir. Seule, l'ame ajoute à la nature, et se donne à elle-même les formes supérieures de la science, de l'art et de la vertu. Mais on oublie la science, même l'art; la vertu ne craint pas l'oubli.

Le bien moral est le milieu entre deux excès; mais il n'est pas seulement un milieu, il est le bien. L'apprentissage de la vertu est l'action; la pratique ne s'explique pas par les abstractions de l'entendement. La nature, l'habitude, la raison, voilà les trois degrés nécessaires à l'homme.

Au-dessus de la vertu morale s'élève la vertu de l'entendement. Les vertus morales ont besoin d'être régies par l'intelligence qui prescrit et gouverne, la vertu architectonique de la sagesse pratique, la prudence, φρόνησις.

Cependant l'exercice de la prudence n'est pas le dernier degré de la vie et de l'activité. Au-dessus de la prudence il y a encore la sagesse, qui est la perfection absolue de l'activité de l'ame et qui, s'élevant au-dessus de la vie morale et politique, applique la spéculation à l'être nécessaire et simple, à Dieu. La spéculation veut une raison supérieure à l'humanité, une raison divine comme son objet même, et la fin dernière de la nature est l'action parfaite de la pensée pure dans l'unité absolue de la spéculation. Ainsi la vie animale, la vie humaine ou civile, la vie divine, voilà les trois développemens de l'ame.

La nature et la pensée, le mouvement et la spéculation, le temps et la logique, se développent par une marche parallèle et contraire. La science et la nature forment deux systèmes distincts, semblables, mais opposés; l'ordre des temps est l'inverse de l'ordre logique, et la fin de la nature est le principe de la pensée.

Le mouvement est éternel, et l'éternité du mouvement suppose l'éternité d'un premier moteur qui ne fait que mouvoir, et ne peut être lui-même en mouvement. Le premier moteur n'est point une ame du monde; c'est un principe supérieur au monde, séparé de la matière, étranger au changement et au temps, et qui enveloppe les choses, sans se reposer sur elles, de son éternelle action.

Le monde est une sphère qui accomplit autour de son centre immobile un mouvement éternel de révolution. Dans le monde terrestre la nature ne peut arriver à la continuité du monde céleste. Elle ne peut obtenir la perpétuité de l'existence dans l'individu; elle l'obtient dans l'espèce.

Le premier moteur touche le monde et n'en est pas touché. La cause première ne donne le mouvement au monde que par le désir qu'elle lui inspire, et elle touche le monde par elle-même, sans intermédiaire; elle est un objet aimé. Le bien suprême s'aime et se pense dans la nature, et comme un père qui se contemple dans son fils, il embrasse le monde dans un acte éternel d'amour.

Le premier principe est l'intelligence et l'intelligible tout à la fois : le premier principe est un être vivant, éternel, parfait, ζῶον, ἀΐδιον, ἄριστον, heureux par l'action même. Dieu n'a pas besoin d'amis, parce que la pensée n'a besoin d'aucune chose qui lui soit étrangère. Il n'y a rien dans l'intelligence spéculative ou absolue, que l'action de la pensée qui se pense elle-même, sans changement comme sans repos, et la pensée véritable est la pensée de la pensée.

L'entendement est une puissance passive qui peut prendre toutes les formes, recevoir toutes les idées. L'intelligence absolue est l'acti-

vité créatrice. La vertu n'est que l'instrument de la pensée absolue. L'entendement, lié à l'ame comme l'ame au corps, se multiplie avec les individus et périt avec eux : l'intelligence absolue laisse retomber les ames avec les corps dans le néant d'où ils sortirent ensemble.

Le monde a son bien et sa fin en lui et hors de lui, comme le bien d'une armée est dans son ordre et par son chef. Le mal n'est pas un principe, et le monde n'est pas partagé entre deux principes contraires : le mal a sa source dans la puissance, et il ne se manifeste que dans le développement de l'opposition qu'elle renferme. Sans cesse le mal est vaincu par le bien, et le monde, tel qu'il est, est le meilleur des mondes possibles.

Dieu ne descend pas à gouverner les choses; à la nature appartient l'architectonique du monde; c'est elle qui tire le meilleur du possible. La nature tend au bien sous l'immédiate influence d'un désir nécessaire. Le bien se trouve à lui-même sa cause efficiente, et ce bien, c'est la pensée de la pensée.

Voilà quelques-unes des faces de la conception péripatéticienne dont il faut aller chercher l'ensemble dans le livre de M. Ravaisson, où elle se développe avec une attrayante lucidité. C'est peut-être la première fois que la pensée d'Aristote, si souvent traduite et commentée, se fait lire avec un charme presque littéraire; on dirait une chaleur vivifiante qui circule à travers les abstractions, mais sans les dénaturer par de fausses couleurs; si la forme est élégante, elle n'est employée qu'à mieux mettre en lumière la profondeur et la majesté du fond. Le seul reproche qu'on pourrait adresser au jeune écrivain serait d'avoir dépassé les limites du système métaphysique même, et d'avoir poussé de nombreuses excursions dans la logique, la physique et la politique d'Aristote. Cette abondance fait perdre quelquefois au livre le caractère d'une monographie, et au lecteur l'intuition directe de la métaphysique pure. Quelques phrases, heureusement en petit nombre, manquent de la précision habituelle à l'auteur : enfin quelques mots, comme *aveugle* où il aurait fallu écrire *nécessaire*, comme *coutume* où l'expression juste était *habitude*, ne répondent pas toujours à toutes les exigences de la pensée. Voilà de bien petites taches dans un tissu aussi éclatant et aussi solide.

M. Ravaisson nous doit encore le second volume de son Essai, où il tracera l'histoire de l'influence de la métaphysique péripatéticienne sur l'esprit humain, et de ses diverses fortunes pendant plus de vingt siècles : il se propose de conclure en appréciant la valeur de cette grande doctrine, et en déterminant le rôle qu'elle est appelée à jouer

encore dans la philosophie. Il doit trouver dans ce beau sujet tout ensemble un aiguillon et un emploi pour son talent, et nous désirons que sans rien précipiter il ne nous fasse pas trop attendre ce complément essentiel de son Essai. Nous souhaitons aussi qu'il donne un libre cours à sa vocation, qui l'appelle incontestablement au culte de la philosophie, et qu'il reste fidèle à la religion de la pensée, sans permettre à certaines circonstances de devenir des séductions ou des obstacles, surtout à cet âge décisif où l'on sème pour l'avenir. Il y a dix années dans la vie de l'homme, de vingt à trente, ou de vingt-cinq à trente-cinq, qui sont peut-être les plus précieuses entre toutes, car elles portent en elles ce que doivent développer celles qui suivront. L'esprit ne devient que ce qu'il s'est préparé à devenir, et c'est la volonté qui arrache à l'intelligence ses plus fertiles moissons.

L'*Examen Critique* de M. Michelet, de Berlin, se recommande par d'autres qualités que l'*Essai* de M. Ravaisson; mais il n'est pas moins nécessaire à l'étude approfondie de la pensée d'Aristote. L'auteur tient un rang distingué dans l'école de Hegel, dans cette école dont le chef fut si grand, et dont les principaux disciples cultivent avec gloire les diverses parties de la science humaine. Il appartient aussi, par son origine, à l'ancienne colonie française que Berlin accueillit lors de la révocation de l'édit de Nantes, et qui a su répondre aux bienfaits de sa patrie adoptive par des traditions héréditaires de travail, de savoir et de talent. Dans sa préface, l'auteur dit qu'issu de Français, il a conservé, pour le pays de ses ancêtres, l'affection due à une première patrie, et il se recommande à notre indulgence pour avoir osé répondre à l'appel de l'Institut. Le prix que lui a décerné l'Académie a dû prouver à l'auteur qu'il n'avait besoin que de justice, et c'est un devoir pour la critique de signaler l'insigne valeur de l'ouvrage couronné. L'école de Hegel ne pouvait pas rester silencieuse dans un concours ouvert sur la métaphysique d'Aristote; il y a trop d'affinités entre les deux systèmes pour que la pensée moderne n'ait pas voulu servir d'illustration à la pensée antique, et Berlin devait une réponse à la question scientifique que posait Paris.

M. Michelet a divisé son *Examen* en cinq chapitres. Le premier expose les différentes hypothèses sur la composition même du livre intitulé *Métaphysique*, et il donne pour résultat que ses diverses parties sont des ouvrages particuliers qui ont paru isolément sous des titres spéciaux. Le second chapitre contient l'analyse de la Métaphysique même, comme preuve intrinsèque de l'unité du plan et de l'harmonie qui y règne. Le troisième traite de la manière dont il faut se

représenter la composition de la Métaphysique d'Aristote; le quatrième, de l'importance de la Métaphysique et de son autorité dans l'histoire de la philosophie; le cinquième est consacré à l'appréciation de sa valeur intrinsèque. C'est dans les deux premiers que l'auteur s'est le plus développé, et sa critique, tant philologique que philosophique, s'y montre supérieure. Peut-être le troisième chapitre ne vient-il pas tout-à-fait à sa place; peut-être eût-il mieux valu traiter de la manière dont composait Aristote avant l'exposition même du système, car cette question littéraire, si intéressante qu'elle soit, perd de son importance aux yeux du lecteur, que le second chapitre a jeté dans les profondeurs même de la métaphysique. Quoi qu'il en soit, nous trouvons sur la manière dont travaillait Aristote des indications précieuses. « A mesure qu'Aristote, dit M. Michelet, composait un livre sur un sujet particulier, à peu près comme Platon écrivit ses Dialogues, il le publiait toujours, sans attendre que le tout auquel il appartenait fût achevé, mais non sans l'avoir traité dans son rapport avec le tout.... Voilà qui explique pourquoi beaucoup d'ouvrages d'Aristote renvoient de l'un à l'autre : un ouvrage qui en cite un autre comme étant déjà écrit est cité à son tour par ce dernier, de sorte qu'ils se supposent réciproquement. » M. Michelet a très bien fait ressortir la supériorité d'Aristote, qui consiste à avoir exploré tous les détails de la science humaine sous l'influence et la lumière de principes dirigeans. Avoir été dans tout spécial et idéaliste, voilà la raison de la grandeur d'Aristote.

Les deux derniers chapitres de M. Michelet de Berlin sont beaucoup plus courts que les autres, mais ils sont substantiels. Nous dirons même que leur rapidité les rend plus clairs, et démontre la science de l'auteur. Il faut connaître à fond l'histoire de la philosophie pour marquer avec une exactitude précise toutes les ressemblances qui dénoncent l'influence d'Aristote. La métaphysique péripatéticienne a d'abord laissé sa trace dans la cosmogonie des stoïciens, pour lesquels la nature n'était que la manifestation de la raison éternelle. L'école d'Alexandrie a pour pierre fondamentale la pensée de la pensée constituant l'essence de Dieu, et Plotin a dit : « Il ne faut pas chercher l'objet de l'intelligence hors d'elle; la véritable intelligence est toute réalité, et les êtres y trouvent une assiette ferme. » Proclus concorde tant avec Aristote qu'avec Plotin, puisqu'il proclame que tout sort du principe en même temps qu'il y reste; il sort en tant qu'il est différent, il reste en tant qu'il lui est semblable. Dieu est l'unité inexprimable, la puissance surabondante de toutes

choses, et la création complète des êtres. Que dire des Arabes et des scolastiques, que le monde connaît pour les péripatéticiens les plus enthousiastes et les plus fervens? A l'époque de la renaissance, Giordano Bruno se montre panthéiste-idéaliste à l'école d'Aristote, et il écrit ces lignes : « L'univers est un, infini et immuable; il conserve son unité tout en se transformant en toutes choses. Tous les êtres de l'univers sont semblables aux différens sens d'un même être organisé; ils ne sont que la forme extérieure de la même substance. Ce que la nature écrit en caractères extérieurs, la pensée humaine l'écrit en caractères intérieurs. » Après la révolte de Descartes, l'influence d'Aristote reparaît jusque dans l'originalité de Spinosa, dont la substance une et éternelle, avec ses deux attributs, rappelle le principe d'Aristote, que la pensée est identique avec son autre coélément, l'étendue, et que par son contact elle le rend intelligible. Leibnitz était d'avis que la philosophie d'Aristote pouvait et devait être réunie à la philosophie moderne, et pour la construction de son propre système il lui a fait de nombreux emprunts. Ses monades sont-elles autre chose qu'une traduction des formes essentielles d'Aristote, et ne peut-on pas appeler péripatéticien celui qui a tracé ces mots : « Dieu seul est l'unité primitive ou la substance simple et originaire, dont les productions sont toutes les monades créées et dérivées, qui ne naissent et ne se maintiennent, pour ainsi dire, que par des fulgurations continuelles de la divinité. Dieu est donc puissance, parce qu'il est la source des choses; il est connaissance, parce qu'il renferme toutes les formes ou idées; il est volonté, parce qu'il change les choses dans le but du mieux; Dieu est donc, comme le dit Aristote, le premier principe actif de tout l'univers. »

De nos jours Schelling et Hegel portent l'empreinte d'Aristote. M. Michelet estime qu'il y a le même rapport entre Schelling et Aristote qu'entre celui-ci et Spinosa. Les formes sont diverses, mais les résultats identiques. Quant à l'influence d'Aristote sur Hegel, elle fait l'objet du cinquième et dernier chapitre de l'*Examen*, où l'auteur apprécie la valeur intrinsèque de la pensée d'Aristote. Comme le système de Hegel est le *critérium* de M. Michelet, il suit que ses opinions sont un miroir fidèle des transformations de la pensée grecque dans la pensée allemande. L'élève de Hegel donne son approbation entière aux principes fondamentaux du péripatétisme : il reconnaît avec le Stagyrite que la pensée n'est plus opposée à la matière, ni le spiritualisme au matérialisme, puisque la matière elle-même

n'est qu'une face de la pensée, isolée par l'entendement et considérée comme en étant indépendante. La pensée objective est la raison; la pensée subjective est l'entendement. Il s'accorde avec lui sur la forme et la matière, sur la virtualité et l'actualité, enfin sur la pensée de la pensée, et sur l'identité de l'idée et de l'être. Les critiques que M. Michelet se permet envers Aristote s'adressent à la méthode du Stagyrite, qu'il estime toute personnelle, toute subjective; il était réservé à la philosophie moderne, dit l'auteur, de ne pas tuer le contenu par la forme, et d'élever la philosophie à la hauteur d'une science exacte par la découverte d'une méthode qui réalise la véritable démonstration spéculative. Cette méthode, aux yeux de l'auteur, est le système même de Hegel.

Il est incontestable que la métaphysique péripatéticienne reçoit de l'*Examen critique* de M. Michelet des clartés nouvelles. Dans ses pages, Hegel illumine Aristote, car il est lui-même Aristote transformé; si on n'accepte pas sa pensée comme vérité absolue, il faut au moins l'admettre comme un excellent commentaire; et nous devons nous féliciter que, dans une occasion décisive, un Allemand ait manié la langue de Descartes avec une convenance que le succès et l'Institut ont couronnée.

Nous passons de la métaphysique à la logique, et dans cet autre ordre, nous trouvons un nouveau mémoire qui est dû à la plume du traducteur d'Aristote, M. Barthélemy Saint-Hilaire, et qui n'a pas moins de valeur que les travaux de MM. Ravaisson et Michelet; de manière qu'avec ces trois ouvrages on connaît à fond la structure idéale du péripatétisme. Le livre de M. Barthélemy Saint-Hilaire est à la fois une description exacte de l'*Organon*, et un morceau d'histoire de la philosophie : quand on a fini de le lire, on sait la logique péripatéticienne et ses destinées dans les évolutions de la pensée humaine depuis les premiers temps où elle fut enseignée jusqu'à nos jours : travail sérieux et profond, qui n'a pu être écrit que par un savant vivant dans l'intimité d'Aristote, et faisant de l'intelligence de ce grand homme le plus cher intérêt de sa vie.

L'*Organon*, tel que nous le possédons aujourd'hui, se compose de six parties distinctes :

1° Les Catégories, en un livre.
2° L'*Hermeneia*, en un livre.
3° Les premiers Analytiques, en deux livres.

4° Les derniers Analytiques, en deux livres.
5° Les Topiques, en huit livres.
6° Les Réfutations des sophistes, en un livre.

L'authenticité du monument, tant dans son ensemble que dans ses diverses parties, sort, dans le mémoire de M. Barthélemy Saint-Hilaire, victorieuse de toutes les objections qui ont pu lui être opposées, et l'auteur s'estime en droit de conclure que nous possédons aujourd'hui l'*Organon* tel que le possédait l'antiquité, tel que l'a composé Aristote.

Les catégories qui forment le point de jonction entre la métaphysique et la logique, sont 1° la substance, 2° la quantité, 3° la qualité, 4° la relation, 5° le lieu, 6° le temps, 7° la situation, 8° la manière d'être, 9° l'action, 10° la passion. M. Barthélemy Saint-Hilaire en fait une analyse longue et fidèle qu'il termine par cette judicieuse remarque, qu'en métaphysique les catégories sont les dix genres de l'être, et qu'en logique elles deviennent les élémens possibles d'une définition complète.

L'*Hermeneia*, ou le traité du langage, sert de lien nécessaire entre les Catégories et les Analytiques, puisqu'il contient la théorie de la proposition, qui est indispensable à la théorie du syllogisme, non-seulement dans son ensemble, mais jusque dans ses détails. L'*analytique* a pour objet la démonstration et la science démonstrative, et comme la démonstration n'est qu'un long syllogisme, le sujet des premiers Analytiques est la théorie complète du syllogisme dans sa nature et ses modifications. Quand le syllogisme est connu et analysé en lui-même, il reste à montrer quelle en est l'application à la science, et par quelle méthode l'esprit arrive à connaître quelque chose avec certitude; en d'autres termes, il reste à expliquer ce que c'est que la démonstration, et quels procédés elle emploie. Tel est le sujet du premier livre des derniers Analytiques. Le second livre montre l'usage de la démonstration dans l'acquisition de la connaissance médiate, et explique comment l'intelligence arrive aux principes immédiats fondamentaux, sans lesquels elle ne peut être, et sans lesquels la démonstration ne saurait exister.

Depuis Aristote, la Topique ne fait plus partie de la logique, elle a été comprise dans la rhétorique. Aristote s'y propose de trouver une méthode qui mette en état de raisonner sur toute espèce de sujet, en partant de données probables, et qui apprenne à ne pas se contredire dans le cours de la discussion. Le traité des Réfutations

des sophistes est le complément de la Topique : il expose les liens sophistiques et les moyens de les combattre, et il enseigne à donner des solutions vraies et loyales.

Après l'exposition la plus consciencieuse et la plus explicite de l'*Organon*, M. Barthélemy Saint-Hilaire trace une théorie de la connaissance d'après Aristote; c'est un bon aperçu du péripatétisme, dans lequel l'auteur s'est attaché à montrer que l'*Organon* n'était pas du tout isolé, et se rattachait à un système plus vaste. A ce point où nous en sommes du *Mémoire*, nous savons tout ce qui concerne la logique même d'Aristote, tant dans ses détails que dans ses rapports avec les autres parties du péripatétisme. Maintenant nous arrivons à une démonstration historique d'une haute importance, à savoir *qu'avant Aristote il n'y avait pas de logique, et qu'après lui, il n'y a que la sienne, éclaircie, mais non point étendue*. Cette démonstration, qui occupe dans l'ouvrage de M. Barthélemy Saint-Hilaire plus de deux cents pages, se fait lire avec le plus vif intérêt, et prouve les connaissances de l'auteur dans l'histoire de la philosophie. Au surplus, c'était l'avis d'Aristote qu'avant lui il n'y avait pas de logique, car il dit expressément à la fin de l'*Organon :* « Pour la rhétorique, on s'en était occupé dès long-temps, et l'on avait produit beaucoup de travaux. Pour la science du RAISONNEMENT, au contraire, nous n'avions rien d'antérieur à nos propres recherches, qui nous ont coûté tant de peine et un temps si long. Si vous reconnaissez que cette science, où tout était ainsi à faire dès la base, n'est pas demeurée trop en arrière des autres sciences, accrues par de successifs labeurs, il ne vous reste à votre tour, ainsi qu'à tous ceux qui viendront à connaître ce traité, qu'à montrer de l'indulgence pour les lacunes de ce travail, et de la reconnaissance pour toutes les découvertes qui y ont été faites. » Qui n'admirerait ce noble orgueil du génie et la mâle franchise avec laquelle Aristote avertit la postérité de la gloire qu'elle lui doit!

La logique existe donc par le fait du maître d'Alexandre. Les stoïciens adoptent la syllogistique tout entière. Les commentateurs grecs et latins s'attachent, pour les expliquer et quelquefois les dénaturer, aux textes péripatéticiens. La logique d'Aristote domine dans les écoles païennes dès la fin du IIe siècle, et c'est elle que l'antiquité transmet au monde moderne. Le christianisme la trouva partout en vigueur, et subit Aristote comme inévitable, en même temps qu'il faisait de Platon presque un père de l'église. Quant aux sectateurs de Mahomet, les premières traductions arabes furent faites sur une tra-

duction syriaque écrite par Jacques d'Edesse au milieu du VIIe siècle, et à partir de ce moment, la logique fut appliquée à la théologie du Coran, comme ailleurs à la Bible et à l'Évangile. La scolastique n'est à vrai dire qu'un long commentaire d'Aristote dont l'église tantôt ignore, tantôt combat la portée, et qui s'impose à l'Europe par l'autorité de l'Université de Paris. A la fin du XIIIe siècle, Aristote était le maître du monde moderne; le XIVe fut le triomphe d'une subtilité de formes qui ne s'étendit pas moins sur le mysticisme chrétien que sur la scolastique elle-même, et M. Barthélemy Saint-Hilaire n'a pas tort de penser que la logique nuisit beaucoup moins à la théologie que la théologie ne nuisit à la logique. La renaissance du platonisme précipita la décadence de la scolastique; Luther se mit à détester Aristote non moins que le pape, et sans Mélanchton, le protestantisme rompait avec la pensée péripatéticienne. A Paris, Ramus publia deux ouvrages contre la logique du Stagyrite, qui, par une coïncidence bizarre, essuyait les mêmes assauts que le catholicisme.

Le génie de Bacon s'ajoutant à l'audace de Ramus, la réaction contre Aristote fut complète. Remarquons en passant que par un juste retour M. de Maistre a traité Bacon comme Bacon a traité Aristote. Il faut être juste dans le monde de l'intelligence, car on y laisse sa mémoire et ses œuvres pour répondre de ses opinions et de ses arrêts. Le chapitre que M. Barthélemy Saint-Hilaire a consacré aux diverses tentatives de réforme en logique, depuis Ramus jusqu'à nos jours, renferme des appréciations pleines de justesse sur Descartes, Gassendi, la logique de Port-Royal, Leibnitz, Locke, Condillac et Reid. La conclusion naturelle de cette enquête historique se trouvait dans les travaux de Kant et de Hegel. L'auteur du *Mémoire* a très bien compris comment, pour le philosophe de Berlin, la logique et l'ontologie ne sont qu'une même chose, et comment le système de Hegel ne détruit pas l'*Organon* mais l'absorbe et le transforme. Peut-être seulement les expressions qu'il emploie vers la fin de son excursion historique ne concordent pas avec celles dont il s'est servi en la commençant; car il avait annoncé que la logique d'Aristote n'avait jamais été *étendue*, mais seulement éclaircie, et il finit par écrire que les travaux de Hegel l'ont *agrandie*. Mais la contradiction est plutôt dans les mots que dans le fond des choses, et n'ébranle pas cette conclusion que la logique est restée en substance ce que l'avait faite Aristote.

Nous avons sous les yeux quelques autres essais sur le péripaté-

tisme, qu'il ne serait pas équitable de passer sous silence, quoiqu'ils ne puissent être mis sur la même ligne que les travaux de MM. Ravaisson, Michelet et Barthélemy Saint-Hilaire; ce sont des thèses de jeunes docteurs de l'Université de Paris. La thèse de M. Vacherot sur la théorie des premiers principes selon Aristote; deux morceaux de M. Jacques, le premier sur Aristote considéré comme historien de la philosophie, le second sur la critique qu'a faite le Stagyrite du système de Platon, une thèse de M. Martin sur la poétique d'Aristote, témoignent tant de l'aptitude de leurs rédacteurs que des fortes études qui se font à Paris pour l'histoire de la philosophie et pour la connaissance du péripatétisme.

Il n'est pas inutile que Paris, au XIXe siècle, renoue avec Aristote, et il importe que le péripatétisme occupe de nouveau l'esprit français. Nous n'avons au surplus ici qu'à invoquer nos souvenirs; nous pourrions sur les hauteurs de Sainte-Geneviève, et dans des recoins du *quartier latin*, éveiller des échos qui nous renverraient les paroles des grands docteurs du XIIe et du XIIIe siècle. Paris a toujours été la ville de la pensée; toujours aussi il a été l'objet de l'enthousiasme des uns et de la fureur des autres. Des contemporains d'Abailard ont écrit que l'Égypte, Athènes doivent céder la priorité à Paris où on accourt de toutes parts puiser la sagesse terrestre et céleste. Mais aussi d'autres s'écriaient : *O Paris, o source de tout mal, o flèche de l'enfer!* Ne croirions-nous pas assister aux propres débats de notre siècle où l'apothéose et la malédiction s'entrechoquent dans l'air! C'est une gloire vivace que celle qui, à huit cents ans de distance, retrouve les mêmes louanges et les mêmes injures.

La partie logique du péripatétisme est irrévocablement acquise à l'humanité qui avait débuté par le raisonnement instinctif, et pour laquelle Aristote s'est donné la peine de construire scientifiquement la logique. Sans y songer, nous vivons aujourd'hui sur les bases qu'il a posées, et nous appliquons à la nature et à l'histoire l'éternel syllogisme. La logique, une fois introduite dans le monde chrétien, a dissous le moyen-âge : les emportemens de quelques pères de l'église, d'Épiphane, de Grégoire de Nazianze et, plus tard, de Lactance et de Sidoine Apollinaire, étaient prophétiques. Le plus illustre des catholiques, saint Bernard, avait sondé l'abîme, quand il se glorifiait de ne rien comprendre aux arguties d'Aristote, et cependant il était tellement impossible d'échapper à la logique, qu'au milieu du XIIIe siècle, le légat romain, chargé de reformer l'Université de Paris, autorisait formellement l'étude de l'*Organon*, en défen-

dant les autres ouvrages d'Aristote. Mais les logiciens ne se montrèrent pas reconnaissans; ils travaillèrent à la ruine de la théologie. Il y a dans l'Enfer du Dante un passage admirablement propre à faire comprendre la terrible puissance de la logique au moyen-âge, car les grands poètes sont aussi de véridiques historiens. Au vingt-septième chant, Alighieri rencontre, subissant les flammes éternelles, Guido de Montefeltro, qui lui explique que son crime est d'avoir donné de coupables conseils au pape Boniface VIII, ce fléau des vrais chrétiens. Quand je mourus, dit Guido, saint François, dont j'avais embrassé la règle, vint me réclamer; mais un des chérubins de l'enfer lui disputa mon ame, en lui prouvant, par un argument en forme, qu'elle devait lui appartenir; il m'emporta en m'apostrophant de cette effroyable ironie :

« Tu non pensavi ch'io loico fossi! »
« *Tu ne pensais pas que je fusse logicien!* »

Il est donc vrai qu'au moyen-âge, la logique fut une arme diabolique, puisque le diable était logicien!

Au dessus de la logique s'élève la métaphysique, c'est-à-dire au-dessus du raisonnement la raison. C'est la science première de l'homme, du monde et de Dieu. Nous pensons que, dans cette haute sphère, les directions imprimées par Aristote seront utiles, tant à notre siècle qu'à ceux qui le suivront. Si Platon a concouru à la formation littéraire et philosophique du christianisme, Aristote sera pour quelque chose dans les tendances religieuses de l'avenir.

Puisque la science tend à transformer le monde, il est nécessaire que l'homme qui a le plus avant pénétré dans l'idée même de la science, dans lequel elle s'est le mieux incarnée, qui a été le plus puissant organe de l'autorité absolue de la pensée, qui a si bien compris la vie de l'homme et de Dieu, en disant que l'être n'est réellement que dans l'individu, et que l'individu n'est ce qu'il est qu'à la condition de l'unité; il est nécessaire que cet homme n'ait pas encore épuisé son influence sur le genre humain.

L'ame d'Aristote anime l'Europe scientifique; Paris et Berlin se la partagent pour la transformer et l'agrandir encore. C'est entre la France et l'Allemagne que s'agiteront les destinées philosophiques et religieuses de l'Occident.

La métaphysique et la religion sont deux manières de concevoir et d'exprimer les mêmes idées fondamentales, et Aristote a écrit

expressément *que l'ami de la philosophie est aussi celui des mythes* (1). La métaphysique et la religion procèdent toutes deux par divination idéale, par hypothèse; mais il y a cette différence que la métaphysique convie l'humanité à l'examen de ses hypothèses, car la science implique la liberté, tandis que, jusqu'à présent, les religions positives ont appelé crimes la critique, le doute et le dissentiment.

Les religions positives ont droit au plus profond respect; elles expriment à un certain degré quelques idées et quelques sentimens du genre humain, et aussi elles sont la loi de fait des sociétés. Depuis trois siècles, les conditions de leur existence ont changé; car il leur faut vivre en face de la liberté de la pensée. Il est désirable que les religions positives aient de plus en plus le sentiment de cette situation nouvelle, parce qu'alors elles travailleront elles-mêmes à se modifier pour se maintenir, et s'épargneront ainsi les cruels avertissemens du temps, qui, suivant l'expression d'un poète, *vieillit tout* (2).

LERMINIER.

(1) Livre Ier de la *Métaphysique*, chap. II.

(2) Ἀλλ' ἐκδιδάσκει πάνθ' ὁ γηράσκων χρόνος. *Prométhée* d'Eschyle.

COURS

DE

LITTÉRATURE FRANÇAISE

PAR M. VILLEMAIN.

Tableau du Dix-Huitième Siècle.

L'ouvrage de M. Villemain a pris les devans sur la critique; six mois de publication ont suffi pour le mettre au nombre de ces vieux et excellens livres dont il ne reste plus qu'à analyser le mérite. Sans faire précisément de fracas dans le monde, sans jouir d'une de ces vogues passionnées où il entre toujours un peu de caprice, et qui sont sujettes à de si fâcheux retours, le *Tableau du dix-huitième siècle* est venu tout simplement se placer dans cette élite de livres qu'on garde après les avoir lus. Il a enchanté les vieillards, heureux de retrouver, dans les pages brillantes et animées de M. Villemain, comme un dernier reflet de ce siècle de littérature et de philosophie où ils ont vécu; il nous a ravis, nous dont la jeunesse commence aussi à s'éloigner tristement, par le souvenir, par la représentation toute vive de ces matinées de la Faculté des lettres qui nous rendaient nos études si douces, et nous renvoyaient à nos livres avec une si ardente soif de savoir; il a causé à tous ceux qui aiment les lettres pour elles-mêmes, qui mettent les jouissances qu'elles donnent au-dessus de

toutes les jouissances, une charmante surprise par ce goût de pure littérature qu'on y respire. M. Villemain a une passion vraie, naïve, chose rare aujourd'hui! et cette passion, c'est l'amour des lettres! Elle se répand comme une douce chaleur sur tout ce qu'il écrit; elle est son inspiration, son ame. On éprouve, en le lisant, quelque chose du plaisir qu'il ressent lui-même à orner ses idées de la lumière d'un beau langage, à achever avec amour une phrase spirituelle et fine. On se réjouit presque d'avoir trouvé avec lui une expression si ingénieuse, un tour si heureux, un mot si éclatant et si juste. Qui a la mémoire plus éloquente que M. Villemain? et cette éloquence de la mémoire, d'où vient-elle, si ce n'est de la sensibilité d'une ame que le beau touche profondément? qui sait mieux que lui l'art de faire trouver une saveur toute nouvelle dans les morceaux qu'il cite ou plutôt qu'il détache de son propre fonds où le goût les a gravés? Qui a comme lui la puissance de rajeunir les impressions les plus émoussées, par la jeunesse et la fraîcheur de ses impressions personnelles? En écoutant les leçons de M. Villemain (car ces leçons écrites ont encore toute la chaleur et tout le naturel des leçons improvisées), on croit lire, pour la première fois, et lire avec lui, Buffon et Montesquieu, Fontenelle et Voltaire, Diderot et Jean-Jacques; on découvre avec ravissement des vers de Lucrèce, de Virgile, de Térence, de Racine, qu'on savait par cœur; on voudrait être débarrassé de tout pour n'avoir plus qu'à vivre, dans le coin le plus obscur et le plus solitaire du monde, avec cette famille de poètes et de penseurs, l'honneur du genre humain!

Quelle est l'ame sensible aux lettres qui n'ait pas fait ce rêve d'une vie toute plongée dans l'étude et dans la lecture? qui ne s'est figuré, avec délices, une petite retraite bien sûre, bien modeste, où il n'aurait plus à s'occuper que du beau et du vrai en eux-mêmes, où il ne verrait plus les hommes et leurs passions, les affaires et leurs ennuis, l'histoire et ses terribles agitations, qu'à travers ce rayon de pure lumière que le génie des grands écrivains répand sur tout ce qu'il représente? Quelles charmantes matinées que celles qu'on passerait, par un beau soleil, dans une allée bien sombre, au milieu de ce bruit des champs, immense, confus, et pourtant si harmonieux et si doux, à relire tantôt une tragédie de Racine, tantôt l'histoire des origines du monde, racontées par Bossuet avec une grace si majestueuse! quel plaisir de ne se sentir pas tiré, au milieu de ces charmantes études, par l'affaire qui vous rappelle à la maison, de ne pas porter au fond de l'ame l'idée importune de l'en-

nui qui vous a donné rendez-vous pour ce soir ou pour demain, et qui ne sera, hélas! que trop exact à l'heure; de ne rentrer chez soi que pour changer de livres et de méditations, ou pour se livrer à ce repos absolu qui est doux comme le sentiment d'une bonne conscience! Aujourd'hui, c'est Montesquieu qui fera les frais de la journée; demain, ce sera Tacite. On se crée des semblans d'étude, on se ménage des récréations. Le fond de la vie, c'est un abandon complet aux lettres, sans ambition personnelle, sans autre passion que celle d'embellir et d'épurer son intelligence. Une vie, formée sur ce modèle, serait-elle heureuse? Cette contemplation éternelle n'enfanterait-elle pas le dégoût, la paresse, la folie peut-être? C'est possible. Il vaut mieux l'imaginer que la posséder; mais on avouera au moins que l'idée en est délicieuse.

L'idée m'en est cent fois venue en lisant l'ouvrage de M. Villemain. Je me suis dit avec amertume que je ne lisais pas assez; je me suis promis d'allonger ces heures que tout homme qui sait vivre réserve pour lui seul et dont on ne jouit jamais mieux qu'en les employant à des études de goût. J'ai pris avec moi-même l'engagement d'esquiver cent sottes affaires dont on s'embarrasse étourdiment, pour m'adjuger non seulement des heures, mais des jours entiers, un petit nombre de jours bien nets d'affaires, bien religieusement consacrés à mon propre plaisir, n'appartenant qu'à moi et à mes livres. M. Villemain, au milieu des mille occupations qui l'accablent, membre du conseil de l'Université, secrétaire perpétuel de l'Académie, pair de France et orateur de l'opposition, trouve bien du temps pour son immense et infatigable lecture! Quel est le livre qu'il n'ait pas lu? quel est le poète dont il ne sache pas les vers par cœur, pour peu que ce poète en ait fait qui soient dignes d'être retenus? Vous vous rappelez confusément que Cicéron a dû dire telle chose : attendez; n'allez pas chercher votre Cicéron, et fouiller péniblement l'*index* que quelque savant allemand a mis dix ans à compiler : M. Villemain est là; voici le passage tout entier que vous auriez eu plus de peine à retrouver que M. Villemain n'en a eu à l'apprendre. Vous balbutiez la moitié d'un vers de Térence; M. Villemain achève avec cette liberté et ce feu de débit qu'il fait passer, je ne sais comment, dans ses citations écrites. Vous nommez quelque poète latin moderne : M. Villemain l'a lu, il y a vingt ans peut-être, c'est-à-dire qu'il le sait par cœur. Il n'y a pas un coin dans notre littérature française que M. Villemain n'ait soigneusement visité. Dans ce dix-huitième siècle, où tout le monde a écrit, je ne sais pas un mérite si humble, si

caché, que M. Villemain ne l'ait découvert, et le pieux Mesenguy, dont je croyais bien le nom oublié partout ailleurs que dans le ciel, a sa place à côté de vingt poètes auxquels il est arrivé de rencontrer un vers heureux.

Ce n'est pas tout. Les deux littératures de l'antiquité et la littérature française depuis son origine jusqu'à ce que j'ai bien peur qu'il ne faille appeler sa fin, ne se sont pas partagé tout le temps de M. Villemain et toute son ardeur de savoir et de comparer : M. Villemain connaît la littérature anglaise aussi bien que la nôtre. Cela est fâcheux quelquefois pour nous ; non pas que M. Villemain ne soit un admirateur passionné de notre littérature ; mais la passion n'est guère exclusive et fanatique que quand elle est ignorante. M. Villemain en sait trop pour croire que nous ayons tout embelli. Voltaire, qui ne souffrait pas la comparaison avec Sophocle, se fâcherait fort de voir la préférence qu'avec tous les respects et tous les ménagemens du monde M. Villemain se hasarde quelquefois à donner à Shakspeare. Cette science des littératures comparées relève la critique de M. Villemain jusqu'à la hauteur d'une analyse de l'esprit humain. Sous des formes littéraires, c'est une philosophie profonde et judicieuse, et les lois du goût, par le rapprochement de ce qui a plu aux hommes de tous les temps et de tous les pays, prennent un caractère de nécessité qui les rattache à Dieu même ou à la nature des choses. Tant de science, je l'avoue, n'est pas indispensable pour sentir le beau et le vrai ; les hommes de génie s'en passent fort bien, et il y a des siècles heureux où le goût est comme une grace naturelle et simple qui se répand sur tout le monde et qu'on apporte en naissant : cette grace-là, il ne faut pas nous la demander à nous. A sa place, ce que nous devons chercher, c'est un art savant qui n'est ni la poésie, ni la grande éloquence, mais qui les imite par un effort de réflexion et par un profond retour sur soi-même et sur les autres ; notre temps est celui de la critique. Ne le dédaignons pas pour cela ; car la critique a aussi sa place, et une glorieuse place, dans l'histoire des lettres, et, en voulant être naïfs, nous ne serions plus que ridicules ; notre ignorance préméditée, pour être gauche, n'aurait pas l'air plus naturel et plus inspiré que la science.

M. Villemain qui a, je pense, autant d'esprit naturel et de talent inné que qui que ce soit, a tout lu. Non seulement il connaît les livres ; il sait leur histoire, leur histoire publique et privée. Il vous dira quel jour ils sont nés, sous l'influence de quel signe, comment ils ont fait leur fortune et souvent aussi comment ils l'ont perdue. Cette

histoire, presque secrète ou au moins très oubliée, des livres n'est pas moins nécessaire en littérature que le sont les mémoires en politique pour expliquer bien des choses. Un livre n'est qu'un morceau détaché de la pensée, de la vie d'un auteur; l'auteur lui-même appartient à son siècle. Son siècle! Le mot est bien ambitieux. Son génie dépend de mille petites circonstances, du lieu de sa naissance, de son éducation, de l'humeur des gens dans la société de qui il a passé ses premières années. Tout cela fait l'auteur et tout cela fait le livre. Rousseau n'a jamais pu effacer la tache de domesticité que la honte et l'orgueil avaient fait entrer jusqu'au fond de son ame. Elle était invisible pour tout le monde; lui seul la voyait et toujours, toujours! Ni la gloire, ni le fol enthousiasme du monde, ni l'âge, ni la philosophie, rien n'a lavé la malheureuse tache qui reparaissait à ses yeux au milieu des plus brillans succès; rien n'a fait taire la voix qui lui disait : Tu as été valet. Et je ne sais, malgré l'esprit élégant de Voltaire, ses triomphes, sa cour de rois, je retrouve dans l'effronterie d'un grand nombre de ses pages l'homme de lettres ivrogne et libertin du commencement du XVIII[e] siècle, soupant volontiers chez les grand seigneurs, et se vengeant de ses complaisances un peu basses par des épigrammes plus basses encore! La magnificence des dentelles de Buffon va on ne peut mieux avec la parure et la pompe de son style; la forme épigrammatique que Montesquieu donne souvent à ses pensées les plus profondes est d'un homme qui, avant d'écrire dans la retraite, avait vécu dans une société de femmes spirituelles et d'esprits recherchés. En tout il n'y a presque pas un livre de ce temps-là qui ne vous dise à chaque page : Quel effet ferais-je dans les salons de Paris?

Il faut donc savoir, non seulement ce que sont les livres, mais ce qu'ont été les auteurs; la biographie est une partie principale de la critique. M. Villemain connaît admirablement les mémoires secrets de la littérature. Il rapproche les ouvrages de la vie des auteurs, il montre le livre dans l'homme, il explique les défauts du goût par les faiblesses de l'ame; et presque toujours, graces en soient rendues à la justice divine, le talent a failli par où la moralité a manqué. Voulez-vous voir tout de suite la distance qui sépare le langage d'un homme vertueux, simple, sincère en tout, des traits recherchés d'un bel-esprit parfaitement égoïste? Un passage d'une admirable simplicité, pris dans une lettre du bon Rollin, un trait de déclamation souverainement froid et ridicule échappé à Fontenelle et recueilli par M. Villemain, vous mettront à même de juger du cœur des deux hommes.

Rollin écrit au roi, protestant et philosophe, Frédéric : « Votre majesté descend du trône jusqu'à son serviteur et par là trouve le moyen de se mettre de niveau avec lui pour en faire son ami. Oui, sire, je le serai toute ma vie. Mais c'est trop peu pour moi : que me reste-t-il à vivre? Je souhaite l'être pendant toute l'éternité : cet unique vœu dit beaucoup de choses. » Écoutons maintenant le sage Fontenelle recevant à l'Académie le cardinal Dubois qui succédait à M. Dacier. « Quel honneur, dit Fontenelle, pour M. Dacier *dont le nom, déjà lié par ses travaux à ceux de Platon, de Plutarque, de Marc-Aurèle, le sera désormais à celui du cardinal Dubois!* »

L'heureux rapprochement! Quelle gloire pour M. Dacier d'avoir traduit Platon et d'être mort assez à propos pour céder sa place dans l'Académie française au cardinal Dubois! Que la comparaison est bien trouvée entre Marc-Aurèle et l'abbé fripon qui eut l'habileté d'escroquer jusqu'à un chapeau de cardinal! Quelle vie à ajouter à celles des grands hommes de Plutarque que la vie de Dubois! Je suis bien sûr que M. Dacier, dans sa candeur d'helléniste, n'aurait jamais fait au cardinal Dubois un compliment comme celui-là! Il aurait pu outrer l'éloge, comparer le valet du régent au cardinal de Richelieu, dont Dubois était bien loin d'avoir la hauteur d'ame, ou au cardinal Mazarin, aussi fin et aussi corrompu que Dubois, plus homme d'état que lui; il aurait pu sacrifier à Dubois la gloire de tous les cardinaux du monde, et même de tous les papes; mais Marc-Aurèle, mais Platon, mais Plutarque! oh! ces hommes-là, le bon M. Dacier n'en aurait pas fait le sacrifice à tous les premiers ministres de France et d'Angleterre! On voit bien que Fontenelle se moquait des anciens et faisait à peu près le même honneur aux modernes!

Ceci est malheureusement un des traits caractéristiques du XVIIIe siècle, malgré de nobles exceptions. Voltaire rachetait ses libertés par des flatteries qui ne lui coûtaient rien, qui coulaient de source. Un premier ministre était toujours à peu près sûr d'être son meilleur ami. Les réputations les plus pures de l'histoire ancienne et moderne, les noms les plus vénérés, ceux de Sully, de Colbert, de Marc-Aurèle, de Socrate, viennent sous sa plume arrondir un compliment et enjoliver une phrase caressante, ce qui n'empêche pas Voltaire de reprocher amèrement au XVIIe siècle les pompeux mensonges de quelques dédicaces et de quelques oraisons funèbres. Oui, le XVIIe siècle aussi a été flatteur, mais il est presque toujours digne, jusque dans l'excès de ses flatteries, parce que celui qui flatte se tient à une distance respectueuse de celui qui est flatté, et n'a pas l'air d'un valet qui

étudie le faible et les vices de ses maîtres pour entrer plus avant dans leur confiance et dans leur familiarité. C'est un hommage, une adoration, un culte, si l'on veut, mais un culte sincère, qui s'adresse à la grandeur, à la naissance, aux dignités, puissances dans lesquelles le XVIIe siècle avait foi. Cette foi, le XVIIIe siècle ne l'avait plus. Il flatte et il se moque dans l'ame de ses flatteries. Il est courtisan et il n'est pas sujet soumis et respectueux. Voltaire, il est vrai, aimait naturellement les grands seigneurs, tout en les méprisant. Sa philosophie épicurienne est faite pour les gens comme il faut et pour les traitans, surtout pour les gens qui ont un bon estomac, des maîtresses et une loge au spectacle; elle aurait de la peine à se passer de cent mille livres de rente. Voltaire flattait donc les grands seigneurs, les riches, les puissans, par un penchant naturel qui n'en est pas plus estimable; il se rapprochait d'eux par une communauté de morale légère et de goût du faste et du plaisir. Il leur allait au cœur par ses poèmes libertins, et savait admirablement l'art de faire passer ses hardiesses en philosophie, et même en politique, sous le couvert d'un conte licencieux.

J'en suis fâché pour le XVIIIe siècle et pour sa littérature, si belle à d'autres égards; son immoralité est une tache que tant d'éloquence et de génie n'effacera pas. On se demande, malgré soi, si cette philosophie était sérieuse, si elle avait réellement pour but d'élever et d'épurer l'esprit humain en l'affranchissant, ou de mettre les passions à l'aise en corrompant le cœur. Je ne vois pas que, dans l'antiquité, Socrate et Platon, Cicéron et Sénèque, qui ne se gênaient certes pas avec les préjugés et les superstitions de leur temps, aient profité de la liberté d'esprit qu'ils se donnaient pour relâcher aussi la morale, qui est la règle du cœur, tandis que, par une triste fatalité, je ne sais quel air de corruption respire jusque dans les écrivains les plus graves du XVIIIe siècle; il y a toujours, dans leurs ouvrages, quels qu'ils soient, un coin pour la licence. On a peine à se former une idée exacte de ce qu'ils appellent la vertu, quoique ce mot revienne à tout bout de champ sous leur plume. Dans Voltaire, il semble que la vertu, ce soit l'art de jouir de la vie le plus possible, et de parer le plaisir d'un certain vernis d'élégance. Dans Rousseau, c'est une exaltation de l'imagination, une sorte de mysticisme philosophique qui se passe tout en rêves, en pensées sublimes, et ne s'abaisse pas jusqu'à l'humble et terrestre soin de régler les actions et de les soumettre à la loi bourgeoise du devoir. Dans Montesquieu même, la vertu ne s'élève guère au-dessus du type assez grossier, et imaginaire peut-

être, que les anciens nous ont laissé de la vertu politique. Si on descend plus bas et jusqu'à certains écrivains du second et du troisième ordre dans le XVIIIe siècle, oh! pour le coup, la vertu, c'est le vice tout bonnement, le vice effronté, déclamateur, content de lui-même. Convenez que les *Bijoux indiscrets* font un singulier effet à côté de ce titre magnifique de philosophe, et que Leibnitz ou Descartes, sans remonter plus haut, auraient eu de la peine à reconnaître la philosophie et l'idée de la vertu dans *Jacques le Fataliste*.

S'il faut juger d'un système par son dernier mot, et de l'esprit d'un siècle par sa fin, la philosophie du XVIIIe siècle, serait-ce un épicuréisme tout cru, tout vert, un matérialisme brutal? Le XVIIIe siècle aurait-il trouvé la morale si étroitement unie au christianisme qu'il n'aurait pu attaquer celui-ci sans briser celle-là? Aurait-il été obligé de favoriser les mauvais penchans du cœur pour ébranler la foi et de passer par la corruption pour arriver à l'incrédulité? Ce serait un grand éloge et une magnifique apologie pour le christianisme! Vrai ou faux dans un sens absolu, il faudrait au moins que le christianisme eût une vérité relative bien extraordinaire et fût entré bien avant dans la connaissance de l'homme pour s'identifier avec ses plus nobles penchans et avec toutes les vérités morales et sociales! Faut-il attribuer les égaremens du XVIIIe siècle à cette espèce d'entraînement qui pousse les esprits d'un excès à l'autre, et ne sait pas plus tenir le milieu dans la liberté que dans la soumission? Est-ce une loi fatale qu'on ne s'affranchisse du joug que pour tomber dans la licence, et Voltaire ne pouvait-il être l'apôtre de la tolérance sans l'être du cynisme et de l'impiété? La licence des écrivains de ce temps est-elle enfin une faute du temps lui-même? L'excuse de leur immoralité est-elle dans l'hypocrisie des prêcheurs officiels de morale; l'excuse de leur impiété dans l'incrédulité des ministres de la foi qui, ne croyant plus, persécutaient encore; l'excuse de leur acharnement à frapper pêle-mêle les abus et les vérités sociales dans le défaut de liberté publique? Si Voltaire eût pu faire imprimer publiquement à Paris ce qu'il y a de bon et de sain dans sa philosophie, n'eût-il pas fait imprimer clandestinement en Hollande ses vers licencieux et ceux de ses ouvrages où le scepticisme va jusqu'à l'impiété? Ou, en tous cas, la liberté eût-elle élevé une concurrence d'esprits religieux et moraux qui se seraient chargés de faire front à la licence que les arrêts du parlement, la Bastille et la censure ennoblissaient et n'étouffaient pas?

Cette opinion paraît être celle de M. Villemain. Il y revient sou-

vent dans son ouvrage. Il cite l'exemple de l'Angleterre où, presque à la même époque, l'impiété, mise à la mode par de beaux-esprits, trouva à qui parler dans de savans et d'éloquens apologistes du christianisme. Admirateur passionné du génie de ces grands écrivains du XVIIIe siècle, épris comme eux de l'amour des lettres et de la liberté, M. Villemain ne fait pas grace, pour cela, à la licence et à l'impiété, il les flétrit avec une indignation qui vient de l'ame, même sous la plume de Voltaire, même parées de toutes les graces de la poésie, à plus forte raison sous la plume de Diderot. La juste mesure avec laquelle M. Villemain fait la part du bien et du mal, rend justice aux qualités de l'homme souvent meilleur que le philosophe et le moraliste, analyse les maladies du génie et le plaint en l'admirant; ce mélange de compassion et de sévérité, d'enthousiasme et de discernement fait d'un ouvrage de critique et de goût une œuvre excellente de morale. Le goût pour le beau s'allie si naturellement à l'amour du bien! En renvoyant à une société corrompue, à un gouvernement de despotisme sans gloire, la responsabilité de la licence qui déshonore trop souvent la littérature du XVIIIe siècle, M. Villemain a-t-il fait connaître le secret de cette étrange alliance du génie du bien et du génie du mal, dont les inspirations semblent se mêler dans les écrits de cette époque?

Je voudrais le croire; je le crois presque à force de le désirer. Je serais heureux de rejeter sur un gouvernement déshonoré toute la fange d'un siècle dont nous n'aurions hérité que la liberté et l'esprit d'examen; j'aimerais à penser qu'en renversant ce gouvernement et en fondant une société nouvelle, le XVIIIe siècle a expié, dans son sang généreusement répandu, ses complaisances pour la corruption des belles dames et des grands seigneurs, et les erreurs de sa philosophie; je rendrais avec joie aux abbés libertins et incrédules de ce temps tous les romans, tous les contes, tous les poèmes scandaleux, tous les pamphlets athées, tous les catéchismes matérialistes qui ont fait leurs délices avant que la philosophie ne leur enlevât leurs gros revenus. J'ai vu souvent avec indignation des gens qui regrettent, dans l'amertume de leur cœur, les abus, les désordres politiques et sociaux dont la partie licencieuse de la littérature du XVIIIe siècle n'a été que l'accompagnement naturel, imputer hypocritement tout le mal aux lettres et à la philosophie. Je n'écoute pas des énergumènes qui crient que Rousseau a renversé les fondemens de la société, quand j'aperçois que ce qu'ils appellent la société et ses fondemens, c'est quelque chose comme le despotisme incohérent de Louis XV. S'il faut

choisir, j'aime mieux la maxime : *L'insurrection est quelquefois le plus saint des devoirs*, que celle-ci : *La résistance n'est jamais permise.* Je suis peu touché, très médiocrement édifié des malédictions que certaines gens ont toujours à la bouche contre l'irréligion de Voltaire, quand je reconnais que ce qu'ils nomment la religion, c'est l'établissement politique du clergé avant la révolution de 1789, l'intolérance et la suprématie orgueilleuse et tyrannique d'un culte sur les autres. Si je regrette une aristocratie, ce n'est certainement pas celle dont la révolution a fait justice. En un mot, l'envie que j'aurais de condamner sans ménagement des écrivains et des philosophes qui n'ont pas su se préserver de la corruption commune, tombe quand je vois que l'arrêt qu'on demande contre eux est un arrêt de réhabilitation pour tous les abus que leur voix vengeresse a fait écrouler.

Je ferai donc avec M. Villemain, dans le jugement définitif que je veux porter sur les écrivains du XVIIIe siècle, la part du temps, et je la ferai la plus grosse possible. Quand nous ne serions pas tout-à-fait équitables pour la société et pour le gouvernement de Louis XV, il n'y aurait pas grand mal à cela. Belles duchesses de Versailles, marquises et comtesses qui faisiez et défaisiez les ministres dans l'alcove du roi, voilà les vers galans que Voltaire adressait à votre pudeur sans craindre de l'effaroucher; reprenez-les, ils sont bien à vous. Comme nous pouvons être libres penseurs sans nous faire pardonner la hardiesse de notre esprit par le dévergondage de nos mœurs, nous laisserons dans les boudoirs du XVIIIe siècle les romans de Crébillon le fils et ceux de Diderot. Nous croirons en Dieu, s'il vous plaît, parce qu'il n'y a plus de Sorbonne dont les décisions orthodoxes soient soutenues d'un arrêt du parlement ou d'une lettre de cachet. Le matérialisme et l'athéisme ne se montrent plus à nous entourés de cette espèce de faveur qu'ils avaient surprise par un air d'opposition et de liberté; il n'en reste qu'une odieuse doctrine dont la corruption et l'égoïsme sont la fin. Si le doute règne encore dans un grand nombre d'esprits, il n'y a plus heureusement de haine dans les cœurs contre le christianisme, parce qu'on ne persécute plus personne au nom de l'Évangile. Nous ne trouvons pas plus de goût au cynisme de l'impiété qu'au cynisme de l'immoralité; et, pleins de reconnaissance pour les grands génies qui nous ont enrichis de tant de vérités utiles et dont l'éloquence fera l'admiration de tous les siècles, nous les plaignons de n'avoir pas su être aussi hauts de cœur qu'ils l'étaient d'esprit.

Les erreurs de la philosophie du XVIIIe siècle ont eu pourtant une autre cause encore que la corruption des mœurs et la licence géné-

rale, une cause plus noble, source d'égaremens, mais source féconde de découvertes hardies et sublimes. Cette cause, c'est le procédé même, c'est la méthode employée par le XVIIIe siècle. Mécontens de tout ce qu'ils avaient sous les yeux, de la société qu'ils méprisaient en partageant ses désordres, d'un gouvernement hypocrite et lâche qui les persécutait plus pour le bien qu'ils pouvaient faire que pour le mal qu'ils faisaient, et souvent aussi, je le crois, mécontens d'eux-mêmes, les écrivains du XVIIIe siècle, dans leurs recherches morales et politiques, ont voulu remonter tout droit et par la seule vigueur de leur esprit à la vérité absolue. Comme Descartes, ils ont fermé les yeux; ils ont tâché d'oublier tout ce qu'ils avaient appris, tout ce qu'ils avaient vu; ils ne se sont embarrassés ni des traditions, ni des lois, ni des mœurs; ils n'ont pas cherché la nature humaine dans les hommes, mais dans l'image de l'homme, telle que leur esprit se la formait. Quoi! l'homme, serait-ce cette cohue de gens de loi, de magistrats, de marchands, qui du matin au soir vendent et achètent, aunent du drap, criaillent au palais ou rendent des arrêts dans un style ridicule? L'homme, serait-ce ces bourgeois qui, pour que leur mariage soit légitime, ont besoin d'un curé escorté d'un bedeau; qui, pour élever leurs enfans, les envoient au collége griffonner des thèmes, et pour honorer Dieu s'en vont à vêpres chanter des psaumes dans un latin barbare? Serait-ce encore ces grands seigneurs dont la vanité se rengorge des flatteries d'un monde de valets? La belle étude que celle de tous ces gens-là pour un philosophe! Imaginons l'homme, puis nous imaginerons pour lui une société, des lois, et, si cela ne ressemble guère à ce qu'on a vu jusqu'ici, tant mieux!

Cette méthode qui a surtout été celle de Rousseau, et, après lui, de tant d'autres, est admirable, je l'avoue, pour abattre les préjugés; elle est nécessaire, je crois, à certaines époques pour débarrasser l'esprit d'une multitude de conventions arbitraires qui l'oppriment, et rafraîchir en lui le sentiment et le goût du vrai; il est bon que la société soit soumise, de loin en loin, à ces orages qui l'épurent: sans cela, tout finirait par être une affaire de forme; la religion dégénérerait en idolâtrie, les rapports les plus doux de la société en complimens, le pouvoir et l'obéissance en réglemens de police. Le temple resterait debout, le Dieu n'y serait plus. Mais il faut convenir aussi que cette méthode est terriblement hasardeuse, et qu'il est comme impossible qu'en recréant, pour ainsi dire, l'homme et la société, la philosophie ne prenne pas souvent ses caprices pour l'œuvre de Dieu et de la nature. Voyez Rousseau! A force de vouloir

se rapprocher de la nature, il s'est, en bien des occasions, tellement éloigné de la vérité, que l'enfant qu'il élève, la société à laquelle il donne des lois, et dont la forme est la seule qu'il reconnaisse pour légitime, l'homme tel qu'il prétend que Dieu l'a fait, de son propre aveu, n'ont jamais été et ne seront jamais dans le monde. Je crois, Dieu me pardonne, que Rousseau lui-même n'est devenu fou que par le désespoir de se voir toujours dans le miroir de son imagination avec des vertus, des perfections, qu'il ne retrouvait pas, hélas! dans le Rousseau réel! Descartes, avec son doute universel et ses recherches *a priori*, a fait une révolution en métaphysique. En morale et en politique, le doute universel est bien plus infailliblement révolutionnaire, et, à côté de sublimes vérités, on peut parier à coup sûr qu'il enfantera des monstres.

Pour nous, ce côté d'erreurs du XVIIIe siècle commence à être bien moins redoutable. L'expérience, dans son impitoyable crible, a secoué, pendant cinquante ans, toute cette philosophie mêlée de tant de bien et de mal; quelques grandes vérités sont restées d'un côté et ne périront plus; beaucoup de paradoxes sont tombés de l'autre et vieillissent dans l'oubli. Quand il s'agit de licence et d'immoralité, que la condamnation soit rigoureuse! Pas de pitié pour la corruption. Tout ce que nous pouvons faire par respect pour le talent, c'est de passer en baissant les yeux. Quand il s'agit de ces erreurs qui sont le prix de la découverte des grandes vérités, c'est autre chose. Il faut se souvenir de la faiblesse humaine à laquelle n'échappe pas l'élite même de l'humanité. Il faut avoir plus de reconnaissance pour une vérité conquise que de rancune pour la peine qu'on a eue à tirer cette vérité des erreurs qui l'enveloppaient. On n'élève plus d'*Émile*, mais nos femmes allaitent leurs enfans; on ne nous moule plus des constitutions, tous les matins, sur le type impossible du *Contrat social*, mais nous avons des droits qu'aucune puissance au monde ne nous ôtera. Le temps des *Brutus* et des *Cincinnatus* est passé, il faut l'espérer; mais nous avons une tribune. Le XVIIIe siècle a d'ailleurs trop chèrement expié ses erreurs théoriques pour que nous ayons le droit de ne les lui pas pardonner. J'aime bien mieux l'éloquente sympathie de M. Villemain, qui ne l'empêche pas de repousser d'une main sévère le faux, le dangereux, le mauvais, qu'une colère aveugle dont la prévention semble n'être sensible qu'au plaisir de condamner et de maudire.

Et puis, je le confesse, le XVIIIe siècle a quelque chose qui me désarmerait, quand nous ne lui aurions pas tant d'autres obligations;

c'est son amour pour les lettres. Jamais siècle n'a été plus littéraire que celui-là! Jamais ce bel instrument du style n'a été manié avec plus d'habileté! Jamais on ne s'est laissé plus enchanter par l'éloquence! Jamais le langage écrit, ce magnifique perfectionnement du langage parlé, n'a été aimé et cultivé pour lui-même avec tant de passion, je dirais presque de fanatisme! Jamais la pensée n'a coulé de la plume sous plus de formes brillantes, ingénieuses, sans cesse renouvelées! On respectait peu de choses dans le XVIIIe siècle, mais on respectait souverainement un livre. Ces penseurs hardis n'auraient pas laissé échapper une phrase sans lui avoir donné tout le poli, tout le fini, toute la grace ou toute la magnificence qu'elle comportait. Voltaire rit de tout; mais, quand il est question d'une situation théâtrale, il ne rit pas. Il discute avec la gravité et la subtilité d'un docteur de Sorbonne. Il revient cent fois à la charge, il consulte tout le monde, il en perd le boire et le manger, il ne dort pas. Un vers dur le fait sauter sur son fauteuil; une faute de goût le met en colère même contre une impiété, et la seule chose qu'il ne pardonne pas à un philosophe, c'est de mal écrire. Vous haussez les épaules de cette passion pour les mots? Eh bien! avec votre dédain pour ces futilités littéraires, ayez, je vous prie, la grace et la légèreté de Voltaire, écrivez avec plus de naturel et de liberté que lui, faites pétiller plus d'idées dans un style plus coulant et plus simple! Le style, c'est la beauté de la pensée, comme les bois, les eaux, la lumière, sont la beauté du monde.

Les hommes les plus graves du XVIIIe siècle, ceux même dont les hardiesses politiques ont fini par enfanter des révolutions et par remuer le monde, ont sacrifié, avant tout, aux lettres; oui, même Montesquieu. Qu'on le prenne pour un reproche, si l'on veut: je suis convaincu que l'auteur de l'*Esprit des lois* a voulu faire, avant tout, un beau livre. Je suis certain qu'il a eu sans cesse devant les yeux, en écrivant, ce type du beau, cet idéal de la forme que Cicéron consultait avant de prononcer contre Catilina ou Antoine ses foudroyantes harangues, et Tacite avant d'imprimer sur Tibère ou Néron ces flétrissures que l'éternité même des siècles n'effacera pas. N'est-ce pas pour cela que Montesquieu avait placé à la tête d'un des livres de l'ouvrage le plus grave du XVIIIe siècle une invocation aux muses? Voyez avec quel art calculé tantôt il aiguise sa phrase en épigramme, tantôt il la jette avec une sorte de négligence et de fougue! Comme il achève un tableau, ou comme il n'en dessine que quelques traits avec l'insouciance du génie que l'abondance de ses conceptions

presse de passer à autre chose! Buffon, le grand naturaliste, est encore plus amoureux de l'éloquence et de la beauté du style que le grand publiciste. Il en est trop amoureux, j'en conviens; il se farde; il est brodé et doré sur toutes les coutures; il sacrifierait, je crois, une vérité, s'il ne pouvait l'exprimer en termes qui satisfissent son goût de magnificence. Mais, après tout, il est lu de l'univers entier; cela n'arrive guère aux naturalistes. La finesse des tours de Fontenelle est l'œuvre de l'art le plus délicat. Il met dans chacun de ses mots tout l'esprit qu'il peut contenir, et cet homme, qui n'était étranger à aucune science, physique, astronomie, géométrie, est le plus merveilleux constructeur de phrases ingénieuses que je connaisse.

Et les sauvageries de Rousseau, qu'y a-t-il de plus littéraire au monde? Rousseau a rompu avec les salons de Paris; il a vendu sa montre; il a pris une perruque ronde et un habit gris; le voilà ermite et reclus. Mais à quoi songe-t-il sous ces beaux arbres, dans ces vertes clairières de la forêt de Montmorency? Il songe à transporter dans son style la fraîcheur des ombres, la limpidité des eaux, la vague immensité des champs; il a renoncé à tout, moins, je lui en demande bien pardon, pour être plus philosophe que pour être plus éloquent. La sagesse n'a que le second rang dans son cœur; la beauté, sous la forme que lui donne le vêtement du langage, a le premier. Oh! que la brusquerie de son humeur et la bizarrerie de sa vie vont fournir à sa verve oratoire de traits piquans, de déclamations brillantes! Comme il rentrera dans ces salons qu'il a quittés, dans ces académies qu'il dédaigne et qui le haïssent, dans toute cette société littéraire, armé de paradoxes et d'éloquence! Comme il aura le droit d'être grondeur, frondeur, moraliste et misantrope, et de faire d'admirables livres contre les livres, de la philosophie contre les philosophes, des romans mondains contre le monde! Il ne s'épargnera pas lui-même, et il ne sera jamais plus éloquent qu'en dévoilant les fautes de sa propre vie. A Dieu ne plaise pourtant que je veuille dire que Rousseau n'a cherché dans sa philosophie que des effets oratoires! Je veux dire que, comme tous les hommes de son temps, il a eu pour première passion la passion des lettres; il leur a tout confié, ses peines, ses erreurs, ses amours; il n'a pas eu un sentiment qu'il n'ait écrit, une espérance ou une angoisse, une idée sublime ou folle, qu'il n'ait fixée par la beauté de son style dans des pages qui ne mourront pas.

Avec tout cela, je le sais bien, le XVIII[e] siècle n'a que la seconde place en littérature, peut-être même parce qu'il a été trop litté-

raire. Sous Louis XIV, une tragédie de Racine ou une oraison funèbre de Bossuet n'étaient pas une si grande affaire, et Voltaire a plus passé que Racine, Rousseau que Bossuet. Les hommes de lettres n'avaient pas le premier rang dans le monde; c'est pour cela sans doute qu'ils l'ont conservé dans la littérature. Le naturel et la simplicité de leur vie est demeuré dans leurs ouvrages; leur talent a la candeur de leur cœur. Boileau ne croyait pas du tout que l'art de faire des vers l'égalât à Louis XIV ou même aux ministres et aux grands seigneurs de la cour; Auteuil n'était que la petite maison d'un poète; on n'y médisait que des mauvais auteurs; on y respectait Dieu et les puissances, et une question de théologie y paraissait bien plus sérieuse qu'une question de littérature. La Fontaine n'écrivait pas ses fables pour changer la société, quoique les bêtes qu'il fait parler donnent de si bonnes leçons aux hommes. Bossuet voulait être éloquent pour toucher et pour convertir, et se souciait bien moins de sa réputation que de son salut. La Bruyère, le censeur des ridicules et des vices, ne déclame jamais; il ne s'érige pas en tribun; il juge et il blâme comme un honnête homme qui veut corriger, s'il est possible, et non se faire une matière de triomphe personnel de l'amertume et de l'exagération de ses censures. Tous ces hommes-là, après Dieu et le roi, ne respectaient rien tant que les anciens; ils les étudiaient au lieu de s'en moquer, et toute leur ambition était, non pas de les surpasser, quelle vanité! non pas même de les égaler, mais d'en approcher du moins loin possible. La récompense de leur modestie est de n'être jamais tombés dans le faux et dans le déclamatoire; voilà pourquoi ils sont et resteront les premiers.

Mais en littérature la seconde place est encore bien belle. Le dirai-je? si les hommes du premier siècle ont plus de naturel, d'abandon, de grace, les hommes du second ont plus de force. Chez eux, la puissance de la réflexion est plus marquée; ils doivent plus à eux-mêmes et moins au bonheur de leur naissance; ils ont besoin d'appeler à leur aide tous les savans calculs de l'art; on voit qu'ils ont la conscience bien claire de ce qu'ils veulent faire et de ce qu'ils font. Ils ont pesé davantage sur la route par laquelle ils sont parvenus; on retrouve avec plaisir la trace de leurs pas, on devine le secret de leur talent, on surprend les artifices de leur génie; on entre pour ainsi dire en partage de leur travail et de leur succès, et il y a un vif plaisir d'amour-propre à pénétrer si avant dans le mécanisme de leur éloquence. Cela même prouve leur infériorité sans doute, puisqu'ils ne désespèrent pas la vanité de celui qui les étudie; mais cela est aussi

un charme et une jouissance. Dans le second siècle, on aime les lettres pour les lettres; on est amoureux de la parole pour elle-même, on l'assouplit à toutes les formes; elle brille en traits délicats et fins, elle jaillit en passions tumultueuses, elle affecte un air grave et philosophique par sa concision, elle sait même imiter la grace par une sorte de négligence et de laisser-aller. C'est la poésie qui perd le plus dans le second siècle, parce que la poésie a besoin, avant tout, d'inspiration naïve et de vérité simple. La prose, à force d'art et de science, soutient mieux la comparaison; quelquefois même elle a, dans le second siècle, une vigueur et une plénitude qui valent presque la simplicité et la sévérité des écrivains de la première époque. Tacite a de la recherche et du mauvais goût; mais quelle énergie dans l'expression! quelle majesté dans l'ensemble! avec quelle science il dispose tous les traits d'un tableau! Montesquieu est moins naturel que Bossuet; mais quel habile usage de la langue! quel relief il donne à sa pensée! que de sens il enferme dans ses mots! Pline le jeune est souvent faible, si on le compare aux écrivains du siècle d'Auguste; mais quel amour naïf de son art! quelle religion de la forme! comme il se prépare quand il doit parler! comme il corrige ce qu'il a écrit! comme il parvient quelquefois à imiter heureusement, par l'étude des secrets du style, une éloquence dont la source vive est tarie!

Plût à Dieu que nous eussions conservé quelque chose, nous autres, de cet amour de l'art et de ce culte de la forme! c'est ce qui nous manque, et c'est pour cela que si peu de nos œuvres échapperont à une infaillible et prompte mort. Voyez nos orateurs, ils brillent à la tribune; mais, trois jours après, que reste-t-il de leurs discours? c'est qu'ils n'ont pas étudié l'art; c'est qu'ils ne font rien pour lui; c'est qu'ils n'ont pas sans cesse devant les yeux, comme les anciens, le type de l'orateur. Que leur importe l'art? Leurs amis leur serrent la main; on les complimente, ils calculent tout bas de combien de degrés le succès d'un jour les rapproche du ministère: quelques beaux traits, quelques mots heureux, épars dans une profusion de paroles négligées, voilà ce qu'on appelle aujourd'hui un beau discours. Les orateurs anciens avaient l'art pour but principal, et comme hommes d'état pourtant, comme citoyens, ils ne le cédaient pas, je pense, aux nôtres; aussi vivent-ils encore après vingt siècles passés sur eux, et la plupart des nôtres verront leur réputation s'éteindre avant eux. L'art n'est pas plus respecté dans nos livres; nos livres eux-mêmes ne sont que des improvisations, et il n'y a que M. Villemain qui ait le talent de faire, avec ses improvisations, de bons et de durables livres. Nous

sommes si riches de fonds, que nous avons, en vérité, bien le droit de mépriser la forme, et de ne pas nous embarrasser de la propriété des mots, de la construction des phrases, du choix des termes, comme ces fabricans de paroles du XVIIIe siècle, Montesquieu, Rousseau, Buffon!

M. Villemain est un des derniers et des plus fidèles dépositaires du bon goût. Ce qu'il prescrit il le fait, et si quelque chose pouvait nous rappeler au respect des lois du beau, à l'amour et à l'étude des modèles, ce serait cette critique qui semble se monter au ton des grands écrivains qu'elle juge, et prendre les formes de leur talent pour en mieux faire sentir le charme. En appréciant Fontenelle, M. Villemain est fin et délicat comme lui. Son expression est grave, brillante, légère, éloquente, selon le génie des divers membres de cette glorieuse tribu d'écrivains qu'il passe en revue. L'histoire, la biographie, les détails de mœurs vivifient sa critique; une inflexible morale, un dévouement vrai et de cœur à tout ce qui honore, console et relève l'humanité, la liberté, la religion, la vérité, semblent rendre encore son goût plus pur et plus sévère; cet enchaînement de tableaux historiques, d'anecdotes racontées avec l'esprit le plus brillant, de réflexions morales et d'analyses judicieuses et profondes, qui se mêlent sans confusion, conduit le lecteur jusqu'au bout du livre sans qu'il ait un moment l'envie de s'arrêter. On n'a pas fait, depuis bien des années, un ouvrage plus piquant et plus instructif, plus propre à être goûté par tout le monde, jeunes et vieux; le succès a été complet; il devait l'être. Et pourtant ce sont bien là les leçons que M. Villemain improvisait à la Sorbonne au milieu de nos applaudissemens, et souvent au bruit de la foule qui se pressait aux portes! Je les reconnais; je retrouve mes vieilles impressions. Voilà ces mots heureux, ces expressions énergiques et vives, qui sortaient comme d'elles-mêmes de la bouche du professeur! Je me souviens avec quelle grace M. Villemain nous contait ces anecdotes, avec quelle finesse malicieuse il aiguisait en épigramme la fin de ce compliment! Que le maître reçoive donc encore une fois les applaudissemens de ses disciples. Leur reconnaissance et leur affection le suivront partout; cet ouvrage, nous l'avons presque fait ensemble : pendant que M. Villemain nous échauffait le cœur par sa parole éloquente, nous l'inspirions par le désir qu'il avait de nous faire goûter le beau et aimer le bien.

SILV. DE SACY.

SOUVENIRS D'ÉCOSSE.

Iona, l'Ile Sainte. — Jura.[1]

La nuit, même en avril, arrive lentement dans les îles de l'ouest; la nuit était cependant déjà profonde quand, à demi morts de fatigue, nous nous laissâmes tomber de dessus nos chevaux nains à la porte de la maison d'un bon habitant de Bunessan, ami et parent d'un de nos guides. La lassitude nous laissait à peine la force de manger; aussi, après avoir avalé à la hâte une couple de haddocks fumés, une galette d'avoine, où il y avait au moins autant de son que de farine, et bu une ou deux jattes de lait, avons-nous demandé nos lits. L'hôte a pris la lampe, et, marchant devant nous, il a poussé une cloison d'osier, décorée du nom de porte, qui séparait la pièce principale où il nous avait reçus d'une autre petite chambre. Dans un coin de cette chambre, entre quatre larges pierres plates, dressées sur leur épaisseur, on avait répandu plusieurs bottes de paille et des fagots de bruyère. « Voilà les lits que vous demandez, » nous dit notre hôte en posant la lampe sur une des pierres. Il fallut se résigner, et paraître même satisfait pour ne pas blesser l'amour-propre de l'obligeant montagnard; nous nous étendîmes donc entre les pierres sur la molle couche de bruyère, où toute une famille aurait certainement pu se nicher. Notre vieux guide, homme de précaution, était allé, pendant ce temps, chercher son plaid qui séchait étendu devant le feu de tourbe allumé au centre de la pièce où nous avions soupé; il le jeta charitablement sur nos membres fatigués, en nous souhaitant une bonne nuit, un bon sommeil. Loin de songer à relever tout ce qu'il pouvait y avoir d'ironie dans ces paroles, je préférai, ainsi que mon compagnon, prendre mon homme au mot; je dormis, et je dormis mieux peut-être que je n'eusse pu le faire sur le meilleur lit de duvet.

(1) Voyez la livraison du 15 juillet 1838.

Au point du jour, je fus brusquement réveillé par un coq qui *saluait l'aurore* tout près de mon oreille. La pièce que nous occupions était une succursale du poulailler. Je me levai au milieu de toute la volaille en rumeur, je poussai la porte d'osier, et je me retrouvai dans la chambre où nous avions soupé. Nos guides étaient déjà debout, l'un d'eux allumait les dalles de *peat* humide, entassées, au milieu de la pièce, sur une espèce d'autel d'un pied et demi de hauteur qu'on appelait *la cheminée*. La fumée qu'aucun tuyau n'emprisonnait et qu'aucun courant d'air ne chassait à l'extérieur, se répandait librement dans toute la chambre, dont les lambris étaient décorés d'un vernis noirâtre et luisant qu'on eût pu croire dérobé à un intérieur de Rembrandt; et, si elle s'échappait en partie par un trou percé dans le toit, c'était tout-à-fait volontairement, on peut le dire. Il fallut nous enfuir tout en larmes de cette pièce que l'hôte décorait du nom de parloir, et où, sous peine d'être étouffé, on ne pouvait demeurer cinq minutes; nous sortîmes pour respirer l'air frais du matin. C'est alors seulement que j'eus une idée bien nette de la maison de plaisance dans laquelle nous venions de dormir. Qu'on se figure une hutte d'une vingtaine de pieds de hauteur, dont les murs, obliquant dans tous les sens, étaient construits en cailloux bruts et en galet; deux rangs de grosses dalles de gazon, liées entre elles du côté de l'ouest par de fortes chevilles de bois et des bruyères tissées en cordes, alternaient avec un rang de pierres, dont les interstices étaient remplis de vase. Le toit était formé de longues perches auxquelles étaient attachées de petites bottes de chaume et de bruyère ou des dalles de gazon au-dessus desquelles on avait posé, comme dans tous les pays de montagnes, quelques grosses pierres pour empêcher la maison de prendre son vol quand soufflent les vents de mer.

Une demi-douzaine de ces huttes de sauvages, avec les hangars qui en dépendent, forment un village hébridien; c'était dans un hameau de ce genre que nous venions de passer la nuit. Comme ces maisons ont la couleur grise et rougeâtre de la bruyère, à moins qu'elles ne soient bâties sur un pic, on a peine à les distinguer du sol. Il faut les toucher pour les voir. Nous déjeunâmes avec des œufs, du thé et des confitures de groseilles noires, comme nous eussions pu le faire à Londres ou à Édimbourg, et nous quittâmes Bunessan pour nous rendre, à l'aide de nos poneys, à l'entrée d'une petite baie, où nous attendait un bateau de pêcheur avec qui, la veille au soir, nos guides avaient fait prix pour nous conduire à Iona.

Une chaîne de petites collines, couvertes de bruyères, nous séparait de la mer. Au haut de ces collines, on apercevait de temps à autre de petites pyramides en pierres, pareilles à ces constructions qu'on appelle *cairns* dans les Highlands, ou des pierres dressées semblables aux *peulvent* et aux *menhir* de la Bretagne. C'est le tombeau d'un Mac-Lean, c'est le tombeau d'un Campbell, c'est le tombeau d'un Mac-Dougal, nous disaient nos guides avec emphase. A les entendre, tous ceux qui reposent sous ces tas de pierres étaient de grands guerriers; des débris d'armes et des ossemens qu'on y a trouvés

quelquefois donnent crédit à cette opinion; on assure même qu'on a souvent déterré, sous les *cairns*, des urnes qui contenaient des pièces de monnaie; ce qui pourrait faire supposer que, dans des temps fort reculés, les montagnards de Mull avaient adopté l'usage romain de brûler les corps morts, à moins que ces *cairns* ne soient aussi des tombeaux romains (1).

Le soleil était déjà haut, quand nous arrivâmes à l'endroit où notre barque était à l'ancre. Nos bateliers, en nous attendant, faisaient la chasse aux oiseaux de mer, mais surtout aux gannets qui couvraient par myriades tous les rochers de la côte. Leur nombre était si grand, que, de loin, les rocs bruns et noirs sur lesquels leurs bandes se posaient, semblaient couverts de marbrures blanches. C'était le moment de la ponte; nous voyions, au sommet d'écueils inaccessibles, les femelles occupées à couver leurs œufs avec un calme qui témoignait de leurs habitudes indolentes. Nos bateliers nous racontèrent qu'elles ne se dérangeaient même pas pour aller chercher leur nourriture; les mâles allaient à la pêche et leur rapportaient leur proie, qu'elles recevaient d'un air nonchalant, et que cependant elles avalaient d'une seule bouchée. Cette paresse des couveuses contraste singulièrement avec l'activité des femelles occupées à faire leur nid. Les matériaux qui servent à les construire sont peu abondans sur cette côte dépouillée de bois et de grands végétaux, de sorte que, pour ramasser quelques rameaux de bruyères ou un peu de chaume, elles sont souvent obligées d'entreprendre des excursions de plusieurs milles. La nécessité de faire de si longs voyages a rendu ces oiseaux industrieux, mais industrieux jusqu'à la dépravation; je veux dire qu'ils se volent entre eux et avec une singulière adresse. Ainsi, tandis que ses compagnons sont éloignés, l'un de ces oiseaux prend sans façon un rameau dans le nid du voisin, et, pour qu'on ne le soupçonne pas du vol, par une sorte de calcul qui laisserait croire que l'idée de la propriété n'est pas étrangère à ces animaux, le voleur, au lieu de déposer sur-le-champ ce rameau dans son nid, va faire une petite course en mer, et attend d'ordinaire que l'oie volée soit de retour au rocher pour revenir aussi de sa promenade, ce qu'il fait de la manière du monde la plus naturelle, jouant l'innocence à s'y tromper, et rapportant dans son bec d'un air affairé sa plume ou son rameau, comme s'il l'avait été chercher fort loin. Habituellement la ruse réussit; mais les voleurs moins habiles qui portent immédiatement à leur nid ce qu'ils viennent de prendre, s'exposent à de terribles querelles à la suite desquelles le volé reprend son bien.

Ces oiseaux sont d'une gloutonnerie extraordinaire, et c'est par leur faible que nos bateliers les prenaient. Ils attachaient un poisson sur une plaque de métal ou sur une planche grise imitant la couleur de l'eau et qu'ils posaient à terre sur la plage. A peine s'étaient-ils éloignés que les gannets, apercevant

(1) Dans la Bretagne, ces éminences artificielles composées de pierres amoncelées s'appellent *galgals*.

le poisson, s'élevaient à une grande hauteur et fondaient avec tant de violence sur leur proie, qu'ils se brisaient la tête contre le métal ou enfonçaient leur bec dans la planche. Nos chasseurs les ramassaient, leur tordaient le cou, les jetaient dans un coin de la barque, et à peine avaient-ils eu le temps de les enlever, que d'autres oiseaux, témoins de la catastrophe de leurs compagnons, venaient se casser la tête de plus belle. Cet excès de gourmandise et de stupidité a fait donner à ces oiseaux le nom de fous. L'espèce dont je parle est le *fou de Bass* de Brisson; c'est elle en effet qui couvre les rochers de *Bass-Rock* et de *Saint-Kilda*. On a calculé que chacun de ces oiseaux mangeait au moins cinq harengs par jour; comme ils séjournent environ huit mois dans les Hébrides, et que leur nombre a été évalué à deux ou trois cent mille, ils consomment donc quatre à cinq cents millions de harengs dans la saison; qu'on juge par là de l'abondance de ce poisson.

Le canot qui devait nous conduire à Iona n'était pas ponté; mais la mer était belle, le vent faible, et le trajet n'était pas long; nous nous confiâmes donc à l'adresse et à la vigueur de nos rameurs; nous nous assîmes sur des fagots de bruyère dont le fond de la barque était rempli, et bientôt, à travers une brume légère, nous aperçûmes les côtes de l'île d'Iona et la haute tour de la cathédrale du couvent, dont le soleil couronnait le faîte d'une auréole enflammée.

Iona, l'île sainte, est fameuse entre toutes les îles de l'ouest de l'Écosse. Les descriptions qu'on nous avait faites de son extrême fertilité, de ses merveilleuses ruines et des mœurs patriarcales de ses habitans, avaient vivement frappé notre imagination, de sorte que nous éprouvâmes un grand désappointement lorsque, touchant le rivage sablonneux d'une petite île de deux ou trois milles au plus d'étendue et d'un aspect assez sauvage, nos bateliers nous dirent : « Nous voici à *Hy-Colum-Kill*, » nom populaire ou hébridien d'Iona. Cela dit, nos hommes nous prirent sans façon sur leurs épaules, car l'île n'a pas de port, et, marchant dans l'eau jusqu'à la ceinture, ils nous déposèrent sur une plage déserte que couvrait un lit de cailloux des couleurs les plus variées. « C'est la Baie des Martyrs, nous dit un de nos bateliers, c'est l'endroit où saint Columba ou saint Colum, le patron de l'île, mit autrefois pied à terre. Ces cailloux, ce sont les moines ses disciples qui les ont entassés sur cette plage. L'une des punitions que les abbés du couvent infligeaient aux moines qui avaient péché, c'était de ramasser ces pierres et de les rassembler en tas; la quantité de pierres à ramasser était proportionnée au nombre des péchés que chacun d'eux avait commis. » Comme ces tas couvrent une grande étendue du rivage et qu'il en est de fort hauts, on doit naturellement conclure qu'il y avait autrefois, dans l'île, d'incorrigibles pécheurs, et que le nombre en était grand.

Tandis que nous attendions nos bateliers qui traînaient leur barque sur le sable, pour la mettre hors de la portée des vagues en cas de mauvais temps, nous vîmes accourir une troupe nombreuse d'habitans de l'île, tenant à la

main des colliers qu'ils voulaient à toute force nous passer au cou, et des bijoux et des colifichets dont ils voulaient remplir nos poches. Toutes ces bagatelles sont travaillées avec les pierres de la baie, avec *les péchés des moines*. Ces pierres sont de petits fragmens de granit rouge, de serpentine verte, de marbres et de porphyres de couleurs éclatantes, qui, à la marée montante, baignées par les eaux de la mer, brillent d'un vif éclat. Les habitans les font tailler, polir et monter en cachets, en bagues, par des ouvriers écossais, et les vendent comme amulettes aux curieux qui visitent leur île. Les hébridiens ont une grande confiance dans ces pierres qui leur paraissent d'autant plus efficaces, qu'elles sont plus grandes, c'est-à-dire qu'elles représentent de plus gros péchés. Dans les îles voisines, à Coll, à Tiree, à Skye, on fait un singulier usage des amulettes d'Iona; elles servent de contrepoison et de préservatif à l'*envoûtage* ou aux enchantemens analogues auxquels les montagnards croient encore de tout leur cœur, quelques efforts que les ministres et les puritains aient pu faire pour déraciner de leur esprit ces ridicules superstitions. Un montagnard nous racontait, par exemple, fort sérieusement que, quand un amant dédaigné ou trompé voulait se venger de son rival plus heureux, il prenait, le jour de sa noce, trois fils de différentes couleurs; à chacun de ces fils il faisait un nœud, et souhaitait en même temps un malheur à son rival : celui-ci devait nécessairement succomber à l'enchantement, à moins qu'au moment du mariage il ne se rendît à l'autel, le pied gauche déchaussé, et que, tandis que le prêtre prononçait les paroles sacramentelles, il ne plaçât sur ce pied une pierre d'Iona. « Grace à ces amulettes, on est sûr, ajoutait-il, d'être toujours amant préféré et époux heureux. » Nous fîmes tous nos provisions de pierres d'Iona.

Notre barque était en sûreté; les insulaires avaient aidé nos hommes à la traîner hors de la portée de la haute mer; nous prîmes donc le chemin de la ville dont nous voyions *fumer les toits* à un demi-mille de nous. A mi-chemin, nous trouvâmes une grande croix de granit rouge au pied de laquelle un de nos bateliers se prosterna en priant à haute voix et en se frappant la poitrine avec autant d'ardeur qu'un Italien eût pu le faire; étonné de son action, j'interrogeai son compagnon : « Mac-Gregor est papiste, nous dit-il; c'est un des habitans d'Egg, la seule des Hébrides qui, avec Canna, soit restée catholique. La grande île de Rum, dont dépendent Egg et Canna, était également papiste quand le reste de l'Écosse était déjà protestant; mais, grace au ciel, ses habitans ont été convertis. — Grace au ciel, ou plutôt grace aux coups de bâton, reprit le catholique qui arrivait après avoir achevé ses dévotions. — Comment! on les a convertis à coups de bâton? — Oui, monsieur, et comme le bâton dont Mac-Leod, leur laird, se servit, était jaune, on appelait le protestantisme de nos voisins de Rum la *religion du bâton jaune*. Bien des années s'étaient écoulées depuis la réforme, et les pauvres gens de Rum, grace aux exhortations de la sœur de Mac-Leod, leur laird, étaient restés bons catholiques. Chaque dimanche, guidés par leur patronne, ils se

rendaient processionnellement à l'église pour entendre une bonne messe et non un méchant sermon. Mac-Leod, le frère de la sainte, qui d'ordinaire habitait le continent, était protestant; un jour qu'il débarquait dans l'île de Rum, il rencontra la procession des catholiques qui se rendait à l'église; Mac-Leod, de son côté, se rendait au temple qu'on avait bâti auprès de l'église et où le ministre l'attendait; il ordonna donc à ses paysans de le suivre. Ceux-ci, encouragés par les paroles de la sœur du laird qui marchait avec eux, n'en firent rien et continuèrent leur route du côté de leur église. Alors Mac-Leod furieux s'élance en avant de la procession, et commande à l'homme qui menait la file de tourner vers le temple, et comme celui-ci restait immobile, il lui asséna sur la tête un si bon coup d'un bâton jaune qu'il tenait à la main, que le pauvre homme, étourdi, prit le chemin du temple au lieu de se rendre à l'église, et que tous les autres, excepté la sœur du laird, le suivirent sans faire entendre un murmure. Depuis cette époque, nos voisins de Rum sont restés protestans. »

L'habitant de l'île d'Egg achevait son récit comme nous arrivâmes dans la capitale de l'île. Cette *ville* s'appelle Threld; elle se compose de cinquante à soixante maisons bâties en cailloux et en mortier, et qui n'ont que la terre pour plancher. Les toits formés de chevrons à peine attachés entre eux sont couverts de dalles de gazon et de fagots de bruyère réunis par des liens de bruyère; le jour ne pénètre guère dans ces maisons que par la porte et par une ouverture pratiquée au haut du toit, qui sert d'issue à la fumée et qu'on a eu soin de ne pas placer au-dessus du foyer qu'autrement la pluie éteindrait. La population de ce hameau et de l'île entière ne se compose que de quatre cent cinquante à quatre cent soixante habitans qui, malgré l'apparence misérable de leurs maisons, vivent presque tous dans l'aisance. L'île d'Iona a trois milles de longueur sur un mille de largeur; du côté de l'est, le sol est plat et d'une excellente qualité. Aussi toute cette plaine est-elle bien cultivée et très fertile. Vers l'ouest s'élève une chaîne de petites collines couvertes de bruyères et dominées par la montagne de l'Abbé dont la hauteur ne dépasse pas quatre cent cinquante pieds; du côté du sud, les pentes de cette montagne et des collines sont décharnées, et les pointes du roc nu percent à travers les bruyères, les mousses et une épaisse couche de plantes sauvages.

Telle est cette île, fameuse entre toutes celles de l'archipel britannique, comme ayant été le berceau du christianisme et en même temps de la civilisation dans l'Écosse et le nord de l'Angleterre. Dans ces temps reculés et chez les peuples barbares qui habitaient alors les îles de l'ouest et les montagnes de l'Écosse, la civilisation marchait toujours à la suite du christianisme.

L'homme qui avait entrepris le grand œuvre de la conversion des habitans des îles et des montagnards de la Calédonie, avait bien cet enthousiasme persévérant et cette fermeté passionnée qui conviennent aux novateurs et aux apôtres. Columba, ou plutôt Colum, né dans l'île d'Erin (l'Irlande), avait été

converti à la religion du Christ par les successeurs de saint Patrick. Sa jeunesse avait été orageuse; il s'était fait prêtre à la suite d'un amour malheureux. Enflammé par l'exemple de Patrick et de Ninian, qui avaient converti l'un l'Irlande, l'autre les provinces du sud de l'Écosse, comprises entre la Clyde et le Solway; encouragé, d'un autre côté, par le succès de Paulin, qui venait de faire adopter la religion du Christ au roi anglo-saxon Edwin et à sa femme Ethelberge, il résolut de prêcher la nouvelle croyance aux sauvages habitans des îles et des provinces du nord de la Bretagne. Ces peuples, alors comme aujourd'hui, étaient partagés en diverses tribus ou *clans*. Chacun de ces clans était gouverné par un chef, à la fois chef de la famille et chef de l'état. Ces peuples étaient pour le moins aussi féroces et aussi sauvages que le sont de nos jours les habitans de la Nouvelle-Galles du Sud ou de la Nouvelle-Zélande. Sans villes, sans commerce, sans lois, ne vivant que de la chasse ou de la pêche, leur religion n'était qu'un grossier paganisme; ils pratiquaient le druidisme dans toute sa barbarie; ils adoraient les vents, les nuées, les forêts, le feu du soleil. Leurs prêtres étaient les druides, leurs autels ces pierres druidiques (*peulven*, *menhir* ou *dolmen*) qu'on rencontre encore debout dans toutes les îles : sur ces autels coulait le sang de victimes humaines.

Colum n'avait pas le don des miracles comme saint Patrick, et n'était pas riche comme Paulin. Il ne pouvait pas offrir aux chefs des Scots, comme ce dernier, des tuniques de lin ornées de broderies d'or, ni des manteaux de laine fine; il ne pouvait pas placer sur la tête de leurs femmes des peignes d'ivoire enrichis d'ornemens d'or (1): Colum n'avait que le zèle et la patience de Ninian. Colum n'en persista pas moins dans sa périlleuse entreprise; ne pouvant ni étonner les esprits, ni les séduire, il voulut les convaincre. Dans le printemps de l'an 565, au dire de Bède, l'historien saxon, tandis que l'empereur Justin régnait en Orient, Colum se hasarda, au milieu des détroits et des mers orageuses de l'ouest de l'Écosse, sur une misérable barque construite comme les barques danoises, avec quelques cerceaux d'osier recouverts de peaux de bœufs, et il aborda à Oronsay. Il était encore trop près des côtes de sa patrie qu'il pouvait voir et qui lui rappelaient d'amers souvenirs; il remit donc à flot sa barque grossière, et, traversant de nouveaux bras de mer, il s'arrêta dans une petite île déserte, située sur la côte occidentale de l'île de Mull. Cette petite île, long-temps le sanctuaire des druides, s'appelait *Hy* ou en latin *Iona*. C'est là que Colum et ses compagnons d'aventures fondèrent un établissement qu'on appelait alors monastère, mais qui différait essentiellement de ce que l'on entendit plus tard par ce mot, et qu'on pourrait assez justement comparer à ces fondations philosophiques et industrielles que de nos jours quelques socialistes ont tenté d'établir. Colum, en effet, n'amenait avec lui que de pauvres ouvriers et des laboureurs. Les laboureurs enseignaient

(1) *Henrici Huntingdon hist.*, pag. 327.

aux habitans des îles la manière la plus simple et la plus profitable de cultiver leurs terres en friche; les ouvriers leur inculquaient les connaissances pratiques qui leur manquaient; la prédication était l'accompagnement intellectuel de leurs travaux, le véhicule moral de leur pensée civilisatrice.

La petite colonie n'apportait guère aux habitans des Hébrides que l'exemple du travail; mais ce qui distinguait ses membres des autres émigrans bretons, c'est que tous avaient reçu les ordres et avaient fait vœu de chasteté. Leur établissement prit donc le nom de monastère d'Hy. Pendant bien des années, les hommes dévoués qui l'avaient fondé vécurent ayant le glaive des barbares suspendu sur leur tête, et virent plusieurs fois les chefs des peuplades voisines débarquer dans leur île, le fer et la flamme à la main; mais leur pauvreté et leur résignation désarmaient les cœurs de ces hommes avides : venus pour piller, ils trouvaient de pauvres ouvriers en prière, et ils priaient avec eux (1). Colum prêcha pendant trente-deux ans dans les îles. Son monastère devint bientôt le plus célèbre de l'Europe septentrionale, et l'autorité et la puissance de son fondateur s'accrurent en raison de sa renommée. Colum eut des envieux qui l'accusèrent d'hérésie : la simplicité de la règle du couvent d'Iona pouvait donner prétexte à ces accusations, et il faut croire qu'aux yeux des rigoristes elles n'étaient pas sans fondement, puisque nous voyons qu'en 716 les moines d'Iona se réformèrent et se soumirent aux règles de l'église romaine.

Quoi qu'il en soit, Colum, de son vivant, put jouir du fruit de sa persévérante volonté. Désintéressée ou non, son ambition dut être satisfaite. Le pauvre réfugié irlandais vit à ses pieds les grands chefs des îles et du continent. Oswald, roi de Northumbrie, leur avait donné l'exemple; chassé de son pays par les révolutions, il s'était réfugié dans le monastère d'Iona. Lorsque, à la suite de l'exil, il remonta sur le trône, il n'oublia pas ceux qui l'avaient secouru dans le malheur, et il enrichit et protégea le monastère naissant. Conal, roi ou chef d'Argyle, fut aussi le disciple ou plutôt l'ami de Colum. Aidan, successeur de Conal, voulut être sacré par l'ami de son père; l'influence de Colum était déjà assez grande pour qu'Aidan vît dans cette cérémonie un moyen de consolider son autorité; Gairtnart, successeur d'Aidan, se fit sacrer comme lui. Aidan mourut en 587, Gairtnart en 597. Tous deux voulurent être enterrés à Iona.

Lorsque, trente-deux ans après être descendu sur les plages désertes de la petite île d'Hy, Colum mourut, la plupart des clans du nord étaient chrétiens, l'homme qui les avait convertis était devenu pour eux l'objet de la plus grande vénération; les peuples donnèrent à l'île où Colum résidait le nom de l'apôtre des Hébrides, et l'appelèrent *Hy-Colum-Kill*, l'île de la cellule de Colum. Plus tard l'île elle-même fut personnifiée, et on en fit une sainte, *Sainte-Columba*; depuis la réforme elle a repris son nom d'Hy ou Iona.

(1) *Horæ britannicæ*, tom. II, pag. 302.

Le monastère d'Iona avait atteint le plus haut degré de prospérité, quand, dans l'année 807, les rois de la mer, guidant une nombreuse flotte danoise, descendirent dans l'île et la saccagèrent. « Nous venons de leur chanter la messe des lances, disaient, avec des rires féroces, ces barbares, en dévastant le couvent; elle a commencé de grand matin, elle a duré jusqu'à la nuit! » Beaucoup de religieux furent tués; les autres, avec Collach, leur abbé, se réfugièrent sur le continent, et, pendant sept années, Iona ne présenta plus qu'un monceau de ruines. Des moines de Cluny s'établirent au milieu de ces décombres, relevèrent les murailles du couvent, restaurèrent le monastère, et s'y maintinrent jusqu'à la réforme. A cette époque, il fut définitivement dissous, et ses revenus, qui étaient considérables, furent réunis à ceux de l'évêché d'Argyle.

Le monastère d'Iona, aux temps de sa prospérité, devint la pépinière des évêques des trois royaumes, et sa bibliothèque était fameuse dans toute l'Europe. Elle renfermait les archives de l'Écosse, et un nombre incalculable de manuscrits précieux et uniques qui furent ou dispersés ou détruits lors de la réforme. Cette bibliothèque avait, parmi les lettrés du moyen-âge, une sorte de réputation qui tenait de la fable. Boëce raconte, par exemple, fort sérieusement que Fergus II, compagnon d'Alaric, qui l'avait assisté au sac de Rome, rapporta, pour sa part du pillage de cette ville, un coffre rempli de manuscrits de toute espèce dont il fit présent au couvent d'Iona. Une seule réflexion suffit pour placer au rang des contes l'allégation de Boëce, c'est que le monastère d'Iona ne fut fondé que près de cent années après le sac de Rome par Alaric. Si donc des manuscrits venant de Rome ont été donnés au couvent d'Iona, ce n'a pu être que par quelqu'un des successeurs de Fergus, ce prince étant mort plus de quarante ans avant l'établissement du monastère de Colum.

Ces manuscrits du couvent étaient néanmoins fort précieux, et ce qui a pu donner lieu à la fable que nous venons de rapporter, c'est le voyage qu'Æneas Sylvius, depuis Pie II, fit en Écosse à la fin du XVe siècle, pour chercher dans la bibliothèque d'Iona ce qui avait été perdu des historiens romains, mais surtout de Tite-Live dont le couvent possédait, dit-on, un exemplaire complet. Plus tard, en 1524, beaucoup de ces manuscrits ayant été transportés à Aberdeen, on essaya vainement de les déployer : le parchemin en était si usé, qu'il tombait par écailles, sitôt qu'on y touchait.

Que reste-t-il aujourd'hui des splendeurs d'Iona? Quelques tas de pierres que les moines ont laissés au bord de la mer, des monceaux de ruines, la haute tour de l'église du couvent et une croix encore debout. Ces ruines, que recouvrent en partie la mousse, le lichen et les plantes saxatiles, sont fort remarquables, car ces édifices écroulés en partie datent de diverses époques, et quelques-uns remontent à l'antiquité la plus reculée. Les monumens d'Iona feraient la fortune d'un antiquaire patient. Tout à l'heure nous essaierons de les faire connaître.

Les habitans de l'île appartiennent au clan des Mac-Leans; le chef de la petite tribu de Threld, dont les revenus s'élèvent à une soixantaine de livres, étant absent, nous fûmes reçus par un de ses parens, bonhomme qui nous donna la plus généreuse hospitalité. Après nous avoir servi un copieux déjeuner, composé de gibier, de poisson et de viandes fumées, et dans lequel le porto ne fut pas épargné, il voulut être notre *cicerone* dans l'île, et il nous conduisit d'abord à la montagne de l'Abbé du sommet de laquelle on embrasse d'un seul coup d'œil la vue de l'île entière et des mers qui l'environnent. L'horizon, du côté du nord, est fermé par la chaîne des collines et des montagnes de l'île de Mull; dans l'ouest, une longue suite d'îles aux côtes basses sortent de la mer, et la ligne brune qu'elles forment s'appuie sur de hautes montagnes bleues noyées à l'horizon dans une vapeur argentée; Tiree et Coll sont ces îles basses, et ces montagnes lointaines appartiennent aux îles de Rum et de Skye. Enfin, au sud et à l'est, nous découvrîmes les côtes de l'Écosse couvertes d'une brume épaisse à travers laquelle on apercevait confusément quelques îles plus voisines.

La montagne de l'Abbé est située au centre de l'île, et sa hauteur est la même que celle de la butte Montmartre à Paris. Sur la partie ouest de la montagne on voit un enclos plein de pierres de formes bizarres que recouvre en partie un lit épais de mousse et de plantes sauvages; cet enclos s'appelle le Cimetière des Druides, *Clachnan Druinach*, et, si l'on en croit les récits de l'évêque Pockoke, on y voyait autrefois une pierre ou autel druidique (*dolmen*) (1). Ce sont là les ruines de l'époque fabuleuse, les monumens de la première origine d'Iona, qui fut l'Ile des Druides, *Inish Druinish*, avant d'être l'île chrétienne, l'île de Saint-Colum. Au nord-est et au sud de la montagne de l'Abbé sont les ruines chrétiennes, le couvent des moines et le couvent des nonnes, les chapelles des deux couvens, la cathédrale et l'évêché.

Nous nous rendîmes d'abord au couvent des moines, qui, ainsi que l'évêché, ne présente plus qu'un amas de ruines. La cathédrale est située derrière le monastère, elle est bâtie en forme de croix. Sa longueur, de l'est à l'ouest, est de cent soixante pieds, et sa largeur de trente pieds à l'endroit du chœur et de la nef, et de soixante-dix au plus à l'endroit des transepts. La cathédrale est construite tout entière avec un granit rouge tiré du petit îlot des Nonnes. Le couvent des religieuses de Saint-Augustin avait été établi sur ce rocher voisin d'Iona, avant que le caprice d'une abbesse ne vînt l'accoler peu convenablement à celui des moines. Les murailles de granit de la cathédrale sont d'une épaisseur singulière; aussi ont-elles résisté aux efforts du temps; et tandis que les charpentes se sont rompues et que les toits se sont effondrés, elles sont restées debout dans toute leur majesté. La construction de cet édifice n'est pas uniforme, elle date de plusieurs époques. La partie la plus ancienne,

(1) Pierre verticale supportant une autre pierre placée horizontalement, ayant la forme d'un T majuscule.

c'est-à-dire le chœur, remonte au VIIe ou au VIIIe siècle; ses piliers lourds et écrasés, les énormes pierres superposées par lits épais, qui ont servi à le construire, et ses voûtes arrondies en plein cintre, sont antérieurs au goût gothique et dénotent la transition du style romain au style normand. Ce chœur formait autrefois une église complète; mais la prospérité d'Iona s'étant accrue, et le vaisseau du temple étant devenu trop étroit pour contenir l'affluence des fidèles, on ajouta une nouvelle église à l'ancienne; cette nouvelle église composa la nef et les transepts : les transepts s'étendirent au point de soudure, et le clocher, ou la tour de l'ancienne église, qui se trouvait au-dessus du porche à l'extrémité opposée à l'autel, se trouva désormais placé entre les deux églises et au point d'intersection des deux branches de la croix. Cette nouvelle église, juxta-posée à l'ancienne, doit dater du XIe ou du XIIe siècle. La forme gothique a prévalu dans ses détails, mais elle a conservé, dans la masse, quelque chose de la lourdeur romaine. Ses arcades ogivales sont portées par des piliers de dix pieds de hauteur, les chapiteaux compris, et de neuf pieds de circonférence. Les chapiteaux de ces colonnes sont d'un travail curieux : chacun d'eux est orné de figures grotesques sculptées avec une naïveté qui approche déjà de la délicatesse des âges suivans. Les unes représentent des anges pesant des ames, les autres des démons jouant avec des pourceaux; l'un de ces démons a une figure monacale qui doit avoir été sculptée d'après nature. La tour du clocher de la cathédrale a été bâtie peu de temps avant la partie gothique du monument; mais, quelle que soit son ancienneté, elle est parfaitement conservée et sa solidité paraît encore à l'épreuve de bien des siècles. Elle n'aurait besoin que d'être recouverte et planchéiée pour être habitable.

L'autel occupe l'extrémité orientale de l'église; cet autel était composé de larges dalles d'un marbre blanc veiné de gris : il a été détruit presque entièrement par la superstition du peuple. Ces insulaires, quoique convertis aux doctrines de la réforme, regardent toujours un morceau de marbre de l'autel d'Iona comme un merveilleux talisman. Ils ont donc mis en pièces le marbre de l'autel, qui a dû faire bien des heureux. Dans la nef de l'église, on voit plusieurs tombeaux de pierre. Ces tombeaux sont disposés de manière à ce que la tête du mort soit toujours tournée du côté de l'orient.

En suivant la chaussée appelée *Main-Street* pour nous rendre à la chapelle du couvent des nonnes et au cimetière des rois, nous vîmes dans la plaine une croix d'un travail remarquable, formée d'un seul morceau de granit rouge de quatorze pieds de hauteur; cette croix s'appelle la croix de Saint-Martin! Je n'ai pu découvrir d'où lui venait ce nom : elle repose sur un piédestal de trois pieds de haut.

Le monastère des nonnes, comme celui des moines, ne présente qu'un amas de ruines. A peine reste-t-il quelques vestiges du réfectoire, et cependant ses salles furent habitées long-temps encore après la réforme, les religieuses chanoinesses de Saint-Augustin, qui occupaient le couvent, ayant

obtenu du gouvernement d'alors la permission de vivre en communauté.

La chapelle du couvent est l'édifice le mieux conservé de l'île; elle a cinquante-huit pieds de longueur sur vingt de largeur. Le toit de la nef est seul détruit, il était soutenu par une charpente dont les habitans de l'île ont fait du feu; mais comme le toit du chœur était supporté par une voûte en pierres, cette partie de l'église est restée à peu près intacte. Cette voûte est ornée de voussoirs en saillie d'un travail délicat. A l'extrémité orientale de la chapelle, on voit encore le tombeau de la dernière abbesse. Ce tombeau est couvert d'une large dalle de marbre noir, sur laquelle est ciselée une figure de religieuse. Un ange est à sa droite, un ange à sa gauche, et au-dessus de sa tête la vierge Marie, tenant l'enfant Jésus dans ses bras. Sous ses pieds sont écrits ces mots en caractères saxons: *Sancta Maria, ora pro me!* et, tout autour de la pierre, on lit l'inscription suivante, également en caractères saxons :

« Hic jacet domina Anna Donaldi Ferleti filia, quondam prioressa de « Iona, quæ obiit M.D.XImo, cujus animam (altissimo) commendamus. »

— Où est le corps de Duncan? demande Rosse à Macduff dans la nuit qui suit l'assassinat du vieux roi.

— On l'a porté à Colum-Kill, répond Macduff, dans ce dépôt sacré où reposent les restes de ses ancêtres, et qui garde leurs ossemens.

— Where is Duncan's body?
— Carried to Colm's-Kill;
The sacred storehouse of his predecessors,
And guardian of their bones (1).

Hy-Colum-Kill, ou Iona, était, en effet, le lieu de la sépulture des rois d'Écosse, et Shakspeare, dans ces vers, est à la fois historien et poète. Le roi Duncan fut le dernier des monarques écossais qui fut enseveli dans l'île sainte. Malcom Commore, successeur de Macbeth, désigna Dumferline pour être, à l'avenir, la sépulture des rois. Buchanan, qui n'est ici que l'écho de la tradition, rapporte que quarante-huit rois ou chefs écossais, à partir de Fergus II jusqu'au fameux Macbeth, avaient leurs tombeaux dans le cimetière d'Iona. Plusieurs de ces princes étaient de la race d'Alpin. Une ancienne prophétie gallique avait, à ce qu'assurent les historiens, déterminé le choix que Fergus avait fait de cette île pour servir de sépulture royale. Voici les termes de cette prophétie :

« Seven years before that awful day
When time shall be no more,
A dreadful deluge shall o'ersweep
Hibernia's mossy shore;

(1) Shakspeare, *Macbeth*, act. II, sc. IV.

The green-clad Isla, too, shall sink,
While, with the great and good,
Columba's happier isle shall rear,
Her towers above the flood (1). »

Cette prophétie avait cours dans toutes les îles du Nord. Huit rois norwégiens, ou plutôt huit vice-rois des Hébrides, quatre rois islandais et un roi de France dont la tradition n'a pas conservé le nom, avaient voulu être placés dans l'île privilégiée à côté des monarques écossais. Le cimetière d'Iona contenait donc les cendres de soixante-un rois et vice-rois, sans compter les dépouilles mortelles de plusieurs chefs des clans des îles ou des montagnes, qui regardaient comme un insigne honneur de placer leur pierre tumulaire à côté des sépulcres des rois.

L'endroit où sont ensevelis ces rois est entouré d'un mur ruiné en partie; cette enceinte est placée au sud de la cathédrale; on l'appelle *Relig Ourain*, ou le reliquaire d'Oran, du nom d'Oran, compagnon de Colum, en l'honneur duquel celui-ci avait fait bâtir une chapelle, qui s'élève encore au milieu du cimetière. Cette chapelle, le premier monument que Colum construisit dans l'île, au dire des légendes, est assez bien conservée. Elle renferme plusieurs tombes, dont quelques-unes sont de curieux monumens de la domination des Norwégiens dans les Hébrides. Sur l'une d'elles est gravé un navire pareil à celui qu'on voit dans les armes des rois norwégiens de l'île de Man. Près de la tombe norwégienne se dresse la pierre sépulcrale de Mac-Donald de Ilay et de Cantire, chef du nom, l'ami de Robert Bruce, et qui combattit avec lui à Bannockburn.

« Hic jacet corpus augusti filii, augusti domini Mc. Domhnill de Ilay. »

Telle est l'épitaphe du guerrier. Dans la même chapelle est placé le tombeau du fameux *Allan-a-Sop*, Allan de la Paille, ce bâtard de Mac-Lean de Duart dont Walter Scott nous a raconté l'intéressante histoire. Sur cette tombe est encore ciselée l'empreinte d'un vaisseau, sans doute parce que Allan de la Paille avait aussi commencé par être pirate ou roi de la mer.

Plusieurs chefs des diverses branches des Mac-Leans reposent aussi dans la chapelle d'Oran: Mac-Lean de Coll, armé de pied en cap et tenant une épée de la main gauche; Mac-Lean de Duart, couvert d'une cuirasse, un bouclier à ses pieds et une épée de chaque main; Mac-Lean de Lochast-buy,

(1) Sept ans avant ce jour funeste,
Où tout, jusqu'au temps, doit finir,
Un déluge doit engloutir
L'Hibernie à la rive agreste,
Et les vertes plaines d'Isla;
Tandis que l'île sainte où vécut Columba,
Par un miracle préservée,
Dominera les flots de sa tour élevée.

une épée d'une main et un pistolet de l'autre. Tous ces guerriers sont rangés côte à côte à l'entrée du monument. Ces grands chefs de Mull et des îles voisines, dont l'existence fut si turbulente, armés comme de leur vivant, dorment là du même sommeil. Une inscription à demi effacée, tel est le seul souvenir qu'ils aient laissé de leur puissance.

Ces tombes et celles de quelques abbés sont à peu près les seules qui soient restées intactes. Nous cherchâmes vainement les sépulcres des rois; il n'en reste aucun vestige. Les débris des chapelles où on les avait placés, et qui, moins solides que la chapelle de Saint-Oran, ont été renversées de fond en comble, les recouvrent entièrement. Ces chapelles étaient au nombre de trois, et on distingue à trois monceaux de ruines la place qu'elles occupaient autour de celle d'Oran. On les appelait *Jomaire-nan-righ*, ou les tombeaux des rois. La plus considérable, fondée, dit-on, par Fergus II, portait pour inscription : *Tumulus regum Scotiæ*, et renfermait les restes des quarante-huit rois écossais; dans la seconde reposaient les huit rois norwégiens, et, dans la troisième, les quatre rois islandais.

Il faut croire sur parole ce qu'on rapporte du nombre de ces tombes et des qualités des personnages qui y étaient ensevelis, car il est impossible de découvrir au milieu de ces ruines une seule inscription qui donne à ce sujet aucune lumière. Un antiquaire que le duc d'Argyle autoriserait à fouiller ces débris, ferait sans nul doute, dans le reliquaire d'Oran, des découvertes d'un grand intérêt sur les premières époques de l'histoire d'Écosse et sur la dynastie des fils d'Alpin. La chapelle de Saint-Oran et les trois chapelles royales sont entourées d'une multitude de pierres tumulaires de toutes les grosseurs et de toutes les tailles, mais dont on a peine à distinguer les formes à travers l'épaisse enveloppe de mousse, de graminées et de plantes saxatiles qui les recouvre. Pour découvrir et déchiffrer une seule inscription, il faudrait un jour de travail. On en a cependant recueilli un grand nombre en caractères galliques, islandais ou saxons. Le nombre de ces inscriptions recueillies était de trois cents environ en 1688. Elles furent données au duc d'Argyle, et perdues, à ce qu'on assure, lors des désastres qui frappèrent cette puissante famille.

A soixante-dix pas de la chapelle d'Oran, un morceau de granit rouge s'élève au milieu des ronces et des gramen. C'est, à ce que l'on assure, le tombeau du roi de France qui a été enterré à Iona. Quel était le nom de ce roi? Quand fut-il enterré dans cette enceinte? La pierre ne le dit pas, car ce morceau de granit est brut et n'a jamais porté d'inscription; on le prendrait pour un peulven celtique plutôt que pour le tombeau d'un roi.

L'enceinte funèbre de *Relig Ourain* était un asile inviolable; mais cependant ce droit d'asile n'était pas absolu, et les règles auxquelles il était soumis étaient en quelque sorte restrictives de l'abus. Le dialogue suivant peut nous en donner la preuve.

Une nuit, un Mac-Lean se présente à la porte de l'asile, tout couvert de sang; des cavaliers le poursuivent.

— Pour l'amour de Dieu ! s'écrie-t-il, ouvrez à celui qui vient chercher asile dans la maison de Dieu!

— Confesses-tu que tu as grièvement péché?

— Je le confesse.

— Te repens-tu?

— Je me repens.

— Fais-tu serment de donner satisfaction au roi suivant la loi du pays?

— J'en fais le serment.

Dans ce moment on entend le galop des cavaliers; le garde de l'asile entr'ouvre la porte.

— Si tu as dérobé le bien d'autrui, tu vas jurer, avant d'entrer dans l'asile consacré, de ne plus commettre de vol.

— Jamais je n'ai dérobé le bien d'autrui et je jure de ne jamais commettre de vol.

— Si tu t'es rendu coupable de meurtre, tu vas jurer, avant d'entrer, de ne plus tuer.

Le fugitif reste muet, et cependant le bruit d'armes et de chevaux se rapproche.

— Jures-tu de ne plus commettre de meurtre?

— Je le jurerais si l'un des deux assassins de mon père n'était encore en vie. Je viens de tuer l'un, je tuerai l'autre.

Et le Mac-Lean s'enfuit, aimant mieux courir le risque d'être massacré par ceux qui le poursuivent que de renoncer à sa vengeance.

Si l'on avait forcé l'asile sans s'être préalablement soumis aux règles d'admission établies, et si sur la sommation du gardien on refusait d'en sortir, on était banni à perpétuité comme assassin, et les biens du réfugié étaient confisqués.

Les divers édifices d'Iona sont, comme on vient de le voir, dans un état complet de dégradation. Pendant les deux derniers siècles on les avait en quelque sorte oubliés; rarement quelques curieux visitaient ces ruines dont la destruction s'avançait rapidement, car la main de l'homme aidait au travail des années; les habitans d'Iona se servaient, en effet, de la cathédrale et des chapelles comme d'étables pour leurs bestiaux. Avaient-ils besoin d'une poutre ou d'une pierre pour construire leur chaumière, ils venaient les arracher aux toits ou aux murailles des vieux édifices. Au bout d'un petit nombre d'années, il ne fût rien resté de ces curieux monumens; mais le dernier duc d'Argyle, mieux inspiré que ses prédécesseurs, a mis un terme à ces dégradations; il a fait vider les chapelles, nettoyer en partie le pavé des immondices qui le recouvraient; enfin il a fait élever, autour de l'ensemble des ruines, un mur et des barrières qui n'empêchent pas les curieux de les visiter, mais que du moins les bestiaux ne peuvent franchir.

En avant de ce mur, du côté du sud-ouest, on aperçoit une double muraille qui se prolongeait autrefois parallèlement du côté de la mer. Cette construction s'appelle aujourd'hui *Dorus tragh*, la porte du rivage. Des anti-

quaires prétendent que ce sont là les restes d'une galerie couverte qui s'étendait du couvent à la mer.

Notre pélerinage au couvent achevé, nous retournâmes à Threld en traversant une jolie plaine. Après les courses que nous avions faites les jours précédens, au milieu des collines stériles de l'île de Mull, nous ne pouvions nous lasser d'admirer la fécondité et la riche culture de cette partie de l'île sainte. Cette plaine nourrit la population d'Iona. Cette population, nombreuse pour le peu d'étendue de l'ile, n'en exporte pas moins, chaque année, dans les îles voisines, des bestiaux et des grains.

La journée était avancée quand nous arrivâmes à Threld. Sir James nous avait fait préparer une splendide collation. La moitié d'un mouton bouilli, des poissons de diverses espèces, et d'excellentes pommes de terre de son jardin, en faisaient les frais. La nuit nous surprit comme nous étions encore à table faisant les dernières libations de wiskey et de vins d'Espagne; nous la passâmes dans d'excellens lits dont la paille composait les matelas, les lits de plume et la couverture. Le lendemain, de grand matin, sir James nous éveilla en nous apprenant une bonne nouvelle. Un bateau du port de Tarbet dans l'île de Jura venait chercher à Iona le fils d'un fermier de Jura et sa *macalive*. Ce bateau était à l'ancre à deux portées de fusil de l'île dans le détroit qui la sépare de Mull, et il devait retourner à Tarbet dans la journée. Le patron proposait de nous prendre à bord comme passagers. Nous fîmes aussitôt nos conditions avec lui, et pendant que l'habitant de Jura embarquait sa *macalive*, nous déjeunâmes avec le reste du mouton de la veille, que sir James, véritable Anglais, accompagna de *muffins*, de groseilles noires et d'un nombre incalculable de tasses de thé. Tout en déjeunant, sir James nous raccontait ce que c'était que cette macalive qui occupait toute l'île et qui nous intriguait quelque peu. Voici le résumé de ses explications. La macalive est une sorte de bail d'éducation, bail fort singulier du reste. Un laird, par exemple, envoie un de ses fils à un de ses tenanciers, souvent même à un ami ou parent éloigné, à la charge de le nourrir et de l'élever. A cet effet, en même temps que ce fils, il expédie, à l'homme qu'il a jugé digne de sa confiance, un certain nombre de vaches auxquelles le nourricier est tenu d'en joindre un nombre égal pour former un troupeau. Le laird, pour la pâture de ces bestiaux, cède à son tenancier une certaine étendue de terre, et pendant tout le temps que dure l'éducation de l'enfant, le nourricier et lui se partagent le produit des vaches. Si par hasard ce produit était insignifiant, qu'il fût par exemple d'un seul veau, il appartiendrait à l'enfant. Quand au bout de six ans le nourrisson quitte son père adoptif et retourne dans sa famille, il emmène avec lui toutes les vaches et la moitié des élèves; ce troupeau est considéré comme sa dot et s'appelle *la macalive*. Ce bail, à la première vue, paraît moins productif qu'honorifique pour le nourricier, il lui est cependant fort avantageux. Supposons, en effet, que le nourricier ait fourni huit vaches et son pupille un même nombre; le nourricier, en échange, a reçu sans

aucune redevance des pâturages pour seize vaches pendant six ans; la moitié des veaux de ces seize vaches et tout leur lait lui appartiennent. Il est facile de voir que les huit vaches qu'il abandonne sont loin d'égaler la valeur de la moitié des veaux, du lait et de la terre dont il a joui gratuitement.

Cette fois la macalive se composait d'abord d'un grand rustre de dix-huit ans (le pupille), et ensuite de trois vaches et de deux veaux (la dot) qu'on eut toutes les peines à hisser à bord de la barque avec de forts câbles, et qu'on déposa sur un lit de paille, à fond de cale, les quatre pattes solidement réunies. Les trois vaches beuglaient d'une manière lamentable, mais les veaux avaient l'air de résignation douloureuse familière à ces pauvres animaux.

La saison nous favorisait; la mer était belle, le vent soufflait du large et nous poussait rapidement vers les côtes de l'Écosse. Les *pays of Jura* vers lesquels nous nous dirigions, grandissaient et s'allongeaient à vue d'œil; le jeune homme à la macalive vint vers nous, et nous adressant la parole dans une sorte de patois hébridien, qui nous donnait une assez médiocre idée de l'éducation qu'il avait pu recevoir dans *Hy-Colum-Kill*, ce berceau des sciences en Écosse, qui aujourd'hui n'a pas même une école : « Nous arriverons de bonne heure à Tarbet, nous dit-il; voici une belle journée, et un steamer ne marcherait pas plus vite que notre barque.— Vous croyez ? — J'en suis certain, car un steamer n'a que ses machines pour l'aider, et nous avons à bord ce qui vaut mieux dans une navigation que toutes les machines d'un steamer. — Un bon vent ? — Non. — Le flux qui nous porte vers la côte ? — Nullement. — Un bon pilote ? dit le patron de la barque en se redressant. — Ce n'est pas encore cela. — Alors que voulez-vous dire, je ne puis deviner ? » Le jeune homme tira un petit morceau de marbre gris de sa poche, et me le montrant sans pourtant s'en dessaisir : « Voici, me dit-il, ce qui vaut mieux que toutes les machines, tous les pilotes et les meilleurs vents réunis; c'est un morceau de l'autel de Colum-Kill... » Et ce disant, il se signa avec le morceau de marbre qu'il remit soigneusement dans sa poche. Notre vieux patron de barque, qui avait fait quatre voyages à Calcutta, et qui chaque été allait pêcher la baleine sur les côtes du Groënland, hocha la tête d'un air significatif, en entendant la singulière confidence du jeune homme. « Tout à l'heure, quand nous allons entrer dans le Whirlpool de Corryvrekan, si nous prenions plus à droite qu'à gauche, je voudrais bien voir si son caillou l'empêcherait de servir de déjeuner aux loups et aux chats de mer, nous disait-il en haussant les épaules. Tenez, quoique le vent porte d'un autre côté, et que nous en soyons encore à plus de six milles, entendez-vous Corryvrekan qui rugit ? » En effet, un grand bruit de mer, comme le grondement de la tempête entendue du rivage, à distance, retentissait dans l'éloignement. « Qu'est-ce donc que ce Corryvrekan? demandai-je au pilote avec un air d'inquiétude qui parut lui plaire. — Corryvrekan, me répondit-il, c'est un gouffre situé entre les îles de Jura et de Scarba, un gouffre sans fond qui a déjà avalé plus de barques

et de navires qu'il n'y a de mouettes sur le roc de Saint-Kilda. Quand la mer est haute, ses vagues tournoient, se soulèvent, bondissent et décrivent toutes sortes d'évolutions terribles autour des rocs qui servent de soupiraux au gouffre. Tout à l'heure, quand nous allons arriver au Corryvrekan, si, comme je le crains, la marée est trop forte, nous serons obligés de faire le tour de l'île de Scarba, plutôt que de passer par ce terrible couloir, car, malgré la pierre du jeune homme, notre barque et tout son équipage seraient bientôt engloutis. »

Une heure après ce dialogue, notre barque se présentait à l'entrée du whirlpool de Corryvrekan. La mer s'y engouffrait avec fureur; ses vagues s'élevaient à une hauteur énorme, retombaient avec fracas, et faisaient jaillir au loin des masses d'écume et des nuages de brouillard; le patron regarda avec inquiétude en avant de la barque, se saisit du gouvernail, vira de bord, et nous fîmes un demi-tour du côté de l'est, longeant le terrible *whirlpool* auquel *Vrekan*, le pirate norwégien, qui s'y perdit, a laissé son nom. Justement, au moment où nous tournions le dos au gouffre, un beau bâtiment à vapeur de Glasgow, qui revenait de l'île de Skye, s'y engageait sans hésiter, luttant victorieusement contre la furie des vagues et se perdant dans le nuage d'écume et de vapeur qui s'élevait du fond du gouffre. « Nous sommes arrivés trop tard, dit le patron; la marée est haute, et mieux vaut faire une quinzaine de milles de plus par une jolie mer que de courir le risque de descendre dans le whirlpool. Qu'en dites-vous? ajouta-t-il en s'adressant à notre crédule compagnon qui, tout à l'heure, au moment d'entrer dans le détroit, était fort pâle et paraissait avoir perdu un peu de sa confiance dans la puissance de son talisman. — Saint Columba nous eût tirés d'affaire, dit l'insulaire en levant les yeux et en regardant dévotement autour de lui pour être bien assuré que nous tournions toujours le dos au gouffre. — Si je prenais le camarade au mot et si je lui faisais courir quelques bordées à l'entrée du Corryvrekan, il aurait bientôt changé d'avis, murmura le patron en levant les épaules de pitié; mais nous n'avons pas de temps à perdre, car c'est une dure promenade que le tour de l'île de Scarba, et il ne faudrait pas trouver le reflux de l'autre côté de Corryvrekan. » La mer, en effet, était fort agitée autour de l'île de Scarba, mais surtout dans le détroit qui sépare cette île des îlots de Lunga. Néanmoins, après trois heures d'une pénible navigation, nous avions passé sous le vent du Corryvrekan, et nous naviguions paisiblement dans le sound de Jura. La journée était avancée quand nous débarquâmes dans cette île, au port de Tarbet.

Jura n'est qu'un énorme rocher de trente milles de longueur sur cinq à six milles au plus de largeur. La chaîne rocailleuse qui forme le corps de l'île est surmontée de deux monstrueux pitons qu'on appelle les *paps of Jura*. Du côté de l'ouest et du sud, le rocher se relève et se découpe en longues falaises qui pendent sur la mer; du côté de l'est et du nord, les pentes s'abaissent insensiblement, et une plaine étroite s'étend entre la mer et les derniers

gradins des montagnes. Cette plaine qui, du nord au sud, occupe un espace d'une vingtaine de milles, est la seule partie de l'île qui soit cultivée. La partie montagneuse de Jura est remplie de troupeaux de chèvres, de bétail noir, et abonde en gibier de toute espèce; mais les rocs dont l'île se compose sont coupés de tant de crevasses et de ravins, et sont si confusément entassés l'un sur l'autre, que la chasse y est très difficile. Le steamer qui devait nous ramener à Glasgow ne passait devant Tarbet que le lendemain : nous profitâmes donc du reste de la journée pour visiter l'île. Nous avions pour monture ces petits chevaux du pays qui courent comme les chèvres au milieu des rochers. Nous nous dirigeâmes d'abord vers le hameau de pêcheurs de Lagg, et puis nous nous aventurâmes au hasard dans la campagne. Sur la plupart des collines et des rocs du voisinage, nous voyions de ces petits enclos en pierres sèches appelés *duns* dans les Highlands, et nombre de châteaux ruinés; ces châteaux, construits tous sur un même plan, n'étaient réellement que des habitations de guerre; une fois les clans désarmés et la paix établie dans les îles *de par la loi*, ces habitations incommodes furent successivement désertées par les lairds, qui aujourd'hui logent tous sans exception dans de jolies maisons bien distribuées, qu'ils ont bâties dans la plaine au pied du rocher au haut duquel s'élevait le château. Bien des causes se réunissaient pour rendre ces châteaux inhabitables. Ils étaient suspendus en quelque sorte à de hautes pointes de rochers, au sommet de monts qu'il fallait péniblement gravir. Comme les matériaux ne pouvaient que difficilement se transporter à ces hauteurs, on les avait ménagés. La plupart de ces châteaux ne se composaient donc que d'une tour massive à laquelle étaient accolées une ou deux tours plus petites. La tour principale était divisée en trois étages au plus; ses murs avaient dix pieds d'épaisseur à leur base et à peu près cinq pieds d'épaisseur vers le sommet. Des fenêtres étroites étaient percées dans ces lourdes murailles. Un escalier en colimaçon conduisait d'un étage à l'autre; le haut de la tour était recouvert d'un toit en pierres en forme de toit de pigeonnier; des créneaux et quelquefois, dans les constructions plus considérables, d'étroits machicoulis couronnaient ces tours; ces machicoulis servaient à donner passage aux poutres ferrées, au plomb fondu ou à l'huile bouillante que la garnison jetait sur les assaillans au moment de l'assaut. Ils dominaient d'ordinaire la porte et les ponts-levis, car l'assaut se donnait toujours de ce côté, les fenêtres étant trop étroites pour donner passage au corps d'un homme, et les créneaux trop élevés pour que des échelles pussent y atteindre. L'escalier, construit en pierres, afin qu'on ne pût y mettre le feu, était placé dans l'un des coins de la grosse tour. La garnison occupait le dernier étage et le rez-de-chaussée de ces édifices. La famille du laird se tenait dans l'étage du milieu que défendait un double mur; ces demeures étaient donc sombres, étroites, et on ne peut plus incommodes. Un grand puits, des caves creusées dans le rocher, et au fond de ces caves un cachot, telles étaient les dépendances de ces châteaux. Une trappe donnait entrée dans le cachot au fond duquel on

descendait le prisonnier par une échelle ou avec une corde, de façon à ce qu'une fois la corde et l'échelle retirées, il fût impossible d'en sortir.

Ces châteaux, mais surtout ces cachots, ont été le théâtre de tragiques aventures, que les insulaires vous racontent avec le tour d'esprit poétique qui leur est propre. A les en croire, chacune de ces prisons souterraines aurait été le théâtre de scènes plus lamentables et plus sinistres que les *plombs* et le fameux *pont des soupirs* à Venise. Ces récits rempliraient des volumes. Voici l'un de ceux qui nous a paru faire à la fois le mieux connaître les mœurs sauvages des anciens habitans de ces îles et présenter le plus d'intérêt.

Le lord Mac-Donald des îles, n'ayant pas eu d'enfans mâles, avait déclaré son héritier Hugh Mac-Donald, son neveu. Ce jeune homme, se voyant si près du pouvoir suprême, ne put résister à la tentation d'en jouir sur-le-champ. Il résolut donc de se défaire de son oncle, qui ne succombait pas assez vite, à son gré, sous le poids de l'âge et des infirmités. A force de séductions et de promesses, Hugh Mac-Donald parvint à faire entrer, dans un complot contre la vie du vieillard, plusieurs seigneurs du voisinage. Comme ceux-ci ne se fiaient pas aux seules promesses de ce neveu dénaturé, ils lui firent signer le traité de partage des dépouilles du lord, et apposèrent eux-mêmes leurs signatures au bas de cette pièce qui fut remise entre les mains du laird de Mac-Leod, le plus considérable d'entre eux. Le jour fut fixé pour l'exécution du complot, et tous les conjurés se tinrent prêts à agir au signal que leur chef devait leur donner.

Il arriva sur ces entrefaites que Mac-Leod, ayant vendu des bestiaux à un marchand de l'île de Skye, reçut en paiement de ces bestiaux un billet qu'il serra dans la même cachette que le traité. A quelque temps de là, le marchand, venant acquitter sa dette, redemanda son billet, et Mac-Leod qui, comme la plupart des seigneurs écossais de ce temps, ne savait pas lire, au lieu de ce billet, remit au marchand le traité signé par les conjurés. Le marchand, après avoir pris connaissance de cet écrit, estimant qu'il lui serait plus profitable que son billet, le serra soigneusement et le porta sur-le-champ au lord des îles, qui ne manqua pas, en effet, de lui donner une bonne récompense. La colère du vieux lord, quand il eut acquis cette irrécusable preuve de l'ingratitude de son neveu, fut portée au comble; mais il fit un noble effort sur lui-même pour la surmonter, et, maître d'un premier mouvement, il résolut de se venger de la seule façon qui fût digne de lui. Il recommanda le secret au marchand, et il invita à un grand repas qu'il donnait à ses vassaux Hugh Mac-Donald et ses complices. Ceux-ci s'étant rendus à son invitation, il eut soin de placer à table chacun d'eux entre des hommes sur la fidélité desquels il pouvait compter. Le repas se passa comme tous les festins de l'époque, c'est-à-dire qu'on couvrit la table d'énormes quartiers de bœufs, de daims ou de cerfs, et d'une infinité d'oiseaux de terre et de mer rôtis et de poissons bouillis ou grillés. A la fin du repas, on servit les vins, toujours abondans dans ces îles, qui font leurs vendanges pendant les tempêtes, quand un navire d'Espagne ou de France vient se briser sur leurs côtes inhospita-

lières. Lorsque les coupes furent remplies, Hugh Mac-Donald se leva, et, approchant de ses lèvres sa tasse d'argent pleine de vin d'Espagne :

« A Mac-Donald, lord des îles, honneur, prospérité et longue vie!..... dit le jeune homme en se tournant du côté de son oncle; mais celui-ci, interrompant le toast et redressant sa tête blanche d'une façon terrible :

— Mon neveu se trompe : c'est une mort prompte et non pas une longue vie qu'il me souhaite, » s'écria-t-il d'une voix irritée.

Hugh Mac-Donal, pâle et atterré, essayait de balbutier une réponse.

« Oui, tu viens de mentir, reprit son oncle avec un calme plus effrayant que ne l'était sa colère; je sais que tu souhaites ma mort et que tu as résolu de la hâter!

— Quel est l'infame qui peut avoir porté contre moi cette horrible accusation?

— Cet infâme, c'est toi-même! »

Et le vieillard, tirant de son sein le traité que jusqu'alors il avait tenu caché :

« La preuve, la voici, lui dit-il; tiens, lis, ajouta-t-il en lui passant le traité..... Et vous, lairds de Mac-Neil, de Duart et de Mac-Leod, lisez comme lui!.. »

Le chef des conjurés et ses complices, interpelés d'une si brusque façon et se voyant découverts, restaient muets et consternés, s'attendant tous au dernier supplice. Mais le vieux lord, reprenant la parole :

« Je devrais faire subir à chacun de vous le sort que vous m'aviez destiné, leur dit-il, mais j'aime mieux voir en vous des hommes faibles, séduits par un déloyal et un ingrat, que des coupables endurcis. Je veux donc vous faire grace, je veux même pardonner au plus coupable d'entre vous, à mon neveu Hugh Mac-Donald; sa grande jeunesse et son inexpérience ont pu seules le porter à commettre une action si criminelle; j'aime à le croire. Je lui pardonne donc aussi, laissant à sa conscience le soin de le punir; mais si, au lieu de se repentir, il persistait dans ses coupables desseins, écoutez le serment que je fais devant vous; je jure par tous les saints du paradis, je jure de lui faire subir un supplice tel qu'on s'en souviendra long-temps après nous dans les îles! »

Mac-Donald, se levant de table, fit ensuite prêter à tous ceux qu'il venait d'amnistier un nouveau serment de fidélité et les congédia. Mac-Leod et ses compagnons furent touchés de la générosité du vieux seigneur, et cessèrent de comploter sa mort; mais son neveu, dont l'ame était moins noble, loin d'être désarmé par la bonté de son oncle, prit sa longanimité pour de la faiblesse, et, regardant comme de vaines menaces l'avertissement terrible qu'il venait de lui donner, il ourdit contre lui de nouvelles trames. Cette fois, ne trouvant plus de gentilshommes pour le seconder dans ses odieux projets, Hugh Mac-Donald donna sa confiance à des assassins de bas étage; mais, comme il ne voulait pas leur payer d'avance une partie de la somme qu'il leur avait promise pour prix du meurtre, ceux-ci le vendirent au lord des îles.

Le vieux seigneur, ayant acquis la preuve certaine de cette nouvelle trahison de son neveu, le fit saisir par ses hommes d'armes, et, refusant de le recevoir et de l'entendre, il leur donna ordre de le précipiter dans la prison du château. Quand on l'eut déposé sur la pierre, on retira l'échelle, on laissa retomber la trappe, et, pendant trois jours et trois nuits, on le laissa sans alimens. Le malheureux, succombant aux angoisses de la faim, demandait à grands cris des vivres ou la mort, quand tout à coup la pierre qui fermait la voûte du caveau se leva, et un énorme morceau de bœuf salé fut jeté au prisonnier qui s'en saisit avec avidité et le dévora. Sa faim n'était pas encore apaisée, quand Hugh Mac-Donald se sentit consumé d'une soif ardente. « De l'eau! de l'eau! cria-t-il avec instance, de l'eau, une seule goutte d'eau! toute ma vie pour une goutte d'eau! » Long-temps ses cris se perdirent dans la nuit et restèrent sans réponse; déjà le prisonnier, s'abandonnant au désespoir, essayait par mille moyens de tempérer l'ardeur qui le dévorait, léchant les murailles visqueuses et les dalles humides de sa prison, quand tout à coup la trappe se soulève de nouveau, et un grand vase est descendu. Le malheureux le soulève avec transport et le porte à ses lèvres... Le vase était vide! Alors la lumière se retire, la pierre retombe, et Hugh Mac-Donald comprend toute l'horrible vérité des menaces de son oncle. Il était condamné à mourir de soif. Combien de temps dura son supplice? Nul ne le sait.

On voit encore sur la terre humide, au fond de ces noirs caveaux, des débris de chaînes et les ossemens des malheureux qui succombèrent sans doute dans des supplices du même genre; parmi ces captifs, il y en avait auxquels on scellait un pied ou une main dans l'épaisseur de la muraille, et qu'on laissait mourir de gêne et d'épuisement, dans la position où ils se trouvaient. D'autres étaient liés deux à deux et s'entre-dévoraient dans les ténèbres; d'autres, renfermés dans des cages de fer, ne pouvaient ni se coucher, ni s'asseoir, ni se tenir debout. Tout ce que l'imagination des hommes peut introduire dans les supplices de raffinemens cruels, fut tour à tour épuisé par chacun des maîtres de ces châteaux.

Ces chefs hébridiens, aux mœurs rudes et quelquefois féroces, ne manquaient pas cependant de la générosité familière aux peuples barbares. Sur les murailles d'un de ces vieux châteaux qu'habitent aujourd'hui la belette et le hibou, et qui autrefois appartint aux Mac-Leans, on lit l'inscription suivante, à demi effacée par le temps :

« Qu'un homme du clan des Mac-Lonish vienne frapper à la porte de ce château, et fût-il minuit, eût-il à la main une tête humaine, la porte s'ouvrira, et le Mac-Lonish trouvera asile et protection contre tous, le roi excepté. »

Voici à quelle occasion cette inscription fut placée sur ces murailles. Le laird de Mac-Lean, fils de ce Jean Gerves, dit le géant, dont nous avons raconté précédemment l'histoire, avait obtenu de Jacques II la propriété des terres de Lochiel confisquées pour crime de haute trahison. Mac-Lean résolut de faire valoir ses nouveaux droits; il rassembla tous les hommes de son clan capables de porter les armes, et, comme il prévoyait que la résistance serait

vive, peut-être longue, et qu'il ne voulait pas laisser sa femme seule dans son château, il l'emmena dans son expédition. Les barques qui portaient sa petite troupe prirent terre au fond du Linnhe-Loch au pied du Ben-Nevis, à l'endroit même où, depuis, le fort William a été construit. Les soldats de Mac-Lean opérèrent leur descente sur les terres de Lochiel sans rencontrer la moindre résistance; Lochiel cependant était bien décidé à ne pas abandonner ses domaines confisqués sans en faire payer cher l'acquisition à Mac-Lean : il avait donc assigné aux divers clans dont il était le chef l'extrémité du Loch-Ness pour rendez-vous, et, sur tous les points de la côte où il supposait que les Mac-Leans débarqueraient, il avait placé d'actives sentinelles chargées d'observer l'ennemi.

A peine les sentinelles placées au bord du Loch-Linnhe eurent-elles vu débarquer les gens de Mac-Lean que, s'enfuyant de toute leur vitesse, elles prirent le chemin des montagnes pour donner à leurs compagnons le signal de la guerre. Ce signal se donnait de la manière suivante : les soldats, placés en sentinelle, tenaient à la main un bâton brûlé à l'un de ses bouts et trempé dans le sang à l'autre bout. Ce bâton, chacun d'eux le remettait au premier homme du clan menacé qu'il rencontrait dans sa course; celui-ci devait courir, le bâton en main, jusqu'à la capitale de ce clan, à moins qu'en chemin il ne rencontrât un autre des membres de la même tribu qui prît le bâton et courût à son tour. Ce signal, transmis de mains en mains, arrivait avec une étonnante vitesse dans chaque village de chaque vallée. A sa vue, chacun des hommes en état de manier la claymore était tenu de s'armer et de se rendre à l'endroit désigné comme lieu de rassemblement en cas de guerre ou d'invasion. L'apparition du bâton contenait, en effet, un avis et une menace. C'était une façon de dire à chaque montagnard : L'ennemi est là! tout homme qui refusera de le combattre verra sa maison brûlée et son sang répandu.

Les Camérons de Lochiel étaient tous des gens dévoués à leur seigneur et n'avaient pas besoin de cette menace pour se rendre à leur poste; aussi Mac-Lean, en s'avançant dans l'intérieur des terres, eut-il bientôt à combattre toute la population de la contrée. Il fit bonne contenance cependant. Il poussa jusqu'aux rives du Loch-Ness où il savait que Lochiel l'attendait avec le gros de son armée; il espérait le vaincre et avoir ensuite bon marché de ces clans dispersés. Le combat s'engagea sur l'emplacement même du fort Auguste. Les Mac-Leans durent céder au nombre; Lochiel fut vainqueur, et ses mesures étaient si bien prises, que pas un seul homme du clan des Mac-Leans ne s'échappa : chefs et soldats, tout fut tué.

La femme de Mac-Lean tomba au pouvoir du vainqueur; comme elle était enceinte, on épargna sa vie, et Lochiel la confia à Mac-Lonish, chef d'une tribu alliée des Camérons. Lochiel, comptant sur son dévouement, lui recommanda de la manière la plus formelle, et en accompagnant sa recommandation de terribles menaces, de mettre à mort l'enfant dont lady Mac-Lean accoucherait, si cet enfant était du sexe masculin; si cet enfant était une fille, il pourrait lui laisser la vie.

Lady Mac-Lean mit au monde un enfant mâle.

Heureusement pour la pauvre mère et le nouveau-né, la femme de Mac-Lonish, qui s'était liée d'amitié avec la veuve de Mac-Lean, accoucha d'une fille le même jour que celle-ci accouchait d'un garçon; le dévouement de Mac-Lonish à Lochiel son chef n'avait pas éteint chez lui tout sentiment d'humanité: il écouta les prières des deux femmes, et, se prêtant à une généreuse supercherie, il substitua sa fille au fils de lady Mac-Lean, dont sa femme fut censée être la mère.

L'héritier de Mac-Lean, sauvé de cette façon, recouvra dans la suite les domaines de ses pères; ce fut pour reconnaître la généreuse pitié de Mac-Lonish qu'il fit de son château un lieu de refuge pour tous les Mac-Lonish, contractant, en outre, l'engagement de nourrir, d'élever et de protéger l'héritier direct de cette famille jusqu'à sa majorité, comme il avait été élevé, nourri et protégé par leur père.

Dans la suite, ce droit d'asile fut plus d'une fois invoqué, et toujours accordé avec empressement; la dernière demande de protection réclamée par un Mac-Lonish date de 1743. Elle fut faite par un homme du clan des Mac-Lonish qui s'appelait Owen Caméron, et que Lochiel, son seigneur, poursuivait comme complice du meurtre de Mac-Martin. Le laird de Mac-Lean brava les menaces et la colère de Lochiel, et donna asile au meurtrier. De nos jours, le droit d'asile n'existe plus; les lois nouvelles l'ont supprimé; mais la partie de l'engagement des lairds de Mac-Lean, qui n'est pas contraire à ces lois, est toujours religieusement exécutée, et, par une réciprocité touchante, le laird de Coll, héritier des Mac-Leans, élève toujours dans sa maison comme un de ses propres enfans l'héritier des Mac-Lonish.

Avant que nous fussions de retour à Tarbet, la nuit était devenue profonde; les histoires de meurtres et de supplices que nous racontaient nos compagnons nous remplissaient de pensées tristes; les élémens d'ailleurs s'étaient mis à l'unisson de ces lugubres souvenirs, le vent soufflait avec fureur entre les rochers, et le ciel versait les torrens d'une pluie glaciale. Quand le sentier que nous suivions se rapprochait des plages solitaires de Jura, les mugissemens de la mer nous assourdissaient, et ses vagues lourdes et phosphorescentes, se déroulant avec fracas sur les grèves rocailleuses, venaient bondir aux pieds de nos chevaux, et les couvraient de leur écume.

L'hospitalité de notre hôte de Tarbet, à laquelle le *comfort* n'était plus étranger, nous tira de nos idées sombres, et nous fit oublier nos fatigues. Quoi de plus réjouissant en effet qu'un excellent souper, servi au coin d'un bon feu, à quelques pas d'un bon lit, surtout après nos repas sur les rochers de Mull et nos lits de bruyère d'Iona!

Le lendemain, au point du jour, nous montions à bord de *l'Aigle*, beau *steamer* qui revenait de Long-Island et qui se rendait à Glasgow.

FRÉDÉRIC MERCEY.

NAVIGATION A LA VAPEUR.

PROGRÈS ET ÉTAT PRÉSENT DE LA NAVIGATION A VAPEUR, EN ANGLETERRE, EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS.

Vers la fin de l'été de 1807, quelques habitans d'Albany, arrêtés sur les bords de l'Hudson, se divertissaient fort à regarder, non sans échanger entre eux maintes réflexions moqueuses sur l'objet de leur passe-temps, une embarcation dépourvue de voiles et de rames, mais munie d'un long cylindre vertical d'où s'échappaient bruyamment des flots de fumée, et garnie sur ses flancs d'un système de roues à palettes assez semblables à celles d'un moulin. C'était tout simplement Fulton, qui, mettant en pratique les enseignemens de ses devanciers, faisait dans le Nouveau-Monde l'essai de la machine à vapeur appliquée à la navigation. Si l'on eût dit aux bourgeois d'Albany que, trente ans plus tard, ce disgracieux esquif, devenu un immense navire de 1,600 tonneaux, leur apporterait, en douze ou quatorze jours, des journaux datés de Bristol ou de Liverpool, assurément ils auraient haussé les épaules, et souri, pour toute réponse, au rêveur qui leur eût fait cette belle prédiction.

Telle est la marche de notre siècle : à une nouveauté en succède une autre; la surprise du jour efface celle de la veille. Et toutefois, il ne faudrait pas trop rire des rieurs de l'Hudson; car que de bons et grands esprits se sont laissés prendre à ce genre d'incrédulité! On se rappelle les spirituelles plaisanteries qu'inspirait vers la même époque à sir Walter Scott l'idée, fort bizarre alors à ses yeux, de l'éclairage par le gaz; et cela deux années seulement avant que la respectable *Oil-Gaz-Company* vînt solennellement déposer entre les mains de l'illustre romancier converti, le titre d'administrateur de son important établissement.

Mais si d'un côté il est des esprits dont la prudence se refuse à accueillir la possibilité de certains progrès, il en est d'autres qui, par une sorte d'inspi-

ration, n'hésitent pas à annoncer, long-temps avant qu'aucun essai n'ait pu être tenté, des résultats que les imaginations les plus aventureuses, parmi leurs contemporains, repoussent comme des hallucinations de malades, *ægri somnia*, et auxquels cependant l'avenir donne raison. Ainsi en 1788, vingt ans avant que Fulton n'eût construit ses *steamboats*, Fitch, de Philadelphie, déclare qu'un jour la machine à vapeur mettra en communication directe l'ancien et le Nouveau-Monde, et prédit les miraculeux voyages des *Sirius* et des *Great-Western*. On conçoit du reste qu'il en soit ainsi : l'enfantement du fait ne se produit que lorsque la pensée humaine l'a, pendant un temps, élaboré, appelé et énergiquement voulu.

Avant d'entrer dans quelques détails sur les récentes merveilles de la navigation à vapeur, traçons rapidement le tableau de ses progrès, et constatons son état présent dans les pays où elle a été le plus favorisée, c'est-à-dire en Angleterre, aux États-Unis et en France.

On sait que la première application des machines à vapeur à la navigation est, comme tant d'autres inventions, revendiquée par plusieurs peuples. Papin, en France, en 1696; Jonathan-Hull et Patrick Miller, en Angleterre, de 1740 à 1787; plus tard, Fulton dans l'Amérique du Nord, voilà les divers concurrens auxquels on attribue ou entre lesquels on partage la gloire d'avoir dompté les flots à l'aide du plus puissant agent des temps modernes. Quoi qu'il en soit, et sans entrer ici dans ce débat de priorité, reconnaissons seulement que le premier bateau à vapeur qui n'ait pas été rejeté après l'essai, le premier qui ait servi de base à une spéculation industrielle, est celui que Fulton construisit à New-York en 1807, et qui fit le voyage de cette ville à Albany. En Angleterre, le premier bateau à vapeur qu'on y ait vu en activité pour les besoins du commerce et des voyageurs, date de 1812 seulement; il naviguait sur la Clyde et s'appelait *la Comète*. Sa force n'excédait pas trois chevaux. 1813 en vit deux autres s'établir entre Yarmouth et Norwich. Jusqu'en 1821, la force des bateaux à vapeur de l'Angleterre n'avait pas dépassé celle de 80 chevaux. On en compte aujourd'hui sur la Mersey et la Tamise un nombre considérable qui ont la force de 120 chevaux. Ceux qui font le cabotage s'élèvent de 140 à 200 chevaux. Depuis les premiers essais que nous venons de signaler, le nombre des bâtimens à vapeur s'est tellement multiplié dans la Grande-Bretagne, qu'au rapport de M. Porter, du *Board of Trade*, auquel nous empruntons les détails suivans (1), elle en compte aujourd'hui 600, présentant un tonnage de près de 68,000 tonneaux. Ainsi, en vingt-quatre ans, il a été lancé en Angleterre une moyenne annuelle de 25 bateaux à vapeur. Hâtons-nous d'ajouter que les progrès les plus rapides appartiennent aux six dernières années, qui, réunies, donnent à elles seules un total de 306 nouveaux bâtimens.

Voici, au surplus, quels étaient, d'après les documens fournis par le con-

(1) *Progress of the Nation*, vol. II, pag. 46.

trôle de l'Amirauté, et pour chacune des années de 1814 à 1835, le nombre et le tonnage des bâtimens à vapeur appartenant au Royaume-Uni et à ses diverses possessions :

		Bâtimens.		Tonneaux.
1814.	—	2	—	456
1815.	—	10	—	1,633
1816.	—	15	—	2,612
1817.	—	19	—	3,950
1818.	—	27	—	6,441
1819.	—	32	—	6,657
1820.	—	43	—	7,243
1821.	—	69	—	10,534
1822.	—	96	—	13,125
1823.	—	111	—	14,152
1824.	—	126	—	15,739
1825.	—	168	—	20,287
1826.	—	248	—	28,958
1827.	—	275	—	32,490
1828.	—	293	—	32,032
1829.	—	304	—	32,283
1830.	—	315	—	33,444
1831.	—	347	—	37,445
1832.	—	380	—	41,669
1833.	—	415	—	45,017
1834.	—	462	—	50,735
1835.	—	538	—	60,520
1836.	—	600	—	67,969

On voit par ce relevé qu'en six ans, de 1831 à 1836, l'Angleterre a doublé la force de sa navigation à vapeur. On jugera mieux encore de l'accroissement qu'y a pris ce mode de navigation, en comparant, sous le rapport de leur mouvement commercial, les deux époques indiquées ci-dessus.

En 1830, le tonnage des bâtimens à vapeur, à l'entrée et à la sortie, pour les divers ports de la Grande-Bretagne (il ne s'agit ici que des bateaux anglais), était de 2,265,500 tonneaux.

En 1836, ce même tonnage s'élevait à 5,385,000, c'est-à-dire qu'en six ans il s'était accru de près de 140 pour 100.

Sur ce nombre de 5,385,000 tonneaux, le commerce avec l'étranger entrait pour 380,000 seulement; c'était donc près de 5 millions de tonneaux appartenant au commerce intérieur et de cabotage (1).

Si l'on porte la comparaison sur le mouvement de l'un des ports de la Grande-Bretagne, de celui de Londres, par exemple, on a les résultats suivans, pour 1830 et 1835 :

En 1830, il est entré dans le seul port de Londres 361 bâtimens à vapeur (2),

(1) On n'a pas compris dans cette énumération les bâtimens entrés ou sortis sur lest, ou qui, ne portant que des voyageurs, ne sont pas assujétis aux droits de douanes.

(2) Il s'agit ici des *entrées*, lesquelles peuvent être multiples pour le même bâtiment, et non du nombre réel des bâtimens mêmes.

jaugeant 73,634 tonneaux, et en 1835, 1,076 bâtimens du port de 266, 684 tonneaux. C'est-à-dire que, dans l'espace de cinq ans, le nombre des bâtimens reçus dans le port de Londres s'est triplé, et que la force du tonnage s'y est presque quadruplée. Cette marine à la vapeur se répartissait entre le commerce intérieur et le commerce étranger dans la proportion des 2/3 pour le premier, et d'un tiers pour le second.

Mais c'est au Nouveau-Monde surtout qu'il appartenait de s'approprier le plus efficacement cet élément nouveau de communication. Tout entier au développement de leur puissance industrielle et commerciale, alors que le vieux continent, en proie aux douleurs de l'enfantement politique, s'absorbait dans la guerre et les luttes intestines, les États-Unis élevaient au plus haut degré les progrès de la navigation à vapeur. C'était, au reste, le plus grand bienfait que pût départir la Providence aux vingt états épars dans le sein de cette vaste unité nationale. Séparés par d'immenses intervalles, disséminés sur un sol huit fois plus grand que la France, ils devaient s'empresser d'adopter un mode de transport qui réduisait considérablement pour eux le temps et l'espace, et dont leurs nombreux cours d'eau, leurs fleuves et leurs lacs gigantesques favorisaient si bien l'application et les progrès.

D'après l'auteur des *Lettres sur l'Amérique du Nord*, le nombre des bateaux s'élevait, dans toute l'Union, en 1834, à 386, donnant un tonnage de 96,000 tonneaux. Plus des 4/5 de ce nombre se répartissaient ainsi entre les sept principaux états :

New-York en avait	54	du port de	13,233	tonneaux.
La Louisiane....	115	—	46,292	—
L'Ohio..........	62	—	8,047	—
La Pensylvanie..	36	—	5,097	—
L'Alabama......	22	—	3,291	—
Le Maryland....	18	—	5,832	—
Le Tennessée...	17	—	4,083	—

Le reste se partageait entre les treize autres états. Comme on le voit, la plus grande partie des bateaux à vapeur de l'Union appartiennent à l'Ouest, à l'Ouest qui sans cesse reculant, devant les pas de ses hardis pionniers, les limites de la civilisation, incessamment appelle et dévore, et de nouvelles troupes de défricheurs, et de nouvelles masses de produits et de marchandises. Depuis 1835, le nombre des bateaux à vapeur s'est considérablement accru dans toute l'Union : on en compte 400 sur le seul Mississipi, et près de 50 sur le lac Erié. De même qu'en Angleterre, avant 1822, les appareils les plus puissans ne s'élevaient guère, aux États-Unis, au-dessus de 80 chevaux; mais aujourd'hui les grands et somptueux bateaux qui transportent, sur l'Hudson et la Delaware, des populations de 800 voyageurs, sont tous au-dessus de 100 chevaux. La longueur des trajets qu'ont à faire, sur les vastes cours d'eau de l'Amérique du Nord, les bateaux à vapeur, les lar-

ges dimensions qu'on a coutume de leur donner, expliquent comment, en comparant les chiffres portés ci-dessus, les 186 bateaux des États-Unis accusent un tonnage beaucoup plus fort que celui des 600 bâtimens de la Grande-Bretagne.

Quant à la France, si l'on consulte le compte rendu des travaux des ingénieurs des mines, publié en 1837, on voit qu'il existait, en 1835, sur nos fleuves et rivières, 100 bateaux à vapeur. Cinq départemens en employaient à eux seuls la plus grande partie (87 en 1836). Voici comment se distribuaient sur nos principaux fleuves les bateaux qui y avaient leur point de départ :

	1835.		1836.
Sur le Rhône............	21	—	24
Sur la Loire-Inférieure....	13	—	21
Sur la Saône..............	14	—	18
Sur la Gironde...........	18	—	14
Sur la Seine..............	11	—	10

Le rapprochement de ces chiffres montre que, tandis que la Loire gagnait 8 bateaux sur 21, la Saône 4 sur 18 et le Rhône 3 sur 24, la Gironde en perdait 4 sur 18, et la Seine 1 sur 11. Trois autres départemens, Saône-et-Loire, les Côtes-du-Nord et le Finistère, abandonnaient aussi, ou voyaient se réduire sur leurs cours d'eau, ce mode spécial de transport. Deux causes ont pu contribuer à ce fâcheux résultat, le mauvais état de la navigation qui n'est que trop réel sur la plupart de nos rivières, et les difficultés d'approvisionnement causées par la cherté du combustible.

Bien que dans le relevé précédent, la Seine ne figure que pour 10 bateaux à vapeur qui lui appartiennent en propre, il importe de remarquer que sur les 105 bateaux qui naviguaient en 1836 sur nos fleuves et rivières, 38 ont la Seine pour lieu de parcours ou pour point de départ. C'est au Havre surtout que la navigation à vapeur se déploie avec le plus d'énergie, et contribue à former, pour le commerce côtier, les associations les plus nombreuses et les plus puissantes. C'est du Hâvre encore que se sont élancés récemment ces beaux et rapides pyroscaphes qui mettent aujourd'hui en communication le premier de nos ports de l'Océan avec Copenhague, Elseneur et Saint-Pétersbourg. Ce nombre de 38 bateaux affectés au service du bassin de la Seine n'était en 1834 que de 16; ainsi, en deux années, il s'est plus que doublé, tandis que la navigation du reste du royaume ne présente aucun accroissement notable. Cet état pour ainsi dire stationnaire, en France, de la navigation à vapeur, appelle hautement l'attention des chambres et de l'administration.

Un fait qui ressort également du document cité plus haut, c'est que le transport des voyageurs, par les bateaux à vapeur français, a diminué dans la proportion d'un quart, pour laisser place à un accroissement équivalent de transport de marchandises. Ce dernier mouvement était en 1836 de 1,615,000 quintaux métriques. Cette réduction dans le nombre des voyageurs est un fait

grave, et dont on regrette de ne trouver aucune explication dans les documens officiels.

Les 105 bateaux à vapeur de 1836 étaient mus par 122 machines, dont 87 à basse pression et 35 à haute pression, représentant une force collective de 4,150 chevaux, ce qui suppose pour chaque bateau une force de 40 chevaux, moyenne qui, l'année antérieure, n'était que de 35. La machine la plus forte ne s'élève pas au-delà de 70 chevaux, la plus faible est de 6, fait qu'expliquent suffisamment les conditions de navigabilité de nos fleuves. Quelques-uns de ces bateaux ont du reste deux machines, comme *le Neptune*, dont la puissance est ainsi de 140 chevaux, et qui joue le rôle de remorqueur sur la Seine. Pour compléter ce relevé, il faudrait y ajouter les navires à vapeur de l'état, qui sont au nombre d'environ 40, et dont plusieurs s'élèvent jusqu'à une puissance de 220 chevaux, ainsi qu'une vingtaine de bateaux appartenant au commerce; mais ce qu'il importe surtout de mentionner, c'est le beau service des paquebots de la Méditerranée, établi en 1836 par le gouvernement. Depuis long-temps déjà, la Méditerranée était sillonnée dans tous les sens par les *steamers* anglais, napolitains, autrichiens et sardes; nous-mêmes nous avions sur cette mer, en 1836, 21 navires à vapeur servant à nos relations avec l'Afrique. Il était de la plus haute importance pour nos intérêts politiques et commerciaux, de nous y assurer des communications régulières et rapides avec le Levant. La conservation d'Alger peut-être dépend de la prépondérance que nous prendrons sur la Méditerranée. Si nous ne devons pas y être les maîtres absolus, si la Méditerranée ne doit pas devenir un jour, dans toute la réalité du mot, un lac français, au moins devons-nous, sous peine de déchéance politique, nous qui possédons Alger, Marseille et Toulon, y naviguer de pair avec les plus vaillans. Il faut reconnaître à cet égard que la création des paquebots méditerranéens est l'un des actes du gouvernement qui ont le plus de portée pour l'avenir.

Rien n'a été négligé pour instituer ce service sur le meilleur pied. C'est sur les plans des bateaux à vapeur de l'amirauté et du *Post-Office*, qui font le trajet de Falmouth à Lisbonne, à Malte, à Corfou, qu'ont été construits nos paquebots. Ils sont au nombre de 10, d'une contenance chacun de 380 tonneaux, d'une force de 160 chevaux, et pouvant recevoir 70 passagers. Le service embrasse deux lignes, l'une de Marseille à Constantinople, l'autre, qui croise la première, d'Athènes à Alexandrie. Entre Marseille et Constantinople, on touche à Livourne, Civita-Vecchia, Naples, Messine, Malte, Syra, Smyrne. On sait que pour les bâtimens à voile, dont la navigation est fort difficile sur la Méditerranée, la traversée de Marseille à Constantinople prend 45 jours. Par les paquebots, le trajet est, pour la première ligne, qui a 591 lieues, de 13 jours 1/2 seulement; pour la seconde ligne (173 lieues), il est de 4 jours 2 heures, y compris pour ces trajets les temps de station, ce qui répond à une vitesse de déplacement d'environ 3 lieues à l'heure.

Quant à la navigation intérieure, la marche des bateaux à vapeur est géné-

ralement, à la remonte, de 2 à 4 lieues à l'heure ; à la descente, elle est de 4, 5 et quelquefois 6 lieues. Il y a actuellement sur la Tamise des bateaux dont la marche habituelle est de 6 lieues. Sous ce rapport encore, les bateaux américains l'emportent sur ceux de l'Angleterre. « J'ai vu plusieurs fois à Albany, dit M. Michel Chevalier dans son livre des *Intérêts matériels*, le bateau à vapeur, parti le matin de New-York à 7 heures précises, arriver avant 5 heures du soir. La distance est de 55 lieues de poste, et comme le bateau s'arrête quinze fois pour prendre et déposer des voyageurs, il y a moins de 9 heures de marche réelle, ce qui suppose une vitesse de plus de 6 lieues à l'heure. »

En France, entre le Hâvre et Rouen, où la Seine offre un chenal profond, les bateaux à vapeur marchent à raison de 5 à 6 lieues 1/2 à l'heure. Sur le Rhône, la vitesse est de 6 lieues à la descente et de 1 lieue 1/2 seulement à la remonte. Sur la Garonne, la marche, entre Royan et Bordeaux, atteint souvent jusqu'à 6 lieues 3/4 à l'heure. Quant à la Loire, les bateaux d'ancien modèle n'y font guère que 2 lieues 1/2 à l'heure; mais la navigation à la vapeur y a pris dernièrement un accroissement considérable : on peut citer, entre autres nouveaux bâtimens qui se sont fait remarquer par la rapidité de leur marche, *le Riverain* n° 2, qui ne cale que 18 pouces d'eau, et dont la force motrice, produite par une seule machine, est de 40 chevaux. Il fait le trajet entre Nantes et Angers en 9 heures et revient en 6, y compris le temps perdu à 16 escales, ce qui donne de marche effective 3 lieues à l'heure à la remonte et 5 à la descente. Cette vitesse reste d'ailleurs bien au-dessous de celle qu'atteignent les beaux steamers de la Seine, *la Dorade*, construite par M. Cavé, et *l'Éclair*, de M. Jollet, bateau en tôle affecté au transport des voyageurs entre Rouen et Saint-Germain. La concurrence est telle aujourd'hui sur la Loire qu'on y fait en ce moment 25 lieues pour 50 centimes. Quand les bateaux arrivent dans une ville, ils répandent sur le rivage de petits imprimés ainsi conçus : « *Enfoncé l'Hirondelle!* elle a mis 10 minutes de plus que *l'Orléans*, etc. » *L'Orléans*, à son tour, prend à l'occasion sa revanche, et de là nouvelle distribution d'imprimés-pamphlets, le tout pour le plus grand profit des voyageurs. Il en est de même en Angleterre; les compagnies rivales de la navigation par la vapeur, entre Londres et Boulogne, ont commencé un nouveau genre de concurrence. L'une d'elles avait récemment fait afficher que ses paquebots transporteraient de Boulogne à Londres à 1 schelling (1 fr. 25 c.) par tête; ce que voyant, la compagnie rivale s'est hâtée de réduire le prix de ses places à 6 pence (62 1/2 cent.), c'est-à-dire à la moitié du prix de sa concurrente.

Si les bâtimens à vapeur ne peuvent, sous le rapport de la célérité de la marche, entrer en concurrence avec les chemins de fer, il est facile d'établir au moins qu'ils peuvent, moyennant certains perfectionnemens, l'emporter de beaucoup, pour le bon marché des prix de transport, sur ce dernier mode de viabilité. Ici encore, l'Amérique et l'Angleterre nous donnent l'exemple. Bornons-nous à citer quelques faits. Sur l'Hudson, les marchandises paient,

par lieue et par tonne, 21 cent., et 8 à 10 cent. seulement sur l'Ohio et le Mississipi. Quant aux voyageurs, il y a eu (et il y a probablement encore), entre New-York et Albany, des bateaux meublés et équipés avec le plus grand luxe, qui ne prenaient que 2 fr. 65 c. pour un trajet de 55 lieues, c'est-à-dire moins de 5 cent. par lieue. *Le Diamant*, magnifique bateau de 255 pieds, avait même des places à 2 centimes. Les bateaux anglais de Londres à Calais prennent communément aux secondes places 10 cent. par lieue. Quant aux nôtres, ils se tiennent, pour les voyageurs, entre 11 et 25 c. par lieue pour la première chambre, et 20 et 30 pour la seconde.

Sûr et rapide à la fois, le mode de voyager qu'offrent les bateaux à vapeur est celui dont on peut doter le pays aux moindres frais. Il a d'ailleurs sur les diligences et même sur les chemins de fer un avantage notable, c'est de laisser au voyageur le libre usage de ses mouvemens, et d'enlever à une longue traversée tout ce qu'elle peut avoir de fatigant et de monotone. Les Américains, ces enthousiastes utilitaires, apportent dans la construction de leurs bateaux à vapeur un luxe artistique et une élégance dont on se rendrait difficilement compte si l'on ne savait tout ce que la concurrence peut avoir de productif, et si l'on ne connaissait d'ailleurs les admirables facilités que leur donne la profondeur de leurs fleuves. Rien n'est beau, gracieux et comfortable comme ces courriers navigateurs de l'Hudson qui incessamment font échange de populations entre New-York et Albany.

De toutes les considérations qui précèdent, nous sommes amené à conclure que la navigation à vapeur peut, en beaucoup de cas, être l'utile appendice des lignes de chemins de fer, et former avec celles-ci un système mixte de communications qui, beaucoup moins coûteux que des lignes continues de chemins de fer, assurerait aux denrées et aux hommes un transport suffisamment rapide. C'est une pensée qui a été récemment émise et appuyée de toute l'autorité des faits, dans une publication que nous avons déjà citée plus haut (*Intérêts matériels*). Mais il est au développement de notre système de viabilité en général, et de la navigation à vapeur en particulier, deux conditions indispensables : 1° l'abaissement du prix des fers; 2° l'extension de l'exploitation de la houille, et l'établissement de communications spéciales par canaux ou chemins de fer, qui puissent desservir efficacement nos gites houillers. Le fer et la houille, voilà le pain quotidien de l'industrie. Sans la houille à bas prix, point de bateaux à vapeur sur nos fleuves et rivières; sans le fer, nous serons contraints de nous passer de bateaux perfectionnés.

Le fer, jusqu'ici symbole de la guerre, le fer, aujourd'hui l'une des premières richesses de l'ère pacifique dans laquelle nous entrons, le fer étend et multiplie sans cesse ses usages. Nos routes se bordent de rainures de fer; nos ponts s'élancent suspendus sur des cordages de fer, ou s'appuient, comme celui de Cubzac, sur des piles de fer; la pierre de nos monumens cède en partie la place au fer, qui s'élance en sveltes colonnettes ou se découpe en pendentifs légers, en fenêtres ogivales, pour remplacer les clochers de nos

vieilles basiliques détruits par le temps; nos bateaux à vapeur, jusqu'ici en bois, n'auront plus bientôt que des coques de fer. Il s'établit en ce moment sur la Tamise un service de magnifiques bateaux à vapeur en fer. Si jusqu'ici les bateaux en fer n'ont été mis en usage que sur les rivières et les fleuves, rien ne prouve, ainsi que le remarque le savant docteur Lardner, qu'ils ne puissent franchir cette limite. Les bateaux en fer offriraient, pour les voyages sur mer, de notables avantages : à tonnage égal, leur poids ne s'élève pas à la moitié de celui des navires en bois; leur tirant d'eau étant plus faible, leur assure ainsi une plus grande rapidité de marche, ou leur permet un chargement plus considérable. Le fer, au reste, résiste beaucoup mieux que le bois à la fatigue du roulis et au choc des bancs ou des écueils. Entre autres faits à l'appui de cette assertion, M. Mac-Grégor cite les suivans dans son rapport à la chambre des communes sur la navigation à vapeur : « *L'Alburkah*, pendant l'une des expériences auxquelles on soumettait ce steamer, toucha et vint heurter son ancre. Nul doute qu'il ne se fût brisé s'il eût été de bois; sa coque en fut quitte pour une légère bosse. »....... « Un bâtiment en fer construit pour l'*Irish Navigation Company*, et toué près de *Lough Dergh*, fut surpris par une violente brise qui lui cassa son grelin, et le poussa rudement contre les rochers qui bordent la côte. Là, le navire se débattit plusieurs heures durant contre la tempête et les écueils, sans qu'il en résultât pour lui le moindre dommage. En pareil cas, un bâtiment en bois eût été vingt fois mis en pièces. » Ajoutons, ce qui est une considération importante pour les climats chauds, que les bâtimens en fer ne sont pas sujets à la pourriture et conservent une constante fraîcheur. La nature de leur construction les garantit aussi en partie contre l'incendie. Pour être juste toutefois, il faut reconnaître que le bois a l'avantage d'être plus élastique que la tôle; il est plus lisse sur les flancs du bateau, et les planches du sapin ne croisant par l'une sur l'autre comme celles du fer, pour le clouage, offrent moins de résistance à l'eau, sont moins rigides que la tôle aux efforts des machines, et réagissent mieux sur la vague. Mais ces inconvéniens sont loin de balancer les avantages que les mécaniciens trouvent à employer le fer dans la construction des bateaux. De nombreux succès ont sur ce point justifié leur préférence, notamment celui des bateaux si légers de M. Gache, les *Émeraudes*, de la Loire, qui ne calent que 8 à 10 pouces d'eau, condition très favorable à la navigation difficile de la Loire.

S'il est vrai que chaque époque doive avoir son cachet, c'est à la *puissance de la vapeur* que la nôtre devra le sien. La Providence semble avoir décidé que les peuples désormais doivent se mêler, se frotter les uns aux autres, et c'est à la vapeur qu'elle veut que nous soyons redevables de ce bienfait. A la terre donc les chemins de fer; à la mer, aux fleuves, les navires à vapeur! Les chemins de fer et les navires à vapeur sont deux idées qui se complètent l'une par l'autre, et répondent de loin à une idée première qui les a depuis longtemps devancées dans l'œuvre de fusion des peuples et des races, l'imprimerie.

Tandis que les chemins de fer auront pour résultat de resserrer l'espace sur les deux grands continens qui se partagent notre planète, et de mettre à quelques jours de distance des nations jusque-là inconnues pratiquement les unes aux autres, les navires à vapeur, messagers de la civilisation, seront les liens qui uniront les deux mondes. Déjà l'Angleterre, par sa communication récemment établie entre Londres et Bombay par Suez; l'Autriche, par sa navigation à vapeur du Danube, cette grande route fluviale de l'Europe, n'ont-elles pas puissamment préparé le contact intime de l'Orient et de l'Occident? Le trajet de Londres à Bombay, qui, autrefois, par le cap de Bonne-Espérance, exigeait quatre mois, ne demande plus aujourd'hui que trente à quarante jours par les navires à vapeur de la Méditerranée et de la mer Rouge (1), et, grace à l'énergique volonté de Méhémet, cette voie de communication va se trouver encore notablement abrégée et facilitée par l'établissement du chemin de fer de Suez. Là, tout près du désert, au sein même de l'antique berceau des sciences, la vapeur va bientôt faire resplendir ses jeunes merveilles; là, 18,000 Arabes, bataillon infatigable de travailleurs, préparent sans relâche un lit au double courant commercial de l'Occident et de l'Orient, et creusent le sol où viendront s'échanger, sur les rails sortis de Birmingham, les produits si variés des deux mondes. Enfin, un mois seulement sépare aujourd'hui Marseille des rives du Gange, et les prodiges récemment accomplis par *le Sirius* et *le Great-Western*, mettent Londres et Liverpool à quatorze jours de New-York.

Bien que ces deux navires ne soient pas précisément les premiers bâtimens à vapeur qui aient traversé l'Atlantique (2), comme les premiers essais de ce genre étaient restés isolés et sans suite, et que la science les considérait comme des tours de force tout exceptionnels (3), on s'explique facilement

(1) Le relevé suivant, extrait des documens fournis par l'administration des postes de l'Angleterre, témoigne de l'accroissement qu'ont pris, de 1834 à 1836, les relations entre la Grande-Bretagne et ses possessions des Indes, par suite de l'établissement des bateaux à vapeur. Il s'agit ici du nombre de lettres et de journaux échangés entre ces possessions et la métropole:

	1834.		1836.
De et pour Ceylan.............	14,918	—	16,931
— Bombay............	49,662	—	57,384
— Madras............	64,656	—	74,190
— Calcutta...........	125,436	—	143,323
	254,672		291,848

Dans ce nombre de près de 292,000, les journaux et papiers publics entraient pour un vingtième environ.

(2) *Le Savannah*, en 1819, avait fait cette traversée. A la hauteur de Cork, en Irlande, la fumée de sa machine le fit prendre, par les habitans, pour un navire incendié. Aussitôt l'Amirauté de lui dépêcher un cutter, fin voilier, qui, malgré sa marche supérieure, fut fort étonné de ne pouvoir atteindre un bâtiment démâté. Mais bien plus grand encore fut l'ébahissement des marins irlandais, lorsque, le *steamer* ayant arrêté sa machine, John Bull put s'apercevoir de sa méprise et admirer la prouesse de l'audacieux *Yankee*.

(3) Lardner, dont on ne contestera certainement pas les titres scientifiques, avait émis sur ce sujet des doutes qui, au point de vue de la théorie, paraissaient d'ailleurs très fondés.

l'enthousiasme qu'a excité le succès de ces hardis pionniers de la navigation à vapeur. Désormais le problème est résolu : il est bien démontré qu'un bâtiment à vapeur peut faire directement le trajet d'Angleterre aux États-Unis, c'est-à-dire (et c'était là que gisait la difficulté), se pourvoir d'une quantité suffisante de charbon pour cette immense traversée.

Le Sirius a, le premier, ouvert la voie; 18 jours lui ont suffi pour le trajet. Parti, le 4 avril, de Cork (Irlande), il arrivait devant New-York le 22 au soir. A peine mouillait-il dans le port, aux acclamations des Américains, qu'un plus vigoureux athlète, *le Great-Western*, navire monstre, parti de Bristol le 8 au matin, apparaissait triomphant et fier de sa course de 14 jours.

La contenance du *Great-Western* est de 1,604 tonneaux, il est armé de deux machines ayant ensemble une puissance de 450 chevaux; ses 4 chaudières pèsent 180 tonnes, et sont entourées d'une chambre en fer contenant 900 tonnes de charbon, qui lui garantissent 25 jours de marche. Tout l'appareil mécanique pèse 470 tonnes.

Le Great-Western a 240 pieds de long sur 58 de large avec les roues. Celles-ci ont 38 pieds de diamètre. On peut, par la comparaison, se rendre compte de l'aspect de ce géant des *steamers*, en songeant qu'il excède la longueur et la force d'un bâtiment de guerre de 80 canons, et qu'outre ses deux vastes cheminées vomissant des torrens de fumée, il porte 4 puissans mâts dont la voilure est destinée, à l'occasion, à favoriser sa marche. A la machine du *Great-Western* est attaché un instrument ingénieux appelé *indicateur*, et constatant le nombre de coups de piston qu'elle a donnés, et par suite la somme des rotations décrites par les roues; ce nombre a été, dans son dernier voyage, de près de 283,000, soit 19 environ par minute, ce qui, d'après les calculs établis sur la circonférence des roues, équivaut à 17 milles anglais (27 kilomètres 350 mètres) par heure, ou 12 nœuds, chiffre qu'il faut réduire, en raison de l'inégalité de la marche, à une moyenne de 14 milles, ou 5 lieues et demie à l'heure.

Jetons maintenant un coup d'œil sur l'intérieur du navire. Le salon, magnifiquement décoré par Parris, et orné de peintures allégoriques, dans le style de Watteau, qui rappellent toute la somptuosité du siècle du grand roi, occupe 82 pieds de long sur 34 de large; ses dorures, ses glaces encadrées dans des imitations de porcelaines, ses éclatans tapis, ses riches divans, éblouissent les regards, et ne sont pourtant rien encore, pour le luxe et la beauté, auprès de l'appartement réservé aux dames, lequel est placé à l'extrémité de cette vaste salle. Une foule d'autres pièces, chambres, chapelle, salle de conseil, etc. présentent, à un haut degré, cette magnificence utile et comfortable dont les Américains et les Anglais ont depuis long-temps donné l'exemple. 150 lits y sont réservés aux passagers, et cependant, malgré tout cet immense matériel, il y a place pour un chargement de plus de 200 tonneaux. Le frêt pour l'aller est de 35 guinées (880 fr.), table comprise, et de 30 (750 fr.) pour le retour. Moins aristocrate dans ses allures, *le Sirius* a,

comme les *Liners* (paquebots de Liverpool à New-York), une deuxième classe à 20 guinées (500 fr.), et même, à la chambre d'avant, une troisième classe à 8 guinées (200 fr.). Vienne au reste la concurrence, et notre siècle de démocratie saura bien faire baisser tous ces prix orgueilleux!

La concurrence!... la voilà qui de toutes parts s'éveille, et déjà elle s'apprête à lancer au-delà des mers un plus rude joûteur encore que *le Great-Western*. Déjà se balance à l'ancre, dans les eaux de Limehouse, l'honneur, la gloire des *steamers*, le navire qui portera sur son pavois le nom chéri de la jeune et brillante reine de la Grande-Bretagne, *le Victoria!* — Plus long de 35 pieds que le plus fort vaisseau de la marine royale, il a 275 pieds de la poupe à la proue; il excède en puissance *le Great-Western* de 50 chevaux (sa force est de 500); du port de 1,863 tonneaux, il pourra recevoir dans ses larges flancs 500 passagers et 1,000 tonnes de marchandises. Aussi a-t-il coûté deux millions et demi de construction. *Le Victoria* fera la traversée, on l'espère, en douze jours.

Et maintenant, que vont dire les hardis navigateurs de l'Amérique du Nord, les actifs et entreprenans Yankees, quand ils verront cette imposante reine de l'Océan s'avancer avec la rapidité du trait dans les eaux de leur grande cité, eux qui, à la nouvelle de l'arrivée des premiers bateaux anglais, quittaient à la hâte, la nuit, leurs maisons, et, des quais de New-York, saluaient, pleins de joie, *le Sirius*, trépignaient d'enthousiasme, quelques heures plus tard, au *Great-Western*, et s'élançaient pour aller admirer, toucher ce bateau-géant, qui, le 22 avril, leur apportait des journaux de Bristol datés du 8! — Qui dira les fêtes, les meetings, les repas, les toasts, les bals, les concerts, auxquels a donné lieu ce grand fait d'intérêt national, et dont les immenses colonnes des journaux américains et anglais ont depuis trois mois enregistré les détails?

Que l'on ne s'étonne pas de cet enthousiasme : indépendamment des intérêts commerciaux qui rattachent les États-Unis à l'Angleterre, il y a aussi au fond du cœur des deux peuples le lien du sang, le lien d'une même origine, le souvenir et l'amour de la mère-patrie; et puis, le fait même de ce rapprochement de deux nations que la vapeur place désormais à douze ou quinze jours l'une de l'autre, ne recèle-t-il pas une révolution tout entière dans les intérêts commerciaux, industriels et politiques des deux mondes?.... Les peuples n'applaudissent jamais en vain: leurs acclamations sont des pressentimens d'avenir.

Mais nous, en face de ces progrès continus, de ces efforts suivis de nouveaux efforts et couronnés par de constans succès, nous bornerons-nous à battre stérilement des mains aux triomphes de la Grande-Bretagne? N'aurons-nous pas aussi nos *Sirius* et nos *Great-Western?* Certes, le gouvernement actuel, qui se préoccupe sérieusement et avec fruit des intérêts commerciaux et industriels, appréciera toute l'importance qu'auraient pour nos ports du Hâvre, de Nantes et de Bordeaux, des communications aussi fré-

quentes et aussi rapides avec les Antilles, avec les États-Unis, notre premier allié commercial.

Je ne voudrais pas terminer ces observations par une réflexion pénible, et cependant il semble que Dieu, tout en marquant chaque œuvre humaine du cachet de sa puissance bienfaitrice, ait voulu que le genre humain payât de son labeur et de son sang chacun de ses progrès. Si belle enfin que soit une œuvre, lorsqu'elle est à son début, il y a toujours place en elle pour une certaine somme de mal.

On éprouve quelque embarras à exalter la puissance de la vapeur, au lendemain des explosions de *la Moselle* et de *l'Oronoko*. Qui oserait nier que la navigation mécanique soit un bienfait pour tous les peuples, au profit desquels elle tend sans cesse à généraliser les bienfaits d'une civilisation jusqu'ici concentrée sur quelques points du globe?... Néanmoins, il faut le reconnaître, l'emploi de la vapeur, comme puissance locomotrice, présente encore des dangers. Pratiquement, elle est de date très récente; elle appelle des perfectionnemens au moyen desquels la science des Watt et des Fulton ne soit plus un jour, parmi les hommes, qu'un instrument de création et de progrès.

Force incalculable, on dirait presque surhumaine, la vapeur semble prendre plaisir à montrer à l'homme qu'elle n'est qu'à demi asservie. Longtemps elle se laisse manier, docile et obéissante; et puis, tout à coup, dans un caprice sauvage, elle rejette son joug de fer, elle éclate et foudroie. Ses ravages alors sont à sa taille : c'est par centaines qu'elle immole ses victimes, et il n'est si forte paroi de fer qui puisse l'enserrer.

C'est ainsi qu'il a fallu que la gloire pacifique du *Great-Western* lui-même fût un instant couverte d'un voile de deuil. Voici ce que disaient les journaux anglais en annonçant son heureuse traversée :

« Nous sommes affligés d'avoir à relater ici un fait lamentable, touchant « *M. Pearne*, l'ingénieur en chef du *Great Western*. C'était le jour même de « l'arrivée du navire; M. Pearne était occupé à surveiller la machine, lorsque « l'un des conduits ayant soudainement crevé, laissa échapper une bouffée de « vapeur dont il fut tellement brûlé que peu de jours après il expira dans de « grandes souffrances. M. Pearne était un homme riche et considéré, qui, « ayant été chargé de la construction de la machine, en avait voulu avoir la « surveillance, à titre de volontaire, durant la traversée. »

Triste vérification de cette parole : Tu n'enfanteras que dans la douleur !

PH. CHEMIN-DUPONTÈS.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES.

L'OMNIUM, ASSOCIATION DE CRÉDIT GÉNÉRAL.

C'est là une vaste entreprise d'utilité publique, dont se sont occupés déjà, avant nous, plusieurs organes de la presse, et qui mérite d'obtenir un jour tout le succès qu'ils ont aimé à lui promettre. Nous n'avons pas pour habitude, on le sait, de recommander à l'attention du public, même de la manière la plus détournée, aucune de ces idées marchandes qui, sous un air de libéralité hypocrite, servent d'enseigne trop souvent à des spéculations exclusivement d'intérêt privé. Telle n'est pas l'idée de *l'Omnium;* et, s'il nous suffisait d'une preuve *a priori* pour nous dispenser de tout examen ultérieur et approfondi, nous la trouverions, avec une certaine sécurité de conscience, dans la sympathie chaleureuse et désintéressée que témoigne à ce système de banque générale l'illustre écrivain dont nous publions le remarquable travail d'économie publique.

Certes, il y aurait déjà, ce nous semble, un assez vif intérêt de curiosité pour nos lecteurs à voir comment a été traitée par M. de La Mennais une question de finances, et l'une de ces questions qui peuvent le moins se passer des lumières que donne la pratique des affaires. Peu de gens savent aujourd'hui que l'auteur de *l'Indifférence en matière de religion* a dû naturellement, par des circonstances de position et de famille, être initié de bonne heure aux théories les plus usuelles de la banque. Pour ceux qui n'ignorent pas cette particularité intime de la vie d'un homme qui a remué tant d'idées dans plusieurs directions si diverses, ce sera encore une étude intéressante de le suivre dans cette excursion qu'il tente pour la première fois à travers l'ordre matériel des sociétés. Le nouveau développement qui se manifeste aux yeux de tous dans cette haute et singulière intelligence est un spectacle qui ne trouvera pas beaucoup d'indifférens, nous le croyons. Il est étrange peut-être, mais il est heureux que cette intelligence s'apaise par l'observation un peu plus distincte et détaillée des affaires, et de quelles affaires? celles du commerce! en les abordant toutefois du seul côté où elle peut le faire désormais, c'est-à-dire sans descendre tout-à-fait de la région des généralités. On s'apercevra bien, à la lecture de son travail, que les habitudes théoriques de cet esprit absolu ne sont point changées, quoiqu'il ait pris pour un jour une autre voie et donné un élément différent à son activité.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas cru que le vif intérêt, nécessairement attaché à un article d'économie publique de M. de La Mennais, intérêt au moins très littéraire pour tout le monde, et plus sérieux pour plusieurs, nous dispensât de rechercher, en toute liberté d'esprit, ce que c'est que l'entreprise de *l'Omnium.*

46.

Le plan de cette *Association de Crédit général* réunit plusieurs idées fécondes, dont aucune n'est absolument neuve sans doute, mais qui le deviennent presque par leur combinaison. Quand *l'Omnium* sera devenu une réalité, ce sera le système de banque le plus complet en soi, et le plus étendu par ses ramifications, dont on ait jusqu'ici doté le monde industriel et commercial. Il y a bien en cela quelques côtés faibles, comme dans toute création humaine, et nous n'abdiquons pas ici la faculté et le devoir de les signaler un jour par une critique sérieuse, impartiale et surtout bienveillante; mais l'idée fondamentale est bonne, la combinaison heureuse et fortement liée; elle est praticable, elle sera réalisée, je ne dirai pas à quel moment; mais il est bon que, dès aujourd'hui,, elle se propage et se popularise.

Les fondateurs de *l'Omnium*, et M. de Ripert-Monclar, qui en a conçu la première pensée, ont vu que notre plus puissante association de crédit, la banque de France, ne parvient à faire accepter des billets de circulation que dans un rayon très court, qui ne dépasse guère les limites de Paris et de sa banlieue; ils ont vu que, même avec le concours des trois ou quatre comptoirs récemment fondés par elle dans autant de villes de province, et investis du droit et des provisions nécessaires pour acquitter directement ses effets de crédit, elle n'a pas pu obtenir pour ceux-ci, à une certaine distance de la capitale, un placement abondant et avantageux. Ils en auront conclu évidemment qu'il ne suffisait pas de couvrir la France et les états européens de succursales correspondantes à la banque de *l'Omnium*, mais que c'était à la nature même des effets de crédit qu'il fallait s'en prendre. En conséquence, ils ont attaché à ceux qu'émettra *l'Omnium* un intérêt modéré, il est vrai, mais satisfaisant, d'où résultera pour eux, nous le croyons volontiers, une circulation plus active et un accueil très favorable dans les localités les plus rebelles jusqu'ici à toute combinaison de banque.

Cette idée, qui n'est pas neuve, on le sait, mais sur laquelle on a bien fait de mettre la main, pour en éprouver une bonne fois la fécondité par une grande application, cette idée nous apparaît comme la base de tout le système proposé. On va voir comment toutes les autres conceptions en découlent.

Partant de cette donnée première, l'association centrale de *l'Omnium*, dont le siége est à Paris, s'occupe d'y organiser un *comptoir général de France*, lequel constituera, à son tour, dans nos grands centres d'industrie et de commerce, des *comptoirs principaux;* et ceux-ci seront chargés, chacun dans sa circonscription particulière, d'établir des *comptoirs de circulation* dans les villes et les cantons où le besoin s'en fera sentir. La même organisation s'appliquera à l'étranger, et il y aura successivement, à mesure que le système s'acheminera vers une réalisation plus ou moins étendue, un *comptoir général* de Hollande, un *comptoir général* de Suisse, de Lombardie, de Russie, etc. Nous n'insisterons pas davantage sur la description de ce mécanisme uniforme.

Les effets de crédit de *l'Omnium* se distinguent en effets de *change* et en effets de *circulation.* Ces derniers sont destinés uniquement à circuler sur toutes les places d'un même pays, et ne peuvent être présentés à l'acquittement que dans les comptoirs divers dont ce pays a été doté. Les effets de *change* doivent être acquittés à tous les comptoirs généraux que l'association a institués. Ne nous occupons que des effets de *change;* on devinera aisément dans quelle mesure ce que nous avons à en dire s'étend aux effets de l'autre espèce.

L'association centrale transmet ses effets de *change*, en compte, et dans la proportion d'un crédit déterminé, à chaque comptoir général, qui use de cette monnaie de papier pour l'escompte des valeurs commerciales ou autres, et pour toutes les opérations ordinaires de banque.

Toutes les fois que cet effet de crédit de *l'Omnium* est échangé contre des valeurs à terme, il est expressément stipulé qu'on lui fixe une échéance au moins aussi éloignée que celle des valeurs qu'il représente; il est possible d'en agir ainsi avec les cliens qui le prennent en paiement, car il porte intérêt, nous l'avons dit, et il offre d'ailleurs plusieurs garanties solides qui assurent la facilité de son acquittement au jour de l'échéance; il peut, en raison de tous ses avantages, trouver, même avant d'être échu, mille personnes étrangères à *l'Omnium* qui l'accepteront sans inquiétude contre du numéraire, en toute circonstance. En outre, par ses traités avec les comptoirs, l'administration les a intéressés à toujours

l'échanger au pair et avant l'échéance contre espèces : l'effet de crédit de l'*Omnium* est destiné ainsi à devenir, d'après le vœu de ses créateurs, un intermédiaire très usité dans les transactions les plus simples, un véritable *medium circulans*, comme ils disent.

Voyez, en effet, tout ce qui tend à préserver de la dépréciation ce suppléant du numéraire. D'abord, comme il ne commence à être exigible qu'à l'époque où les valeurs qui lui correspondent, qui lui sont même affectées par des numéros d'ordre, et qui lui servent de premier gage, ont pu être réalisées en espèces, les comptoirs généraux de *l'Omnium* (tous indistinctement obligés à le rembourser, après certains jours de vue) n'ont pas besoin de garder dans leurs caisses, comme la banque de France dans ses caves, une masse de numéraire stérile pour la reproduction d'intérêts et exclusivement réservée aux remboursemens imprévus du papier de circulation. Le capital social de *l'Omnium*, tel qu'il est recueilli en argent par l'émission des actions, reste intact ou à peu près, quelle que soit la gravité d'une crise commerciale ; il est utilisé dans des placemens que, par un excès de prudence, on peut choisir préférablement parmi ceux dont il est facile de se retirer à volonté et sans aucun sacrifice ; il est tout entier productif d'intérêts, ce qui permet déjà d'assurer, observons-le en passant, un revenu fixe de 4 pour 100 aux actionnaires. Mais surtout il présente, après les valeurs escomptées et déposées en échange des effets de crédit, une seconde garantie accessoire et surabondante de la solvabilité de *l'Omnium*.

En outre, faut-il ajouter que chaque *comptoir général* et *principal* fournit un cautionnement proportionné à la quotité du capital social qui lui est confiée en valeurs productives, à titre de dépôt, et que ces cautionnemens de tous les comptoirs forment une garantie de plus en faveur de *l'Omnium*, garantie dont doit profiter, avant tout, la bonne renommée de ses effets de crédit ?

N'oublions pas de dire qu'un intérêt minime est attaché à ces cautionnemens par l'association centrale, qui en place le montant à un taux plus avantageux.

C'est ici que s'élève de soi-même la question des bénéfices que peut produire *l'Omnium*. Ils dérivent des quatre sources que nous allons indiquer.

Le revenu social se compose :

1° Ainsi que nous l'avons déjà signalé, de l'intérêt des valeurs acquises pour l'emploi utile du capital social, qui sert de garantie, mais non de fonds d'escompte.

2° De la différence entre l'intérêt payé aux effets de crédit émis, et l'intérêt, nécessairement plus fort, produit par les valeurs diverses qui les représentent et sont en quelque sorte leur hypothèque dans les mains de *l'Omnium*. (En effet, *l'Omnium*, différant en cela, comme en divers autres points, de la banque de France, doit réaliser les valeurs à terme qui lui sont remises en dépôt, puis en placer fructueusement le produit, et se créer ainsi une sorte d'indemnité pour les bénéfices qu'il ne peut demander, comme la banque de France, à une circulation de billets indéfinie, pourvoyant à tous les escomptes et ne supportant aucun intérêt à la charge de la banque. Au reste, la différence des systèmes fera qu'au lieu d'être hostiles, ces deux établissemens pourront s'entr'aider mutuellement. La banque de France, si nous ne nous trompons, est toute prête à escompter les nouveaux effets de commerce que se chargera de recueillir *l'Omnium* pour les amener à la portée de son aînée, moins active et moins entreprenante, chaque jour, avec l'âge.)

3° De la différence entre l'intérêt payé aux cautionnemens des *comptoirs* et celui que doivent produire les valeurs dans lesquelles est employé le montant de ces cautionnemens.

4° Des droits prélevés sur les opérations sociales. *L'Omnium* ne s'interdit pas, en effet, de prélever les droits et commissions ordinaires de banque, en les abaissant toutefois à un taux plus raisonnable que ce qui se pratique aujourd'hui. Cette prime lui est légitimement due pour un des résultats les plus clairs de ses combinaisons, qui sera de réduire les variations du change entre les diverses places commerçantes de l'Europe. *L'Omnium* ne tient compte du change qu'au moment de l'émission de ses effets de crédit, et leur valeur une fois réglée en pistoles (10 francs, argent de France), comparativement au change du moment en florins de Hambourg, en piastres d'Espagne, etc., elle reste immuable jusqu'à l'acquittement.

Cette fixité de valeur du papier de *l'Omnium*, la facilité de son remboursement partout où l'association centrale a des comptoirs, l'intérêt qu'il porte avec lui, tous ces avantages et d'au-

tres encore, donnent lieu d'espérer au fondateur de l'entreprise que ses effets de crédit seront recherchés pour eux-mêmes, comme monnaie, par les personnes qui, sans avoir de valeurs à terme à escompter, auront simplement de faibles sommes à placer temporairement sous des conditions reproductives.

On a tellement cru à cette destination des effets de crédit de *l'Omnium*, qu'on leur a assuré la faculté de porter intérêt (non pas pourtant intérêt composé) pendant *cinq ans* depuis la date de leur émission, quoiqu'il soit prescrit aux comptoirs de ne pas recevoir de valeurs à échéance de plus de *six mois*.

Nous nous arrêtons dans nos explications de détail sur *l'Omnium*, pour laisser la parole à M. de La Mennais.

Dans la confuse multiplicité des opinions, des théories contradictoires, des pensées diverses qui pullulent au sein de la société présente, au moins est-il un point à l'égard duquel les dissentimens s'effacent, une idée admise universellement, celle du progrès. On a cessé de croire que l'humanité, forcément stationnaire, soit condamnée à tourner sans fin dans un cercle déterminé, passant, après des siècles, par les mêmes phases, recommençant les mêmes travaux pour en recueillir les mêmes fruits, incapable de franchir certaines limites fatales, irrévocablement assignées à son perfectionnement ici-bas. Une conviction tout opposée, fondée sur une philosophie plus éclairée, plus consolante, comme sur une connaissance plus étendue et une plus exacte appréciation des faits antérieurs, s'est au contraire formée peu à peu. L'histoire a parlé le même langage que la raison spéculative, et la raison a justifié les invincibles désirs de l'homme et ses constantes aspirations à un état toujours meilleur. On reconnaît que, soumis à une loi de développement en vertu de laquelle il s'approche sans cesse d'un terme idéal de perfection auquel sa nature le force de tendre, il procède dans ses voies par des évolutions successives, et se distingue par là du pur animal à jamais fixé dans l'état qui fut le sien originairement, comme quelques mollusques sur le rocher où commença leur existence.

Or, bien que le progrès, considéré en général, s'accomplisse à la fois dans toutes ses branches, il apparaît cependant d'une manière plus frappante en quelques-unes d'elles, à certaines époques du temps; et l'on peut, en tout cas, le décomposer par la pensée, afin de l'étudier plus facilement en chacun de ses élémens principaux.

Ainsi, pour que la condition du genre humain s'améliore, il faut, premièrement, qu'il connaisse et pratique mieux ses propres lois, ou qu'il s'opère en lui un développement simultané de l'intelligence et du sens moral, c'est-à-dire un accroissement de puissance, car toute puissance est spirituelle, dérive de l'esprit originairement, et

un perfectionnement de la volonté, qui use de la puissance selon les règles du droit et du devoir.

Il faut, en second lieu, que la prospérité matérielle augmente aussi incessamment, ou que chaque individu humain puisse subvenir toujours plus aisément à ses besoins physiques; que sa vie, dans cet ordre, soit toujours et plus assurée et plus douce.

Or, ce dernier genre de progrès, quoiqu'il dépende primitivement des deux autres : de la science qui, en multipliant les forces, multiplie les productions, et du devoir mieux connu et mieux pratiqué, qui en procure une distribution plus utile et plus équitable, et d'autant plus utile qu'elle est plus équitable; ce dernier genre de progrès, dis-je, a néanmoins ses lois particulières, son mode spécial de réalisation observable en elle-même, et c'est de celui-là seul que nous avons à nous occuper ici.

Plaçons-nous tout d'abord dans une société avancée déjà, je veux dire où existent, avec l'agriculture, les arts mécaniques qu'elle suppose et ceux qui contribuent aux commodités de la vie dépouillée de sa première rudesse.

Pour que la production profite à tous, pour qu'elle satisfasse aux diverses nécessités de chacun, deux choses sont indispensables : que l'agriculteur comme l'artisan, l'artisan comme l'agriculteur, produisent plus que ne l'exigent leurs besoins personnels; que ce surplus de production soit partagé suivant les besoins respectifs. Et il en sera ainsi des agriculteurs entre eux et des artisans entre eux : car tous les sols ne fournissent pas les mêmes objets de consommation, tous les artisans n'exercent pas tous les arts à la fois, tous les métiers; et dès-lors, la prospérité de la société et son existence même dépendent du partage continuel qui se fait entre ses membres des différens produits du travail.

Or, ce partage s'opère d'abord au moyen de l'échange en nature et ne peut s'opérer autrement. On donne une chose pour en recevoir une autre, du vin pour du blé, du blé pour du fer, des peaux, de la laine, des étoffes, etc.; et la valeur comparative des objets échangés résulte de l'appréciation qu'en fait chaque contractant d'après le besoin qu'il en a, l'utilité qu'il en retire, l'abondance ou la rareté respective de ces objets.

Tel a été le premier état de l'industrie commerciale. Il caractérise un progrès marqué dans les relations des hommes entre eux, puisqu'avec une certaine organisation des travaux communs, il implique déjà une facilité plus grande de pourvoir à des besoins plus variés.

On voit cependant combien ce mode de transaction, le seul connu encore aujourd'hui chez quelques tribus sauvages, est imparfait, borné, plein d'embarras et de gêne. Aussi chercha-t-on bientôt à le perfectionner, en choisissant, parmi les choses échangeables, une des plus usuelles, qui servît de terme invariable de comparaison pour apprécier et pour exprimer la valeur de toutes les autres. Le bœuf, la brebis, le chameau, une quantité de grain déterminée, furent comme les étalons de cette première mesure des valeurs, étalons très grossiers, sans doute, mais dont l'usage ne laissait pas de favoriser singulièrement les opérations commerciales dans l'étroite sphère où elles étaient naturellement renfermées à cette époque de commencement en toutes choses.

Au fond, l'on avait réussi seulement à faciliter l'échange en nature. Un nouveau pas, un pas immense fut fait ensuite, lorsqu'ayant imaginé d'imprimer l'image de l'objet choisi pour terme de comparaison entre les différentes valeurs sur un morceau de métal d'une valeur intrinsèque égale, ou supposée égale à celle de cet objet, mais à peu près indestructible et plus aisément transportable, on put, à l'aide de ce signe matériel, exprimer toutes les valeurs et tous les rapports des valeurs entre elles, tandis que ce même signe remplaçait, dans l'acte de l'échange, un des objets qu'il aurait, sans lui, fallu livrer en nature physiquement. En d'autres termes, pour obtenir une portion des produits du travail d'autrui, on ne fut plus forcé de conserver les produits surabondans de son propre travail, au risque de les voir dépérir graduellement, et s'anéantir avant leur emploi; et le travail même, considéré comme vénal, put être rapporté à une valeur moins variable et moins incertaine.

Telle fut l'origine de la monnaie, l'une des plus fécondes inventions du génie humain. Elle reçut un perfectionnement nouveau, lorsque, cessant de représenter une chose particulière échangeable, elle devint le type à la fois abstrait et matériel de toutes les valeurs. Le commerce, jusque-là prodigieusement borné, put prendre possession du monde. Les productions de tous les climats, de toutes les industries, purent circuler d'une de ses extrémités à l'autre, et la consommation augmentant avec l'activité de la circulation, les produits du travail augmentèrent dans la même mesure : d'où un accroissement général d'aisance et de bien-être, et, par les communications réciproques des peuples, un développement plus rapide de leur civilisation commune.

Cependant la monnaie même, si heureusement substituée au simple

échange dans les transactions commerciales, offre des difficultés de transport très gênantes, quelquefois même presque insurmontables, et ce transport, en outre, nécessite des frais, entraîne des risques.

Si ce double inconvénient disparaissait, on obtiendrait évidemment deux avantages considérables : une diminution dans le prix des choses échangeables, proportionnelle aux frais de transport et au montant de l'assurance contre les risques qui s'y joignent; une augmentation dans le nombre des transactions d'achat et de vente, proportionnelle aussi à la facilité d'appliquer, pour ainsi dire, le signe représentatif de la valeur aux valeurs effectives qu'il représente. Il y aurait, en un mot, dans les affaires, économie de dépenses et économie de temps. En d'autres termes encore, les capitaux utiles seraient comme multipliés autant de fois qu'il serait possible de les employer pendant l'espace de temps qu'exigerait le transport des métaux monnayés qui représentent matériellement ces capitaux.

Or, ces avantages si précieux furent acquis au commerce le jour où fut inventée la lettre de change; car l'effet de la lettre de change est de rendre inutile, dans le plus grand nombre de circonstances, le déplacement des espèces monnayées, en compensant l'une par l'autre, autant que possible, les dettes respectives qui résultent des ventes et achats, ou en effectuant, par de simples assignations, les paiemens d'un lieu à un autre, de manière que le solde final des opérations prises dans leur ensemble reste seul sujet aux inconvéniens qu'entraîne le transport du signe matériel des valeurs.

Ce fut là, certes, un immense progrès et un bienfait immense pour le genre humain tout entier; car les peuples même les moins avancés dans la civilisation en ressentirent de proche en proche les conséquences heureuses. Quel est, en effet, le coin du monde où le commerce n'ait pas pénétré, où il n'ait pas stimulé efficacement la production locale, et introduit, avec les productions étrangères, une multitude de commodités et de jouissances nouvelles? On ne saurait douter que, sur l'universalité du globe, la richesse commune n'ait éprouvé un accroissement énorme depuis dix siècles, et, si sa distribution entre tous les membres de la famille humaine laisse tant à désirer, peut être le sujet de tant d'objections graves, c'est une question indépendante du fait général d'une plus grande production ou d'une richesse plus grande.

Diverses dans les divers pays, les monnaies diffèrent de poids et de titre, et ces différences, les dernières surtout, n'offrent rien de constant, à cause des fréquentes altérations que les gouvernemens

ont cru de leur intérêt de faire subir au signe monétaire. De là une gêne de tous les momens et de fâcheuses entraves pour le commerce, embarrassé, troublé par ces variations. Les difficultés pratiques et sans cesse renouvelées qu'elles faisaient naître, donnèrent lieu à l'institution des banques destinées à y remédier en soulageant le commerçant des calculs qu'elles nécessitaient, en lui fournissant, selon ses besoins, telles ou telles espèces métalliques, et en lui permettant dès lors d'opérer à peu près comme s'il n'eût existé qu'une monnaie partout uniforme.

Mais la banque ne fut pas long-temps réduite à cet unique office. L'invention de la lettre de change dut lui ouvrir un champ plus vaste, et, sans la suivre dans les phases successives de son développement, on peut, en son état actuel, classer, sous les trois chefs suivans, ses fonctions distinctives et propres :

1° Servir d'intermédiaire pour effectuer les paiemens réciproques auxquels donnent lieu les opérations commerciales, suivant une appréciation variable, appelée *change*, des différentes valeurs monétaires, et moyennant, en certains cas, un dédommagement pour les risques et les retards que peut éprouver le remboursement;

2° Escompter à un taux convenu des billets exigibles seulement à des échéances plus ou moins éloignées, et, par conséquent, fournir immédiatement à l'industrie des capitaux qui seraient, sans cela, restés temporairement stériles pour la production;

3° Multiplier les capitaux même par l'émission, soit de billets à terme transférables et négociables, soit de papier faisant fonction de monnaie et de même valeur qu'elle, à raison de la faculté garantie au porteur de les échanger à présentation contre le signe monétaire métallique de valeur correspondante.

Ces opérations diverses impliquent, comme on le voit, une condition indispensable, la confiance dans l'obligation émise, quelle qu'elle soit, confiance fondée elle-même sur la certitude présumée du remboursement, aux époques fixées, des valeurs qu'elles représentent. C'est ce qu'on nomme *crédit*, et le crédit de la banque en général, ainsi que des banques particulières, repose sur les bases suivantes :

Sur la possession d'un capital effectif perpétuellement tenu en réserve pour l'acquit des engagemens contractés;

Sur la présomption que les pertes éventuelles ne sauraient jamais dépasser ce capital;

Et, attendu que la quantité de papier émis peut être double ou triple de ce même capital, sur la certitude, ou, tout au moins,

l'extrême probabilité que le remboursement n'en sera pas requis à la fois, avant que la banque n'ait pu elle-même effectuer ses propres recouvremens.

Le choix des signatures, la multiplicité des affaires qui compense l'un par l'autre, en les divisant, les risques de perte, satisfont communément, d'une manière suffisante, à la condition de sécurité relative à la conservation du capital qui forme la garantie des créanciers de la banque. Pour que ses propres débiteurs vinssent à faillir presque tous ensemble, il faudrait un concours de circonstances si extraordinairement malheureuses, qu'il est raisonnable de le considérer pratiquement comme impossible.

Et quant à la supposition du remboursement simultanément exigé de la totalité des obligations de la banque, on ne saurait disconvenir qu'à certaines époques de perturbations commerciales, elle ne puisse devenir une réalité. L'expérience en a fourni plus d'une fois la preuve : plus d'une fois la banque d'Angleterre s'est vue hors d'état de remplir ses engagemens envers les porteurs de ses billets, ou d'effectuer leur remboursement en numéraire métallique. Toutefois l'expérience a montré aussi que les avantages procurés au commerce et à l'industrie par les banques autorisées à émettre un papier faisant fonction de monnaie, compensaient surabondamment les dangers que peuvent courir leurs créanciers dans les momens de crise. Il n'existe pas à cet égard une ombre de dissentiment.

Que si, de ces belles et grandes institutions auxquelles la richesse des nations a dû, dans les temps modernes, un accroissement si rapide, nous remontons par la pensée au point de départ, c'est-à-dire à l'échange en nature, qui pourrait méconnaître, dans ce développement graduel de la prospérité publique et du bien-être dont elle est la source, une claire manifestation de la loi de progrès qui préside aux destinées du genre humain perpétuellement en travail pour atteindre, dans tous les ordres où s'exerce son activité, un terme idéal de perfection, dont il approche incessamment? Ceux-là donc seraient insensés qui croiraient possible ou désirable d'arrêter ce mouvement progressif. Ainsi, pour nous renfermer dans le sujet qui nous occupe, quelle que soit la supériorité de notre système économique comparativement aux systèmes antérieurs, tout le monde aujourd'hui comprend que, pour satisfaire aux besoins mêmes qu'il a fait naître, il est nécessaire qu'il reçoive une extension nouvelle et de nouveaux perfectionnemens. L'organisation du crédit n'est pas encore ce qu'elle doit être, ce qu'elle sera certainement un jour. Considérons, en effet,

ce qui lui manque pour remplir complètement son but, les vides qu'il présente, les principales améliorations qu'il laisse désirer.

Telle est l'utilité de la banque en général, qu'on a, malgré les imperfections et les inconvéniens qu'elle présente, universellement accepté son intervention, indispensable désormais au commerce et à l'industrie. Toutefois ces inconvéniens n'en sont pas moins réels, et le premier de tous est le manque de garantie suffisante ou d'une hypothèque dans tous les cas parfaitement correspondante à la masse des obligations contractées. La seule qu'elle offre et qu'elle puisse offrir, en partie réelle, en partie fictive, repose sur le calcul des chances probables de perte, calcul souvent trompeur dans les soudaines révolutions auxquelles le monde commercial est exposé presque périodiquement. De plus, à ces époques désastreuses, au lieu de soutenir le crédit ébranlé, les banques l'ébranlent encore davantage, par la nécessité où elles se trouvent de réduire leurs escomptes lorsqu'il faudrait les multiplier, et de rappeler à elles les capitaux déjà trop rares, afin d'être en état de satisfaire à leurs propres engagemens. Elles oublient forcément, pour se conserver, toute autre pensée que celle de leur conservation même.

Le crédit, en outre, sous sa forme actuelle, présente le double inconvénient de ne pas fournir à la production une quantité de capitaux à beaucoup près équivalente à ses besoins, et d'en déterminer, par les embarras de la circulation, l'engorgement momentané dans un petit nombre de mains, entre lesquelles ils demeurent plus ou moins long-temps inutiles : surabondance ici, là disette, désordre partout.

Ces capitaux insuffisans et d'une circulation difficile sont, en outre, par une suite inévitable de l'organisation présente du crédit, fréquemment improductifs pour ceux qui les possèdent, et par conséquent pour la société. Nous ne parlons pas seulement des espèces métalliques qui, sans même tenir compte des frais qu'entraîne leur transport d'un lieu en un autre, demeurent évidemment stériles pendant la durée de ce transport; nous parlons surtout des mêmes espèces enfouies dans les caves des banques pour garantie de leur papier, des fonds de caisse nécessaires à quiconque s'occupe d'un négoce quelconque, des réserves, des épargnes gardées par chacun, faute d'un placement sûr, ou d'un remboursement assez facilement, assez promptement réalisable. S'il était possible d'évaluer le montant des pertes réelles qui résultent de l'inactivité de ces fonds divers, on serait surpris de la diminution qu'en reçoit la richesse publique, et par conséquent le bien-être général et individuel.

Une continuelle cause de gêne dans les relations de chaque pays avec les pays étrangers, en même temps qu'une source d'opérations souvent équivoques, est la diversité des monnaies. Différentes de poids, différentes de titres, elles varient encore à l'un et à l'autre égard; circonstance qui complique les difficultés du change, sujet d'ailleurs à de nombreuses et subites variations, fâcheuses toujours et quelquefois funestes pour le commerce dont elles déconcertent les plus sages calculs.

En fondant un système de crédit général sur des bases nouvelles, l'association de *l'Omnium* nous paraît rémédier à tous ces graves inconvéniens. Ce n'est rien moins, à notre avis, que la création de l'instrument à l'aide duquel s'accompliront les progrès futurs de l'humanité dans l'ordre matériel, une pensée aussi simple que féconde, comme toutes les grandes pensées, et dont l'application qui commence en ce moment même, en augmentant indéfiniment l'énergie productrice, facilitera encore, par l'un de ses effets nécessaires, une distribution plus égale de la richesse produite, et, sous ces deux rapports, changera, sans secousses et sans brisemens, la face du monde.

Notre intention n'est pas d'exposer ici, dans tous ses détails, le système de crédit de l'association de *l'Omnium*. Nous n'aurions pour cela qu'à transcrire l'exposé même publié par l'association, et où l'on a su mettre, avec une clarté, une netteté parfaite, à la portée des esprits à qui ce genre de considérations est le moins familier, l'ensemble de ce vaste plan et ses moyens d'exécution; et quoique nous n'ayons rien à dire qui ne se comprenne aisément de soi-même, on nous comprendra mieux encore si l'on a lu auparavant cet exposé si remarquable.

Voyons d'abord comment *l'Omnium* remédie aux inconvéniens des systèmes actuels de crédits.

Celui que nous avons d'abord signalé, est le défaut de garantie suffisante ou parfaitement certaine en toute circonstance, que l'effet de circulation émane soit d'une maison particulière, soit d'une banque générale publique. Dans le premier cas, en effet, il vaut ce que vaut la signature, ou les signatures dont il est revêtu, et par conséquent sa valeur dépend de la fortune, le plus souvent inconnue, des signataires, ainsi que du résultat également inconnu des affaires dans lesquelles ils peuvent être engagés. La masse des faillites, comparée avec la masse des opérations de cette nature dans un espace de temps déterminé, donnerait la mesure du risque couru par les porteurs de

ce genre d'effets. Dans le second cas, il est évident que la somme des billets émis par chaque banque générale étant de toute nécessité double ou triple de son capital, elle ne saurait jamais offrir à ses créanciers une garantie matérielle complète.

Aucun effet de *l'Omnium* n'entre, au contraire, en circulation qu'après le dépôt préalable d'une valeur équivalente facilement réalisable, et qui demeure ainsi déposée jusqu'à l'acquittement de l'effet dont elle forme l'hypothèque spéciale; et ce même effet a de plus, pour hypothèque subsidiaire, le capital entier appartenant à l'association. *L'Omnium* résout donc, aussi pleinement qu'il peut l'être, le problème jusqu'ici resté insoluble d'un papier de circulation portant avec soi sa complète garantie.

Le second inconvénient que présente le système actuel de crédit, tel qu'il est organisé dans les banques particulières et les banques publiques, est de ne fournir aucun remède dans les crises commerciales, et même d'aggraver le mal, par la nécessité où se trouvent ces banques de restreindre leurs escomptes, et de rappeler à elles les capitaux en circulation, au moment même où la disette s'en fait le plus sentir.

L'Omnium, en ces circonstances, loin de réduire ses opérations, peut, sans crainte et sans gêne, les multiplier indéfiniment; car la garantie de chacune d'elles lui est, pour ainsi parler, inhérente. Toute valeur, de quelque nature qu'elle soit, peut être la matière de cette garantie, comme elle est celle de l'opération elle-même; et aucune d'elles n'entraînant, pour l'association, de risques qui n'existent pas dans les temps ordinaires, elle n'est point obligée d'augmenter ses tarifs, ou de rendre plus onéreuses les conditions auxquelles elle délivre ses effets. Elle sera donc d'un secours immense dans les crises commerciales, et même elle contribuera beaucoup à les prévenir, en facilitant, selon l'étendue des besoins, la mobilisation des valeurs existantes, dont par cela même, en outre, elle empêchera la dépréciation.

Toute valeur quelconque, pourvu qu'elle soit aisément réalisable, pouvant, comme nous l'avons dit, servir d'hypothèque aux obligations de *l'Omnium*, il est évidemment destiné à devenir l'auxiliaire le plus puissant du travail. Fonds de terre, marchandises, métaux précieux, inscriptions de rente, actions négociables, en un mot, toute espèce de gage réel et solide, transformé en effets de circulation, viendra, par le cours naturel des choses, accroître la masse des capitaux applicables aux diverses entreprises industrielles et com-

merciales, tandis que celles-ci, multipliées par les facilités qui leur sont offertes, fourniront un emploi toujours utile à ces mêmes capitaux, et en préviendront l'engorgement dans les mains entre lesquelles ils restent aujourd'hui souvent inactifs.

En effet, dans l'état actuel du crédit, les capitaux ne se déplacent guère que par masses considérables; ils ne se subdivisent qu'avec une peine extrême pour suivre le travail et l'industrie dans leurs dernières ramifications; et quand ils y arrivent, ils ont passé par tant d'intermédiaires, qui tous les ont grevés de quelque prélèvement, que l'intérêt s'en trouve élevé énormément pour le producteur. *L'Omnium*, au contraire, les mettant immédiatement à sa portée, à un taux modique, le même pour tous, en multiplie ainsi l'emploi, en même temps qu'il attaque l'usure dans son principe même.

Il faut joindre à cet avantage celui de rendre productifs les capitaux stérilement déposés dans les caisses des banquiers et des commerçans dont ils forment le fonds de caisse, et dans les mains de tous ceux qui se déterminent à les garder, faute d'un placement commode ou exempt de risques. Échangés contre des effets de *l'Omnium*, effets toujours payables à un petit nombre de jours de vue dans les comptoirs de l'association, de plus réalisables à chaque instant par l'effet même de la circulation, et faisant dès-lors véritablement fonction de numéraire métallique, ces capitaux produisent un intérêt de trois pour cent, d'où résulte, dans la richesse publique et particulière, un accroissement notable. A quoi l'on doit ajouter encore que cet intérêt attaché aux effets de *l'Omnium*, les rendant préférables au numéraire métallique improductif pour ses possesseurs, activera la circulation de celui-ci, et par là même remédiera, en une certaine mesure, à la disproportion entre la quantité existante de ce numéraire et celle des capitaux mis en mouvement par l'industrie et représentés par le crédit.

Il servira aussi à simplifier les opérations d'un pays à l'autre, en faisant disparaître les différences des monnaies ramenées à une unité de convention, au moyen de laquelle les difficultés et les variations du change sont tellement réduites qu'on peut les considérer comme à peu près nulles dans la pratique; car un effet de *l'Omnium* pris en France, par exemple, et toujours payable à quelques jours de vue en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, partout, en un mot, où il existe des comptoirs de l'association, et il en existe déjà dans les places principales de l'Europe entière; cet effet représente une valeur invariable en monnaie de chaque pays, valeur calculée sur le

cours du change au moment de l'émission, et par conséquent il équivaut, sous ce rapport, à une somme égale en chacune de ces valeurs monétaires; il vaut à Londres tant de livres sterling, tant de florins à Amsterdam, tant de marcs à Hambourg, de ducats à Naples, de piastres à Madrid, quelles que puissent être les variations du change, du jour de l'émission au jour du paiement.

Ce sont là, certainement, d'immenses améliorations; et voyez comment on y est successivement parvenu. D'abord, l'invention de la monnaie, ou la création d'une marchandise unique, indestructible, qui, représentant toutes les autres, remplace chacune d'elles dans l'acte de l'échange, et fait ainsi pénétrer le commerce partout où la monnaie peut pénétrer. Mais, d'un transport souvent difficile, la monnaie ne pénètre pas aisément partout, et le transport lui-même est sujet à des risques nombreux. La pensée heureuse des âges postérieurs, la lettre de change remédie en partie à ce double inconvénient; et de la lettre de change, qui n'est au fond qu'*une promesse de paiement* substituée au paiement effectif actuel, sortent, avec le temps, des multitudes d'effets de toute sorte, qui, sous des noms divers, n'en sont que des modifications, ou ne sont, comme elle, que des promesses de paiement, dépourvues, pour la plupart, d'hypothèque complète. Que fait *l'Omnium?* Il ramène ces effets d'espèce diverse à une seule et unique espèce d'effet, comme originairement la monnaie ramena toutes les marchandises à une seule et unique marchandise. Il attache à cet effet unique une hypothèque certaine, rigoureusement équivalente, et, de simple promesse de paiement, il le transforme, quant à l'usage, en une monnaie universelle, par la possibilité de l'échanger à chaque instant contre une valeur égale en numéraire métallique. Il semble donc que, dans cette branche de l'économie publique, le dernier terme soit atteint, et qu'il ne reste plus qu'à étendre l'emploi du puissant moyen nouvellement acquis pour le développement de la prospérité matérielle.

Que si, rassemblant les observations qui précèdent, on en déduit les conséquences les plus générales, il en est deux surtout dont l'importance, dans l'état présent de la société, nous paraît de nature à frapper vivement les esprits.

La première, c'est que le système de crédit dont nous venons d'exposer les bases principales, tend également, par son effet propre et nécessaire, indépendant de toute direction qui se proposerait ce but spécial, à augmenter la production, et à la régler. Il augmentera évidemment la production, en augmentant la masse des capitaux en cir-

culation, et en abaissant le taux de l'intérêt. Il règlera cette même production, en la renfermant dans les limites des valeurs réelles existantes, dont l'effet circulant n'est, pour ainsi dire, que le signe monétaire : tandis qu'aujourd'hui, d'une part, les capitaux circulent, comme nous l'avons montré, en quantité moindre, et, d'une autre part, sont représentés par un papier dépourvu en partie d'hypothèque réelle, et, dans tous les cas, incertaine, ce qui rend les opérations où on les emploie incertaines au même degré, par la difficulté, entre autres, d'établir un rapport exact entre la vente possible et la production.

Une seconde conséquence du système général de crédit sera d'aider beaucoup à la solution du grand problème de la distribution de la richesse; car, en augmentant indéfiniment la masse des valeurs circulantes, en infiltrant, pour parler ainsi, par leur subdivision, les capitaux dans toutes les veines du corps social, il les fera parvenir jusqu'à ceux auxquels ils ne sont point accessibles présentement, et cela de deux manières. Tout ce qui représente une valeur réelle pouvant devenir une hypothèque acceptable dans ce système de crédit, un nombre considérable de travailleurs, réduits maintenant à vendre leur travail aux capitalistes, obtenant, pour un faible intérêt, les capitaux qui leur manquent, retireront pour eux-mêmes de ce travail les bénéfices que d'autres en recueillent dans l'état actuel du crédit, d'où il résultera que la richesse oscillera entre deux points plus rapprochés, ou, en d'autres termes, que le travail ayant une part plus grande dans les produits du travail même, le contraste affligeant et dangereux de l'opulence excessive et de l'excessive misère diminuera progressivement.

On conçoit même qu'on en viendra, par un développement naturel et prochain, à accepter, en certains cas, comme les banques d'Écosse, le travail pour hypothèque d'un capital ou d'un crédit déterminé, ou à combiner, dans la pratique, les garanties morales avec les garanties matérielles, sauf à compenser les risques éventuels par un intérêt plus élevé, ou par une sorte de prime d'assurance. On sera même infailliblement conduit là par le mouvement naturel des choses; car, au fond, le travail uni à la probité forme, à tout prendre, une garantie souvent plus solide qu'une foule de gages matériels, ou douteux en soi, ou que mille circonstances peuvent détruire entre les mains des dépositaires. On voit d'ailleurs combien cette direction donnée au crédit contribuerait, par l'intérêt même, à la réforme morale des hommes de travail.

Sous quelque point de vue qu'on l'envisage, le système de crédit général auquel on a donné le nom d'*Omnium* correspond donc admirablement aux besoins présens de la société, et, quel que doive être le progrès futur dans l'ordre matériel, il en sera, nous le croyons, l'instrument principal, car il renferme en soi, comme toutes les grandes pensées, un principe de développement indéfini. Si ce développement, qu'il faudra des siècles pour opérer complètement, avait atteint sa dernière limite, la totalité des valeurs existantes sur la surface entière du globe, de quelque nature qu'elles fussent, pourvu qu'elles constituassent une propriété réelle de l'homme, rendues mobiles, seraient *faites monnaie;* et la monnaie qui les représenterait sous la forme d'un papier de circulation ne pourrait jamais dépasser la quotité de ces mêmes valeurs qui lui serviraient d'hypothèque. Au-delà de ce terme, il est impossible de rien imaginer en matière de crédit; car le crédit réel a pour borne celle des valeurs quelconques actuellement existantes.

Mais cette borne atteinte, qu'arriverait-il? Une des plus profondes révolutions sociales qu'on puisse concevoir; car, sans que l'on se fût le moins du monde proposé ce but originairement, par le seul résultat d'un progrès qu'aucune puissance ne saurait arrêter, le système entier de la propriété changerait radicalement. Lorsqu'en effet toutes les valeurs, devenues mobiles, auraient été mises en circulation, l'abondance des capitaux offerts au travail réduirait presque à rien le taux de l'intérêt : d'où il suivrait que personne ne pouvant subsister désormais dans la pure condition de capitaliste, chacun serait forcé pour vivre d'appliquer, d'une manière quelconque, son travail au capital dont il disposerait, pour en tirer ses moyens d'existence, et que la meilleure existence serait, en général, le prix de l'activité la plus intelligente et la mieux soutenue. Qu'on suive, de proche en proche, les conséquences d'une semblable transformation, on se convaincra que l'humanité s'avance, par une voie dont rien ne la peut détourner, vers des destinées toutes nouvelles, et qu'au sein du présent, si confus en apparence et si divisé, il se prépare une grande et magnifique unité future.

Quoi qu'il en soit, nous regardons l'établissement de *l'Omnium* comme un bienfait actuel, un immense bienfait pour tous indistinctement, pauvres et riches; car le pauvre y trouvera des moyens chaque jour plus faciles de sortir de sa pauvreté, et le riche des moyens d'augmenter sa richesse.

F. DE LA MENNAIS.

SUR LA NAISSANCE

DU

COMTE DE PARIS.

De tant de jours de deuil, de crainte et d'espérance,
De tant d'efforts perdus, de tant de maux soufferts,
En es-tu lasse enfin, pauvre terre de France,
Et de tes vieux enfans l'éternelle inconstance
Laissera-t-elle un jour le calme à l'univers?

Comprends-tu tes destins et sais-tu ton histoire?
Depuis un demi-siècle as-tu compté tes pas?
Est-ce assez de grandeur, de misère et de gloire,
Et, sinon par pitié pour ta propre mémoire,
Par fatigue du moins t'arrêteras-tu pas?

Ne te souvient-il plus de ces temps d'épouvante,
Où de quatre-vingt-neuf résonna le tocsin?
N'était-ce pas hier, et la source sanglante
Où Paris baptisa sa liberté naissante,
La sens-tu pas encor qui coule de ton sein?

A-t-il rassasié ta fierté vagabonde,
A-t-il pour les combats assouvi ton penchant,
Cet homme audacieux qui traversa le monde,
Pareil au laboureur qui traverse son champ,
Armé du soc de fer qui déchire et féconde!

S'il te fallait alors des spectacles guerriers,
Est-ce assez d'avoir vu l'Europe dévastée,
De Memphis à Moscou la terre disputée,
Et l'étranger deux fois assis à nos foyers,
Secouant de ses pieds la neige ensanglantée?

S'il te faut aujourd'hui des élémens nouveaux,
En est-ce assez pour toi d'avoir mis en lambeaux
Tout ce qui porte un nom, gloire, philosophie,
Religion, amour, liberté, tyrannie,
D'avoir fouillé partout, jusque dans les tombeaux?

En est-ce assez pour toi des vaines théories,
Sophismes monstrueux dont on nous a bercés,
Spectres républicains sortis des temps passés,
Abus de tous les droits, honteuses rêveries
D'assassins en délire ou d'enfans insensés?

En est-ce assez pour toi d'avoir, en cinquante ans,
Vu tomber Robespierre et passer Bonaparte,
Charles dix pour l'exil partir en cheveux blancs;
D'avoir imité Londre, Athènes, Rome et Sparte,
Et d'être enfin Français n'est-il pas bientôt temps?

Si ce n'est pas assez, prends ton glaive et ta lance;
Réveille tes soldats, dresse tes échafauds;
En guerre! et que demain le siècle recommence,
Afin qu'un jour du moins le meurtre et la licence,
Repus de notre sang, nous laissent le repos!

Mais si Dieu n'a pas fait la souffrance inutile,
Si des maux d'ici-bas quelque bien peut venir;
Si l'orage apaisé rend le ciel plus tranquille;
S'il est vrai qu'en tombant sur un terrain fertile,

Les larmes du passé fécondent l'avenir,

Sache donc profiter de ton expérience,
Toi qu'une jeune reine, en ses touchans adieux,
Appelait autrefois plaisant pays de France!
Connais-toi donc toi-même, ose donc être heureux!
Ose donc franchement bénir la Providence!

Laisse dire à qui veut que ton grand cœur s'abat,
Que la paix t'affaiblit, que tes forces s'épuisent;
Ceux qui le croient le moins sont ceux qui te le disent.
Ils te savent debout, ferme, et prêt au combat,
Et ne pouvant briser ta force, ils la divisent.

Laisse-les s'agiter, ces gens à passion,
De nos vieux harangueurs modernes parodies;
Laisse-les étaler leurs froides comédies,
Et, les deux bras croisés, te prêcher l'action;
Leur seule vérité, c'est leur ambition.

Que t'importent des mots, des phrases ajustées?
As-tu vendu ton blé, ton bétail et ton vin?
Es-tu libre? Les lois sont-elles respectées?
Crains-tu de voir ton champ pillé par le voisin?
Le maître a-t-il son toit, et l'ouvrier son pain?

Si nous avons cela, le reste est peu de chose.
Il en faut plus pourtant; à travers nos remparts,
De l'univers jaloux pénètrent les regards.
Paris remplit le monde, et lorsqu'il se repose,
Pour que sa gloire veille, il a besoin des arts.

Où les vit-on fleurir mieux qu'au siècle où nous sommes?
Quand vit-on au travail plus de mains s'exercer?
Quand fûmes-nous jamais plus libres de penser?
On veut nier en vain les choses et les hommes;
Nous aurons à nos fils une page à laisser.

Le bruit de nos canons retentit aujourd'hui;
Que l'Europe l'écoute, elle doit le connaître!

France, au milieu de nous un enfant vient de naître,
Et si ma faible voix se fait entendre ici,
C'est devant son berceau que je te parle ainsi.

Son courageux aïeul est ce roi populaire
Qu'on voit depuis huit ans, sans crainte et sans colère,
En pilote hardi nous montrer le chemin.
Son père est près du trône, une épée à la main;
Tous les infortunés savent quelle est sa mère.

Ce n'est qu'un fils de plus que le ciel t'a donné,
France, ouvre-lui tes bras sans peur, sans flatterie;
Soulève doucement ta mamelle meurtrie,
Et verse en souriant, vieille mère-patrie,
Une goutte de lait à l'enfant nouveau-né.

ALFRED DE MUSSET.

29 août.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1838.

Les fêtes données à l'occasion de la naissance du comte de Paris sont terminées; mais les mécontentemens que cet évènement a causés aux différens partis se font encore entendre. Le nom donné au nouvel héritier du trône, les paroles prononcées par le roi et le duc d'Orléans, tout, jusqu'au jour de la naissance du jeune prince, a servi de sujet et de texte aux déclamations et aux prophéties sinistres. Un journal légitimiste n'a-t-il pas fait remarquer que le comte de Paris est né le 24 août, jour anniversaire de la Saint-Barthélemy? S'il en est ainsi, 1838 sera une réparation des malheurs de 1572, mais nous ne devons pas nous étonner que les écrivains légitimistes, qui approuvaient la Saint-Barthélemy en la nommant un acte de rigueur salutaire, ne sentent pas toute la portée d'un évènement qui assure à la France la perpétuation directe d'une dynastie fondée sur le principe de la liberté des cultes et de toutes les libertés politiques.

Des esprits inquiets, mais moins hostiles, ont cru devoir remarquer que tant de réjouissances à l'occasion de la venue d'un héritier du trône, sont superflues, attendu que la naissance d'héritiers directs et pleins d'avenir, n'a pas empêché, depuis trente ans, les dynasties de tomber. Il est vrai que l'ambition effrénée de Napoléon a privé son fils du trône de France, et que le manque de foi royale de Charles X a envoyé le duc de Bordeaux en exil. C'est un exemple qu'il est bon de mettre, en tous pays, sous les yeux des princes; mais cet exemple est inutile en France, et surtout en pareille occasion. Est-ce au roi qu'on viendrait offrir un pareil exemple; au roi, qui depuis huit ans a fait respecter, et souvent au péril de sa vie, par tous les partis qui les ont attaquées, les institutions jurées en 1830? Est-ce à ses fils, à son héritier? Mais n'ont-ils pas secondé le roi dans toutes ces journées périlleuses où il fallait défendre la constitution, les armes à la main? n'ont-ils pas rempli leurs devoirs de prince et de citoyen, comme le soldat le plus obscur et le fonctionnaire le plus exact? Quel a été le premier acte du roi après la naissance de son petit-fils? N'a-t-il pas écrit de sa main au corps municipal pour lui

annoncer cet heureux événement, en le qualifiant de garantie nouvelle à la stabilité de nos institutions? Le roi, qui nous a montré quelle éducation reçoivent ses enfans, avait bien le droit de parler ainsi d'avance de son petit-fils. Le trône ne manque pas aux princes qu'on élève de la sorte, car ils sont dignes de le remplir. Et peut-être n'eût-il pas manqué au duc de Bordeaux lui-même, si la France n'avait su qu'il n'y avait rien à attendre pour elle de l'élève de l'abbé Tharin.

Ce ne sont pas, en effet, les naissances royales qui ont manqué à la France depuis quinze années; ce sont les éducations royales qui ont manqué aux princes que la providence avait accordés aux vœux du pays. Le roi de Rome eut le malheur de naître en un temps où le despotisme le plus pesant ne laissait parvenir que l'adulation au pied du trône. Les grands malheurs qui renversèrent si promptement cette haute fortune, furent l'effet même des fautes du fondateur de cette race, détruite dans son germe. Le duc de Bordeaux porte aussi le poids des fautes du chef de sa maison. Né dans un temps de liberté et de vérité, il eût peut-être profité de ces circonstances favorables; mais, au lieu de l'élever au milieu de la France et de la lui faire connaître, on le renferma dans le sein d'un parti, on lui répéta que les siens n'avaient jamais cessé de régner, on lui dissimula jusqu'aux faits de cette longue et immense révolution dont la connaissance seule pouvait le rendre propre à la conduire. En présence du régime constitutionnel qu'on lui apprenait à détester, au milieu d'un peuple libre et fier de ses droits nouveaux, le jeune prince vécut comme s'il était dans l'émigration; on l'entoura de ceux qui haïssaient le plus les institutions qu'il devait jurer de maintenir, et le premier acte politique dont l'étiquette de palais ne put lui dérober la connaissance, ce fut la violation d'une parole royale donnée solennellement trois fois à la face du pays. Les premiers coups de canon qu'il entendit, ce furent ceux que le roi son aïeul faisait tirer sur son peuple, et la première fois qu'on lui fit voir la France et ses populations, ce fut quand il les traversa pour se rendre en exil. Ces grands malheurs ont-ils au moins profité au dernier rejeton vivant des dynasties perdues? Les organes éclairés de la vieille légitimité, qui savent à quelles conditions on règnera désormais en France, quelque nom qu'on porte, en doutent, ou plutôt en désespèrent. La *Gazette de France* ne déclarait-elle pas elle-même, il y a peu de jours, que le règne de Henri V était incompatible avec une constitution quelconque? et la feuille que nous citons était bien informée. Voudra-t-on nier, en effet, que le petit-fils de Charles X dit hautement, en toute occasion, qu'il refuserait le trône de France si on le lui offrait avec une charte, et qu'il ajoute que la révolution de juillet lui semble l'évènement le plus heureux; car autrement il eût reçu la couronne avec l'obligation d'être un roi constitutionnel, comme l'était son aïeul, qui n'a qu'un tort à ses yeux, celui d'avoir attendu quatre ans avant de signer les ordonnances? Ces paroles sont authentiques, et mille témoins élèveraient la voix pour répondre à ceux qui les nieraient.

Qu'on s'étonne maintenant que le trône ait manqué aux héritiers! Mais

leurs pères et leurs cours ne l'ont-ils pas détruit eux-mêmes sous leurs pieds? Nous ne sommes ni courtisans, ni prophètes. Nous ne saurions prédire si la vie du comte de Paris sera prospère et glorieuse; si, dans l'Europe où tout vacille, les évènemens seront pour lui; mais ce que nous savons bien, c'est que tout ce que la prudence et la sagesse humaines peuvent faire pour l'héritier d'un trône, son aïeul et son père le feront pour lui. Et pour accomplir ce dessein, ils n'auront pas besoin de chercher d'autres traditions que celles de leur famille, d'autres enseignemens que ceux qu'ils prendront en eux-mêmes. Le roi n'aura qu'à faire lire à son petit-fils l'histoire de son règne, pour lui apprendre ce que c'est qu'un roi constitutionnel. Le duc d'Orléans n'aura qu'à répéter au jeune prince les leçons qu'il a reçues dans nos colléges, qu'à lui communiquer l'expérience qu'il a puisée dans la simple fréquentation des hommes de tous les rangs, pour lui tracer les devoirs d'un héritier du trône, pour lui enseigner le métier de prince dans un pays libre. On voit que la Providence a déjà fait beaucoup pour le comte de Paris en le faisant naître où il est né. Ajoutons qu'elle l'a fait naître dans un temps où les passions violentes sont mal reçues, et dans un pays fatigué de commotions politiques, toutes choses qui ont manqué aux anciens héritiers du trône de France. Voilà bien des chances en faveur de celui-ci, et bien des raisons de ne pas s'inquiéter de son avenir.

Le don d'une épée, votée par le conseil municipal, au comte de Paris, a naturellement donné lieu à beaucoup de critiques. Pourquoi une épée à un enfant? Pourquoi déclarer surtout, comme l'a fait le préfet de la Seine, que cette épée ne doit rappeler ni celle de Charlemagne ni celle de Napoléon, c'est-à-dire que ce doit être là une épée pacifique? Le roi a répondu en disant que cette épée sera toujours prête à préserver notre honneur national de toute atteinte et notre territoire de toute invasion, que si elle sort du fourreau, ce sera pour hâter le terme des maux de la guerre, et pour faire jouir la France de la conquête de la paix. Les paroles dites devant un berceau, en présence d'un enfant qui ne les entend pas, ont souvent une grande influence dans l'avenir; ce sont les premières paroles qu'on lui répète dès qu'il est en état de comprendre. Qui sait si les sages réflexions du fondateur de la dynastie, ne se présenteront pas à la pensée du comte de Paris dans des momens difficiles? Le vœu d'une ville capitale, représentée par ses délégués, n'est pas non plus un fait indifférent, et c'est, en quelque sorte, flétrir les annales d'une nation, que jeter du ridicule sur de pareils actes.

Enfin, la harangue de M. l'archevêque de Paris au roi, à l'occasion du *Te Deum* d'actions de grace, a fait naître d'autres rancunes et de nouvelles critiques. « La monarchie compose avec le clergé, s'est écriée l'opposition radicale. Le règne des jésuites ne tardera pas à revenir; le fameux parti-prêtre va de nouveau dominer, et (qui sait?) nous ramener aux ordonnances de juillet, sans doute. » Qu'est-il donc arrivé qui puisse motiver ces plaintes que nous voulons bien supposer sincères? M. l'archevêque de Paris a ondoyé

l'héritier du trône, et il devait le faire. De son côté, le roi s'est rendu avec sa famille à l'église cathédrale, pour remercier Dieu de la grace qu'il lui a faite. La France a-t-elle donc pris l'engagement d'être athée depuis la révolution de juillet? Cet acte religieux révolte une certaine partie de l'opposition, qui ne voit aujourd'hui que théocratie et fanatisme. M. l'archevêque de Paris lui semble un cardinal de Retz, un turbulent qui se soumet en frémissant, et qui prend d'une main mille fois plus qu'il ne donne de l'autre. Quand donc laisserons-nous à chacun son caractère? Un archevêque, un prélat, ne peut avoir les idées d'un écrivain politique, ou d'un député constitutionnel. Le prélat dit au roi qu'il a demandé à Dieu d'abréger les temps, et de hâter le moment où tous les Français seront réunis dans les liens d'une même foi, en un seul troupeau avec un seul pasteur. Mais tel a toujours été le vœu de l'église catholique, vœu que manifestent les missions lointaines, les prédications, les martyres qui l'ont honorée, et, il faut bien le dire, les persécutions qu'elle a soulevées et qui l'ont quelquefois flétrie. Veut-on que l'église catholique abdique son principe fondamental, qui est le prosélytisme, et qu'elle ne se permette pas même un vœu innocent pour la conversion de ceux qu'elle voudrait voir dans son sein? L'article 5 de la Charte dit que chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient, pour son culte, la même protection. Voudrait-on empêcher M. l'archevêque de Paris de professer sa religion avec la liberté que nous réclamons pour nous tous? Imiterons-nous le fanatisme voltairien du *Constitutionnel*, qui s'écrie à cette occasion : « Voyez comme le prélat donne un large champ à ses passions d'intolérance, lorsqu'il appelle de ses vœux le jour où tous les Français seront convertis à la foi catholique! » C'est un prélat bien intolérant, en effet, que celui qui prie Dieu d'augmenter le nombre de ses fidèles. Les prêtres de toutes les religions font-ils autre chose? Disons la vérité, et ne reculons pas lâchement devant ces aveugles élans du vieux libéralisme. M. l'archevêque de Paris a parlé en archevêque, et le roi comme un roi, d'abord en blâmant les désastres qui ont frappé l'archevêché, en 1831, puis en disant « qu'il louait Dieu de tous les bienfaits que la main céleste a répandus sur la France, sur sa famille et sur lui. » *Le temps d'épreuves* dont a parlé M. l'archevêque de Paris, est passé, nous l'espérons; le clergé a subi les effets inévitables d'une réaction que quelques-uns de ses membres avaient provoquée, en se mêlant trop ardemment à la politique de la restauration et en l'entraînant dans des voies fâcheuses. Les paroles même du prélat prouvent que le gouvernement est loin de tout accorder au clergé, comme on l'en accuse; mais tous les égards, dus à un corps respectable, lui sont accordés sans réserve. En restant dans les limites du sacerdoce, il s'assurera la plus utile et la plus belle influence, et il la devra uniquement aux vertus dont le clergé français a tant de fois donné l'exemple.

Quelques journaux français, de ceux qui ont le plus contribué à l'exaltation qui règne dans plusieurs cantons de la Suisse contre la France, annoncent

le terme des difficultés nées entre le gouvernement français et la république helvétique. La déclaration du grand conseil de Thurgovie suffirait selon ces feuilles. Le grand conseil de Thurgovie a déclaré, en effet, que le vote de sa députation est maintenu dans tous ses points, et qu'en conséquence, Thurgovie repousse de la manière la plus formelle la demande faite par la France, de l'expulsion du prince Louis Bonaparte. En sa qualité d'état souverain, est-il ajouté dans cette déclaration, Thurgovie se propose de rechercher et de punir lui-même les intrigues politiques susceptibles de compromettre la tranquillité des autres états.

En lisant cette déclaration si explicite, on est d'abord amené à se demander quels sont les moyens légaux à l'aide desquels le canton démocratique de Thurgovie peut empêcher M. Louis Bonaparte de conspirer contre la tranquillité de la France. Puis on se demande encore comment il se fait que le grand conseil de Thurgovie ait passé sous silence le défaut d'adhésion de M. Louis Bonaparte à l'article 25 de la constitution thurgovienne, circonstance qui réduit la qualité de citoyen de Thurgovie à un titre honorifique. C'est ainsi que la commune de Schutz et celle d'Oberstrass voulaient accorder le titre de citoyen, sans droits civiques, à M. Louis Bonaparte. S'ensuivrait-il qu'il serait citoyen de Lucerne et de Zurich? Nullement. La Suisse est maîtresse, il est vrai, de prendre M. Louis Bonaparte sous sa protection. Si la république helvétique croit avoir de grandes obligations à ce jeune homme; si le titre de prince qu'il porte lui donne, près des démocrates suisses, un crédit assez grand pour faire repousser par tous les cantons et par le directoire fédéral, les justes demandes de la France, rien de mieux. Assurément, les négociations seraient terminées, et notre ambassadeur n'aurait plus qu'à demander ses passeports; mais nous ne pouvons croire que les choses en soient arrivées à ce point.

D'abord, tous les journaux suisses sont loin de tenir le même langage. L'*Allgemein* déclare qu'il eût été dans les devoirs de bon voisinage d'engager M. Louis Bonaparte à s'éloigner du territoire de la confédération. Ce journal blâme les chefs radicaux qui ont, dit-il, en main les rênes de la confédération, d'avoir déclaré d'une manière si arrogante qu'ils ne consentiraient jamais à l'expulsion de M. Louis Bonaparte. *L'Ami du Peuple*, de Berne, dit que M. Louis Bonaparte ne considère son droit de citoyen suisse que comme un moyen de réaliser ses vues ambitieuses. La brochure Laity, dit *l'Ami du Peuple*, en est une preuve. Que de personnes n'a-t-il pas compromises par cet écrit! — La feuille suisse n'est pas pour l'expulsion, mais elle est plus rigoureuse encore. Elle parle de citer M. Louis Bonaparte devant la diète, de lui faire l'injonction de rester tranquille, comme il convient à un citoyen suisse, et dans le cas où il agirait autrement, de l'envoyer réfléchir dans une chambre du château d'Arbourg. Le château d'Arbourg est une prison d'état. Une autre feuille compare M. Louis Bonaparte à la chauve-souris de La Fontaine, qui montre tour à tour ses pieds et ses ailes, et M. Louis Bonaparte lui-même justifie cette assertion par sa lettre au grand conseil de Thurgovie, où il ne

parle de sa situation qu'en termes ambigus. Le droit de bourgeoisie de Thurgovie est le seul qu'il possède, dit-il; mais il ne déclare pas hautement qu'il a renoncé à sa qualité de Français. Ce langage équivoque n'est pas à la hauteur de la situation que voudrait se faire M. Louis Bonaparte, et nous devons lui dire qu'il y a bien loin de sa lettre à celle que Louis XVIII écrivit de Varsovie à Napoléon. Il n'est pas si facile qu'on le pense de prendre le langage et l'attitude d'un prétendant.

Le directoire fédéral sera-t-il moins sage et moins modéré que les feuilles dont nous venons de citer quelques passages? Les rodomontades des radicaux suisses, copiées de celles qu'on adressait à M. de Bombelles, ambassadeur d'Autriche, quand il somma les cantons d'expulser les réfugiés qui s'étaient assemblés au Steinhalzli, seront-elles soutenues par le gouvernement de la république helvétique? Les membre du directoire voudront-ils sanctionner l'injure adressée à la France par un faubourg de Zurich et par un hameau de Lucerne, qui ont choisi cette circonstance pour décerner la bourgeoisie à M. Louis Bonaparte? La France peut bien ne pas se baisser pour regarder ces pygmées qui l'outragent, mais nous prévenons le directoire helvétique qu'il n'en serait pas ainsi de sa décision.

La Suisse occupe une place importante en Europe, mais uniquement à cause de ses voisinages. Elle peut livrer le passage vers notre frontière de l'est et nous découvrir depuis Mulhausen jusqu'à Lyon. Elle peut jouer le même rôle vis-à-vis de la Lombardie. La Suisse est donc tout pour ses voisins; ses procédés à leur égard ont une importance double de celle des autres états, et entre la meilleure harmonie et une hostilité ouverte, il n'y a pas de milieu pour la France dans ses rapports avec la Suisse. Un système mixte serait tout-à-fait d'une fausse politique. La France doit faire sentir constamment à la Suisse les effets de sa bienveillance ou ceux de sa force, se faire aimer ou se faire craindre; sa sûreté le veut ainsi. Les capitulations que faisait autrefois la France avec les cantons étaient, selon nous, d'une excellente politique; tous les moyens de conciliation et de bons rapports doivent être employés, à défaut de ces conventions amicales qui ne sauraient plus avoir lieu aujourd'hui. Nous devons croire que ces moyens ont été tentés, et qu'ils le sont encore; s'ils ne réussissent pas, le devoir du gouvernement français est tout tracé. Genève est à deux pas du fort de l'Écluse; et de Bâle à Constance, qui est à quelques milles de Frauenfeld, la capitale de Thurgovie, il n'y a qu'une promenade militaire de deux jours, qui ne s'écarte pas de la ligne frontière.

Le directoire fédéral s'abuserait étrangement s'il se figurait, comme le disent chaque jour les journaux de l'opposition, que la France verrait de mauvais œil un acte de vigueur commandé par le sentiment de sa dignité. Nous avons sous les yeux plusieurs lettres de nos départemens. Toutes s'accordent à demander que la France ne subisse pas un refus injurieux. On a parlé des dommages qu'éprouverait le commerce. Le chiffre d'exportation des marchandises suisses, en France, dépasse de 2 millions celui des mar-

chandises importées en Suisse par la France. A Lyon, tous les intérêts gagneraient à un blocus de la Suisse qui ne pourrait plus faire concurrence pour les exportations d'Amérique. Les déclamations des journaux de l'opposition ne sont rien que des déclamations, et, en France, on sait bien à quoi s'en tenir sur leur valeur. Nous serions fâchés que la Suisse l'apprît à ses dépens.

Une affaire grave s'est élevée entre le conseil général de la Loire-Inférieure et le préfet de ce département. D'anciens dissentimens entre le conseil et le premier fonctionnaire paraissent avoir éclaté avec plus de force que jamais, et ont amené une lettre du conseil général au ministre de l'intérieur, par laquelle on offre l'alternative de la démission du conseil ou de la retraite du préfet. Cette lettre, consignée sur le registre des délibérations, ne parviendra à l'administration centrale qu'à la fin de la session des conseils-généraux; elle est donc encore comme non avenue, et on ignore ce que décidera le ministère. On peut toutefois prévoir qu'il ne reconnaîtra pas au conseil général le droit d'obliger le gouvernement à changer un préfet. Déjà un journal de l'opposition, *le Constitutionnel*, blâme sans réserve la conduite du conseil général. Nous aurions peine à employer des termes aussi rigoureux que ceux du *Constitutionnel*, à l'égard d'une assemblée où l'on compte des hommes aussi graves que le sont M. Delahaye-Jousselin, M. Bignon, M. Cossin, députés, et MM. les présidens Levaillant et Guillet. Nous n'avons pas besoin, nous, de témoigner notre adhésion au gouvernement par ces excès de rigueur pour ses adversaires, et nous attendrons le cahier du conseil général de la Loire-Inférieure pour juger ses actes. Mais en principe, sa lettre, qui est une sorte d'ultimatum, nous semble excéder ses pouvoirs, et le ministère aura, en cette circonstance, à bien marquer les limites qui séparent un conseil général d'une chambre des députés. C'est à son retour de sa belle résidence de Lagrange, où il va se reposer des fatigues d'une session difficile, que M. de Montalivet s'occupera de cette affaire. M. le comte Molé prend l'*intérim* du ministère de l'intérieur; on peut être assuré qu'en ses mains les affaires ne péricliteront pas.

Puisque nous parlons du *Constitutionnel*, nous devons le féliciter de la nouvelle route qu'il prend aujourd'hui. *Le Constitutionnel* s'était montré très irrité de la publication de la statistique des journaux que nous avons faite. Il y voyait une immoralité, une violation des secrets de l'industrie, comme si un journal qui demande au pouvoir de la déférence au nom du grand nombre de ses abonnés, et à qui l'industrie s'adresse pour annoncer ses produits, en raison même de ce nombre de lecteurs, pouvait et devait être assimilé à un négoce occulte. *Le Constitutionnel* contestait encore l'exactitude de nos chiffres. S'ils sont inexacts à son égard, c'est sans doute parce qu'on a compté, au timbre et à la poste, comme abonnemens du *Constitutionnel*, les feuilles qu'il échange avec les journaux de province et celles qu'il adresse gratis, en France et à l'étranger, à ses correspondans. Il s'ensuit qu'on serait

plus exact en diminuant de quelques centaines le chiffre des abonnés du *Constitutionnel*, que nous avons donné.

Mais, tout en contestant ce chiffre, *le Constitutionnel* a suivi nos conseils. Il a compris, comme nous le lui disions, que la perte de vingt mille abonnés qu'il a faite depuis 1830, époque où il comptait le nombre prodigieux de vingt-cinq mille abonnés, tient à quelque chose; et pour commencer sa réforme, il a renoncé aux attaques acerbes dont le gouvernement et ce qu'il nomme le *château*, étaient l'objet dans ses articles. Après avoir accordé, il y a peu de temps, de justes éloges à M. Molé, *le Constitutionnel* a salué avec enthousiasme et sans rancune, la naissance du nouveau prince, en protestant de son dévouement pour la monarchie, et en parlant de *la bonne étoile de notre dynastie*. Qu'il y a loin de cette loyale manifestation aux chroniques que faisait, il y a deux mois, *le Constitutionnel*, sur « la ville et la cour! » Nous l'en félicitons sans réserve, et nous ne doutons pas qu'il n'en recueille les fruits avant la publication de sa statistique d'abonnemens du prochain trimestre.

Un journal du soir, plus fidèle à ses principes qu'à ses intérêts, et qui diffère en cela du *Constitutionnel*, l'avait sommé de déclarer pour qui et contre qui il combattait; à quoi *le Constitutionnel*, fidèle du moins à son système, avait répondu que, sans trop admettre le droit que s'arrogent certaines feuilles de lui faire subir un interrogatoire sur ses antipathies et ses sympathies, il allait cependant répondre. On voit que *le Constitutionnel* se croit en droit de cacher non-seulement le nombre de ses abonnés, mais encore ses opinions politiques, et qu'il s'imprimerait volontiers à huis clos, s'il osait. Toutefois, forcé dans son camp retranché, il déclare « que tous ses efforts tendront, comme par le passé, à préparer le renversement du ministère actuel *dans son entier*. »

A la bonne heure! le ministère se contentera donc de se voir soutenu en détail, comme fait aujourd'hui *le Constitutionnel*, tantôt dans la personne de M. Molé, tantôt dans celle de M. de Montalivet, à propos du conseil général de la Loire-Inférieure. Nous regarderions déjà même comme un grand progrès du *Constitutionnel* la justice toute française qu'il rend au chef de notre gouvernement, et l'enthousiasme qu'il montre pour sa famille. A ce prix-là, *le Constitutionnel* évitera désormais les critiques que nous nous sommes permises, à notre grand regret, sur l'esprit injuste et passionné de sa rédaction. Et quant aux feuilles de l'opposition qui se postent derrière *le Constitutionnel* pour l'observer, à peu près comme ces régimens qu'on place derrière des auxiliaires incertains, elles auront beau faire bonne garde, nous leur prédisons que *le Constitutionnel* leur échappera. Ceci n'est pas une conjecture.

M. de Salvandy vient d'adresser, au roi, deux rapports qui feront époque dans l'histoire de l'instruction publique en France. Le ministre rappelle que l'ordonnance de 1816 supprima dix-sept facultés des lettres et trois facultés des sciences; et que, sur sa proposition, la création de nouvelles facultés a été sanctionnée par les chambres. C'est pour régler et améliorer l'enseignement

dans ces facultés, que M. de Salvandy a proposé au roi, qui l'a approuvé, de faire enseigner les langues vivantes dans les départemens.

Nous n'avons pas besoin de démontrer l'excellence de ces vues et de ces mesures; elles parlent elles-mêmes assez haut, et témoignent, ainsi que le rapport de M. de Salvandy sur les études théologiques, combien il a embrassé avec promptitude et élévation, toutes les parties de l'utile administration qui lui est confiée.

LETTRES SUR LA SITUATION EXTÉRIEURE.

IV.

MONSIEUR,

Les derniers jours de session du parlement anglais ont été marqués dans la chambre des lords par une discussion importante et qui mérite de fixer quelque temps notre attention. non qu'elle ait eu, ni qu'elle dût avoir de résultats positifs; mais elle a soulevé plusieurs questions graves, sur lesquelles il ne sera pas inutile de revenir, et provoqué des explications que je crois à propos d'enregistrer et même de développer. Je commencerai par vous exposer en peu de mots le double objet de la discussion que je veux examiner avec vous.

Il y a deux mois à peu près, une assemblée de négocians s'est tenue à Glasgow pour entendre de grands discours et faire une pétition au parlement sur la décadence du commerce anglais, la diminution ou l'encombrement de ses débouchés, les pertes qu'il a subies et celles, plus considérables encore, qui le menacent, au dire de certaines personnes que je crois trop promptes à s'alarmer. Si cette manifestation n'était pas suggérée par M. Urquhart, au moins est-ce lui qui a joué le principal rôle dans l'assemblée de Glasgow et y a prononcé le plus long discours. Vous connaissez de réputation M. Urquhart; vous savez qu'il a fait ou dirigé une terrible guerre de plume contre la Russie; qu'il prêche la restauration de l'empire ottoman; qu'il a essayé de susciter une croisade anglo-française contre l'ambition moscovite, et qu'il n'a pas tenu à lui que la guerre s'allumât en Orient pour la prise du *Vixen*. M. Urquhart, auquel je ne contesterai cependant pas un certain mérite, s'est trouvé un beau jour, grace à ses livres et à ses lettres de Constantinople, poussé, par la faveur populaire et le goût passager de lord Palmerston, aux fonctions éminentes de premier secrétaire d'ambassade en Turquie. C'était en 1836. Puis les dissentimens entre son chef et lui devinrent si graves, que le ministère anglais eut à opter pour les services de l'un ou les services de l'autre. Le poids de lord Ponsonby, allié de lord Grey, fit pencher la balance

en sa faveur; lord Ponsonby resta ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, et M. Urquhart revint dans sa patrie assiéger *Downing-Street* de ses mémoires justificatifs, accabler lord Palmerston de sa volumineuse correspondance, rédiger les pétitions de M. Bell, armateur du *Vixen*, et soulever dans la presse, ainsi que dans les deux chambres, des discussions hostiles sur la direction des affaires extérieures de la Grande-Bretagne. Telle est donc l'influence sous laquelle l'assemblée de Glasgow, dont cette digression nous a un peu éloignés, composa sa pétition. Lord Lyndhurst fut chargé de la présenter dans la chambre haute, et il s'est acquitté de cette tâche le 14 du mois dernier. Voilà l'objet dont j'ai d'abord à vous entretenir.

Lord Lyndhurst est un homme de beaucoup d'esprit, un orateur éloquent, passionné et néanmoins fort habile. Ses connaissances de jurisconsulte, sa parole, l'étendue de son intelligence, en ont fait à la chambre des lords le chef de l'opposition tory, et je ne sais combien de grandes mesures ministérielles ont succombé depuis quelques années sous ses coups. Eh bien! avec toutes ces qualités, le discours qu'il a prononcé à l'appui de la pétition de Glasgow est, passez-moi le mot, un discours pitoyable. Il m'a rappelé ceux que, dans les premières années de la révolution de juillet, tenaient à la tribune de la chambre des députés quelques orateurs aujourd'hui bien tombés dans l'opinion publique et dans l'estime même de leur parti. Comme eux, lord Lyndhurst a parlé de tout à propos de rien, a fait des crimes à son gouvernement de tout ce que n'a pu empêcher ce pauvre gouvernement, des actes de puissances étrangères sur lesquels il ne pouvait exercer le moindre contrôle. Comme eux, lord Lyndhurst a dit pendant une heure : Il fallait faire ceci, ou bien, il fallait prévenir cela, et le tout sans se demander jamais si l'on en avait le droit ou si l'on en possédait les moyens; si la guerre, l'*ultima ratio* en pareilles matières, à supposer que la chose en valût la peine, pouvait même conduire au but et faire obtenir le résultat désiré. Enfin, pour que rien ne manque à la comparaison, le discours de lord Lyndhurst et ceux qu'il me rappelle offrent la même absence d'équilibre, ou plutôt la même contradiction entre l'objet qu'il se propose et les principes généraux de politique ou d'économie sociale dont cet objet est inséparable.

La pétition des négocians de Glasgow roulait, comme je vous l'ai dit, sur la décadence du commerce de la Grande-Bretagne. Lord Lyndhurst, après avoir cité des chiffres qui prouvent effectivement un ralentissement dans les principales branches d'exportation, a donc parlé de l'union des douanes allemandes, de la Vistule fermée au pavillon anglais; de Cracovie, où l'Angleterre n'a point de consul, malgré les promesses de lord Palmerston; de Java, où les Hollandais exigent des droits ruineux, contrairement aux traités; d'Alger enfin, de notre Alger, dont on essaie tous les ans de dégoûter la France, et qui ne laisse pas d'exciter, chez nos voisins, des sentimens de jalousie bien ou mal fondés. Ainsi, voilà que lord Lyndhurst, pour faire vendre aux manufacturiers de Paisley, de Manchester et de Sheffield, quelques milliers de plus d'aunes de toiles de coton et autant de quintaux de grosse quincaillerie,

voudrait sérieusement que son gouvernement fît la grosse voix contre les maîtres de Java, c'est-à-dire la Hollande; contre l'union des douanes allemandes, c'est-à-dire la Prusse; contre les possesseurs du cours de la Vistule, c'est-à-dire encore la Prusse et la Russie; contre les puissances *protectrices* de Cracovie, c'est-à-dire encore la Prusse et la Russie, avec l'Autriche de surcroît; contre les conquérans d'Alger, c'est-à-dire contre la France; en un mot contre toute l'Europe ou à peu près! Si c'est là de la politique, monsieur, je ne m'y connais pas, malgré les exagérations que l'on passe d'ordinaire à des marchands de mauvaise humeur et à toutes les oppositions du monde. Je vais vous parler tout à l'heure d'un autre orateur, lord Strangford, ancien diplomate cependant et homme d'affaires, qui ne se montre pas moins exigeant à l'endroit de nos griefs contre le Mexique et Buenos-Ayres et des moyens que nous avons pris pour en obtenir satisfaction.

Le rôle d'un ministère ainsi attaqué n'est pas glorieux, et cependant ce ministère est dans le vrai, dans la raison, dans la politique, quand il vient opposer à des accusations incohérentes ces simples mots : Nous n'avons pas le droit, nous ne possédons pas les moyens de faire ou d'empêcher, au gré de vos désirs ou de vos alarmes. C'est ce que lord Melbourne a répondu à lord Lyndhurst. Je n'insisterais pas avec vous sur cette discussion, si nos ministères n'avaient eu souvent dans les deux chambres, surtout dans celle des députés, de pareilles interpellations à subir. Mais chez nous aussi, on a plus d'une fois dénoncé l'union des douanes allemandes, comme fort préjudiciable à notre commerce, et comme très dangereuse sous le point de vue politique. Chez nous aussi, on a fait un crime au gouvernement de ne pas avoir arrêté le développement de cette ligne puissante, qui a tant ajouté à l'influence de la Prusse en Allemagne. Chez nous aussi, on a souvent parlé de Cracovie, appelé en termes impératifs l'attention du ministère sur les évènemens dont cette ville était le théâtre, sommé le ministre des affaires étrangères de dire ce qu'il avait fait pour y combattre l'irrésistible prépondérance des trois cours soi-disant protectrices de ce petit état. Eh bien! voici, monsieur, ce qu'a répondu lord Melbourne avec franchise et simplicité. Sans examiner s'il était vrai que l'union des douanes allemandes eût porté un aussi grand préjudice qu'on le prétend au commerce anglais, il a dit que l'Angleterre n'avait pu s'y opposer, que la formation de cette ligue commerciale n'était contraire à aucun traité, qu'aucune puissance étrangère n'avait droit d'intervenir dans des arrangemens de cette nature, essentiellement dépendans du libre exercice de la souveraineté locale. Quelque tort que puissent faire ces conventions au commerce d'une nation rivale, il n'y aurait, a fort bien ajouté lord Melbourne, qu'un moyen d'en neutraliser ou d'en atténuer l'effet : ce serait d'offrir à l'union des douanes tous les avantages au prix desquels elle serait disposée à baisser ses tarifs, comme cela se pratique toujours entre souverainetés égales et également libres. Je recommande cette réponse à M. Mauguin. Assurément, ce n'est pas un langage de matamore; mais c'est le bon sens pratique de l'homme d'état

qui respecte chez les autres les droits qu'il veut pouvoir exercer chez lui. La déclamation perd toute sa force devant ce peu de paroles, et une opposition qui se laisse convaincre d'exigences déraisonnables court grand risque de n'être plus écoutée, même quand elle a raison.

Lord Melbourne a été moins explicite à l'égard de Cracovie. Il s'est borné à dire qu'effectivement le ministère avait eu l'intention d'envoyer dans cette ville un agent consulaire, mais qu'il avait reconnu des obstacles à l'exécution de son projet, et qu'il l'avait abandonné. Je crois savoir de quelle nature ont été ces obstacles. On a dû déclarer à l'Angleterre que son agent ne serait pas reçu à Cracovie, et que l'intérêt commercial n'étant évidemment qu'un prétexte, si le gouvernement anglais persistait dans le dessein de nommer un consul à Cracovie, sa nomination serait regardée comme un acte politiquement hostile. Si mes informations sont exactes, cette déclaration a dû être faite au nom des trois puissances protectrices, la Prusse, l'Autriche et la Russie. Une fois la question ainsi engagée, il fallait examiner, ce me semble, si la vaine satisfaction d'avoir un agent officiel à Cracovie ne serait pas achetée trop cher au prix des graves embarras que l'on pouvait s'attirer en persistant à l'y faire reconnaître. Il fallait se demander si, même en cas de succès, la présence de cet agent serait bien utile à la liberté de Cracovie et à ce reste de nationalité polonaise qu'on prétendait y maintenir. Il fallait se dire enfin qu'une aussi éclatante démarche constituait presque l'engagement formel de prendre fait et cause pour Cracovie, à la première violation de son territoire ou du statut constitutionnel qui lui avait été accordé, à moins de reculer lâchement ou de paraître conniver avec ses oppresseurs. Je ne suis certainement pas loin de la vérité en supposant que toutes ces considérations, que ces graves conséquences se sont présentées à l'esprit du ministère anglais, et l'ont déterminé à l'abandon d'un projet dont il n'avait pas pris l'initiative, et qu'il avait trop légèrement adopté sur une motion impolitique faite dans la chambre des communes. Lord Melbourne n'a pas dit et ne pouvait pas dire tout cela; mais je crois que, s'il avait été forcé de le faire, il aurait facilement justifié dans cette question l'honneur de sa politique et la sagesse de son gouvernement. La politique de l'Angleterre, depuis la révolution de juillet, me paraît avoir le même caractère que celle des grandes puissances du continent. Temporiser et fermer les yeux sur les questions d'un intérêt éloigné, incertain, contestable; agir avec décision et vigueur sur les questions d'un intérêt immédiat et certain; concourir ainsi au maintien de la paix générale et conserver de bons rapports avec tous les gouvernemens : tel est, en peu de mots, le système que tous les cabinets mettent en pratique avec autant de persévérance que de succès. Dans l'exécution de ce système, qu'on retrouve à chaque page de l'histoire de ces dernières années, les gouvernemens se sont fait de grandes concessions, et ont toléré, les uns de la part des autres, un grand nombre d'actes qu'on ne saurait expliquer différemment. La question belge, celle d'Orient, celle d'Italie, celle de Pologne, celle de la Péninsule espagnole, sont trop présentes à tous les esprits dans leurs moindres détails, pour que

vous ne me dispensiez pas de vous rappeler les diverses circonstances par lesquelles se trouve complètement justifiée l'opinion que je vous développe ici. Mais je la recommande à votre plus sérieuse attention, si vous voulez bien comprendre la situation actuelle de l'Europe, les dispositions respectives des élémens rivaux qui s'y agitent, les rapports compliqués de toutes les puissances, et les chances de durée que comporte cet état de choses. Permettez-moi encore, pour *illustrer* ce qui précède, quelques mots sur la manière dont on envisage, en Angleterre, notre conquête d'Alger. J'y suis, d'ailleurs, naturellement ramené par le sujet de cette lettre.

Dans son discours à propos de la pétition de Glasgow, lord Lyndhurst avait parlé aussi d'Alger, comme de Java, de la Vistule et de Cracovie, et il avait accusé lord Palmerston d'avoir déclaré que le gouvernement anglais voyait avec plaisir les progrès de la puissance française en Afrique. Que répondit lord Melbourne? Non content de rectifier la citation faite par lord Lyndhurst, et de rétablir le véritable texte des paroles prononcées par lord Palmerston, il émit à son tour sa propre opinion; il fit connaître les sentimens que lui inspirait à lui-même, comme premier ministre d'Angleterre, notre conquête d'Alger. Lord Palmerston avait dit qu'on n'aurait point à nous adresser de représentations au sujet d'Alger, tant que nos armes ne franchiraient pas les limites de l'ancienne régence, tant que nous respecterions à l'ouest l'empire du Maroc, et à l'est le territoire de Tunis. Ce n'était donc qu'une reconnaissance formelle du droit que nous avait donné la prise d'Alger, de nous considérer désormais comme seuls et légitimes souverains de l'ancienne régence, sauf à ne consommer l'occupation que par degrés et selon nos propres convenances. En reconnaissant ce droit à la France, lord Palmerston ne faisait d'ailleurs que suivre l'exemple de la Porte ottomane elle-même, qui, depuis la prise d'Alger, n'a osé, malgré toutes ses protestations, transmettre ouvertement à personne, sur aucun point de l'Algérie, soit à Constantine, soit à Oran, le titre et les pouvoirs du dernier dey. Mais lord Melbourne a fait plus que lord Palmerston; il a reconnu le droit de la France, et il a dit en même temps que la conquête d'Alger par les armes françaises était un évènement dont l'Angleterre avait lieu de s'affliger; que personne en Angleterre n'avait pu voir sans inquiétude et sans regrets cet agrandissement de la puissance française sur une vaste étendue de la côte africaine. Et néanmoins, a-t-il ajouté, nous ne pouvons faire que la prise d'Alger n'ait pas eu lieu; nous ne pouvons empêcher la France d'y consolider son établissement, d'y étendre sa domination; nous ne pouvons surtout l'empêcher d'y exercer sa souveraineté comme elle l'entend, et d'y mettre en vigueur tels réglemens commerciaux que bon lui semble. Lord Melbourne aurait pu dire ensuite : Il est vrai que maintenant nous prenons nos précautions du côté de Tunis, que nous avons constamment l'œil ouvert sur cette régence, et que nous avons autorisé un officier anglais, le colonel Considine, à entrer au service du prince régnant, pour y diriger l'organisation des troupes, et décon-

certer d'avance l'ambition possible du gouvernement français. Je n'examinerai pas ici, monsieur, jusqu'à quel point l'opinion de lord Melbourne sur la conquête d'Alger par la France est en elle-même raisonnable et juste; ce n'est pas la question qui m'occupe. Mais je veux constater par ces paroles remarquables que l'Angleterre, bien que blessée dans ses intérêts peut-être, et assurément dans ses préjugés nationaux, par certains évènemens qui se sont accomplis au dehors depuis quelques années, sait pourtant se contenir, ne prend pas feu au moindre frottement, à la moindre discordance de vues politiques, à la moindre contrariété dans les relations commerciales. Croyez-vous qu'elle en pèse d'un moindre poids dans les destinées du monde, que son honneur en souffre, que sa véritable puissance y perde? Voit-on que, dans les questions vitales, elle fasse plus de concessions, agisse avec moins de décision et de vigueur, parle avec moins de hauteur et d'efficacité? Pour moi, j'aime cette liberté dans l'alliance des deux peuples; je n'entends pas que leur union soit une fusion complète; car une pareille fusion n'est pas possible; et, si l'on ne se réservait mutuellement quelque latitude, il y aurait bientôt, de part ou d'autre, infériorité, assujétissement, abdication des intérêts propres. L'Angleterre est l'alliée de la France, mais elle n'en est point le satellite; la France est unie à l'Angleterre par des liens très étroits, mais elle n'a pas la prétention de l'entraîner constamment dans son orbite. D'accord sur le but général, et sur quelques grandes questions européennes, les deux puissances obéissent ensuite sur des points secondaires à leurs affinités particulières, aux lois de leur situation, à des traditions diverses; elles poursuivent chacune leurs intérêts, bien qu'opposés quelquefois, et respectent l'une chez l'autre la dignité, la force et les nécessités de leurs gouvernemens. Voilà de quelle manière j'entends, pour mon compte, notre alliance avec l'Angleterre, et il faut savoir gré à lord Brougham d'avoir exprimé ces sentimens, d'avoir développé ces vues avec beaucoup d'élévation, de force et d'éclat, dans sa réponse au virulent discours de lord Strangford.

Vous saurez donc que lord Strangford trouve fort mauvais le blocus des ports du Mexique et de la Plata par les forces navales de la France. Dans sa sollicitude pour les intérêts américains, il épouse même une petite querelle que nous avons maintenant avec le Brésil, au sujet des limites méridionales de la Guyane française. Le gouvernement ayant, par des motifs d'urgence, ordonné, en 1836, l'établissement d'un poste français sur un territoire dont la propriété nous est contestée par le cabinet de Rio-Janeiro, lord Strangford signale dans ce fait assez insignifiant une nouvelle preuve de la soif de conquêtes qui nous dévore, et plaint de tout son cœur cette malheureuse cour du Brésil, exposée à nos injustes agressions. A le voir transporté d'un si beau zèle pour l'indépendance des nouveaux états de l'Amérique du sud et l'inviolabilité de leur territoire, je ne m'étonne plus que d'une chose, c'est qu'à la fin de son discours lord Strangford n'ait pas jugé à propos de rappeler au gouvernement anglais qu'il détient sans titre, depuis quel-

ques années, les îles Malouines ou Falkland, dont la confédération argentine se croit l'incontestable souveraine (1). Un pareil langage eût été assurément fort logique. Mais lord Strangford, en excellent patriote, ne voit que la paille dans l'œil de son voisin, et se garde bien de faire mentir l'admirable sentence de l'Evangile. Encore s'il s'était borné à déplorer des collisions, qui portent, je le sais, un certain préjudice au commerce anglais; s'il avait engagé son gouvernement à provoquer, de la part du Mexique ou de Buenos-Ayres, une demande de médiation, pour y mettre un terme le plus tôt possible! je comprendrais cette recommandation et ne la prendrais point en mauvaise part. Mais lord Strangford va beaucoup plus loin : il fait positivement le procès à la légitimité des griefs de la France; il donne formellement raison aux deux gouvernemens qui, après avoir si long-temps abusé de notre modération et de notre patience, ne nous ont laissé d'autre alternative que le déshonneur ou la guerre. Lord Strangford discute les sujets de plainte, qui, après tant de funestes lenteurs, nous ont mis les armes à la main; il se récrie contre le chiffre d'une indemnité de pillage, réclamée par je ne sais quel marchand français à Mexico; il déclare que le gouvernement de Buenos-Ayres est fondé à violer, dans la personne des Français, tous les droits de l'humanité et tous les principes des relations inter-nationales. En vérité, monsieur, j'ai peine à me persuader qu'un homme d'état, familier, comme il l'est sans doute, avec le caractère des nouvelles républiques américaines et l'histoire de son propre pays, ait sérieusement soutenu ces opinions au milieu du parlement britannique; et je me demande à quoi sert donc la modération d'un gouvernement, si, dans une affaire où elle n'éclate que trop, on trouve le moyen de dénoncer une avidité sans bornes et une ambition démesurée.

Ce n'est pas sans raison que je renvoyais tout à l'heure lord Strangford à l'histoire de son propre pays, pour apprécier plus justement la conduite de la France dans ces malheureux différends avec le Mexique et la confédération argentine; car enfin, l'Angleterre a aussi eu les siens; elle en a eu avec le Pérou, avec le Chili, avec Buenos-Ayres, avec la Nouvelle-Grenade, avec

(1) Le 3 janvier 1833, un bâtiment de la marine royale britannique prit fort cavalièrement possession de l'établissement buenos-ayrien de *la Soledad*, dans une des Malouines, en expulsa le gouverneur qui y résidait au nom de la république argentine, et renvoya à Buenos-Ayres la corvette américaine destinée à protéger cet établissement naissant. Quoique les Anglais aient occupé, dans le siècle dernier, une des Malouines, ils ont reconnu, en restituant par la suite cette possession à l'Espagne, une souveraineté dont les provinces-unies du Rio de la Plata paraissent avoir très légitimement recueilli l'héritage. Cependant, quelques démarches qu'ait faites à Londres le gouvernement de Buenos-Ayres, je ne sache pas qu'il ait rien obtenu, et la prise de possession des Malouines par l'Angleterre est devenue un acte irrévocable, à moins que la marine anglaise n'y trouve pas les avantages qu'elle s'en était promis. Si l'on voulait être rigoureux, on aurait peut-être le droit de signaler dans ce fait un abus de la force, auquel l'établissement du poste français sur la rive droite de l'Oyapock ne saurait être comparé. Mais il faut ajouter, pour la consolation de Buenos-Ayres, que si l'Angleterre n'avait pas occupé les Malouines le 3 janvier 1833, les États-Unis s'en seraient peut-être emparés le 4.

le Mexique lui-même; et pour moi, je ne vois pas d'humiliation à reconnaître que la supériorité de sa marine, et l'idée qu'on se fait généralement de sa puissance, dans des pays où son pavillon se montre fort souvent, où son commerce est immense, ont beaucoup contribué à terminer ces différends sans blocus, sans guerre déclarée. Mais on n'en a pas moins éprouvé, en Angleterre, combien la mauvaise foi, l'outrecuidance, la faiblesse des gouvernemens américains, multiplient les difficultés dans tous les rapports que l'Europe entretient avec eux. Aussi est-on obligé de prendre, avec ces gouvernemens, des précautions fort extraordinaires pour l'exécution des engagemens qu'ils contractent. L'Angleterre en sait quelque chose relativement à la dette colombienne. Par exemple, et c'est le discours de lord Strangford qui me fournit ce fait, le gouvernement de Mexico, incapable de garantir autrement le paiement régulier de ce qu'il doit à l'Angleterre, abandonne à cette puissance un sixième des droits de douane. Je ne blâme pas l'Angleterre d'avoir fait cet arrangement; mais je soutiens qu'il dénote, de sa part, très peu de confiance dans la bonne foi de son débiteur. Et puis, entre nous, monsieur, on connaît à l'Angleterre un certain appétit de possessions lointaines, d'établissemens et de points de relâche dans toutes les mers du globe, que les républiques américaines, si aveugles qu'elles soient, ne se soucient pas d'exciter par des dénis de justice trop prolongés. Le duc de Wellington, dans un discours moins aigre que celui de lord Strangford, et pourtant assez injuste aussi, s'est glorifié d'avoir terminé, pendant son dernier ministère, une affaire très grave avec le Mexique, par des procédés tout différens des nôtres. Je l'en félicite sincèrement, car la chose en vaut la peine. Mais je me rappelle avoir entendu dire qu'à cette époque on insinua au gouvernement mexicain que l'Angleterre jetait depuis long-temps un regard de convoitise sur la province du Yucatan (1), et que, si on la poussait à bout, elle pourrait bien se dédommager, par cette facile conquête, de toutes les pertes que le Mexique lui avait fait subir. Je n'oserais affirmer qu'il y ait eu projet sérieux d'occuper le Yucatan; ce dont je suis certain, c'est que le Mexique a pu le craindre, et je puis ajouter, avec la même certitude, que le Chili et le Brésil ont ressenti à plusieurs reprises des inquiétudes analogues. Je vous ai dit ailleurs ce qui était advenu des Malouines, et je vous laisse à penser quel effet doivent produire de pareilles appréhensions sur des gouvernemens d'une extrême faiblesse, quand on voit que l'Angleterre obéit à un besoin réel, en procurant ainsi à son immense navigation des avantages et une sécurité que le commerce maritime a poursuivis de tout temps. La France, qui semble aujourd'hui accomplir systématiquement, de ses propres mains, la destruction de ses dernières colonies, n'inspire assurément,

(1) On sait que les Anglais ont un établissement à Balize, entre le Yucatan et le Guatemala. Quant à leurs vues antérieures sur ce littoral, il est bon de se rappeler qu'ils se sont emparés, en 1780, de la place de San Fernando d'Omoa, et qu'ils ont occupé l'île de Roatan, sur la côte de Honduras, de 1642 à 1650, de 1742 à 1780, et de 1796 à 1797.

ni au Mexique, ni à Buenos-Ayres, des craintes qui puissent la dispenser de recourir aux armes, pour en obtenir une justice trop long-temps refusée.

Vous ne me reprocherez pas, monsieur, d'avoir pris trop au sérieux une boutade de lord Strangford contre la France. Il est malheureusement impossible de se dissimuler que nos moindres mouvemens sur terre ou sur mer excitent partout en Europe un vague sentiment d'inquiétude et de jalousie qui paraîtra bien mal fondé, si l'on réfléchit à tout ce que ce pays a pu et n'a pas voulu faire depuis 1830. Le discours de lord Strangford, celui du duc de Wellington, le peu de mots qui concernent la France dans le discours de lord Lyndhurst, sont l'expression de ce sentiment. Et remarquez, je vous prie, qu'en même temps le commerce de ces villes où le maréchal Soult recevait naguère un accueil si enthousiaste, s'assemble pour exprimer ses alarmes sur les conséquences des mesures de blocus décrétées contre le Mexique et Buenos-Ayres. Le ministère anglais, placé dans une position très difficile, ne peut que reconnaître timidement notre droit, et c'est ce qu'il a fait par l'organe de lord Melbourne, en répondant à lord Strangford. Mais c'est à nous qu'il appartient de nous défendre, par le plus puissant de tous les moyens, par la presse et la publicité, et de proclamer hautement, ce qui est vrai, que la France rend un grand service à l'Europe entière, quand elle fait respecter le droit des gens européen par les nouveaux états de l'Amérique du sud, comme elle l'a fait en détruisant pour jamais la piraterie sur la Méditerranée.

Le duc de Wellington a très bien dit que, depuis la paix, l'Angleterre avait besoin de multiplier et d'étendre sans cesse davantage ses relations commerciales; que c'était pour elle une nécessité du premier ordre, et qu'il lui fallait, sous peine de périr, non seulement conserver tous les anciens débouchés de son inépuisable industrie, mais en créer toujours de nouveaux. Il en a tiré cette conséquence que le gouvernement de son pays ne devait pas regarder d'un œil indifférent des collisions qui pouvaient, en peu de temps, faire subir des pertes considérables à sa marine marchande, retenir ses expéditions dans ses ports et ses produits fabriqués dans ses magasins. Je trouve cela fort sensé; mais, à moins que le duc de Wellington ne revendique pour l'Angleterre toute seule le commerce de l'Amérique du sud, il doit comprendre que nous aussi, nous y prenions à cœur les intérêts de notre industrie et la sécurité de nos nationaux. Quoique la France n'ait pas engagé dans ces contrées autant de capitaux que l'Angleterre, le commerce qu'elle y fait n'est cependant pas à mépriser, et lui donne le droit comme il lui impose le devoir d'y faire respecter les siens. Tous les Européens gagneront d'ailleurs au succès de sa cause particulière; car généralement la haine s'attache en Amérique, par un déplorable préjugé, à l'étranger industrieux et actif qui vient s'y enrichir, grace à l'état d'enfance où les arts utiles et agréables y sont encore réduits; comme si cet étranger ne rendait pas à l'habitant du pays, en comfortable, en élégance, en jouissances de luxe, l'argent qu'il gagne à la sueur de son front, loin de sa patrie, sous un climat quelquefois mortel!

Pendant les sept ou huit premières années de la restauration, l'Angleterre, qui venait de contribuer si puissamment à l'affranchissement de l'Espagne, a soutenu contre elle une lutte opiniâtre et sourde, pour empêcher les colonies espagnoles de retomber sous la domination de la mère-patrie, ou du moins pour que le principe de la liberté du commerce fût admis dans leurs nouveaux rapports. La politique du gouvernement anglais était en cela favorable aux intérêts de toute l'Europe, bien que le commerce britannique dût en retirer la plus grande masse de profits et la plus immédiatement réalisable. Aujourd'hui, de quoi s'agit-il, sinon de compléter ces résultats, en arrêtant les progrès de ce fatal esprit d'exclusion et de basse jalousie contre les étrangers que la race espagnole de l'Amérique du sud a hérité de ses pères et de ses anciens maîtres? Heureusement, monsieur, que notre mission est comprise, même en Angleterre; car c'est un journal anglais qui, à la première nouvelle du blocus de la Vera-Cruz, a imprimé ces lignes remarquables : « Le gouvernement français mérite la reconnaissance de toutes les nations civilisées en cherchant à faire respecter les règles du droit des gens par *ces barbares sans principes*. Au milieu de ce conflit, les négocians anglais peuvent être exposés à quelques inconvéniens : mais si les Français réussissent, toutes les nations profiteront de la leçon qu'ils auront donnée aux Mexicains; car, après tout, nous croyons que l'Europe s'est un peu trop pressée en traitant dès l'abord sur un pied d'égalité avec le Mexique et les autres gouvernemens de l'Amérique méridionale. » Ce noble et sévère langage me console, moi sincère partisan de l'alliance anglaise, des déclamations absurdes auxquelles le *Times* ne cesse de se livrer contre la France.

Je n'aurais pas donné tant d'importance à la discussion soulevée par lord Strangford, si je ne savais quel retentissement ont en Amérique les moindres paroles prononcées dans les assemblées politiques de l'Europe sur les gouvernemens et les affaires du Nouveau-Monde. Avec leur mépris affecté pour nous, vous ne vous figurez pas, monsieur, combien les Américains du sud se préoccupent de nos jugemens sur leur compte. On fera grand bruit à Mexico et à Buenos-Ayres, j'en suis sûr, de la séance de la chambre des lords du 14 août, et il ne tiendra pas aux journaux de Bustamente et de Rosas que l'opinion de lord Strangford ne passe dans l'esprit des peuples pour celle de la nation anglaise tout entière. La *Revue des Deux Mondes* n'est pas une tribune aussi élevée que le banc du vicomte Strangford à la chambre des lords; mais elle a aussi sa grandeur et se fait entendre assez loin. Ma première lettre sur les affaires de Belgique vous a valu, monsieur, une réponse de M. de Mérode, dont la popularité a repris tout son éclat chez nos voisins. Qui sait quel nom celle-ci peut ajouter, sous trois mois, à la liste de vos correspondans politiques?

***

F. BULOZ.